

gouvernement du Québec
comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1982

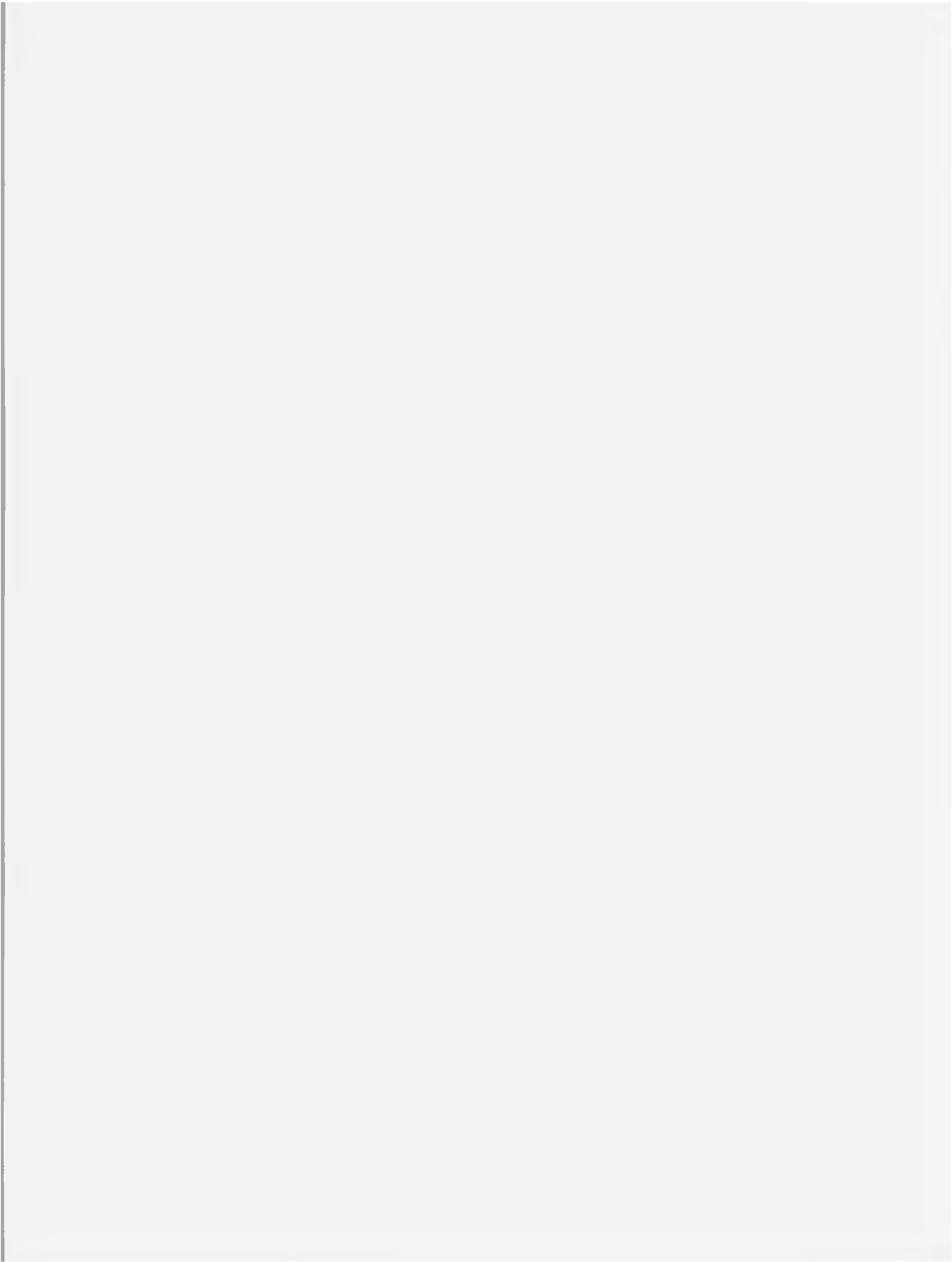
1981-1982

volume 1

états financiers



Québec 



gouvernement du Québec comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1982

1981-1982

volume 1

états financiers

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la
Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6 et modifications)



**Gouvernement du Québec
Ministère des Finances**

07-2051168

Bibliothèque
Université du Québec
CEUAT,
Case Postale 8000, Rouyn, Québec
J9X 5M5

ISSN 0706-2869
ISBN 2-551 05223-8 (Édition complète)
ISBN 2-551 05224-6 (Volume 1)
Dépôt légal — 4^e trimestre 1982
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Jean-Pierre Côté, C.P.
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du
gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars
1982.

Le ministre des Finances,
Jacques Parizeau

Québec, décembre 1982

Au Ministre des Finances
Monsieur Jacques Parizeau
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1982, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6 et modifications).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

Québec, décembre 1982

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE		SECTION
INTRODUCTION	9	OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	1
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1982		Sommaire Revenus Dépenses	
Conventions comptables — Énoncé et exposé	13		
Revenus, dépenses et dette nette	18	OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	2
Actif et passif	20	Sommaire	
Besoins financiers et financement	22	Placements	
Notes complémentaires	23	Régimes de retraite Autres comptes	
Opinion du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	28	FINANCEMENT	3
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1982		Sommaire Variation de l'encaisse Nouveaux emprunts Remboursements d'emprunts Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'université du Québec et Opinion du Vérificateur général	33		
Fonds de relance industrielle et Opinion du Vérificateur général	36	ACTIF ET PASSIF — DETTE NETTE	4
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Opinion du Vérificateur général	38	Actif et passif Dette nette Notes complémentaires	
Fonds des services de santé et Opinion du Vérificateur général	41		
Fonds en fidéicommis et Opinion du Vérificateur général	44	ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	5
Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec et Opinion du Vérificateur général	46	INDEX ALPHABÉTIQUE, pages I — III	
Fonds renouvelable — Télécommunications et Opinion du Vérificateur général	49		
Fonds spécial olympique et Opinion du Vérificateur général	51		
Fonds spéciaux du crédit agricole et Opinion du Vérificateur général	55		

INTRODUCTION

Les Comptes publics sont publiés en deux volumes. Le volume 1 présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1982 accompagnés de l'Opinion du Vérificateur général ainsi que les états financiers des Fonds spéciaux qu'administre le Gouvernement.

Font l'objet des sections 1 à 5 de ce volume, les tableaux et les renseignements supplémentaires concernant:

- les opérations budgétaires qui regroupent les transactions *afférentes aux revenus et aux dépenses, par ministère*, y compris celles relatives aux dépenses en capital;
- les opérations non budgétaires qui regroupent les activités reliées aux placements du Gouvernement, les opérations du *compte des Régimes de retraite de même que les variations* d'éléments d'actif et de passif à court terme;
- les besoins financiers nets découlant des opérations budgétaires et non budgétaires ainsi que les sources de *financement*;
- l'état de l'actif et du passif du Gouvernement au 31 mars 1982 comportant les renvois invitant le lecteur à se reporter aux annexes de l'actif et du passif ainsi que l'état de la dette nette et les *notes complémentaires aux États financiers du Gouvernement* qui y ont été reproduites;
- les tableaux complémentaires détaillant les postes figurant à l'état de l'actif et du passif ainsi que des données financières concernant les passifs éventuels et les engagements financiers du Gouvernement au 31 mars 1982.

Le volume 2 présente, par ministère, le *Détail des dépenses* et la liste des fournisseurs et bénéficiaires. Il contient également la liste des biens en capital.

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1982**

CONVENTIONS COMPTABLES

ÉNONCÉ

Les conventions comptables actuellement en usage au gouvernement du Québec ont été adoptées par le Conseil de la trésorerie lors d'une assemblée tenue le 17 février 1971, ratifiées par le Conseil du trésor le 1er avril de la même année et modifiées subséquemment par ce même organisme.

L'extrait des minutes de ces assemblées, pertinent aux conventions comptables actuellement suivies, se lit comme suit:

- I — Il ne sera plus fait de distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses en immobilisations dans l'établissement du résultat des comptes budgétaires;
- II — Les revenus en provenance du gouvernement du Canada sont comptabilisés selon la base de caisse, à l'exception, lorsqu'ils font l'objet d'une réclamation ou sont estimés avant le 1er mai suivant immédiatement la fin de l'année financière en cause, des revenus reliés à un programme à frais partagés avec compensation financière seulement, lesquels sont plutôt comptabilisés selon la base de l'année financière à laquelle la dépense correspondante a été imputée;
- III — Les recettes jusqu'au 31 mars inclusivement seront incluses dans les revenus de l'année, sans égard à la date à laquelle ces sommes seront déposées à la banque. De plus, les cotisations et les comptes émis avant le 1er avril seront compris dans le revenu de l'année financière qui se termine, et apparaîtront comme comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif;
- IV — Les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril et représentant des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, seront comptabilisées comme revenus de l'année financière qui vient de se terminer; il en est de même pour les contributions perçues des employeurs au cours du mois d'avril afférentes aux salaires versés avant le 1er avril dans le cadre de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie;
- V — Les dépenses, de même que les contributions, les remboursements et les imputations applicables contre les dépenses, seront comptabilisés sur la base d'exercice. Cependant, le 30 avril sera retenu comme date limite pour la création d'un compte à payer couvrant des services rendus et des marchandises reçues avant le 1er avril;
- VI — Les opérations afférentes aux divers régimes de retraite sont traitées comme suit:
 - a) dans le cas du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics RREGOP (L.R.Q., c. R-10 et modifications), le montant imputé aux dépenses du Gouvernement représente 140% des cotisations reçues des employés pendant l'année financière, excluant celles des employés des organismes visés à l'article 120 de la Loi sur ledit Régime, et représente également l'intérêt sur la provision au 31 mars précédent; ce montant, imputé aux dépenses budgétaires du Gouvernement, de même que les contributions à titre d'employeur des organismes visés à l'article 120 de la Loi sur ledit Régime, sont portés au crédit d'un compte non budgétaire par lequel transitent également le paiement des prestations, les remises de cotisations et les remboursements de contributions;
 - b) dans le cas des autres régimes, les cotisations des participants ainsi que, dans le cas particulier du Régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12 et modifications), les contributions des organismes employeurs énumérés au premier alinéa de l'article 72 de la Loi sur ledit Régime, sont portées au crédit d'un compte non budgétaire et ne font pas partie des revenus du Gouvernement; par contre, les pensions payées de même que les remises de cotisations et de contributions sont débitées à ce compte non budgétaire. La contribution du Gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service

antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le Gouvernement. Tout excédent annuel, par régime, des sommes débitées sur celles créditées au compte du régime de retraite est comblé par une imputation aux dépenses des ministères ou organismes concernés et porté au crédit de ce compte non budgétaire;

- VII — Les escomptes sur la dette obligataire et les frais d'émission seront imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ces frais sont initiés. Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction du service de la dette;
- VIII — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaîtront plus à l'état de l'actif et du passif du Québec pour ne laisser apparaître à cet état que les postes compatibles avec un état fondé sur la dette nette. Cependant, un fichier de contrôle des immobilisations sera maintenu et une liste des immobilisations sera incorporée dans les Comptes publics;
- IX — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaissant plus à l'état de l'actif et du passif, il ne sera plus question de charger aux dépenses l'amortissement annuel comme par le passé;
- X — Les placements en actions et en obligations de même que les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont inscrits au coût alors que les autres prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative;
- XI — Les bons du trésor émis en devises canadiennes sont inscrits à leur valeur nominale. L'escompte est apparenté à de l'intérêt et la comptabilité est faite selon la base d'exercice;
- XII — À la fin de chaque année financière, et sans tenir compte des ajustements éventuels susceptibles d'être effectués à l'égard des comptes et des cotisations contestés ou susceptibles de l'être, les comptes à recevoir et les prêts et avances sont analysés pour déterminer le montant de la provision nécessaire pour montrer ces actifs à leur valeur estimative de réalisation.

La variation de cette provision, tant sur les comptes à recevoir que sur les prêts et avances, est portée à la dette nette.

Les comptes à recevoir et les prêts et avances jugés irrécouvrables et radiés au cours d'une année financière sont portés aux dépenses des ministères et organismes qui encourent la perte. Les recouvrements de créances radiées sont par ailleurs portés en diminution des créances radiées.

EXPOSÉ

Pour les fins d'une application pratique, des précisions ont été apportées à cet énoncé par le Contrôleur des finances dans le sens des lignes directrices et de la philosophie qui ont présidé à ces décisions.

Dans l'exposé qui suit, on retrouve l'essentiel de ces précisions qui tiennent compte d'un certain nombre de contraintes administratives et légales et qui couvrent les opérations du Fonds consolidé du revenu et du Fonds des services de santé.

I — GÉNÉRALITÉS

Il est opportun de souligner les différences qui caractérisent les deux méthodes de comptabilité généralement admises. Selon la comptabilité d'exercice, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont encourues. Selon la comptabilité de caisse, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont encaissés et les dépenses, lorsqu'elles sont payées.

Le Gouvernement tient sa comptabilité selon une méthode mitigée de caisse et d'exercice. Cette méthode a été retenue parce que l'emploi de la comptabilité d'exercice intégrale au Gouverne-

ment comporte trop de difficultés administratives, qu'elle nécessite un grand nombre d'estimations plus ou moins valables et que son application est difficile en raison même de certaines dispositions de la Loi sur l'administration financière.

II — REVENUS

Les revenus proviennent de l'application des lois, règlements et ententes; ils sont répartis à l'état des opérations budgétaires en revenus autonomes et en transferts du gouvernement du Canada.

Les revenus autonomes comprennent les impôts sur le revenu et les biens, incluant les contributions des employeurs au Fonds des services de santé, les taxes à la consommation, les droits et permis, les revenus divers et les transferts des sociétés d'État. Les revenus divers découlent de certaines activités du Gouvernement et comprennent notamment:

- Les ventes de biens et services, incluant le produit de la disposition des biens en capital;
- Les intérêts gagnés sur les placements et autres;
- Le produit des amendes et confiscations et la récupération des dépenses faites pour le compte de municipalités, organismes, corporations et individus.

Quant aux transferts du gouvernement du Canada, ils comprennent les encaissements en vertu des lois sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis, de l'entente sur le biliguisme et d'autres lois, ainsi que les contributions du gouvernement du Canada afférentes aux programmes à frais partagés.

Comptabilisation

Revenus autonomes

Sont comptabilisés sous ce titre:

- Les sommes encaissées à titre de revenus au cours de l'année financière;
- Les cotisations, réclamations ou comptes émis au cours de l'année financière, en autant qu'ils représentent des sommes à recevoir à titre de revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer;
- Les réclamations émises à des débiteurs jusqu'au 30 avril inclusivement, eu égard aux dépenses faites pour leur compte avant le 1er avril et qui ont été imputées à une année financière écoulée.

Les soldes non perçus au 31 mars sont inclus aux comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif.

Sont également comptabilisées comme revenus de l'année financière et comme comptes à recevoir au 31 mars, les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril.

La contribution des employeurs au Fonds des services de santé est constituée des sommes encaissées et des comptes émis du 1er avril au 31 mars, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes perçues en trop au titre de revenus, remboursées jusqu'au 31 mars ainsi que les notes de crédit émises à des débiteurs sont déduites des revenus de l'année financière, quelle que soit l'année où ces revenus ont été inscrits.

Les revenus sont inscrits sans déduction des frais incidents à leur réalisation ou à leur perception. Ces frais sont portés aux dépenses.

Transferts du gouvernement du Canada

Ces revenus sont comptabilisés sur la base de caisse. Cependant, les revenus provenant des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement, sont enregistrés selon les sommes encaissées avant le 1er avril et les réclamations et estimations établies, eu égard aux dépenses qui ont été imputées à une année financière écoulée.

III — DÉPENSES

Toutes les charges imputées sur les crédits autorisés de l'année financière terminée le 31 mars constituent des dépenses, à l'exception de celles se rapportant aux opérations non budgétaires.

Ces dépenses comprennent les frais de fonctionnement, les dépenses en capital et les dépenses de transfert. Elles s'effectuent à même les allocations de ressources financières autorisées par l'Assemblée nationale dans le cadre des lois des subsides, des lois particulières et des mandats spéciaux du Gouvernement qui en permettent le déboursé sur le Fonds consolidé du revenu et/ou le Fonds des services de santé.

Comptabilisation

Nonobstant le paragraphe V de l'énoncé des conventions comptables et compte tenu de la Loi sur l'administration financière, seules les charges imputées sur les crédits autorisés sont inscrites aux dépenses.

Les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril.

Quant aux dépenses de transfert, elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année en autant que l'engagement est dûment approuvé avant le 1er avril et que l'imputation aux dépenses est faite au plus tard dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année financière jusqu'à concurrence des crédits autorisés.

Les coûts d'acquisition des biens en capital sont portés aux dépenses et, de ce fait, affectent le résultat des opérations budgétaires d'une année financière. Par conséquent, les édifices gouvernementaux, les routes et ponts et autres biens en capital ne figurent pas à l'état de l'actif et du passif. Cependant, un fichier de contrôle de ces biens est tenu à jour et une liste en est publiée annuellement dans les Comptes publics.

Les dépenses payées d'avance ne sont pas reportées; elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année financière terminée le 31 mars et font partie des opérations budgétaires.

Il ne se fait pas d'imputation pour services rendus entre les ministères ou leurs unités administratives.

Service de la dette

Les intérêts sur les emprunts temporaires ainsi que sur les obligations et les autres emprunts sont inscrits selon la comptabilité d'exercice; il en est de même pour l'escompte sur les bons du trésor qui est apparenté à de l'intérêt.

Les frais d'émission des obligations sont imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont encourus. Les primes ou les escomptes sont inscrits aux revenus ou aux dépenses lors de la réalisation des emprunts. La fluctuation du change étranger entre la date de l'encaissement de l'emprunt et celle du remboursement est portée aux revenus ou imputée aux dépenses lors du remboursement.

L'écart entre la valeur nominale et le coût des obligations acquises pour les fonds d'amortissement ainsi que l'écart entre la valeur nominale et le produit de leur disposition sont portés aux revenus ou aux dépenses.

Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction des dépenses.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

La contribution du Gouvernement à titre d'employeur représente 140% des cotisations encaissées par la Commission administrative du régime de retraite au cours de l'année financière à l'égard des employés participants des secteurs public et parapublic, à l'exclusion de ceux dont les organismes versent leurs contributions d'employeur; à cette contribution est ajouté depuis 1978-1979 l'intérêt sur le solde du compte du Régime au 31 mars précédent. La contribution totale est imputée aux dépenses bud-

gétaires et sa contrepartie est portée au crédit du compte des régimes de retraite.

Autres régimes

Les autres régimes de retraite sont comptabilisés depuis l'année financière 1978-1979 conformément à la convention comptable mentionnée à l'item VI (b) de l'énoncé ci-dessus; cette convention comptable n'a pas été appliquée antérieurement au 1er avril 1978. La dépense est établie en fonction de la politique budgétaire et sa contrepartie est portée au crédit du compte des régimes de retraite.

Radiations des créances irrécouvrables

Les créances radiées au cours de l'année financière sont portées aux dépenses, sauf celles pour lesquelles une provision a été établie au 31 mars 1980.

IV — ACTIF ET PASSIF

L'état de l'actif et du passif est présenté en tenant compte également des notes explicatives qui suivent:

1. Placements temporaires

Ces placements sont susceptibles de réalisation rapide; ils peuvent comprendre des dépôts à terme et des valeurs négociables détenues à titre temporaire, incluant celles émises par le gouvernement du Québec. Ils sont comptabilisés au coût.

2. Comptes à recevoir

Les comptes à recevoir représentent les charges, réclamations ou cotisations émises à des débiteurs pour des revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer.

Les comptes à recevoir comprennent aussi les avances comptables utilisées à des fins d'opérations budgétaires, les montants à recevoir pour des dépenses payées en trop, les intérêts échus sur les placements, les remises perçues des mandataires ou agents du Gouvernement au cours d'avril pour des sommes perçues ou prélevées par eux avant le 1er avril, de même que les sommes perçues des employeurs au cours d'avril pour le Fonds des services de santé et afférentes aux salaires versés par eux avant le 1er avril.

Est déduite des comptes à recevoir une provision pour créances irrécouvrables qui est établie en fonction de leur valeur estimative de réalisation.

3. Placements

— Entreprises du gouvernement du Québec

Les états financiers des entreprises du gouvernement du Québec ne sont pas consolidés avec ceux du Gouvernement. Il en résulte que les excédents, réserves ou déficits accumulés par ces entreprises ne sont pas reflétés à l'état de l'actif et du passif. Ces placements sont inscrits au coût, sauf pour les actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées, à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980, en vertu du chapitre 18 des lois de 1981.

— Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres

Les placements en actions et en obligations sont inscrits au coût et les prêts et avances sont montrés à leur valeur estimative de réalisation.

4. Dette nette

La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs inscrits aux livres et elle est constituée principalement du déficit accumulé des opérations budgétaires depuis 1867 et de certaines opérations qui y sont portées directement.

5. Emprunts temporaires

Les emprunts temporaires en monnaie du Canada sont inscrits à leur valeur nominale et ceux en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

6. Avances des fonds en fidéicommis

Ce compte interfonds représente la partie des dépôts confiés au Bureau général de dépôts utilisée aux fins de l'administration courante du Gouvernement.

Les comptes du Bureau général de dépôts font l'objet d'une comptabilité distincte et le Ministre des Finances rend compte, dans les Comptes publics, de la situation des dépôts et des fonds spéciaux qu'il administre.

7. Compte d'accords de perception fiscale

Ce poste représente les soldes dus à la Régie des rentes du Québec, à la Régie de l'assurance automobile du Québec, au Fonds spécial olympique et à diverses municipalités relativement à des sommes perçues par le Gouvernement pour le compte de ces organismes.

8. Comptes à payer

Ce poste représente la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée et non déboursée au 31 mars.

9. Intérêts courus

Ce compte représente la partie courue et non échue des intérêts sur les emprunts temporaires, les obligations et les autres emprunts diminuée du solde non amorti de l'escompte sur les bons du trésor. Les intérêts courus sur les emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien au 31 mars.

10. Compte des régimes de retraite

Ce compte couvre le passif inscrit à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et des autres régimes de retraite notamment ceux des fonctionnaires, des enseignants et des membres de la Sûreté du Québec.

Il représente pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur moins certains paiements effectués par le Gouvernement. Les cotisations des employés participants et les contributions reçues de certains organismes à titre d'employeur sont déposées pour le compte de la Commission administrative du régime de retraite à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Ce compte représente également pour les autres régimes de retraite, depuis l'année financière 1978-1979, les cotisations des participants, les contributions de certains organismes employeurs et les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur réduits des paiements de pensions et des remboursements de cotisations.

11. Bons du trésor, obligations et autres emprunts

Les dettes en monnaie du Canada sont inscrites à leur valeur nominale et celles en monnaie étrangère le sont en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes.

12. Fonds d'amortissement

Les obligations en monnaie du Canada détenues à ces fonds sont inscrites à leur valeur nominale. Celles en monnaie étrangère, déjà émises par le Gouvernement, sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts; les autres obligations en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'acquisition.

Le Ministre des Finances a comme politique d'annuler les obligations d'une émission détenues dans un fonds d'amortissement créé en rapport avec la même émission.

V — PASSIFS ÉVENTUELS

Cette rubrique couvre:

1. Le solde au 31 mars des sommes empruntées par certaines entreprises du Gouvernement, municipalités, organismes et individus, déduction faite des fonds d'amortissement, dont le

remboursement est garanti par le Gouvernement en vertu de dispositions législatives particulières. Les emprunts garantis en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars;

2. Les contrats de cautionnement dont l'incidence est significative et certains autres passifs éventuels importants prévus par lois.

VI — ENGAGEMENTS FINANCIERS

Budgétaires

Cette énumération couvre:

1. Les engagements autorisés par diverses lois et imputables à des crédits permanents, de même que ceux relatifs à des subventions accordées par le Gouvernement et qui seront imputables à des crédits votés pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital par des commissions scolaires, institutions d'enseignement, de santé et de bien-être et par des organismes municipaux et autres;
2. Les engagements du Ministre de l'Éducation pour le remboursement d'emprunts contractés par des commissions scolaires et des institutions d'enseignement pour des dépenses en capital, les autorisations d'emprunts données par le Ministre aux commissions scolaires, également pour des dépenses en capital, de même que les emprunts sur des marges de crédit bancaire, effectués aux mêmes fins par les établissements du réseau des affaires sociales sur autorisation du Ministre des Affaires sociales;
3. Les subventions accordées par le Gouvernement principalement à des organismes municipaux pour des dépenses en capital, non reliées au remboursement d'emprunts à long terme;
4. Les obligations du Gouvernement à l'égard des congés de maladie accumulés par ses employés.

Les engagements relatifs aux emprunts en monnaie étrangère sont indiqués en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Cette énumération ne comprend pas:

1. Les services et marchandises commandés qui n'ont pas encore été rendus ou livrés;
2. Les engagements relatifs aux intérêts sur les prêts consentis par des institutions financières aux étudiants pendant qu'ils sont aux études;
3. Les engagements relatifs à certaines lois administrées par l'Office du crédit agricole et qui ont trait principalement à des contributions sur l'intérêt payé par les emprunteurs sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada et les institutions financières;
4. Les engagements relatifs à la prise en charge par la Société de développement industriel du Québec d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises ainsi que les exonérations de remboursement d'emprunts dans le cadre de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec;
5. Les biens en voie d'expropriation et dont le Gouvernement n'a pas pris possession;
6. Les réclamations en cours contre le Gouvernement;
7. Tout autre engagement pris dans le cours normal des opérations et dont l'incidence porte sur les années futures.

Non budgétaires

Ces engagements comprennent principalement le solde à verser pour des apports de capitaux à certaines entreprises du Gouvernement et dont le déboursé est déterminé dans une loi ou établi par le Gouvernement en vertu des pouvoirs que lui confère une loi.

Tecumseh

18

REVENUS, DÉPENSES ET DETTE NETTE

Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

	1982	1981 (note 7)
REVENUS		
Impôts sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 053 121	5 315 910
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	1 275 031	601 876
Impôt des sociétés	1 010 474	913 386
Droits de successions	37 777	39 839
	<u>8 376 403</u>	<u>6 871 011</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	1 771 300	1 690 199
Carburants	826 934	492 752
Tabacs	228 557	179 271
Repas et hôtellerie	236 593	209 672
Autres	79 200	61 979
	<u>3 142 584</u>	<u>2 633 873</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	224 724	193 650
Boissons alcooliques	62 810	55 729
Ressources naturelles	143 205	124 084
Pari mutuel	33 295	33 942
Autres	51 920	52 203
	<u>515 954</u>	<u>459 608</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	143 653	129 085
Intérêts	249 434	209 811
Amendes, confiscations et recouvrements	90 168	68 286
	<u>483 255</u>	<u>407 182</u>
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec	225 000	203 000
Société des loteries et courses du Québec	150 000	135 000
Hydro-Québec	6 900	
	<u>381 900</u>	<u>338 000</u>
Total des revenus autonomes	<u>12 900 096</u>	<u>10 709 674</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	2 317 823	1 847 169
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 225 826	1 189 247
Contributions aux programmes de bien-être	663 675	586 739
Autres programmes	364 154	348 563
	<u>4 571 478</u>	<u>3 971 718</u>
Total des revenus	<u>17 471 574</u>	<u>14 681 392</u>

	1982	1981 (note 7)
DÉPENSES		
Affaires culturelles	108 220	93 747
Affaires intergouvernementales	44 776	46 991
Affaires municipales	410 724	346 773
Affaires sociales	4 759 535	4 096 464
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	373 932	347 057
Assemblée nationale	41 859	36 530
Communautés culturelles et Immigration	21 270	26 808
Communications	139 471	123 102
Conseil exécutif	296 633	277 946
Conseil du trésor	7 299	5 802
Éducation	5 914 117	5 064 752
Énergie et Ressources	254 565	205 064
Environnement	89 837	83 014
Finances	1 713 852	1 252 643
Fonction publique	691 382	527 141
Habitation et Protection du consommateur	597	
Industrie, Commerce et Tourisme	149 816	143 304
Institutions financières et Coopératives	17 289	16 777
Justice	560 705	478 471
Loisir, Chasse et Pêche	191 619	190 841
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 173 436	1 083 718
Revenu	200 789	189 793
Transports	1 360 945	1 275 444
Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	1 557 930	1 385 003
Travaux publics et Approvisionnement	279 209	261 561
Total des dépenses	20 359 807*	17 558 746
Déficit des opérations budgétaires	2 888 233	2 877 354
DETTE NETTE		
Solde au début	12 059 002	9 066 335
Déficit des opérations budgétaires	2 888 233	2 877 354
Inscription des actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980	(4 374 109)	
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	79 488	115 313
Régularisation des autres actifs suite au recensement de 1981	41	
Solde à la fin	10 652 655	12 059 002

* Les dépenses en capital incluses dans les dépenses de l'année ainsi que la liste des biens en capital apparaissent à la section 2 du volume 2 des Comptes publics.

Voir les notes complémentaires ci-jointes.

ACTIF ET PASSIF**au 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

ACTIF

	<u>1982</u>	<u>1981</u>
Espèces en banque	37 591	274 515
Placements temporaires	209 327	180 306
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	36 361	37 102
Comptes à recevoir	1 567 976	1 236 102
Intérêts courus	31 348	32 192
	<u>1 882 603</u>	<u>1 760 217</u>
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances		
Entreprises du gouvernement du Québec (note 2)	6 525 613	2 084 616
Municipalités et organismes municipaux	74 291	75 756
Particuliers, sociétés et autres	100 931	69 710
	<u>6 700 835</u>	<u>2 230 082</u>
Autres actifs	<u>2 210</u>	<u>2 251</u>
TOTAL DE L'ACTIF	8 585 648	3 992 550
DETTE NETTE	<u>10 652 655</u>	<u>12 059 002</u>
	<u>19 238 303</u>	<u>16 051 552</u>

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

PASSIF

	<u>1982</u>	<u>1981</u>
Chèques en circulation	197 864	288 288
Avances des fonds en fidéicomis	43 733	44 429
Compte d'accords de perception fiscale	177 411	130 718
Comptes à payer (note 3)	1 006 171	822 962
Intérêts courus	<u>549 161</u>	<u>450 017</u>
	----- 1 974 340	----- 1 736 414
 Compte des régimes de retraite (note 4)	 ----- 3 427 794	 ----- 2 420 484
 Bons du trésor	 1 010 000	 390 000
Obligations moins fonds d'amortissement (note 5)	11 338 747	10 269 591
Autres emprunts (note 5)	<u>1 487 422</u>	<u>1 235 063</u>
	----- 13 836 169	----- 11 894 654
 TOTAL DU PASSIF	 <u><u>19 238 303</u></u>	 <u><u>16 051 552</u></u>

Voir les notes complémentaires ci-jointes.

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

	1982	1981
BESOINS FINANCIERS		
Déficit des opérations budgétaires	2 888 233	2 877 354
Augmentation du passif inscrit à l'égard des régimes de retraite		
Contributions du gouvernement à titre d'employeur imputées aux dépenses	(1 101 060)	(895 656)
Cotisations des participants et contributions d'organismes	(170 436)	(151 283)
	(1 271 496)	(1 046 939)
Pensions et autres paiements	264 186	224 638
	(1 007 310)	(822 301)
Augmentation des placements		
Entreprises du gouvernement du Québec	66 888 (1)	53 123
Municipalités et organismes municipaux	(1 465)	(1 434)
Particuliers, sociétés et autres	33 217 (2)	11 591 (2)
	98 640	63 280
Augmentation des autres éléments d'actif (3)	407 781 (2)	99 083 (2)
Augmentation des autres éléments de passif (3) — diminution en 1981	(237 926)	98 148
Besoins financiers nets	<u>2 149 418</u>	<u>2 315 564</u>
FINANCEMENT		
Emprunts effectués	2 951 612	3 352 864
Emprunts remboursés	1 010 097	581 155
	1 941 515	2 771 709
Diminution de l'encaisse — (4) augmentation en 1981	207 903	(456 145)
	<u>2 149 418</u>	<u>2 315 564</u>

(1) Excluant 4 374 109 000 \$ pour les actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980 dont la contrepartie a été portée à la dette nette.

(2) Les besoins financiers afférents aux placements-particuliers, sociétés et autres ainsi qu'aux autres éléments d'actif — comptes à recevoir ont été augmentés respectivement de 1 996 007 \$ et de 77 492 307 \$ en 1982 (1 948 679 \$ et 113 364 771 \$ en 1981) afin de tenir compte du montant porté à la provision pour créances irrécouvrables inscrit à la dette nette.

(3) Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main et dépôts en circulation, les comptes à recevoir et les intérêts courus et les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicommiss, le compte d'accords de perception fiscale, les comptes à payer et les intérêts courus.

(4) L'encaisse comprend les espèces en banque et les placements temporaires.

Voir les notes complémentaires ci-jointes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1 — Conventions comptables

Les conventions comptables apparaissant à la page 13 comprennent les règles particulières suivies lors de la préparation des états financiers du gouvernement du Québec. L'énoncé énumère les principales conventions comptables ayant fait l'objet de décisions du Conseil du trésor et l'exposé du Contrôleur des finances y apporte des précisions pour les fins de leur application pratique ainsi que des notes explicatives sur les postes de l'état de l'actif et du passif, sur les passifs éventuels et sur les engagements financiers du Gouvernement.

2 — Placements

Les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec sont inscrits comme suit:

	1982	1981
	(millions \$)	(millions \$)
Hydro-Québec — à la valeur de ses réserves au 31 décembre 1980	4 374,1	
Autres — au coût	2 151,5	2 084,6
	<u>6 525,6</u>	<u>2 084,6</u>

La Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec, sanctionnée est entrée en vigueur le 19 décembre 1981, stipule que le total des réserves d'Hydro-Québec au 31 décembre 1980 est imputé au paiement total de 43 741 090 actions attribuées au Ministre des Finances. Jusqu'au 31 décembre 1980, les bénéfices nets accumulés d'Hydro-Québec étaient attribués à des réserves pour le renouvellement du réseau, pour éventualités et pour stabilisation de taux. Le Gouvernement a comptabilisé les actions qui lui ont été attribuées au montant porté au capital-actions émis d'Hydro-Québec; le compte placements dans les entreprises du gouvernement du Québec a été ainsi augmenté de 4 374,1 millions \$ et la dette nette réduite d'autant.

À titre d'information, l'annexe 1 montre l'avoir du Gouvernement dans ses entreprises au montant de 7 048,6 millions \$ (6 469,1 millions \$ en 1981), y compris 28,5 millions \$ en 1982 pour celles dans lesquelles il n'a pas d'apport. Cet avoir comprend les montants inscrits au 31 mars 1982 augmentés des excédents et des réserves accumulés par certaines entreprises et diminués des déficits accumulés par d'autres.

3 — Comptes à payer

Le montant de 1 006,2 millions \$ représente la partie non acquittée du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée au 31 mars 1982. Cependant, en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures qu'au cours de l'année courante, des dépenses encourues n'aient pu être imputées sur un crédit et être portées aux comptes à payer. L'estimation de ces comptes à payer non inscrits au 31 mars 1982 apparaît à l'annexe 2.

4 — Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de 2 344,6 millions \$ pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 1 083,2 millions \$ pour les autres régimes.

a) Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics:

Le montant de 2 344,6 millions \$ ne comprend pas 342,1 millions \$ d'intérêts non comptabilisés au 31 mars 1982. Il ne comprend pas non plus les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des affaires sociales. L'estimation de ces obligations du Gouver-

nement par la Commission administrative du régime de retraite est de 672,5 millions \$ au 31 décembre 1981, et elle est basée sur les données de population et les hypothèses utilisées pour leur évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 1978 et dont le montant s'élevait à 491,1 millions \$ à cette date. Cette estimation tient compte des opérations financières effectuées au cours des années 1979 à 1981.

b) Autres régimes de retraite

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont à la charge du Gouvernement. La Commission administrative du régime de retraite a estimé le passif envers ces régimes à 10 545,8 millions \$ au 31 décembre 1981 alors qu'il s'élevait à 6 947,5 millions \$ au 31 décembre 1978 selon les évaluations actuarielles. L'estimation de ces obligations est basée sur les données de population de 1978 ainsi que sur les hypothèses alors retenues et elle tient compte des rentrées et sorties de fonds pour les années 1979 à 1981.

Les données estimatives mentionnées en a) et b) en date du 31 décembre 1981 sont susceptibles d'être modifiées quelque peu lors de la préparation d'évaluations actuarielles fondées sur les données de population à cette date.

De plus, la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite, sanctionnée le 23 juin 1982, aura pour effet de modérer la progression du déficit des régimes de retraite à l'égard du service postérieur au 30 juin 1982, que l'on aurait obtenu autrement, et partant de leur passif actuariel. En effet, cette loi a principalement pour objet de diminuer annuellement les dépenses budgétaires et les besoins financiers du Gouvernement à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants. Tout en préservant les droits acquis des pensionnés et des participants de ces régimes, la loi prévoit pour le service futur seulement, les principales modifications suivantes:

- Les coûts des régimes sont partagés également à compter du 1er juillet 1982 entre l'employé et l'employeur.
- Pour la portion de la pension reliée aux années de service acquises après le 30 juin 1982, l'indexation de la pension est calculée selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation réduite de 3%.

5 — Obligations et autres emprunts en monnaie étrangère

Les obligations et autres emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation et d'acceptation des dettes. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1982 avaient été appliqués à ces obligations et autres emprunts, ces dettes auraient été augmentées de 341,9 millions \$ (344,0 millions \$ en 1981), dont 29,9 millions \$ pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1982-1983.

6 — Passifs éventuels et engagements financiers

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 17 838,4 millions \$ au 31 mars 1982 (15 380,7 millions \$ en 1981), dont 16 269,7 millions \$ en 1982 se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec et de ses filiales. Les engagements financiers totalisent 5 881,5 millions \$ à cette date (5 100,2 millions \$ en 1981). Ces passifs éventuels et engagements financiers sont présentés sommairement à l'annexe 3.

7 — Chiffres comparatifs de l'état des revenus et dépenses

La diminution des revenus de 37,9 millions \$ en 1981 découle d'abord de la réduction de 26,4 millions \$ des revenus relatifs à l'immatriculation des véhicules automobiles et autres permis ainsi que de la réduction de 5,3 millions \$ des ventes de biens et services, afférents aux remboursements des frais de perception des primes d'assurance automobile, le tout en raison de l'intégration du Bureau des véhicules automobiles à la Régie de l'assurance

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

automobile du Québec en fin d'année 1980. Le solde de 6,2 millions découle de la réduction des ventes de biens et services reliés aux remboursements de dépenses de télécommunication d'organismes, n'émargeant plus au budget du ministère des Communications, suite à la création d'un fonds renouvelable à cette fin. En contrepartie, les dépenses des ministères des Communications et des Transports ont été réduites respectivement de 6,2 millions \$ et de 31,7 millions \$.

Au cours de l'année financière 1981-1982, le Gouvernement a changé la dénomination de certains ministères et a procédé à des transferts de services entre ministères à compter du 1er mai 1981. C'est ainsi que le ministère de l'Immigration est devenu le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, le ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières est devenu le ministère des Institutions financières et Coopératives, alors que l'administration du programme de la Protec-

tion du consommateur a été confiée au Conseil exécutif. De plus, le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre est devenu le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu qui s'est vu transférer la gestion des régimes de compensation du revenu du ministère des Affaires sociales.

Le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur a été constitué le 18 juin 1981 et un budget de démarrage fut octroyé pour lui permettre d'opérer le reste de l'année; les services en provenance du Conseil exécutif ne lui seront transférés qu'à compter de 1982-1983.

Pour tenir compte de ces nouvelles dénominations, des transferts de juridiction et de certaines autres reclassifications budgétaires, les données financières comparatives de 1981 ont été redressées au besoin pour correspondre à la présentation des états financiers de 1982.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)
AVOIR DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1)

ANNEXE 1

(MILLIERS \$)

Nom de l'entreprise	Montant inscrit au 31 mars 1982	Excédents, réserves ou (déficits) accumulés (2)	Avoir du Gouvernement 1982	1981
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT DÉTIENT UN PLACEMENT				
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000		10 000	10 000
Hydro-Québec et filiales (1981-12-31)	4 374 109	551 928	4 926 037	
Office de l'électrification rurale	2 555		2 555	3 053
Office des autoroutes du Québec (1981-12-31)	369 692	45 536	415 228	406 946
Office du crédit agricole du Québec	201 075	2 550	203 625	250 201
Raffinerie de sucre du Québec	2 000	11 013	13 013	14 402
Régie de l'assurance automobile du Québec	361		361	755
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	6 400		6 400	6 400
Sidbec et ses filiales (1981-12-31)	593 449	(243 048)	350 401	385 567
Société d'aménagement de l'Outaouais	35 113	(18 195)	16 918	23 080
Société de cartographie du Québec	3 000	(503)	2 497	2 815
Société de développement autochtone de la Baie James	2 500		2 500	2 250
Société de développement coopératif	18 620	272	18 892	12 181
Société de développement de la Baie James (1981-12-31)	60 000	3 267	63 267	64 413
Société de développement immobilier du Québec	74 666	(11 237)	63 429	64 666
Société de développement industriel du Québec	32 944	14 467	47 411	51 659
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — Rexfor et ses filiales	78 050	19 176	97 226	97 162
Société des alcools du Québec (1982-03-27)	30 000	3 037	33 037	31 555
Société des loteries et courses du Québec	170	9 476	9 646	8 715
Société des traversiers du Québec	1 500	466	1 966	1 833
Société d'habitation du Québec (1981-12-31)	147 521	4 674	152 195	156 532
Société du parc industriel du centre du Québec	38 056	(2 124)	35 932	37 456
Société générale de financement du Québec et ses filiales (1981-12-31)	166 934	51 456	218 390	163 052
Société nationale de l'amiante et ses filiales	36 897	(1 341)	35 556	30 869
Société québécoise de développement des industries culturelles	8 500	(488)	8 012	4 592
Société québécoise d'exploration minière — SOQUEM et ses filiales	89 000	42 080	131 080	115 681
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — SOQUA et ses filiales	35 000	8 292	43 292	39 897
Société québécoise d'initiatives pétrolières — SOQUIP	107 500	(2 231)	105 269	85 000
Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel et Société inter-port de Québec	1	5 902	5 903	4 658
	<u>6 525 613</u>	<u>494 425</u>	<u>7 020 038</u>	<u>2 075 390</u>
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT NE DÉTIENT PAS DE PLACEMENT				
Centre de recherche industrielle du Québec		12 084	12 084	12 618
Corporation d'hébergement du Québec (1981-03-31)		10 245 (3)	10 245	2 388
Régie du Grand Théâtre de Québec		(145)	(145)	(173)
Société de radio-télévision du Québec (1981-08-31)		6 352	6 352	4 769
Hydro-Québec et filiales				4 374 109
		<u>28 536</u>	<u>28 536</u>	<u>4 393 711</u>
	<u>6 525 613</u>	<u>522 961</u>	<u>7 048 574</u>	<u>6 469 101</u>

(1) Les entreprises énumérées sont celles dont la majorité des administrateurs sont nommés par le Gouvernement à l'exception de la Société de développement autochtone de la Baie James. Ne sont pas compris, par ailleurs, les organismes gestionnaires de fonds d'assurance et ceux de type fiduciaire à l'exception des apports du Gouvernement consentis sous forme de dotation et d'avances au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, à la Régie de l'assurance automobile du Québec et à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

(2) Au 31 mars 1982, sauf lorsque indiqué à une autre date à la suite du nom de l'entreprise. Ces excédents et réserves accumulés ou déficits sont ceux apparaissant aux états financiers des entreprises selon les conventions comptables qui prévalent pour chacune d'elles, lesquelles diffèrent substantiellement de celles du Gouvernement.

(3) Ce chiffre provient des états financiers non vérifiés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

ESTIMATION DES COMPTES À PAYER NON INSCRITS AU 31 MARS 1982

ANNEXE 2

(MILLIERS \$)

	1982	1981
Pour des dépenses de fonctionnement et de capital encourues au 31 mars 1982 et non comptabilisées		
Marchandises livrées et services rendus	21 954	43 683
Indemnités d'expropriations afférentes à des biens dont le Gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1 ^{er} avril excluant les frais y afférents de l'ordre de 19 millions \$	30 812	48 861
Solde dû sur les biens achetés à terme	3 807	4 341
	<u>56 573</u>	<u>96 885</u>

Pour des dépenses de transfert afférentes à des frais encourus au 31 mars 1982 et non comptabilisées

À verser aux commissions scolaires et aux institutions qui opèrent à budget dans le cadre de politiques ministérielles, y compris le transport scolaire

	Année 1981-1982 (1)	Années antérieures (1)		
Commissions scolaires				
Fonctionnement	(19 649) (4)	{ 403 920 (2) 239 368 (3)	623 639	698 200
Transport	46 814 (4)	2 760	49 574	41 324
Collèges d'enseignement général et professionnel	48 287 (4)		48 287	45 400
Universités	70 482 (4)		70 482	60 500
Institutions privées d'enseignement	19 561 (4)		19 561	18 600
Institutions de santé et de bien-être	208 623 (5)	252 704 (5)	461 327	245 184
	<u>374 118</u>	<u>898 752</u>	<u>1 272 870</u>	<u>1 109 208</u>

À verser à des commissions de transport pour les frais de fonctionnement et le service de la dette

À verser à divers organismes et personnes

	87 862 (6)	84 409
	<u>26 769</u>	<u>54 614</u>
	<u>114 631</u>	<u>139 023</u>
	<u>1 444 074</u>	<u>1 345 116</u>

(1) Des institutions subventionnées.

(2) Pour le dernier versement de 15% pour l'année scolaire 1980-1981.

(3) Arrérages pour les années scolaires 1979-1980 et antérieures.

(4) Les dépenses à payer proviennent de la différence entre le coût réel de l'enseignement encouru par les institutions durant les années financières du Gouvernement et les paiements des dépenses de transferts imputés sur les crédits des années financières du Gouvernement.

(5) Ces arrérages accumulés au cours des années 1974 à 1982 sont susceptibles d'être révisés suite au parachèvement des travaux d'analyse des états financiers des institutions et à l'application de la politique ministérielle approuvée par le Conseil du trésor concernant la détermination et l'utilisation des surplus accumulés dans certains centres hospitaliers, lesquels ont été estimés à 27 511 596 \$. Quant aux surplus estimés à 23 993 111 \$ réalisés par certaines institutions de services sociaux, la politique ministérielle de la détermination et de l'utilisation de ces surplus a été élaborée et sera soumise à l'approbation du Conseil du trésor.

(6) Y compris 73 926 886 \$ pour le déficit d'exploitation de 1979 réparti comme suit:

	Capital	Intérêts	Payable sur
C.T.C.U.M.	53 720 592	16 619 221	7 ans
C.T.R.S.M.	2 592 905	994 168	4 ans

Les paiements s'effectueront à compter de l'exercice 1982-1983.

(7) 15% au cours de la première année subséquente et 15% au cours de la deuxième année subséquente.

	Dépenses annuelles encourues par les institutions en regard des années financières du Gouvernement		Répartition des dépenses de transferts imputées sur les crédits des années financières du Gouvernement		À compter de
	Année financière du Gouvernement		Année financière du Gouvernement		
	en cours	subséquente	en cours	subséquente	
Commissions scolaires	%	%	%	%	
Fonctionnement	70	30	70	15,15 (7)	1979-1980
Transport	70	30	50	50	1975-1976
Cégeps	75	25	68	32	1979-1980
Universités	83,3	16,7	75	25	1970-1971
Institutions privées d'enseignement	70	30	60	40	1969-1970

PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS**ANNEXE 3**

(MILLIERS \$)

	1982	1981
EMPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec et filiales	16 269 701	13 983 022
Régie des installations olympiques	673 893	630 448
Autres entreprises du gouvernement du Québec	426 644	322 320
Prêts aux étudiants	360 226	312 356
Municipalités, particuliers et sociétés	107 921	132 553
	<u>17 838 385</u>	<u>15 380 699</u>
ENGAGEMENTS FINANCIERS		
Budgétaires:		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	2 607 467	2 595 000
Institutions de santé et de bien-être	898 280	697 691
Municipalités et organismes municipaux	947 808	791 086
Autres	63 754	42 601
Pour des dépenses en capital d'organismes municipaux	250 723	279 529
Pour des marges de crédit bancaire autorisées en faveur des commissions scolaires pour des dépenses en capital	475 000	265 000
Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement	294 096	266 634
Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres	111 794	34 933
	<u>5 648 922</u>	<u>4 972 474</u>
Non budgétaires:		
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec	232 600	127 750
	<u>5 881 522</u>	<u>5 100 224</u>

AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS**Sidbec**

Le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, les montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation ministère. Cette garantie prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Sidbec-Normines Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1982 à 474,4 millions \$ (460,1 millions \$ en 1981). Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieurs à sa quote-part de 50,1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

Société générale de financement du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1982 à 158,0 millions \$ (153,7 millions \$ en 1981).

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

Le Ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs lequel doit s'effectuer d'abord à même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10 millions \$.

Au 31 mars 1982, l'avoir du Fonds s'élevait à 13,3 millions \$ (12,3 millions \$ en 1981) et le solde en principal des prêts consentis à 1 221,7 millions \$ (926,4 millions \$ en 1981).

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(Article 71a de la Loi sur l'administration financière)

J'ai vérifié les états financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1982. Ces états comprennent :

- l'état des revenus et dépenses et de la dette nette;
- l'état de l'actif et du passif; et
- l'état des besoins financiers et du financement.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, les renseignements financiers présentés dans ces états sont établis selon les conventions comptables du gouvernement du Québec dont il est fait mention à la note complémentaire 1 aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Cependant, je formule dans les paragraphes qui suivent des remarques à l'égard de certaines de ces conventions comptables qui, à mon avis, ne sont pas convenables pour une présentation appropriée de certains actifs, passifs et dépenses du Gouvernement. Je formule également une remarque sur l'intégrité des états financiers.

1. Compte des régimes de retraite

Le Gouvernement comptabilise une partie seulement de ses obligations envers ses régimes de retraite; il fournit toutefois dans la note complémentaire 4 aux états financiers des renseignements quant à ses obligations globales. Si une telle façon de procéder peut actuellement paraître tolérable en ce qui regarde le passif actuariel pour le service antérieur non comptabilisé, il ne faut pas oublier que toutes les obligations du Gouvernement découlant des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif comme ses autres dettes et qu'il serait donc normal de les retrouver au passif dans les états financiers eux-mêmes.

Les coûts reliés au service courant devraient être comptabilisés au complet dans l'année où ils sont encourus. Les coûts relatifs au service antérieur non encore imputés aux dépenses devraient l'être par voie d'amortissement selon une méthode appropriée ou être imputés en total directement à la dette nette.

— Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (RREGOP)

Tel que mentionné à la note complémentaire 4 aux états financiers, le passif de 2 344,6 millions \$ à l'égard de ce régime ne comprend pas 342,1 millions \$ d'intérêts non comptabilisés au 31 mars 1982. Il ne comprend pas non plus les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des affaires sociales; ces obligations du Gouvernement sont estimées à 672,5 millions \$ au 31 décembre 1981 par la Commission administrative du régime de retraite et sont susceptibles d'être modifiées quelque peu lorsque les évaluations actuarielles à cette même date seront complétées.

À mon avis, des mesures devraient être prises pour compléter l'inscription des obligations du Gouvernement envers ce régime.

— Autres régimes de retraite

Tel que mentionné également à la note complémentaire 4 aux états financiers, les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont à la charge du Gouvernement. La Commission administrative du régime de retraite a estimé le passif envers ces régimes à 10 545,8 millions \$ au 31 décembre 1981 alors qu'il s'élevait à 6 947,5 millions \$ au 31 décembre 1978 selon les évaluations actuarielles; les données estimatives en date du 31 décembre 1981 sont susceptibles d'être modifiées quelque peu lorsque les évaluations actuarielles à cette même date seront complétées.

Au 31 mars 1982, le montant inscrit aux livres du Gouvernement à l'égard du passif de ces régimes de retraite est de 1 083,2 millions \$.

Actuellement, les conventions comptables concernant ces autres régimes de retraite stipulent que «la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le Gouvernement».

La politique budgétaire détermine que :

«à compter de l'année financière 1979-1980, les contributions du Gouvernement aux régimes de retraite autres que le RREGOP et qui sont administrés par la Commission administrative du régime de retraite sont établies comme suit :

- a. pour le service courant: 140% du total des cotisations des participants;
- b. pour le service antérieur: amortissement, sur une période de 50 ans, des déficits actuariels estimés au 31 décembre 1978 par la Commission administrative du régime de retraite;

à compter de l'année financière 1980-1981, le solde créditeur du compte non budgétaire au 31 mars précédent de chacun des régimes de retraite porte intérêt au taux appliqué par la Caisse de dépôt et placement du Québec sur les dépôts à son fonds général pour l'année civile se terminant au cours de l'année financière en cause du Gouvernement».

Sur une période de trois ans, les obligations du Gouvernement envers ces autres régimes ont augmenté de 3 598,3 millions \$ alors que le passif inscrit aux livres s'est accru de 1 072 millions \$. L'augmentation de 2,5 milliards \$ du passif non inscrit a été causée par l'insuffisance de la contribution du Gouvernement tant pour le service antérieur que pour le service courant.

À mon avis, les conventions comptables concernant ces autres régimes de retraite ne devraient pas se définir par une référence à une politique budgétaire mais elles devraient énoncer dans leur libellé même la façon dont tous les coûts afférents aux services courant et antérieur doivent être comptabilisés.

Il y a lieu de noter que l'Assemblée nationale a adopté en juin 1982 la «Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite». Cette loi a comme l'un de ses objets le partage en parts égales entre employeurs et employés, à compter du 1^{er} juillet 1982, du coût des régimes des enseignants, des fonctionnaires et des employés du Gouvernement et des organismes publics. Les conventions comptables devront être modifiées à la suite de l'adoption de cette loi, et il y aurait lieu à cette fin de s'inspirer des recommandations que nous avons formulées sur le sujet.

2. Estimation des comptes à payer non inscrits

La note complémentaire 3 aux états financiers mentionne que des dépenses encourues n'ont pu être imputées sur un crédit et portées aux comptes à payer en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière. Un tableau de ces comptes à payer non inscrits apparaît à l'Annexe 2 des notes complémentaires aux états financiers.

Cette façon de procéder a pour effet de sous-évaluer le passif et la dette nette au 31 mars 1982 de 1 444 millions \$ (31 mars 1981: 1 345 millions \$). D'autre part, les dépenses et le déficit des opérations budgétaires sont sous-évalués de 99 millions \$ pour l'année financière 1981-1982.

À mon avis, les méthodes comptables devraient être modifiées de façon à ce que tous les frais encourus directement par le Gouvernement pour une année financière soient inscrits aux livres en fin d'année; on devrait faire de même pour les dépenses de transfert afférentes à des frais de fonctionnement encourus au 31 mars par les commissions scolaires et les institutions d'enseignement, de santé et de bien-être. Ces modifications aux

méthodes devraient être adoptées même si en raison de leur application les états financiers devaient montrer un excédent des dépenses sur les crédits autorisés.

3. Placements dans les entreprises du gouvernement du Québec

Hydro-Québec est devenue une compagnie à fonds social en vertu d'une loi adoptée en décembre 1981; son capital-actions émis de 4 374,1 millions \$ a été constitué par ses réserves accumulées au 31 décembre 1980 pour le renouvellement du réseau, pour éventualités et pour stabilisation de taux. Le Gouvernement pour sa part a pris la décision de comptabiliser les actions qui lui ont été attribuées au montant porté au capital émis d'Hydro-Québec et ainsi d'augmenter ses placements dans ses entreprises de 4 374,1 millions \$ et de réduire sa dette nette d'un même montant.

La convention comptable adoptée par le Conseil du trésor stipule que «les placements en actions et en obligations de même que les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont inscrits au coût». L'exposé du Contrôleur des finances sur les conventions comptables qui comportait la même disposition a été modifié pour faire une exception du cas d'Hydro-Québec.

Mes remarques sont les suivantes:

Le montant inscrit aux placements correspond à celui qui a été porté au capital-actions d'Hydro-Québec, mais il ne représente pas un coût puisque le Gouvernement n'a pas été appelé à déboursier quoi que ce soit. La convention comptable émise par le Conseil du trésor n'a donc pas été respectée puisqu'elle n'a pas été modifiée pour admettre une transaction sur cette base.

Il y a divergence entre la convention émise par le Conseil du trésor et l'exposé du Contrôleur des finances sur les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec.

Il y a lieu de noter de plus que l'exception devient plus forte en valeur que la règle elle-même, puisque le placement dans Hydro-Québec est de 4 374,1 millions \$ cependant que l'ensemble des autres placements dans les entreprises totalise 2 151,5 millions \$.

À titre d'information, on trouve en annexe aux notes complémentaires aux états financiers un tableau de l'avoir du Gouvernement dans ses entreprises. Cet avoir se compose du montant inscrit aux livres augmenté des excédents et réserves accumulés par certaines entreprises et diminué des déficits accumulés par d'autres. Ces excédents, réserves et déficits sont ceux qui apparaissent aux états financiers des entreprises; ils ont été établis selon les conventions comptables qui prévalent pour chacune d'elles, lesquelles diffèrent substantiellement de celles du Gouvernement.

Lorsqu'un placement dans une entreprise du Gouvernement a subi une baisse durable de valeur, la valeur comptable devrait être réduite en conséquence. C'est le cas du placement dans les entreprises suivantes:

— Office des autoroutes du Québec

Le placement dans l'Office des autoroutes du Québec a subi, à mon avis, une baisse durable de valeur qui n'est pas reflétée aux livres du Gouvernement. Les avances à cette société s'élevaient à 369,7 millions \$ au 31 mars 1982 et la société n'a jamais démontré sa capacité de les rembourser. Le déficit d'opérations accumulé atteint 139,8 millions \$ au 31 décembre 1981.

D'ailleurs, le 16 novembre 1982, le Ministre des Transports a présenté en première lecture à l'Assemblée nationale le projet de loi no 88, Loi modifiant la loi sur les autoroutes et d'autres dispositions législatives, qui a pour objet d'intégrer les activités de l'Office des autoroutes du Québec au ministère des Transports, l'office ne conservant comme seule activité que le remboursement de sa dette obligataire. Le projet de loi prévoit effectivement l'imputation à la dette nette du Gouvernement de son placement de 369,7 millions \$ dans l'Office des autoroutes.

— Société d'aménagement de l'Outaouais

Les avances à cette société s'élevaient à 35,1 millions \$ au 31 mars 1982 auxquelles s'ajoutaient des intérêts échus à recevoir de 18,4 millions \$. Malgré des subventions annuelles reçues du ministère des Affaires municipales, le déficit net accumulé de la société est passé de 4,5 millions \$ au 31 mars 1979 à 18,2 millions \$ au 31 mars 1982. Le placement dans cette société a subi, à mon avis, une baisse durable de valeur qui n'est pas reflétée aux livres du Gouvernement.

— Sidbec

Cette société appartient en propriété exclusive au Gouvernement qui y détient un placement d'un coût de 593 millions \$ au 31 mars 1982. De plus, le Gouvernement a garanti des obligations émises par SIDBEC pour un montant de 113,5 millions \$. Le Gouvernement a aussi garanti en vertu d'un contrat de cautionnement de 1976 le paiement des montants à être versés par SIDBEC au terme d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Ce cautionnement couvre principalement le versement de certaines sommes en cas de manque de fonds de SIDBEC-Normines Inc. ou de défaut en regard du paiement de primes et d'intérêt et du remboursement du capital des obligations émises par SIDBEC-Normines Inc., lesquelles s'élevaient à 474,4 millions \$ au 31 mars 1982. Les engagements de SIDBEC se limitent à sa quote-part de 50,1% de participation dans l'équité de SIDBEC-Normines Inc.

Depuis le 1er avril 1982, le Gouvernement a consenti des avances temporaires à SIDBEC qui s'élevaient à 50,7 millions \$ au 30 septembre 1982.

L'analyse des résultats d'exploitation de SIDBEC pour les dix dernières années révèle qu'à l'exception de l'année 1974, cette société a encouru annuellement des pertes pour atteindre un déficit d'opérations accumulé de 294,8 millions \$ au 31 décembre 1981. Le surplus d'apport provenant de subventions et d'aides des gouvernements s'élève à 51,8 millions \$ à cette même date. Pour l'année 1982, il est prévu que les pertes d'opérations s'élèveront à environ 150 millions \$. À mon avis, le placement de 593 millions \$ du Gouvernement dans SIDBEC au 31 mars 1982 a subi une baisse substantielle de valeur qui n'est pas reflétée aux livres du Gouvernement.

4. Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables

Conformément à une convention comptable en vigueur depuis l'année financière 1980-1981, la variation annuelle de la provision pour créances irrécouvrables, tant sur les comptes à recevoir que sur les prêts et avances, est portée à la dette nette. Les comptes à recevoir et les prêts et avances jugés irrécouvrables et radiés au cours d'une année financière sont portés aux dépenses, sauf ceux pour lesquels une provision a été établie au 31 mars 1980.

En comptabilité d'exercice, lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, on doit créer immédiatement une provision pour cette créance et cette provision doit être imputée aux dépenses de l'année courante; le résultat des opérations est affecté d'autant. Au gouvernement du Québec, la plus grande partie des créances irrécouvrables est constituée de cotisations aux contribuables et de comptes aux mandataires, lesquels sont enregistrés aux livres comme comptes à recevoir et revenus au moment de leur émission; en vertu du principe du rapprochement des revenus et des dépenses, il devient donc nécessaire d'imputer une provision aux dépenses dès que les créances sont jugées irrécouvrables et non pas au moment où elles sont radiées. Comme l'expérience prouve qu'au Gouvernement les radiations de créances irrécouvrables se font plusieurs années après l'établissement de la provision, la convention comptable a pour effet de présenter à l'état de revenus et dépenses d'années futures une dépense de l'année courante.

À mon avis, la nouvelle convention comptable de 1980-1981 est inappropriée et le Gouvernement devrait imputer aux dépenses

budgétaires de l'année, et non pas à la dette nette, le montant porté annuellement à la provision pour créances irrécouvrables. L'effet de cette convention comptable est de sous-évaluer les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année 1981-1982 d'un montant de 79,5 millions \$ (1980-1981: 115,3 millions \$).

5. Intégralité des états financiers du Gouvernement

Le Gouvernement ne définit pas l'entité globale dont il fait rapport dans ses états financiers. On peut déduire par l'état des revenus et dépenses qu'il s'agit, d'une façon générale, des ministères. Cependant, seules des recherches approfondies dans les Comptes publics permettent au lecteur de découvrir que certains organismes et offices en font partie tels, pour en nommer quelques-uns, l'Office des personnes handicapées du Québec, l'Office des services de garde à l'enfance et l'Office de la langue française. De même, les dépenses de certaines sociétés d'Etat telles Radio-Québec, la Société d'habitation du Québec et la Société de développement industriel du Québec sont incluses dans des dépenses de ministères dans la mesure où ces ministères ont contribué au financement de leurs activités.

Depuis quelques années, nous assistons à une augmentation du nombre de fonds spéciaux dont les états financiers apparaissent à la suite des états financiers du Gouvernement aux Comptes publics. Certains de ces fonds spéciaux sont financés par des taxes et des impôts.

À titre d'information, on trouve en annexe aux notes complémentaires aux états financiers actuels un tableau de l'avoir du Gouvernement dans nombre de ses entreprises. Certaines de ces entreprises sont de nature plutôt commerciale telles la Société des alcools du Québec, Loto-Québec et la Société générale de financement, cependant que d'autres fournissent à la population des services gouvernementaux telles la Société d'habitation du Québec et l'Office du crédit agricole.

À mon avis, il existe un besoin sérieux pour le Gouvernement d'étudier le problème de son entité comptable et d'établir les critères d'inclusion des divers organismes ou activités dans cette entité. Cette étude est nécessaire si l'on veut que les états financiers du Gouvernement fournissent aux utilisateurs un état réellement complet de sa situation financière et du résultat de ses opérations.

Dans la partie de mon Rapport annuel 1981-1982 à l'Assemblée nationale portant sur les états financiers du gouvernement du Québec, on trouvera des renseignements et des commentaires supplémentaires.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 19 novembre 1982

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1982

**FONDS D'AMORTISSEMENT
AFFÉRENT À UN EMPRUNT
DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1982

	<u>1982</u>	<u>1981</u>
ACTIF		
Encaisse	16 388 \$	29 168 \$
Placements (note 3)	1 469 000	1 034 000
Intérêts courus	<u>67 830</u>	<u>38 530</u>
	<u>1 553 218 \$</u>	<u>1 101 698 \$</u>
PASSIF		
Solde du Fonds d'amortissement (note 4)		
Solde au début	1 101 698 \$	626 190 \$
Subvention du gouvernement du Québec	280 000	280 000
Revenu net de l'année financière	<u>171 520</u>	<u>195 508</u>
Solde à la fin	<u>1 553 218 \$</u>	<u>1 101 698 \$</u>

Les notes complémentaires font partie
intégrante des états financiers.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

**FONDS D'AMORTISSEMENT
AFFÉRENT À UN EMPRUNT
DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**

REVENUS ET DÉPENSES

de l'année financière terminée le 31 mars 1982

	1982	1981
Revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	152 150 \$	88 193 \$
Écart entre la valeur nominale et le coût des placements acquis	19 988	107 615
	<u>172 138</u>	<u>195 808</u>
Dépenses		
Frais de garde	618	300
Revenu net	<u>171 520 \$</u>	<u>195 508 \$</u>

Les notes complémentaires font partie
intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le gouvernement a, par décret, autorisé le Ministre des Finances à gérer à la demande des emprunteurs concernés, les Fonds d'amortissement relatifs aux emprunts contractés par les universités, les collèges d'enseignement général et professionnel et les hôpitaux du Québec dont le remboursement est assuré par des subventions du gouvernement du Québec.

2. Conventions comptables

Les placements sont inscrits à leur valeur nominale; l'écart entre la valeur nominale et le coût des placements est porté aux revenus.

Les intérêts sur dépôts bancaires et placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

L'Université du Québec assume les frais de garde des titres détenus dans le Fonds de même que les frais relatifs à l'achat et à la vente des valeurs du Fonds; ces frais peuvent être imputés directement au Fonds.

Aucune charge pour services rendus n'est faite au Fonds par le ministère des Finances.

3. Placements

	1982	1981
Débtentes générales à Fonds d'amortissement de l'Université du Québec	592 000 \$	530 000 \$
Obligations de municipalités	579 000	379 000
Obligations de commissions scolaires et autres	298 000	125 000
	<u>1 469 000 \$</u>	<u>1 034 000 \$</u>

Au 31 mars 1982, la valeur au marché de ces placements était approximativement de 1 100 000 \$ (1981, 800 000 \$).

4. Solde du fonds d'amortissement

	1982	1981
Fonds d'amortissement de l'Université du Québec afférent aux débtentes générales, série «A», 10¼%, échéant le 3 octobre 1997	<u>1 553 218 \$</u>	<u>1 101 698 \$</u>

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1982 du Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'Université du Québec, géré par le Ministre des Finances du Québec, ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1982 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 28 mai 1982

FONDS DE RELANCE INDUSTRIELLE

(L.R.Q., c. S-34 et modifications)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1982

	1982	1981
ACTIF		
Encaisse	441 575 \$	235 796 \$
Placements temporaires	15 019 320	9 223 563
Intérêts courus	318 975	97 532
	<u>15 779 870 \$</u>	<u>9 556 891 \$</u>
PASSIF		
Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes (note 3)	12 246 200 \$	8 320 127 \$
Revenus d'intérêts accumulés		
Solde au début	1 236 764	298 559
Revenus de l'année financière	2 296 906	938 205
	<u>3 533 670</u>	<u>1 236 764</u>
Solde à la fin	<u>15 779 870 \$</u>	<u>9 556 891 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état financier.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds de relance industrielle a été créé par la Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel qui permet aux petites et moyennes entreprises éligibles de verser dans un Fonds de relance industrielle la moitié de leur impôt provincial sur le revenu de la période du 12 avril 1977 au 30 juin 1981 et de puiser à même ce Fonds l'argent nécessaire au financement de 25% d'un investissement ou d'autres dépenses admissibles faisant l'objet d'un certificat émis avant le 11 mars 1981 et de 50% après le 10 mars 1981 et ce jusqu'à concurrence du montant déposé.

Ce Fonds est géré par le Ministre des Finances et la comptabilité en est tenue par le Ministre du Revenu en ce qui concerne les sommes y accumulées pour le bénéfice de chaque corporation.

2. Conventions comptables

Le Fonds comptabilise les sommes qui doivent lui être transférées au moment de leur dépôt par le Ministre du Revenu. Il ne porte donc pas à son actif les sommes acquises qui ne lui ont pas été transférées parce que le ministère du Revenu n'a pas complété ses procédures de vérification et administratives.

Toute somme déposée au Fonds pour le bénéfice d'une corporation et qui n'a pas fait l'objet d'un retrait dans un délai de cinq ans et six mois suivant la fin de l'année d'imposition pour laquelle la corporation a fait le choix de déposer la moitié de son impôt autrement payable, est transférée au Fonds consolidé du revenu.

Le gouvernement peut, par règlement et à même les revenus du Fonds, prévoir le paiement d'un boni au moment du retrait de dépôts effectués pour le bénéfice des corporations participantes.

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur dépôts bancaires et placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes

	1982	1981
Évolution au cours de l'année financière		
Solde au début	8 320 127 \$	3 520 944 \$
Dépôts par le Ministre du Revenu pour le bénéfice des corporations participantes	<u>15 384 552</u>	<u>11 882 198</u>
	23 704 679	15 403 142
Retraits par des corporations participantes	10 791 424	6 642 838
Remises au Fonds consolidé du revenu suite à des cotisations amendées	<u>667 055</u>	<u>440 177</u>
Solde à la fin	<u>12 246 200 \$</u>	<u>8 320 127 \$</u>

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1982 du Fonds de relance industrielle géré par le Ministre des Finances du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1982 et ses revenus de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 22 juin 1982.

**FONDS DES CAUTIONNEMENTS
DES AGENTS DE VOYAGES
administrés par le président de
l'Office de la protection du consommateur
(L.R.Q., c. A-10 et modifications)**

**ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1982**

	1982	1981
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
ACTIF		
Encaisse et dépôts à court terme	212 346 \$	156 264 \$
Intérêts courus	1 481	6 288
Obligations reçues en dépôt (valeur de réalisation 518 233 \$; 1981: 474 628 \$)	633 000	558 000
	<u>846 827 \$</u>	<u>720 552 \$</u>
PASSIF		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	752 416 \$	661 048 \$
Revenus d'intérêts accumulés (note 4)	94 411	59 504
	<u>846 827 \$</u>	<u>720 552 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
ACTIF		
Encaisse et dépôts à court terme	2 760 986 \$	2 153 318 \$
Intérêts courus	32 085	67 259
	<u>2 793 071 \$</u>	<u>2 220 577 \$</u>
PASSIF		
Réclamations et frais de fiducie	209 340 \$	2 730 \$
Avoir du Fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages		
Contributions de base (note 5)	1 862 375	1 696 750
Revenus d'intérêts accumulés (note 6)	721 356	521 097
	<u>2 583 731</u>	<u>2 217 847</u>
	<u>2 793 071 \$</u>	<u>2 220 577 \$</u>

Les notes afférentes à cet état financier
en font partie intégrante.

Le président de l'Office de la protection du consommateur,
Gilles Moreau

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Composition des fonds

Les Fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., c. A-10 et modifications). Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

2. Conventions comptables

Revenus et dépenses des Fonds

Les revenus d'intérêts, les réclamations et les frais de fiducie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions au Fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations reçues en dépôt

Les obligations reçues en dépôts à titre de cautionnements individuels sont montrées à leur valeur nominale.

Revenus d'intérêts — cautionnements individuels

Le règlement relatif aux agents de voyages adopté par le gouvernement du Québec ne contient aucune disposition quant à l'attribution des revenus d'intérêts provenant des espèces, effets ou obligations déposés à titre de cautionnements individuels. Toutefois, les administrateurs du fonds considère déjà que les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants. Ces coupons, qui ne sont pas comptabilisés comme revenus, sont remis à leurs déposants sur demande.

3. Cautionnements individuels des agents de voyages

	1982	1981
Solde au début	661 048 \$	784 152 \$
Dépôts de cautionnements	164 440	120 056
	<u>825 488</u>	<u>904 208</u>
Réclamations	5 000	
Remises de cautionnements	10 000	88 160
Cautionnements remplacés par des polices individuelles de garantie	58 072	155 000
	<u>73 072</u>	<u>243 160</u>
Solde à la fin	<u>752 416 \$</u>	<u>661 048 \$</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie totalisent 12 061 000 \$ au 31 mars 1982 (11 345 000 \$ au 31 mars 1981).

4. Revenus d'intérêts accumulés — cautionnements individuels

	1982	1981
Solde au début	59 504 \$	34 612 \$
Revenus de l'année financière	34 907	24 892
Solde à la fin	<u>94 411 \$</u>	<u>59 504 \$</u>

5. Contributions de base — cautionnements collectifs

	1982	1981
Détaillants		
Solde au début	934 250 \$	864 750 \$
Contributions reçues	134 500	108 000
	<u>1 068 750</u>	<u>972 750</u>
Contributions remboursées	41 425	38 500
Solde à la fin	<u>1 027 325</u>	<u>934 250</u>
Grossistes		
Solde au début	762 500	687 500
Contributions reçues	92 500	87 500
	<u>855 000</u>	<u>775 000</u>
Contributions remboursées	19 950	12 500
Solde à la fin	<u>835 050</u>	<u>762 500</u>
Solde à la fin — détaillants et grossistes	<u>1 862 375 \$</u>	<u>1 696 750 \$</u>

6. Revenus d'intérêts accumulés — cautionnements collectifs

	1982	1981
Détaillants		
Solde au début	225 349 \$	88 991 \$
Revenus de l'année financière	221 927	140 736
	<u>447 276</u>	<u>229 727</u>
Réclamations et frais de fiducie	212 351	4 378
Solde à la fin	<u>234 925</u>	<u>225 349</u>
Grossistes		
Solde au début	295 748	172 594
Revenus de l'année financière	195 683	123 154
	<u>491 431</u>	<u>295 748</u>
Réclamations et frais de fiducie	5 000	
Solde à la fin	<u>486 431</u>	<u>295 748</u>
Solde à la fin — détaillants et grossistes	<u>721 356 \$</u>	<u>521 097 \$</u>

7. Éventualités

Au 31 mars 1982, les réclamations des clients ainsi que les frais de fiducie que le fonds des cautionnements collectifs (grossistes) pourrait éventuellement rembourser ont été évalués à 200 000 \$. L'imputation à ce fonds ne se fera que lorsque ces réclamations auront été définitivement déterminées et acceptées.

**FONDS DES CAUTIONNEMENTS
DES AGENTS DE VOYAGES****OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1982 des Fonds des cautionnements des agents de voyages administrés par le Président de l'Office de la protection du consommateur. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces Fonds au 31 mars 1982 ainsi que leurs opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 14 juillet 1982.

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ

(L.R.Q., c. R-5)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1982

	1982	1981
ACTIF		
Contributions à recevoir des employeurs	103 947 135 \$	47 307 288 \$
Contribution à recevoir du Fonds consolidé du Revenu	144 810 693	118 041 025
	<u>248 757 828 \$</u>	<u>165 348 313 \$</u>
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	196 784 261 \$	165 348 313 \$
Dû au ministère des Affaires sociales — Programmes des services hospitaliers	51 973 567	
	<u>248 757 828 \$</u>	<u>165 348 313 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1982

	1982	1981
PROVENANCE DES FONDS		
Contributions des employeurs	1 275 031 588 \$	601 875 659 \$
Contribution du Fonds consolidé du Revenu	535 920 154	481 842 203
	<u>1 810 951 742 \$</u>	<u>1 083 717 862 \$</u>
RÉPARTITION DES FONDS		
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 173 435 948 \$	1 083 717 862 \$
Ministère des Affaires sociales — Programmes des services hospitaliers	637 515 794	
	<u>1 810 951 742 \$</u>	<u>1 083 717 862 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

À la suite d'une modification effectuée en 1981 à la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, le Fonds de l'assurance-maladie a été remplacé par le Fonds des services de santé. Il a pour objet de pourvoir au financement du régime d'assurance-maladie et de contribuer au financement des services hospitaliers prévu aux programmes du ministère des Affaires sociales. Ce Fonds est alimenté par les contributions des employeurs qu'y verse le ministère du Revenu et par les sommes qu'y verse le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.

Les contributions des employeurs sont réparties également, conformément à la loi, entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère des Affaires sociales tandis que les sommes versées par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie.

2. Conventions comptables

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1^{er} avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1^{er} avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais d'administration de ce Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Intégration aux états financiers du gouvernement

Les opérations de ce Fonds sont groupées avec celles du Fonds consolidé du revenu aux états financiers du gouvernement du Québec.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds des services de santé au 31 mars 1982 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1982 ainsi que ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 23 juillet 1982.

FONDS EN FIDÉICOMMIS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1982

	1982	1981
ACTIF		
Encaisse	5 538 329 \$	3 974 966 \$
Avances au Fonds consolidé du revenu	43 733 329	44 428 969
Valeurs détenues		
Chèques visés	187 061	680 435
Dépôts à terme	72 400	40 000
Obligations	48 303 762	44 235 792
Bons du trésor de gouvernements	510 347	503 560
	<u>98 345 228 \$</u>	<u>93 863 722 \$</u>
PASSIF		
Dépôts		
Officiers de justice	23 179 170 \$	22 554 471 \$
Municipalités et commissions scolaires	8 700 414	7 750 932
Sociétés, organismes et particuliers	66 465 644	63 558 319
	<u>98 345 228 \$</u>	<u>93 863 722 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état financier.

Le sous-ministre des Finances,
Michel Caron

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

En vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., c. D-5), le ministère des Finances est un bureau général de dépôts pour le Québec.

2. Conventions

- Cet état comprend les comptes des Fonds en fidéicommiss inscrits aux ministères des Finances (Bureau général de dépôts) et de la Justice.
- Les dépôts de sociétés, organismes et particuliers sont effectués par l'entremise de ministères en vertu de lois, de règlements, de directives et de conventions, principalement pour des cautionnements et des garanties.
- Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt au bureau général de dépôts.

- L'article 7 de la Loi sur les dépôts et consignations se lit comme suit:

«Le Ministre des Finances doit voir à ce que les dépenses du Bureau général de dépôts n'excèdent pas les intérêts ou les profits qui reviennent au trésor sur les sommes d'argent déposées; il déduit ces dépenses des intérêts ou profits, et, s'il reste un surplus, il est transporté au Fonds consolidé du revenu et en forme partie».

En pratique:

- Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs;
- Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts;
- Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration des Fonds en fidéicommiss sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1982 des Fonds en fidéicomis administrés par le gouvernement du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces Fonds en fidéicomis au 31 mars 1982 selon les conventions décrites à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 2 septembre 1982.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1982

	<u>1982</u>	<u>1981</u>
ACTIF		
Encaisse	59 237 \$	146 363 \$
Intérêts courus sur dépôts bancaires	15 895	14 926
Dépôt au Fonds consolidé du revenu — encaissable à demande	400 000	
Clients		
Ministères, organismes du gouvernement du Québec et autres organismes publics	649 416	1 189 493
Stocks	<u>1 249 873</u>	<u>1 146 736</u>
	<u>2 374 421 \$</u>	<u>2 497 518 \$</u>
PASSIF		
Fournisseurs	284 064 \$	458 140 \$
Revenu net de l'année financière à verser au Fonds consolidé du revenu	146 978	95 999
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	<u>1 943 379</u>	<u>1 943 379</u>
	<u>2 374 421 \$</u>	<u>2 497 518 \$</u>

Les notes complémentaires font partie
intégrante des états financiers.

Le directeur général des achats, Gaston Ouimet

Le directeur du service de la comptabilité, Étienne Genest

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1982

	1982	1981
Ventes	6 117 237 \$	6 665 958 \$
Coût des marchandises vendues		
Stocks au début	1 146 736	1 317 622
Achats	6 193 583	6 449 206
	7 340 319	7 766 828
Stocks à la fin	1 249 873	1 146 736
	6 090 446	6 620 092
Revenu brut	26 791	45 866
Autres revenus		
Escomptes au comptant sur achats	47 614	35 162
Intérêts sur dépôts bancaires	71 589	32 049
Divers	1 045	1 244
	120 248	68 455
	147 039	114 321
Autres dépenses		
Pénalités sur remises de taxe de vente		10 116
Mauvaises créances	61	2 707
Divers		5 499
	61	18 322
Revenu net	146 978 \$	95 999 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec a été constitué par un apport du Fonds consolidé du revenu et ses modalités d'opération sont réglementées par une directive du Conseil du trésor. Le Fonds a pour objet de pourvoir au paiement d'achats de fournitures et d'accessoires de bureau et de laboratoire qui sont gardés en magasin pour être vendus aux ministères, à certains organismes du gouvernement ainsi qu'à quelques organismes publics.

2. Conventions comptables

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les stocks sont comptabilisés au dernier coût d'acquisition.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Selon la directive du Conseil du trésor, tous les surplus découlant de l'opération du Fonds renouvelable doivent être versés annuellement au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec.

**FONDS RENOUVELABLE
DU SERVICE DES ACHATS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec au 31 mars 1982 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1982 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 31 mai 1982.

FONDS RENOUVELABLE — TÉLÉCOMMUNICATIONS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1982

	1982
ACTIF	
Encaisse	898 070 \$
Débiteurs	<u>1 750 043</u>
	<u>2 648 113 \$</u>
PASSIF	
Créditeurs	1 148 113 \$
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	<u>1 500 000</u>
	<u>2 648 113 \$</u>

Les notes afférentes à l'état financier
en font partie intégrante.

Le directeur de la comptabilité,
Patrick W. Desbiens

Le sous-ministre des Communications,
Pierre A. Deschênes

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable — Télécommunications du gouvernement du Québec, constitué par un apport du Fonds consolidé du revenu, a pour objet de défrayer les coûts d'équipement et de services de télécommunications pour certains organismes dont le budget de fonctionnement n'apparaît pas aux prévisions budgétaires du gouvernement. Les recettes provenant de ces organismes au titre de remboursement sont versées à ce Fonds renouvelable et utilisées aux mêmes fins. Ce Fonds est administré par le ministère des Communications.

2. Opérations du fonds au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1982, le Fonds a comptabilisé une somme de 10 589 350 \$ aux débiteurs ainsi qu'aux créditeurs couvrant des factures de services de télécommunications. Le premier exercice du Fonds terminé le 31 mars 1982 couvre douze mois.

FONDS RENOUVELABLE — TÉLÉCOMMUNICATIONS**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1982 du Fonds renouvelable — Télécommunications du gouvernement du Québec administré par le ministère des Communications. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1982 selon les principes comptables généralement reconnus.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 12 juillet 1982.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(Lois du Québec, 1976, c. 14)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1982

	<u>1982</u>	<u>1981</u>
ACTIF		
Encaisse	356 578 \$	1 018 942 \$
Placements temporaires	1 291 280	22 533 663
Dû par le Fonds consolidé du revenu	12 122 498	
Intérêts courus	15 825	213 589
	<u>13 786 181 \$</u>	<u>23 766 194 \$</u>
PASSIF		
Dû au Fonds consolidé du revenu		1 737 270 \$
Fonds administrés pour le compte de la		
Régie des installations olympiques (note 3)		2 910 000
Solde du Fonds	<u>13 786 181 \$</u>	<u>19 118 924</u>
	<u>13 786 181 \$</u>	<u>23 766 194 \$</u>

Les notes complémentaires font partie
intégrante des états financiers.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1982

	1982	1981
		(note 5)
Provenance des fonds		
Taxe spéciale sur le tabac	98 366 046 \$	78 262 506 \$
Produit d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	81 000 000	
Produit d'emprunts à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	50 000 000	50 000 000
Intérêts sur placements temporaires et dépôts bancaires	579 966	4 944 191
Produit de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques	139 384	
Loto Canada		
Part destiné à la Régie des installations olympiques		4 859 966
Part destiné au gouvernement du Québec		323 262
	<u>230 085 396</u>	<u>138 389 925</u>
Utilisation des fonds		
Remboursement de capital sur la dette à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	81 000 000	
Remboursement de capital sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques (note 4)	25 454 546	66 363 636
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	118 844 336	97 757 920
Intérêts sur la dette à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	1 887 314	
Parachèvement des installations olympiques	8 230 000	9 386 112
Frais sur aliénation d'actifs immobiliers	1 943	1 656
	<u>235 418 139</u>	<u>173 509 324</u>
Diminution du fonds	5 332 743	35 119 399
Solde du fonds au début	<u>19 118 924</u>	<u>54 238 323</u>
Solde du fonds à la fin	<u>13 786 181 \$</u>	<u>19 118 924 \$</u>

Les notes complémentaires font partie
intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds spécial olympique a été constitué par une Loi de l'Assemblée nationale. Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le Ministre des Finances.

2. Conventions comptables

Les placements temporaires sont montrés au coût.

Les revenus de taxe spéciale sur le tabac comprennent les remises encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le premier avril.

Les intérêts sur dépôts bancaires et les placements temporaires sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit d'emprunts à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques de même que le produit de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie sont comptabilisés lors de leur encaissement.

Le remboursement de capital sur la dette à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie et des intérêts sur ces dettes de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques et les frais sur aliénation d'actifs immobiliers sont comptabilisés lors de leur déboursé.

Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration du Fonds spécial olympique sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques

Ces fonds proviennent de surplus d'encaisse que la Régie confie au Fonds pour administration sujet à rappel pour ses déboursés relatifs au parachèvement des installations olympiques; ils s'analysent comme suit:

	1982	1981
Solde au début	2 910 000 \$	43 888 \$
Produit de la vente de monnaie olympique		12 000 000
	2 910 000	12 043 888
Parachèvement des installations olympiques	2 910 000	9 133 888
Solde à la fin		2 910 000 \$

4. Remboursement de capital sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques

Le remboursement de capital sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques que le Fonds spécial olympique peut être appelé à assumer au cours des cinq prochaines années est le suivant:

1982-1983	16 363 636 \$
1983-1984	8 181 818 \$
1984-1985	72 000 000 \$ É.U.
1985-1986	72 000 000 \$ É.U.
1986-1987	72 000 000 \$ É.U.

5. Chiffres comparatifs

L'état des opérations de 1981 a été modifié de façon à ventiler les transactions relatives aux emprunts du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1982 du Fonds spécial olympique géré par le Ministre des Finances du Québec ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1982 ainsi que ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 31 mai 1982.

FONDS SPÉCIAUX DU CRÉDIT AGRICOLE

(note 1)

(L.R.Q., c. C-75)

ACTIF ET PASSIF

31 mars 1982

	Fonds spécial capital	Fonds spécial intérêts
ACTIF		
Encaisse		99 600 \$
Intérêts courus	2 279 \$	1 228
	<u>2 279 \$</u>	<u>100 828 \$</u>
PASSIF		
Dû au Fonds consolidé du Revenu	2 279 \$	1 228 \$
Solde du Fonds		
Dépôts pour le bénéfice des prêteurs autres que le Ministre des Finances		99 600
	<u>2 279 \$</u>	<u>100 828 \$</u>

Les notes complémentaires font partie
intégrante des états financiers.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Les Fonds spéciaux ont été créés en vertu de l'article 19 de la Loi sur le crédit agricole. Les dépôts aux Fonds proviennent des sommes perçues par l'Office du crédit agricole du Québec à titre de remboursements en capital et d'intérêts sur ses prêts. Ces dépôts sont affectés au remboursement du capital et des intérêts sur les emprunts contractés par l'Office auprès de prêteurs autres que le Ministre des Finances, du Ministre des Finances ainsi qu'au rachat des obligations ou autres valeurs émises par l'Office et que détient le gouvernement du Québec.

Les revenus d'intérêts provenant du placement de ces sommes perçues sont virés au Fonds consolidé du revenu. Ces Fonds sont gérés par le Ministre des Finances.

2. Conventions comptables

Les dépôts de l'Office, les remises aux prêteurs autres que le Ministre des Finances et celles au Ministre des Finances sont comptabilisés lors de leur encaissement et de leur déboursé.

Les intérêts sur dépôts bancaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration de ces Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

FONDS SPÉCIAUX DU CRÉDIT AGRICOLE

ÉVOLUTION DES FONDS

de l'année financière terminée le 31 mars 1982

	Fonds spécial capital	Fonds spécial intérêts
Provenance des fonds		
Dépôts de l'Office du crédit agricole du Québec	45 900 000 \$	11 700 000 \$
Intérêts sur dépôts bancaires	61 595	42 236
	<u>45 961 595</u>	<u>11 742 236</u>
Utilisation des fonds		
Remises aux prêteurs autres que le Ministre des Finances		590 631
Remises au Ministre des Finances	45 900 000	11 009 769
Intérêts virés au Fonds consolidé du revenu	61 595	42 236
	<u>45 961 595</u>	<u>11 642 636</u>
Solde du fonds au 31 mars 1982	<u><u> </u></u>	<u><u>99 600 \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie
intégrante des états financiers.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif des Fonds spéciaux du crédit agricole au 31 mars 1982 ainsi que l'état de l'évolution des Fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnue et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ces Fonds au 31 mars 1982 ainsi que leur évolution de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 11 juin 1982.



SECTION

1

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital. Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	PAGE
Sommaire des opérations budgétaires	1-2
Revenus	
Sommaire des revenus par ministère et par catégorie	1-2
Détail des revenus par ministère, catégorie et sous-catégorie	1-32
Dépenses	
Sommaire des crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
Mandats spéciaux	1-6
Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-7
Dépenses afférentes aux projets de développement régional (O.P.D.Q.)	1-7
Crédits, dépenses et variations par mission, domaine, secteur et programme	1-8
Listes et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-28
Sommaire des dépenses par ministère et par super-catégorie et catégorie	1-30
Détail des crédits autorisés et des dépenses par ministère, programme, élément, super-catégorie et catégorie	1-54
Affaires culturelles	1-54
Affaires intergouvernementales	1-58
Affaires municipales	1-60
Affaires sociales	1-64
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1-76
Assemblée nationale	1-82
Communautés culturelles et Immigration	1-86
Communications	1-88
Conseil exécutif	1-92
Conseil du trésor	1-100
Éducation	1-102
Énergie et Ressources	1-110
Environnement	1-118
Finances	1-120
Fonction publique	1-124
Habitation et Protection du consommateur	1-128
Industrie, Commerce et Tourisme	1-130
Institutions financières et Coopératives	1-134
Justice	1-138
Loisir, Chasse et Pêche	1-148
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-154
Revenu	1-156
Transports	1-160
Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	1-166
Travaux publics et Approvisionnement	1-174

1-2

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Revenus	+ 17 471 574
Dépenses	- 20 359 807
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	- 2 888 233

N.B. Le signe (-) signifie un besoin de financement et
le signe (+) signifie une source de financement

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

Détail page	Ministère	Impôts sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droit et permis
1 1-32	Affaires culturelles			198
2 1-32	Affaires intergouvernementales			
3 1-33	Affaires municipales			
4 1-33	Affaires sociales			274
5 1-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			321
6 1-35	Assemblée nationale			
7 1-36	Communautés culturelles et Immigration			
8 1-36	Communications			613
9 1-37	Conseil exécutif			4 131
10 1-38	Conseil du trésor			
11 1-38	Éducation			
12 1-39	Énergie et Ressources			121 829
13 1-41	Environnement			113
14 1-42	Finances	1 275 031		
15 1-45	Fonction publique			
16 1-45	Industrie, Commerce et Tourisme			22 724
17 1-46	Institutions financières et Coopératives			8 459
18 1-47	Justice			24 832
19 1-48	Loisir, Chasse et Pêche			8 163
20 1-49	Revenu	7 101 372	3 142 584	90 176
21 1-51	Transports			224 701
22 1-52	Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu			9 420
23 1-53	Travaux publics et Approvisionnement			
		8 376 403	3 142 584	515 954

Revenus divers	Transferts des sociétés d'État	Total des revenus autonomes	Total des transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus budgétaires	
				1981-1982	1980-1981
570		768	312	1 080	998
135		135	3 651	3 786	6 250
1 906		1 906	51 851	53 757	27 251
5 296		5 570	17 073	22 643	25 656
7 181		7 502	11 007	18 509	32 081
908		908		908	816
33		33	1 053	1 086	864
4 512		5 125		5 125	4 222
9 717		13 848	143 544	157 392	153 593
4		4		4	
9 450		9 450	25 777	35 227	27 754
18 726		140 555	334	140 889	116 974
1 373		1 486	4 000	5 486	11 519
94 846	381 900	1 751 777	4 129 857	5 881 634	4 622 641
4 077		4 077		4 077	2 855
3 140		25 864		25 864	36 391
4 142		12 601		12 601	10 527
60 716		85 548	9 111	94 659	84 629
18 997		27 160		27 160	23 189
182 373		10 516 505		10 516 505	9 091 811
13 005		237 706	37 507	275 213	223 242
28 355		37 775	136 401	174 176	159 836
13 793		13 793		13 793	18 293
483 255	381 900	12 900 096	4 571 478	17 471 574	14 681 392

Les chiffres au 31 mars 1981 ont été redressés pour fins de comparaison, voir note 7 à la page 4-5.

1-4

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS, PAR MINISTÈRE

Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

Détail page	Ministère	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
1 1-54	Affaires culturelles	106 370	1 709	2 778
2 1-58	Affaires intergouvernementales	47 372	1 475	24
3 1-60	Affaires municipales	421 122		8 293
4 1-64	Affaires sociales	4 788 208	88 593	(92 658)
5 1-76	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	367 798	21 159 (3)	5 009
6 1-82	Assemblée nationale	42 838	921	815
7 1-86	Communautés culturelles et Immigration	21 641	750	232
8 1-88	Communications	141 716	1 894	1 405
9 1-92	Conseil exécutif	312 491	13 618	(10 103)
10 1-100	Conseil du trésor	6 626	151	881
11 1-102	Éducation	5 778 401	92 727	106 166
12 1-110	Énergie et Ressources	256 823	5 422	7 428
13 1-118	Environnement	88 821	1 808	1 355
14 1-120	Finances	1 821 954	264 959	(308 860)
15 1-124	Fonction publique	674 391	13 045	26 179
16 1-128	Habitation et Protection du consommateur		800	
17 1-130	Industrie, Commerce et Tourisme	162 600	4 250	(1 713)
18 1-134	Institutions financières et Coopératives	19 557		(436)
19 1-138	Justice	544 330	21 027	8 156
20 1-148	Loisir, Chasse et Pêche	193 146	603	6 165
21 1-154	Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 092 181	64 701	
22 1-156	Revenu	196 535	7 200	16
23 1-160	Transports	1 343 619	10 642	41 086
24 1-166	Travail, Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	1 297 404	105 419 (3)	190 263
25 1-174	Travaux publics et Approvisionnement	294 056		364
		20 020 000	722 873	(7 155)
	Crédits votés	16 426 711	411 945	(7 155)
	Crédits permanents	3 593 289	310 928	
		20 020 000	722 873	(7 155)
5 1-76	Plus: Prêts, placements et avances			900
8 1-88	Agriculture, Pêcheries et Alimentation		1 500	
11 1-102	Communications	3 750		
12 1-110	Éducation			415
17 1-130	Énergie et Ressources	15 860		(1 000)
18 1-134	Industrie, Commerce et Tourisme		510	90
23 1-160	Institutions financières et Coopératives		15 000	6 750
	Transports			
	Crédits votés	19 610	17 010	7 155
	CRÉDITS VOTÉS	16 446 321 (1)	428 955 (2, 3)	0
	CRÉDITS PERMANENTS	3 593 289	310 928	
		20 039 610	739 883	0

(1) Autorisé par: Loi des subsides no 1, 1981-1982 du 28 mai 1981 L.Q., 1981, c. 1 1 534 641 608 \$
Mandat spécial no 10, décret 916 du 18 mars 1981 1 490 327 167 (a) } (c)
Mandat spécial no 1, décret 1088 du 15 avril 1981 1 465 546 042 (b)
Loi des subsides no 2, 1981-1982 du 18 juin 1981 L.Q., 1981, c. 15 11 955 806 483

16 446 321 300 \$

(a) Mandat spécial autorisant 1/2 des crédits pour chaque programme, soit 1 370 526 775 \$ et des tranches additionnelles pour certains programmes des ministères suivants:	Ministère	Programmes	Tranches additionnelles	Montants	* Le 1er mai 1981, les programmes 2 et 4 du ministère des Affaires sociales deviennent respectivement les programmes 10 et 12 du ministère du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu (Décret 1237-81).
	Affaires sociales	2*	1/2	98 906 525\$	
	"	4*	2/2	1 061 067	
	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2	3/2	19 832 800	
				119 800 392	
(b) Mandat spécial autorisant 1/2 des crédits pour chaque programme, soit 1 370 526 775 \$ et des tranches additionnelles pour certains programmes des ministères suivants:	Ministère	Programmes	Tranches additionnelles	Montants	(c) Les crédits autorisés par les mandats spéciaux mentionnés précédemment ont tous été dépensés au cours de l'année financière.
	Éducation	6	1/2	71 424 833\$	
	"	8	1/2	15 750 000	
	Énergie et Ressources	3	3/2	4 938 750	
	Loisir, Chasse et Pêche	4	2/2	1 516 450	
	"	7	1/2	1 389 234	
				95 019 267	

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1981-1982	1980-1981
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
110 857	3 015	615	1 021	28	108 220	93 747
48 871	1 689	1 983		423	44 776	46 991
429 415	14 258	4 425		8	410 724	346 773
4 784 143	10 913	667 215 (4)	653 538	18	4 759 535	4 096 464
393 966	7 869	12 341	313	137	373 932	347 057
44 574	165	2 596	54	8	41 859	36 530
22 623	315	1 020		18	21 270	26 808
145 015	2 386	3 139		19	139 471	123 102**
316 006	3 605	17 893	2 253	128	296 633	277 946
7 658	155	199		5	7 299	5 802
5 977 294	22 087	45 798	4 737	29	5 914 117	5 064 752
269 673	8 820	6 161	1	128	254 565	205 064
91 984	1 529	561		57	89 837	83 014
1 778 053	1 313	63 068	183	3	1 713 852	1 252 643
713 615	1 585	20 636	17	29	691 382	527 141
800		200		3	597	
165 137	2 257	12 951	1	114	149 816	143 304
19 121	1 017	815	1	1	17 289	16 777
573 513	4 010	9 578	999	219	560 705	478 471
199 914	3 057	5 178	1	61	191 619	190 841
1 156 882		3 087	19 641		1 173 436	1 083 718
203 751	4 152	4 946	6 216	80	200 789	189 793
1 395 347	21 862	12 312	83	311	1 360 945	1 275 444**
1 593 086	5 770	35 963	6 625	48	1 557 930	1 385 003
294 420	330	15 103	327	105	279 209	261 561
20 735 718	122 159	947 783	696 011	1 980	20 359 807	17 558 746**
16 831 501	122 159	812 688		1 873	15 894 781	14 336 366
3 904 217		135 095	696 011	107	4 465 026	3 222 380
20 735 718	122 159	947 783	696 011	1 980	20 359 807	17 558 746
900					900	75
1 500					1 500	
3 750		1 321			2 429	1 711
415		200			215	
14 860	4 000	7 747			3 113	15 044
600					600	600
21 750		18			21 732	
43 775	4 000	9 286			30 489	17 430
16 875 276	126 159	821 974		1 873	15 925 270	14 353 796
3 904 217		135 095	696 011	107	4 465 026	3 222 380
20 779 493	126 159	957 069	696 011	1 980	20 390 296	17 576 176

(2) Autorisé par la Loi des subsides no 3, 1981-1982 du
19 décembre 1981, L.Q., 1981, c. 19

387 712 500 \$

(3) Y compris les mandats spéciaux suivants:

Ministère	Décret	Numéro	Mandat spécial	
			Montant	Total
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2935 du 28 octobre 1981	2	11 242 200 \$	11 242 200 \$
Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	360 du 17 février 1982	3	30 000 000	30 000 000
				41 242 200 \$

(4) Le montant de 667 215 000 \$ de crédits non utilisés — autres des Affaires sociales comprend 637 515 794 \$ pour les dépenses imputées au Fonds des services de santé et qui apparaît pour autant comme dépassement aux crédits permanents.

** Les chiffres au 31 mars 1981 ont été redressés pour fins de comparaison, voir note 7 à la page 4-5.

1-6

MANDATS SPÉCIAUX*

Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

	Crédits autorisés	Dépenses
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		
Mandat spécial numéro 2 du 29 octobre 1981 (décret 2935-81 du 28 octobre 1981) autorisé en raison de la nécessité urgente de pourvoir à l'augmentation des déboursés pour la contribution d'intérêt à être payée par le Gouvernement aux institutions bancaires et autres pour des prêts accordés aux agriculteurs-emprunteurs ou emprunteurs conjoints.		
Programme 2 — Financement agricole		
Élément 3 — Crédit agricole par les institutions privées	11 242	9 708
Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu		
Mandat spécial numéro 3 du 18 février 1982 (décret 360-82 du 17 février 1982) autorisé en raison de la nécessité urgente de pourvoir à l'augmentation de la dépense en aide sociale à la suite de l'accroissement sensible du nombre de bénéficiaires depuis le mois de novembre 1981.		
Programme 10 — Aide sociale		
Élément 1 — Allocations d'aide sociale	30 000	15 817
	41 242	25 525

* Émis en conformité avec l'article 41 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A.6 et modifications).

DÉPENSES DE TRANSFERT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES EFFECTUÉES
Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

BÉNÉFICIAIRES	PAIEMENTS				1981-1982	1980-1981	
	Personnes	Conditionnels					Généraux
		Fonctionnement	Capital	Service de la dette			
Entreprises		7 112	195 794		195 126	398 032	342 846
Établissement de santé et de services sociaux		4 356 910	6 100	91 313		4 454 323	3 852 777
Institutions d'enseignement		5 829 846	11 614	365 508		6 206 968	5 313 463
Municipalités		615 344	152 852	137 632		905 828	720 611
Organismes sans but lucratif		295 405	37 249	1		332 655	284 055
Personnes	2 823 654					2 823 654	2 556 809
Entreprises d'État		165 903	5 388	4 405		175 696	134 192
	2 823 654	11 270 520	408 997	598 859	195 126	15 297 156	13 204 753

DÉPENSES AFFÉRENTES AUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (O.P.D.Q.)
Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

Ministères	Emplois communautaires	Entente Cadre	Fonds de développement régional	1981-1982	1980-1981
Affaires culturelles		4 241	1 265	5 506	4 829
Affaires municipales		5 386	5 498	10 884	12 608
Affaires sociales					450
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		2 783	2 036	4 819	22 034
Communications					344
Conseil exécutif	11 390		1 240	12 630	18 873
Institutions financières et Coopératives					39
Éducation					570
Énergie et Ressources		90 812	6 503	97 315	51 374
Environnement		25 904	149	26 053	20 647
Industrie, Commerce et Tourisme		11 224	150	11 374	11 296
Loisir, Chasse et Pêche		5 859	1 028	6 887	14 886
Transports		14 756	15 252	30 008	32 206
Travaux publics et Approvisionnement					61
	11 390	160 965	33 121	205 476	190 217

1-8

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION ÉCONOMIQUE				
Domaine: ressources naturelles et industries primaires				
Secteur: agriculture				
Planification, recherche et enseignement	1-76	23 035		150
Financement agricole	1-76	79 331	11 242	161
Permanents		9 761	292	
Aide à la production agricole	1-76	121 648		2 864
Assurances agricoles	1-78	23 338	4 500	400
Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-78	46 767		141
Permanents		189		
Régie des marchés agricoles du Québec	1-78	1 394		50
Gestion du territoire agricole	1-78	17 656	5 125	2 074
Gestion interne et soutien	1-80	18 739		(92)
Permanents				
Aide financière à l'industrie des courses de chevaux	1-158			
Permanents		4 262		
Total du secteur		346 120	21 159	5 748
Secteur: forêts				
Connaissance de la forêt	1-110	6 877		85
Amélioration de la forêt	1-110	25 063		222
Protection de la forêt	1-110	19 755	2 900	1 081
Utilisation de la forêt	1-110	53 896	2 175	5 180
Gestion interne et soutien	1-112	18 052		(16)
Permanents				
Financement forestier	1-112	1 868		
Permanents		2 579		
Développement de l'industrie forestière	1-112	49 839		4
Total du secteur		177 929	5 075	6 556
Secteur: mines				
Exploration géologique et minérale	1-114	15 819		
Exploitation et développement dans le secteur de l'industrie minière	1-114	18 583	347	324
Recherche minérale	1-114	5 989		15
Total du secteur		40 391	347	339
Secteur: eau				
Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts	1-62	58 168		
Amélioration du milieu ambiant	1-118	57 242	1 650	292
Connaissance	1-118	10 575	110	398
Gestion interne et soutien	1-118	10 383	48	293
Total du secteur		136 368	1 808	983

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1981-1982	1980-1981
	Suspension du droit d'engager	Autres				
23 185	100	316		8	22 761	20 526
90 734		2 437		1	88 296 (1)	63 385
10 053		122	169		10 100	12 398
124 512	960	2 122		25	121 405	132 837
28 238	5	30		10	28 193	19 977
46 908	2 580	2 121		5	42 202	44 797
189			144		333	431
1 444		30		2	1 412	1 230
24 855	292	704		21	23 838	15 369
18 647	584	1 201		35	16 827	18 350
						18
4 262		116			4 146	3 673
373 027	4 521	9 199	313	107	359 513	332 991
6 962	100	138			6 724	5 942
25 285	310	406		38	24 531	19 178
23 736	10	376		3	23 347	17 143
61 251	1 650	992		4	58 605	51 226
18 036	590	323		63	17 060	16 111
			1		1	
1 868		304			1 564	1 230
2 579		622			1 957	1 138
49 843	1 743	96		3	48 001 (2)	19 310
189 560	4 403	3 257	1	111	181 790	131 278
15 819	1 280	525		8	14 006	11 175
19 254	607	925		1	17 721	17 774
6 004	550	404		1	5 049	4 411
41 077	2 437	1 854		10	36 776	33 360
58 168	1 159	60			56 949 (3)	41 031
59 184	423	162		10	58 589	53 062
11 083	251	103		17	10 712	10 672
10 724	604	140		21	9 959	10 173
139 159	2 437	465		48	136 209	114 938

- (1) L'augmentation des subventions versées aux producteurs à titre de remboursements des frais d'intérêts dans le cadre de la Loi favorisant le crédit à long terme par les institutions privées (L.R.Q., c. C-75.1) explique principalement la variation des dépenses par rapport à l'année antérieure.
- (2) L'accroissement des subventions accordées dans le cadre du programme d'aide à l'implantation et à la modernisation des industries des pâtes et papiers explique l'augmentation des dépenses.
- (3) L'augmentation des subventions versées aux municipalités en vertu du programme «PAIRA» — Aide à l'implantation des réseaux d'aqueducs explique la variation de la dépense par rapport à 1980-1981.

1-10

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1982
(MILLIERS \$)**

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Secteur: énergie				
Régie de l'électricité et du gaz	1-114	2 667		
Études, recherches et interventions concernant l'énergie	1-116	15 344		31
Total du secteur		18 011		31
Secteur: pêches maritimes				
Développement des pêches maritimes	1-80	25 940		(739)
Total du secteur		25 940		(739)
Secteur: faune				
Gestion des ressources fauniques	1-148	34 543	285	1 068
Total du secteur		34 543	285	1 068
Total du domaine		779 302	28 674	13 986
Domaine: industries secondaires				
Secteur: industries secondaires				
Gestion interne et soutien	1-130	7 188		90
Analyse (recherche) économique et services statistiques	1-98, 1-130	8 355		96
Développement de l'industrie manufacturière et commercialisation des produits	1-130	60 581		1 526
Permanents				
Centre de recherche industrielle du Québec	1-132	7 500		
Permanents				
Société de développement industriel du Québec	1-132	52 689	3 000	87
Total du secteur		136 313	3 000	1 799
Total du domaine		136 313	3 000	1 799
Domaine: services				
Secteur: tourisme				
Promotion et développement de l'industrie touristique	1-132	14 720	1 250	129
Formation professionnelle	1-132	11 567		146
Total du secteur		26 287	1 250	275

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1981-1982	1980-1981
	Suspension du droit d'engager	Autres				
2 667	95	36			2 536	2 451
15 375	1 565	816		6	12 988(4)	19 547
18 042	1 660	852		6	15 524	21 998
25 201	3 348	3 258		30	18 565	17 739
25 201	3 348	3 258		30	18 565	17 739
35 896		1 199		24	34 673	32 964
35 896		1 199		24	34 673	32 964
821 962	18 806	20 084	314	336	783 050	685 268
7 278		917		3	6 358	6 265
8 451	44	561		1	7 845	7 016
62 107	2 242	9 567		99	50 199	43 014
7 500			1		1	20 948
					7 500	
55 776		393		1	55 382(5)	7 000
						39 141
141 112	2 286	11 438	1	104	127 285	123 384
141 112	2 286	11 438	1	104	127 285	123 384
16 099		1 581		10	14 508	11 108
11 713	15	249		1	11 448	10 609
27 812	15	1 830		11	25 956	21 717

(4) La diminution est causée par une dépense moins élevée dans le cadre du programme d'aide à l'isolation des maisons.

(5) L'accroissement des prises en charge par la Société d'une partie du coût des emprunts des entreprises explique l'augmentation de la dépense.

1-12

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Secteur: marché financier				
Contrôle, surveillance et développement des institutions financières	1-134	5 997		512
Gestion interne et soutien Permanents	1-136	6 465 131		90
Total du secteur		12 593		602
Secteur: communications				
Régie des services publics	1-90	2 205		44
Développement des communications et des politiques	1-90	6 167		(174)
Total du secteur		8 372		(130)
Total du domaine		47 252	1 250	747
Domaine: ressources humaines				
Secteur: immigration				
Immigration	1-86	21 641	750	232
Total du secteur		21 641	750	232
Secteur: relations et conditions de travail				
Relations et normes de travail Permanents	1-166	6 964 25		271
Connaissance du marché du travail	1-166	4 259		46
Gestion interne et soutien	1-166	9 883		608
Total du secteur		21 131		925
Secteur: main-d'oeuvre et emploi				
Services de main-d'oeuvre	1-168	96 307	2 000	(14 062)
Allocations de maternité	1-168	8 400		840
Total du secteur		104 707	2 000	(13 222)
Total du domaine		147 479	2 750	(12 065)
Domaine: transports				
Secteur: transports terrestres				
Systèmes de transports terrestres Permanents	1-160	234 561 400	5 011	14 340
Information, contrôle et sécurité	1-160	7 254		(173)
Construction du réseau routier	1-160	405 202		28 533
Conservation du réseau routier	1-162	367 535		86
Gestion interne et soutien	1-162	34 571	1 500	279
Commission des transports du Québec	1-162	8 376		205
Total du secteur		1 057 899	6 511	43 270
Secteur: transports maritime et aérien				
Transports maritime et aérien	1-164	30 337	4 131	(2 974)
Total du secteur		30 337	4 131	(2 974)
Total du domaine		1 088 236	10 642	40 296
Total de la mission		2 198 582	46 316	44 763

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1981-1982	1980-1981
	Suspension du droit d'engager	Autres				
6 509	259	313			5 937	5 331
6 555	579	315		1	5 660	5 612
131		33	1		99	105
13 195	838	661	1	1	11 696	11 048
2 249	228	164		1	1 856	1 832
5 993	196	339		1	5 457	4 891
8 242	424	503		2	7 313	6 723
49 249	1 277	2 994	1	14	44 965	39 488
22 623	315	1 020		18	21 270	26 808
22 623	315	1 020		18	21 270	26 808
7 235		149		1	7 085	6 472
25			54		79	142
4 305	250	131			3 924	3 213
10 491	245	463		13	9 770	8 565
22 056	495	743	54	14	20 858	18 392
84 245	1 616	8 383		10	74 236	80 515
9 240					9 240	7 400
93 485	1 616	8 383		10	83 476	87 915
138 164	2 426	10 146	54	42	125 604	133 115
253 912	1 430	4 203		8	248 271 (6)	188 864
400			83		483	436
7 081		365		4	6 712	6 314*
433 735	1 689	1 544		227	430 275	432 277
367 621	1 500	3 609		28	362 484	340 017
36 350	2 000	842		10	33 498	32 491
8 581		646		4	7 931	7 487
1 107 680	6 619	11 209	83	281	1 089 654	1 007 886
31 494	500	909		1	30 084	29 849
31 494	500	909		1	30 084	29 849
1 139 174	7 119	12 118	83	282	1 119 738	1 037 735
2 289 661	31 914	56 780	453	778	2 200 642	2 018 990

*Les chiffres au 31 mars 1981 ont été redressés pour fins de comparaison, voir note 7 à la page 4-5.

(6) L'augmentation de la dépense par rapport à 1980-1981 résulte des subventions pour le transport des personnes en vertu de l'application de la nouvelle politique gouvernementale d'aide au transport en commun.

1-14

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1982
(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE				
Domaine: éducation				
Secteur: enseignement				
Enseignement primaire et secondaire public	1-104	3 423 295	38 570	76 000
Permanents		182 889	10 633	
Enseignement collégial public	1-104	665 568		16 166
Permanents		31 837	1 850	
Enseignement universitaire	1-104	857 098		9 228
Formation des adultes	1-104	138 600	8 847	539
Enseignement privé	1-106	189 000		2 282
Permanents		28 993		
Fonds pour la formation de chercheurs et actions concertées	1-106	24 397		
Régime de retraite des enseignants	1-126	316 756	3 940	1 316
Total du secteur		5 858 433	63 840	105 531
Secteur: administration et services				
Société de radio-télévision du Québec	1-90	43 600	337	
Administration générale	1-102	56 525	208	592
Permanents				
Administration des réseaux	1-102	48 082		1 068
Aide financière aux étudiants	1-102	110 274	32 619	
Transport scolaire	1-164	239 791		
Total du secteur		498 272	33 164	1 660
Total du domaine		6 356 705	97 004	107 191
Domaine: culture				
Secteur: arts				
Arts de l'environnement visuel	1-54	14 787		371
Arts d'interprétation	1-56	25 683		461
Permanents		12 800		
Cinéma	1-56	5 480	235	226
Aide financière à l'Institut québécois de recherche sur la culture	1-94			150
Permanents		1 500		
Total du secteur		60 250	235	1 208
Secteur: lettres et biens culturels				
Livres et autres imprimés	1-54	21 705	1 474	34
Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-54	18 074		1 374
Gestion interne et soutien	1-54	7 841		312
Charte de la langue française	1-108	19 431		267
Total du secteur		67 051	1 474	1 987
Total du domaine		127 301	1 709	3 195

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1981-1982	1980-1981
	Suspension du droit d'engager	Autres				
3 537 865	4 261	74	4 737	5	3 533 525	2 951 720
193 522		26 681			166 841	144 566
681 734	6 299	1 051			674 384	562 084
33 687					38 424	33 393
866 326	6 675	106			859 545	779 739
147 986		6			147 980	138 433
191 282		32			191 250	183 578
28 993		7 020			21 973	19 882
24 397					24 397	19 715
322 012		14			321 998	244 893
6 027 804	17 235	34 984	4 737	5	5 980 317	5 078 003
43 937					43 937	35 658
57 325	1 822	1 907		8	53 588	51 757
49 150	1 528	1 704		7	45 911	42 411
142 893		6 919			135 974	118 213
239 791	14 743	163		1	224 884	224 563
533 096	18 093	10 693		16	504 294	472 604
6 560 900	35 328	45 677	4 737	21	6 484 611	5 550 607
15 158	509	50		2	14 597	12 796
26 144	428	269		3	25 444	24 221
12 800			1 021		13 821(7)	6 009
5 941	2	17		2	5 920	5 289
150					150	
1 500					1 500	1 200
61 693	939	336	1 021	7	61 432	49 515
23 213	458	66			22 689	18 729
19 448	1 226	147		2	18 073	18 356
8 153	392	66		19	7 676	8 347
19 698	1 125	179		4	18 390	17 361
70 512	3 201	458		25	66 828	62 793
132 205	4 140	794	1 021	32	128 260	112 308

(7) Y compris 5 488 334 \$ pour les taxes d'affaires et foncière de la Régie de la Place des Arts, alors qu'en 1980-1981, le paiement de ces taxes fut imputé au programme «Évaluation foncière» (page 1-22).

1-16

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE (suite)				
Domaine: loisirs et sports				
Secteur: loisirs et récréation de plein air				
Activités de promotion, d'éducation et de récréation en milieu naturel Permanents	1-148	51 686		2 698
Implantation d'équipements et aménagement de sites de plein air	1-148	16 841		593
Soutien au loisir socio-culturel	1-148	9 099	175	752
Soutien aux municipalités et aux organismes locaux et régionaux de loisir	1-150	32 360	143	452
Gestion interne et soutien Permanents	1-150	25 746		601
Total du secteur		135 732	318	5 096
Secteur: activité physique et sport				
Promotion de l'activité physique et du sport	1-150	16 671		
Régie de la sécurité dans les sports	1-150	1 000		1
Régie des installations olympiques	1-152	5 200		
Total du secteur		22 871		1
Total du domaine		158 603	318	5 097
Total de la mission		6 642 609	99 031	115 483

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1981-1982	1980-1981
	Suspension du droit d'engager	Autres				
54 384	281	1 056		9	53 038	54 676 1
17 434	1 655	558			15 221(8)	22 805
10 026		85			9 941	12 113
32 955	150	818			31 987	24 875
26 347	790	1 123		26	24 408	23 559
			1		1	
141 146	2 876	3 640	1	35	134 596	138 029
16 671		134			16 537	15 999
1 001	181	205		2	613	149
5 200					5 200	3 700
22 872	181	339		2	22 350	19 848
164 018	3 057	3 979	1	37	156 946	157 877
6 857 123	42 525	50 450	5 759	90	6 769 817	5 820 792

- (8) La diminution de la dépense est causée principalement par des subventions moins élevées à l'égard des sites de plein air ainsi qu'à une diminution des acquisitions dans les zones touristiques.

1-18

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION SOCIALE				
Domaine: sécurité du revenu				
Secteur: régimes de compensation du revenu				
Soutien du revenu familial	1-64, 1-170	6 421		
Permanents		188 707		
Aide sociale	1-64, 1-170	1 186 879	87 331	1 018
Assistance-maladie	1-64, 1-170	69 692	4 648	
Direction et gestion de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1-64, 1-170	6 366	862	
Indemnisation des victimes d'actes criminels	1-144			
Permanents		7 248	3 411	
Supplément au revenu de travail et administration de logirente	1-156	21 306		
Total du secteur		1 486 619	96 252	1 018
Secteur: régimes de protection du revenu				
Remboursements à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au régime de rentes du Québec	1-158			
Permanents		1 600		
Total du secteur		1 600		
Total du domaine		1 488 219	96 252	1 018
Domaine: santé et adaptation sociale				
Secteur: prévention et amélioration				
Services communautaires	1-66	135 268	3 986	3 621
Permanents		7 006	779	
Soutien aux organismes bénévoles	1-66	4 391		
Protection du milieu	1-118	10 621		372
Total du secteur		157 286	4 765	3 993
Secteur: recouvrement de la santé				
Services de courte durée (9)	1-70	2 224 033	17 323	64 030
Permanents (9)		167 235	18 598	
Soins prolongés	1-70	494 764	3 621	14 729
Permanents		32 464	3 610	
Équipement des services de santé	1-70	73 117		
Régime d'assurance-maladie	1-154			
Permanents		1 092 181	64 701	
Total du secteur		4 083 794	107 853	78 759
Secteur: réadaptation sociale				
Services de consultation et de protection	1-66	215 684	2 990	4 500
Permanents		14 879	1 655	
Réadaptation	1-68	465 912	12 153	10 986
Permanents		25 085	2 587	
Hébergement des adultes et des personnes âgées	1-68	370 080	14 787	12 160
Permanents		25 648	2 852	
Équipement des services sociaux	1-68	67 926		
Direction et gestion de l'Office des personnes handicapées du Québec	1-74, 1-98	19 253	1 207	24
Direction et gestion de l'Office des services de garde à l'enfance	1-74	28 886	2 500	504
Total du secteur		1 233 353	40 731	28 174

(9) La variation de la dépense par rapport à 1980-1981 provient du fait qu'en vertu de l'article 28 du chapitre 12 des lois de 1981 créant le Fonds des services de santé, des dépenses totalisant 637 515 794 \$ pour des programmes de services hospitaliers ont été imputées à ce Fonds.

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1981-1982	1980-1981
	Suspension du droit d'engager	Autres				
6 421	730	652			5 039	6 226
188 707		3 460			185 247	176 613
1 275 228	800	14 823		2	1 259 603	1 104 756
74 340		351			73 989	73 886
7 228	19	458		1	6 750	5 561
10 659		1 162			9 497	7 662
21 306	1 740	352			19 214	20 201
1 583 889	3 289	21 258		3	1 559 339	1 394 905
1 600		524			1 076	1 611
1 600		524			1 076	1 611
1 585 489	3 289	21 782		3	1 560 415	1 396 516
142 875		260			142 615	119 795
7 785		429	3 693		11 049	7 354
4 391		10			4 381	4 391
10 993	251	156		9	10 577	9 107
166 044	251	855	3 693	9	168 622	140 647
2 305 386	326	640 312			1 664 748(9)	2 009 335
185 833		7 851	637 851		815 833(9)	152 756
513 114		336			512 778	442 068
36 074		2 795	5 373		38 652	32 482
73 117	1 988	5			71 124	68 602
1 156 882		3 087	19 641		1 173 436(10)	1 083 718
4 270 406	2 314	654 386	662 865		4 276 571	3 788 961
223 174		1 013			222 161	206 987
16 534		3 641	330		13 223	11 188
489 051	1 298	154			487 599	378 942
27 672		6 468	1 178		22 382	19 983
397 027	1 450	1 067			394 510	306 574
28 500			5 113		33 613	24 229
67 926	4 558	21			63 347	74 604
20 484	137	945		1	19 401	15 367
31 890	18	179		3	31 690	27 660
1 302 258	7 461	13 488	6 621	4	1 287 926	1 065 534

(10) L'augmentation provient principalement d'un montant de 57 018 000 \$ imputé aux dépenses de l'année financière 1981-1982 pour tenir compte de l'offre patronale faite aux professionnels de la santé pour la période du 1er juin 1981 au 31 mars 1982.

1-20

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION SOCIALE (suite)				
Secteur: administration et services				
Recherche	1-72	18 211		271
Coordination régionale	1-72	11 318		234
Permanents		840	93	
Services de santé et services sociaux au Nouveau-Québec	1-72	13 424	1 059	208
Direction et gestion du ministère	1-72	61 400		684
Direction et gestion de la Commission des affaires sociales	1-74, 1-172	3 161		32
Total du secteur		108 354	1 152	1 429
Total du domaine		5 582 787	154 501	112 355
Domaine: habitation				
Secteur: habitation				
Conciliation entre locataires et propriétaires	1-96	10 184		308
Permanents				
Aide financière à l'habitation	1-96	160 073	684	
Permanents		3 730		
Gestion interne et administration des programmes de la Société d'habitation du Québec	1-96	14 442		274
Permanents				
Administration	1-128		800	
Permanents				
Total du secteur		188 429	1 484	582
Total du domaine		188 429	1 484	582
Total de la mission		7 259 435	252 237	113 955
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE				
Domaine: institutions politiques				
Secteur: assemblée nationale				
Services statutaires et de soutien politique	1-82	6 325	260	
Permanents		11 491	576	
Services parlementaires	1-82	6 843		82
Communications	1-82	4 923		15
Gestion interne et soutien	1-84	6 461		632
Protecteur du citoyen	1-84	1 167		7
Vérificateur général	1-84	5 628	85	79
Total du secteur		42 838	921	815

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1981-1982	1980-1981
	Suspension du droit d'engager	Autres				
18 482	24	41			18 417	18 323
11 552					11 552	10 266
933		105			828	996
14 691		1			14 690	9 848
62 084	1 251	2 527		15	58 291	53 278
3 193	38	93		3	3 059	2 543
110 935	1 313	2 767		18	106 837	95 254
5 849 643	11 339	671 496	673 179	31	5 839 956	5 090 396
10 492	132	197		2	10 161	3 748
160 757		4 949			155 808(11)	5 898
3 730		725			3 005	108 956
14 716	216	961	490	3	13 536	11 471
800		200		3	597	
190 495	348	7 032	490	8	183 597	134 025
190 495	348	7 032	490	8	183 597	134 025
7 625 627	14 976	700 310	673 669	42	7 583 968	6 620 937
6 585	165	505		1	5 914	5 315
12 067		541	54	1	11 579	9 131
6 925		465			6 460	5 712
4 938		501		1	4 436	5 042
7 093		244		1	6 848	5 702
1 174		56			1 118	971
5 792		284		4	5 504	4 657
44 574	165	2 596	54	8	41 859	36 530

(11) L'augmentation de la dépense est due principalement aux subventions accordées pour combler le déficit des organismes exploitant des logements municipaux.

1-22

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1982
(MILLIERS \$)**

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Secteur: direction du gouvernement				
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-92	454		10
Administration des élections et financement des partis politiques	1-92			
Permanents		19 728	8 514	
Organismes-conseils auprès du Premier Ministre et du Conseil exécutif	1-92	25 267	713	997
Permanents		600		
Total du secteur		46 049	9 227	1 007
Secteur: institutions judiciaires				
Formulation de jugements	1-138	5 980		
Permanents		16 512		
Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-138	60 402		1 029
Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	1-138	4 830		80
Protection des droits et libertés de la personne	1-138	5 116		211
Aide aux justiciables	1-140	40 099	3 500	4 302
Administration	1-140	16 862		442
Permanents				
Total du secteur		149 801	3 500	6 064
Secteur: gestion municipale				
Organisation et aménagement du territoire municipal	1-60	7 508		251
Aide et surveillance administratives et financières	1-60	98 622		7 883
Évaluation foncière	1-60	232 155		50
Gestion interne et soutien	1-60	6 495		62
Aide institutionnelle et restructuration du territoire	1-62	9 542		23
Total du secteur		354 322		8 269
Total du domaine		593 010	13 648	16 155
Domaine: gestion administrative centrale				
Secteur: administration du personnel				
Gestion du personnel de la fonction publique	1-124	15 503		33
Permanents				
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1-124	83 206		24 700
Permanents		4 000		
Commission de la fonction publique	1-124	1 703		26
Office du recrutement et de la sélection du personnel	1-126	7 059		70
Régimes de retraite et assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	1-126	156 588		34
Permanents		89 576	9 105	
Total du secteur		357 635	9 105	24 863

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1981-1982	1980-1981
	Suspension du droit d'engager	Autres				
464		29			435	411
28 242			1 762	97	29 907	59 710
26 977	1 222	2 156		7	23 592	25 884
600			1		601	600
56 283	1 222	2 185	1 763	104	54 535	86 605
5 980		301			5 679	4 851
16 512		19	295	2	16 786	15 788
61 431	630	1 081		75	59 645	54 017
4 910	2	51		4	4 853	4 376
5 327	60	104		2	5 161	4 624
47 901	25	47		20	47 809	39 050
17 304	230	642		3	16 429	14 737
			13		13	50
159 365	947	2 245	308	106	156 375	137 493
7 759		688		1	7 070 (12)	2 566
106 505	5 570	557		3	100 375	83 148
232 205	7 028	588		2	224 587	196 706 (13)
6 557	197	915		1	5 444	5 344
9 565	74	1 280		1	8 210	7 303
362 591	12 869	4 028		8	345 686	295 067
622 813	15 203	11 054	2 125	226	598 455	555 695
15 536	845	608		27	14 056	13 151
			1		1	
107 906		505			107 401 (14)	60 014
4 000		352			3 648	3 525
1 729	50	125		1	1 553	1 496
7 129	145	432		1	6 551	6 141
156 622	545	6 401			149 676	123 999
98 681		12 199	16		86 498	73 922
391 603	1 585	20 622	17	29	369 384	282 248

(12) L'augmentation résulte de l'aide accrue aux municipalités régionales de comtés pour leur fonctionnement dans le cadre de la Loi de l'aménagement et de l'urbanisme alors qu'en 1980-1981, la dépense représentait principalement la mise en place d'une structure de démarrage pour l'application de ladite loi (L.R.Q., c. A-19-1).

(13) Cf note 7, page 1-15.

(14) La variation est due à l'augmentation de 1,5% à 3% de la part de l'employeur au Fonds des services de santé (27 123 999 \$) et aux contributions à l'assurance-chômage (5 098 843 \$). De plus, en 1981-1982, le Gouvernement a commencé à contribuer en tant qu'employeur à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (11 048 155 \$) (L.R.Q., c. S-2.1).

1-24

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Secteur: administration financière				
Gestion budgétaire et politique administrative	1-100	6 626	151	881
Études des politiques économiques et fiscales	1-120	2 238		23
Gestion de la caisse et de la dette publique	1-120	5 871		168
Permanents		1 569 000	168 572	
Comptabilité gouvernementale	1-120	20 662		319
Fonds de suppléance	1-122	218 382	96 387	(309 467)
Gestion interne et soutien	1-122	2 909		32
Administration fiscale	1-156	133 219		16
Permanents (15)		33 662	7 200	
Total du secteur		1 992 569	272 310	(308 028)
Secteur: services de soutien				
Réseaux et équipements gouvernementaux				
de communication	1-88	46 744	310	76
Information et publications gouvernementales	1-88	27 142	1 247	1 313
Bureau central de l'informatique	1-88	11 894		104
Gestion interne et soutien	1-90	3 964		42
Services juridiques du gouvernement	1-142	15 057	640	139
Permanents		1 000		
Affaires législatives	1-142	6 417		32
Transport aérien gouvernemental	1-164	15 592		790
Allocation de l'espace et de l'équipement	1-174	168 865		162
Permanents				
Exploitation des immeubles	1-174	113 267		(3)
Approvisionnement	1-174	4 795		103
Gestion interne et soutien	1-174	7 129		102
Permanents				
Total du secteur		421 866	2 197	2 860
Secteur: statistiques, planification et coordination				
Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais	1-62	4 200		
Coordination du développement économique et régional				
et interventions de développement régional	1-94	37 728	2 500	(20 852)
Planification économique et régionale, consultation				
et administration de l'O.P.D.Q.	1-94	10 311		343
Consultation des agents socio-économiques	1-94	450		55
Connaissance géographique du territoire	1-112	13 772		386
Total du secteur		66 461	2 500	(20 068)
Total du domaine		2 838 531	286 112	(300 373)
Domaine: relations intergouvernementales				
Secteur: relations intergouvernementales				
Affaires canadiennes	1-58	4 247		
Affaires internationales	1-58	35 695	800	
Office Franco-Québécois pour la Jeunesse	1-58	1 909		
Gestion interne et soutien	1-58	5 521	675	24
Total du secteur		47 372	1 475	24
Total du domaine		47 372	1 475	24

(15) Bien que le taux d'intérêt sur les remboursements de revenus ait été porté de 15% à 19%, la diminution par rapport à 1980-1981 provient du fait que cet intérêt est maintenant calculé après un délai de deux mois suivant la date où le montant est dû par le Gouvernement.

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1981-1982	1980-1981
	Suspension du droit d'engager	Autres				
7 658	155	199		5	7 299	5 802
2 261	50	152			2 059	1 925
6 039	100	272		1	5 666	5 264
1 737 572		56 086	183		1 681 669	1 221 902
20 981	998	749		1	19 233	18 467
5 302		5 302				
2 941	65	370		1	2 505	2 634
133 235	2 212	3 285		72	127 666	114 546
40 862		494	6 208		46 576(15)	48 001
1 956 851	3 580	66 909	6 391	80	1 892 673	1 418 541
47 130	856	1 309		4	44 961	41 578*
29 702	829	832		12	28 029	24 917
11 998	100	375			11 523	10 738
4 006	177	120		1	3 708	3 488
15 836	521	289		11	15 015	13 500
1 000		275			725	968
6 449	890	301			5 258	3 992
16 382		31		28	16 323	13 146
169 027	203	8 549	326	87	160 188	152 592
					326	349
113 264	119	5 967		15	107 163	98 248
4 898		324		1	4 573	4 220
7 231	8	263		2	6 958	6 152
			1		1	
426 923	3 703	18 635	327	161	404 751	373 888
4 200					4 200	4 648
19 376	1 250	6 580			11 546(16)	18 024
10 654	448	410		2	9 794	9 227
505		3		1	501	373
14 158	320	137		1	13 700	11 841
48 893	2 018	7 130		4	39 741	44 113
2 824 270	10 886	113 296	6 735	274	2 706 549	2 118 790
4 247	100	342		10	3 795	3 767
36 495	1 565	1 372		405	33 153	34 130
1 909					1 909	2 059
6 220	24	269		8	5 919	7 035
48 871	1 689	1 983		423	44 776	46 991
48 871	1 689	1 983		423	44 776	46 991

*Les chiffres au 31 mars 1981 ont été redressés pour fins de comparaison, voir note 7 à la page 4-5.

(16) En 1981-1982, le programme expérimental de création d'emplois communautaires fut discontinué contribuant ainsi à une diminution de dépenses de 16 257 912 \$. Par contre, pour le même exercice financier, la contribution au Fonds de développement régional est passée de 1 765 648 \$ à 11 546 347 \$.

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1982
(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Domaine: protection de la personne et de la propriété				
Secteur: gestion juridique du cadre socio-économique				
Promotion du droit et du statut de la femme	1-94	2 364		20
Protection du consommateur	1-96, 1-134	8 307		205
Permanents				
Contrôle et surveillance du développement des entreprises	1-134	4 579		(11)
Permanents		1 000		
Organisation et réglementation des professions	1-106	2 412		24
Gestion des terres publiques	1-114	6 720		116
Curatelle publique	1-122	2 892		65
Enregistrement officiel	1-140	12 368		203
Contrôle des permis d'alcool	1-140			
Permanents		4 555		
Contrôle des jeux de hasard et des courses	1-156	2 486		
Permanents				
Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1-98, 1-170	3 233		86
Total du secteur		50 916		708
Secteur: contentieux				
Contentieux criminel	1-142	11 640	400	129
Total du secteur		11 640	400	129
Secteur: sécurité publique				
Sécurité-incendie (17)	1-62	4 432		24
Coordination des activités de la sécurité publique	1-144	6 470		341
Permanents				
Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police	1-144	2 920		53
Sûreté du Québec	1-144	237 983	6 976	823
Protection civile (18)	1-144	2 967		66
Permanents (18)		176	5 100	
Sécurité dans les bâtiments et les lieux publics	1-168	23 779		388
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	1-168	13 450	10 578	
Permanents				
Total du secteur		292 177	22 654	1 695
Secteur: institutions pénales				
Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	1-142	85 728	1 000	306
Total du secteur		85 728	1 000	306
Total du domaine		440 461	24 054	2 838
Total de la mission		3 919 374	325 289	(281 356)
TOTAL DES MISSIONS		20 020 000	722 873	(7 155)
Votés		16 426 711	411 945	(7 155)
Permanents		3 593 289	310 928	
		20 020 000	722 873	(7 155)

(17) La diminution des subventions accordées aux municipalités dans le secteur de la sécurité — incendie explique la variation de la dépense.

(18) L'accroissement des dépenses est dû principalement aux sommes versées aux victimes des inondations de février et août 1981.

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1981-1982	1980-1981
	Suspension du droit d'engager	Autres				
2 384	3	65		1	2 315	1 886
8 512	141	496		12	7 863	8 944
4 568	179	154			4 235	14
1 000					1 000	4 014
2 436	377	119		5	1 935	1 000
6 836		61			6 775	1 898
2 957	100	137			2 720	6 587
12 571	432	127			12 012	2 451
4 555		88		4	4 463	11 066
2 486	200	175		8	2 103	568
			8		8	3 613
3 319	12	60		1	3 246	1 761
51 624	1 444	1 482	8	31	48 675	2 704
12 169	50	302		4	11 813	46 506
12 169	50	302		4	11 813	10 840
4 456	230	337			3 889(17)	6 027
6 811	10	149		4	6 648	5 928
			13		13	11
2 973	135	64		1	2 773	2 557
245 782		107		75	245 600	201 574
3 033	75	224		1	2 733(18)	
5 276			678		5 954(18)	3 512
24 167	2 072	429		18	21 648	21 909
24 028		6 571			17 457	2 000
			6 571		6 571(19)	500
316 526	2 522	7 881	7 262	99	313 286	244 018
87 034	950	4 245		13	81 826	75 187
87 034	950	4 245		13	81 826	75 187
467 353	4 966	13 910	7 270	147	455 600	376 551
3 963 307	32 744	140 243	16 130	1 070	3 805 380	3 098 027
20 735 718	122 159	947 783	696 011	1 980	20 359 807	17 558 746*
16 831 501	122 159	812 688		1 873	15 894 781	14 336 366
3 904 217		135 095	696 011	107	4 465 026	3 222 380
20 735 718	122 159	947 783	696 011	1 980	20 359 807	17 558 746

*Les chiffres au 31 mars 1981 ont été redressés pour fins de comparaison, voir note 7 à la page 4-5.

(19) Un versement final de 6 570 949 \$ effectué pour les frais encourus jusqu'au 31 décembre 1980 pour la mise en application de la Loi de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (L.R.Q., c. S-2.1) explique l'augmentation de la dépense.

LISTES ET DÉFINITIONS DES CATÉGORIES ET SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

**DÉFINITIONS ÉTABLIES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET ÉNONCÉES
DANS LE LIVRE DES CRÉDITS 1981-1982, AUX PAGES V ET VI****LISTE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES****Titre complet****Titre abrégé**

1 — Traitements, salaires et allocations	Traitements
2 — Autres rémunérations	Autres rémunérations
3 — Services de transport et de communication	Communications
4 — Services professionnels, administratifs et autres	Services
5 — Entretien et réparations	Entretien
6 — Loyers	Loyers
7 — Fournitures et approvisionnements	Fournitures
8 — Matériel et équipement	Équipement
9 — Terrains, immeubles et travaux de génie	Immobilisations
10 — Dépenses de transfert	Transfert
11 — Autres dépenses	Autres dépenses
12 — Service de la dette	Service de la dette

DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE DÉPENSES**1 — Traitements, salaires et allocations**

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés permanents du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versées aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

2 — Autres rémunérations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés à temps partiel tels les étudiants, les occasionnels, les saisonniers et les surnuméraires du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

3 — Services de transport et de communication

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

4 — Services professionnels, administratifs et autres

Cette catégorie regroupe les achats de services suivants: a) services professionnels et administratifs; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions; c) assurances et indemnités; d) taxes et services gouvernementaux; e) services divers.

5 — Entretien et réparations

Cette catégorie comprend l'entretien ou la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en vertu d'un contrat; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

6 — Loyers

Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

7 — Fournitures et approvisionnements

Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

8 — Matériel et équipement

Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

9 — Terrains, immeubles et travaux de génie

Cette catégorie comprend l'achat de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

10 — Dépenses de transfert

Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au Gouvernement, ni des achats.

11 — Autres dépenses

Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent pas être incluses dans les autres catégories.

12 — Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du Gouvernement.

LISTE DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet**Titre abrégé**

Dépenses de fonctionnement
Dépenses en capital
Dépenses de transfert

Fonctionnement
Capital
Transfert

DÉFINITIONS DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES**Dépenses de fonctionnement**

Cette super-catégorie regroupe les catégories 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 11. À l'exception de la catégorie 12 «Service de la dette», elle représente les dépenses courantes en biens et services du Gouvernement.

Dépenses en capital

Cette super-catégorie couvre principalement les catégories 8 et 9. Elle inclut également les catégories 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 11 pour les travaux de construction exécutés en régie.

Dépenses de transfert

Cette super-catégorie correspond à la seule catégorie 10 en raison de l'importance des montants en jeu.

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Ce compte regroupe les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et avances aux entreprises d'État, ainsi que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET PAR SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

Super-catégories Ministère		Fonctionnement et Capital					
		Traitements, salaires et allocations	Autres rémuné- rations	Services de transport et de commu- nication	Services pro- fessionnels, administratifs et autres	Entretien et répara- tions	Loyers
1	Affaires culturelles	F 26 496	C 3 496	2 112	7 730	741	285
2	Affaires intergouvernementales	F 16 280	C 437	6 783	266 6 893	60	381
3	Affaires municipales	F 17 437	C 2 180	1 401	2 038	19	247
4	Affaires sociales	F 48 486	C 1 544	4 103	4 639	607	2 229
5	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	F 90 692	C 13 637	8 213	5 798	1 285	2 117
6	Assemblée nationale	F 30 340	C 4 887	2 215	42 913	127	1 608
7	Communautés culturelles et Immigration	F 12 455	C 3 278	579	2 142	10	127
8	Communications	F 30 777	C 1 548	46 994	1 619	1 320	4 264
9	Conseil exécutif	F 53 620	C 10 273	5 822	6 937	215	1 824
10	Conseil du trésor	F 6 373	C 150	139	341	34	76
11	Éducation	F 77 006	C 8 050	5 788	15 754	736	4 065
12	Énergie et Ressources	F 67 345	C 19 443	5 439	30 983	1 619	3 530
13	Environnement	F 27 29 229	C 1 437 4 033	207 3 616	1 858 4 179	628	5 154 772
14	Finances	F 26 953	C 23 732	20 328	27 3 053	122	92 313
15	Fonction publique	F 345 566	C 9 290	707	529	59	433
16	Habitation et Protection du consommateur	F 410	C 65	30	56		6
17	Industrie, Commerce et Tourisme	F 38 045	C 3 023	6 420	3 427 131	1 438	497
18	Institutions financières et Coopératives	F 13 779	C 504	636	302	12	203
19	Justice	F 407 830	C 12 380	12 498	19 620	3 280	7 953
20	Loisir, Chasse et Pêche	F 56 000	C 20 410 280	4 721 58	3 135 1 310	2 267	1 615 202
21	Régie de l'assurance-maladie du Québec	F	C				
22	Revenu	F 94 266	C 16 593	7 901	23 613	771	2 779
23	Transports	F 139 048	C 30 541	5 644	8 510	88 501	15 050
24	Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	F 55 698	C 17 117	5 180	26 122		11 811
25	Travaux publics et Approvisionnement	F 90 934	C 9 039	5 467	10 547	68	602
		F 55 214	C 4 879 179	14 346 145	10 285 5 456	23 898	86 556 18
		F 1 774 581	C 180 412	151 902	173 043	127 817	137 532
		55 725	19 036	5 610	35 212		17 277
		1 830 306	199 448	157 512	208 255	127 817	154 809

F — Super-catégorie: Fonctionnement

C — Super-catégorie: Capital

		Fonctionnement et Capital				Total des super-catégories				
		Fournitures et approvi- sionnements	Matériel et équipement	Terrains, immeubles et travaux de génie	Autres dépenses	Service de la dette	Fonction- nement	Capital	Transfert	Total
1	F	1 252			918		43 030		62 750	105 780
	C		707	1 451	16			2 440		2 440
2	F	754			445		32 033		12 590	44 623
	C		153					153		153
3	F	566			6		23 894		386 755	410 649
	C		75					75		75
4	F	2 911			146		64 665		4 694 187	4 758 852
	C		679	4				683		683
5	F	7 321			435		129 498		241 310	370 808
	C		2 453	629				3 124		3 124
6	F	1 464			48		41 602			41 602
	C		257					257		257
7	F	257			29		18 877		2 296	21 173
	C		97					97		97
8	F	4 546			110		91 178		47 022	138 200
	C		1 271					1 271		1 271
9	F	1 747			18 807		99 245		196 709	295 954
	C		419	260				679		679
10	F	101			4		7 218			7 218
	C		81					81		81
11	F	3 747			307		115 453		5 796 964	5 912 417
	C		1 700					1 700		1 700
12	F	10 864			194		139 417		92 878	232 295
	C	951	4 521	8 112	3			22 270		22 270
13	F	2 448			35		44 940		43 055	87 995
	C	120	1 160	389	11			1 842		1 842
14	F	740			12	1 681 486	1 713 739			1 713 739
	C		113					113		113
15	F	550			310		357 444		333 854	691 298
	C		84					84		84
16	F	14					581			581
	C		16					16		16
17	F	3 310			3 744		59 904		89 119	149 023
	C		353	292	17			793		793
18	F	287			20		15 743		1 511	17 254
	C		35					35		35
19	F	23 638			1 564		488 763		64 107	552 870
	C		7 835					7 835		7 835
20	F	11 823			520		100 491		76 978	177 469
	C	472	2 769	8 389	670			14 150		14 150
21	F								1 173 436	1 173 436
	C									
22	F	5 653			24 413		175 989		23 957	199 946
	C		843					843		843
23	F	104 870			484		392 648		517 981	910 629
	C	25 126	11 762	289 618	7 882			450 316		450 316
24	F	1 089			289		118 035		1 439 678	1 557 713
	C		217					217		217
25	F	23 373			255		218 806		19	218 825
	C	236	5 244	49 024	82			60 384		60 384
	F	213 325			53 095	1 681 486	4 493 193		15 297 156	19 790 349
	C	26 905	42 844	358 168	8 681			569 458		569 458
		240 230	42 844	358 168	61 776	1 681 486	4 493 193	569 458	15 297 156	20 359 807

1-32

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	1981-1982	1980-1981
AFFAIRES CULTURELLES		
Droits et permis		
Autres		
Examen de films et de publicité cinématographique	198	192
	198	192
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	352	332
Divers	86	91
	438	423
Recouvrements		
Autres dépenses	89	30
Divers	43	58
	132	88
	570	511
Revenus autonomes	768	703
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Aide aux musées associés	312	295
	312	295
	1 080	998
AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers		32
		32
Intérêts		
Divers	21	18
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	50	
Divers	64	84
	114	84
Revenus autonomes	135	134

	<u>1981-1982</u>	<u>1980-1981</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Coopération internationale	3 608	6 063
Divers	<u>43</u>	<u>53</u>
	<u>3 651</u>	<u>6 116</u>
	<u>3 786</u>	<u>6 250</u>
AFFAIRES MUNICIPALES		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>1</u>	<u>1</u>
	<u>1</u>	<u>1</u>
Intérêts		
Prêts	<u>1 384</u>	<u>1 434</u>
	<u>1 384</u>	<u>1 434</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>521</u>	<u>268</u>
	<u>521</u>	<u>268</u>
	<u>1 906</u>	<u>1 703</u>
Revenus autonomes	<u>1 906</u>	<u>1 703</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Equipements communautaires	<u>51 851</u>	<u>25 548</u>
	<u>51 851</u>	<u>25 548</u>
	<u>53 757</u>	<u>27 251</u>
AFFAIRES SOCIALES		
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	<u>274</u>	<u>162</u>
	<u>274</u>	<u>162</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	1	113
Service communautaire hospitalier de Québec	259	259
Tierces responsabilités-internes	2 881	5 461
Tierces responsabilités-externes	90	213
Assurance-hospitalisation — étrangers	77	65
Divers	<u>84</u>	<u>(11)</u>
	<u>3 392</u>	<u>6 100</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

	1981-1982	1980-1981
AFFAIRES SOCIALES (suite)		
Intérêts		
Recouvrements d'aide sociale	148	151
Divers	1	
	<u>149</u>	<u>151</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	211	2 012
Subventions d'années antérieures pour la recherche	147	(41)
Subventions d'années antérieures pour le fonctionnement des établissements du réseau des Affaires sociales	94	636
Aide sociale	1 288	866
Divers	15	
	<u>1 755</u>	<u>3 473</u>
	<u>5 296</u>	<u>9 724</u>
Revenus autonomes	<u>5 570</u>	<u>9 886</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Caisse d'aide à la santé	(519)(1)	7 145
Jeunes délinquants	17 592	8 535
Divers		90
	<u>17 073</u>	<u>15 770</u>
	<u>22 643</u>	<u>25 656</u>
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	23	24
	<u>23</u>	<u>24</u>
Autres		
Pêche commerciale	245	103
Divers	53	47
	<u>298</u>	<u>150</u>
	<u>321</u>	<u>174</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Animaux	124	140
Produits de la ferme	263	324
Spermes	862	2 362
Terrains et bâtisses	261	110
Location de terrains et bâtisses	241	224
Location d'entrepôts frigorifiques	816	593
Cale de halage	106	69
Autres aides à l'agriculteur	374	292
Enquêtes et audition	81	85

(1) La variation par rapport à 1980-1981 résulte du fait que ce programme a été discontinué en 1981-1982. Par contre, des ajustements ont été apportés aux réclamations des années antérieures.

	1981-1982	1980-1981
Location de services de personnel	746	39
Floralies — colloques et commandites		124
Divers	149	418
	4 023	4 780
Intérêts		
Ventes de terrains et bâtisses	243	201
Divers	20	15
	263	216
Amendes et confiscations		
Divers	9	20
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	99	518
Subventions d'années antérieures	2 714	6 967
Salaires accidents-travail	72	
Divers	1	
	2 886	7 485
	7 181	12 501
Revenus autonomes	7 502	12 675
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Assurance-récolte	5 203	4 404
Main-d'oeuvre agricole	253	420
Production d'aliments pour bétail	5 533	14 567
Divers	18	15
	11 007	19 406
	18 509	32 081
ASSEMBLÉE NATIONALE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Restaurant Le Parlementaire	501	400
Restaurant Le Mini-Débat	231	215
Divers	142	157
	874	772
Recouvrements		
Divers	34	44
Revenus autonomes	908	816

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	1981-1982	1980-1981
COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers		40
Recouvrements		
Divers	33	10
Revenus autonomes	33	50
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Cours de préparation à la citoyenneté	1 083	744
Divers	(30)	70
	1 053	814
	1 086	864
COMMUNICATIONS		
Droits et permis		
Autres		
Exploitation d'un service téléphonique	607	59
Divers	6	87
	613	146
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Avis de la Gazette officielle	578	473
Publications de l'Éditeur officiel	3 258	3 379
Location de services de personnel	55	
Traitement électronique des données	23	114
Placement média	442	
Divers	30	23
	4 386	3 989
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	69	49
Divers	57	38
	126	87
	4 512	4 076
Revenus autonomes	5 125	4 222

	<u>1981-1982</u>	<u>1980-1981</u>
CONSEIL EXÉCUTIF		
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	73	250
Entrepreneurs de construction	3 979	4 061
Agents de voyages	64	
Divers	15	(124)
	<u>4 131</u>	<u>4 187</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	153	58
Aide technique et soutien	1 235	776
Divers	106	68
	<u>1 494</u>	<u>902</u>
Intérêts		
Comptes de banque	64	46
Comptes du gouvernement du Canada	236	58
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	4 905	4 927
Divers	59	67
	<u>5 264</u>	<u>5 098</u>
Amendes et confiscations		
Divers	3	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 641	2 491
Autres dépenses	280	40
Divers	35	
	<u>2 956</u>	<u>2 531</u>
	<u>9 717</u>	<u>8 533</u>
Revenus autonomes	<u>13 848</u>	<u>12 720</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	1981-1982	1980-1981
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Supplément au loyer	1 098	3 217
Rénovation urbaine	3 307	808
Déficits d'exploitation de logements municipaux	60 628	48 160
Axes routiers prioritaires	7 888	16 163
Infrastructures industrielles	5 939	6 574
Accès aux ressources forestières	24 143	20 329
Développement minéral	417	1 743
Développement de l'agriculture	1 534	7 081
Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (P.I.C.A.)	248	223
Développement touristique	6 895	9 415
Épuration des eaux	2 400	10 500
Équipements publics	1 642	9 069
Modernisation de l'industrie des pâtes et papiers		272
Société interport de Québec	399	
Implantation d'une usine de papier journal à Amos	19 006	6 071
Entente sur le Nord québécois	8 000	1 248
	<u>143 544</u>	<u>140 873</u>
	<u>157 392</u>	<u>153 593</u>
CONSEIL DU TRÉSOR		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	1	
Recouvrements		
Divers	3	
Revenus autonomes	<u>4</u>	
ÉDUCATION		
Droits et permis		
Autres		
Divers		66
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	69	62
Matériel et fournitures		527
Matériaux didactiques	295	370
Cours	748	630
Location de l'ordinateur	6 224	2 459
CADRE	420	462
Divers	78	57
	<u>7 834</u>	<u>4 567</u>

	1981-1982	1980-1981
Intérêts		
Prêts aux étudiants	532	489
	532	489
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	22	195
Bourses d'études	998	809
Divers	64	103
	1 084	1 107
	9 450	6 163
Revenus autonomes	9 450	6 229
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Bilinguisme en éducation	2 869	3 682
Formation dans les pénitenciers fédéraux	464	914
Recyclage des employés de la garde côtière	85	38
Enseignement aux enfants indiens	22 364	16 886
Divers	(5)	5
	25 777	21 525
	35 227	27 754
ÉNERGIE ET RESSOURCES		
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois		
Territoires affermés	22 395(2)	10 026
Forêts domaniales	12 599	10 186
Terrains vacants	1 410	1 930
Réserves et autres	571	498
Surplus de coupe — terrains vacants	102	
Divers	64	11
	37 141	22 651
Ressources minières		
Exploitation minière	54 207	58 863
Lots de villages miniers	90	47
Mise en valeur	1 115	1 038
Exploitation par baux miniers	221	214
Prospecteurs	74	118
Divers	65	63
	55 772	60 343
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	2 550	2 386
Énergie électrique produite	21 431	15 943
Emmagasinement de l'eau	750	758
	24 731	19 087

(2) L'augmentation est due principalement à des changements de tarifs suite à des modifications apportées au règlement des bois et forêts.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

	<u>1981-1982</u>	<u>1980-1981</u>
ÉNERGIE ET RESSOURCES (suite)		
Autres		
Sable et gravier	764	152
Recherche du pétrole et du gaz naturel	173	115
Production, vente ou distribution de l'énergie électrique	2 253	1 956
Détaillant	406	352
Grossistes et détaillants	230	212
Vente de lubrifiant	214	178
Divers	145	105
	<u>4 185</u>	<u>3 070</u>
	<u>121 829</u>	<u>105 151</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	565	577
Bois	128	187
Location d'avions citernes	1 243	622
Ventes de terres de l'État	1 429	1 279
Location de territoires affermés	2 432	1 297
Locations de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	131	131
Location de parcs à déchets	77	70
Location d'autres terrains et bâtisses	1 830	1 355
Location de chambres et pension	61	120
Location de services de personnel	113	325
Enregistrement	116	175
Constitution de titre	66	85
Prévention des incendies	1 718	1 138
Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	1 117	486
Développement de chemins forestiers	(1)	162
Extinction de feux de forêts	538	491
Inventaires et aménagements forestiers	1 033	810
Arpentages de terrains	314	378
Analyse et traitement du minerai	188	107
Stimulation et surveillance de la production minière		157
Divers	154	179
	<u>13 252</u>	<u>10 131</u>
Intérêts		
Comptes de banques	189	
Droits sur les profits d'exploitation minière	2 409	16
Droits sur coupe de bois	1 399	753
Divers	38	46
	<u>4 035</u>	<u>815</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi de l'Énergie et Ressources	986	(470)
Divers	14	17
	<u>1 000</u>	<u>(453)</u>

	1981-1982	1980-1981
Recouvrements		
Autres dépenses	368	333
Salaires — accidents de travail	54	3
Divers	17	9
	<u>439</u>	<u>345</u>
	<u>18 726</u>	<u>10 838</u>
Revenus autonomes	<u>140 555</u>	<u>115 989</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		111
Levées déromagnétiques		849
Cartographie des plaines d'inondation	334	25
Divers		
	<u>334</u>	<u>985</u>
	<u>140 889</u>	<u>116 974</u>
ENVIRONNEMENT		
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Flottage	92	113
Divers	21	16
	<u>113</u>	<u>129</u>
Autres		
Divers		3
	<u>113</u>	<u>132</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Vapeur	164	200
Terrains et bâtisses	146	96
Location de lots de grève et à eau profonde	242	227
Filtration et épuration	79	267
Inventaires des eaux	117	111
Amélioration du régime des eaux	221	150
Divers	15	23
	<u>984</u>	<u>1 074</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	356	7
Divers	33	38
	<u>389</u>	<u>45</u>
	<u>1 373</u>	<u>1 119</u>
Revenus autonomes	<u>1 486</u>	<u>1 251</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	1981-1982	1980-1981
ENVIRONNEMENT (suite)		
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire des eaux de surface	875	833
Régularisation des eaux de Montréal	983	996
Réseaux climatologiques au Québec	463	411
Inventaire écologique de la Basse-Côte-Nord	201	3
Équipements communautaires	1 417	7 977
Divers	61	48
	<u>4 000</u>	<u>10 268</u>
	<u>5 486</u>	<u>11 519</u>
FINANCES		
Impôts sur le revenu et les biens		
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	<u>1 275 031(3)</u>	<u>601 876</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Curatelle publique	1 966	1 653
Divers	<u>4</u>	
	<u>1 970</u>	<u>1 653</u>
Intérêts		
Comptes de banques	<u>5 065</u>	<u>5 475</u>
Placements temporaires	<u>4 543</u>	<u>14 307</u>
Prêts		
Office des autoroutes du Québec	27 877	24 981
Office du crédit agricole du Québec		
— Financement agricole	20 620	26 397
— Financement forestier	2 110	2 043
Raffinerie de sucre du Québec	380	302
Régie de l'assurance automobile du Québec	2 301	
Sidbec	1 450	4
Société d'aménagement de l'Outaouais	3 408	3 364
Société de développement coopératif	490	882
Société de développement immobilier du Québec	1 005	167
Société de développement industriel du Québec		6 405
Société d'habitation du Québec	14 745	16 158
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		135
Société du parc industriel du centre du Québec	3 411	3 388
Société générale de financement du Québec	1 537	2 500
Divers	<u>2</u>	
	<u>79 336</u>	<u>86 726</u>

(3) L'augmentation s'explique par la contribution de l'employeur au Fonds des services de santé qui est passée de 1.5% à 3%.

	1981-1982	1980-1981
Obligations et billets	109	93
Compte du gouvernement du Canada	184	233
Gain sur fluctuation de change	2 477	214
Primes sur émissions d'obligations	321	2 167
Fonds agricole	100	
	3 191	2 707
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	451	252
Recouvrements		
Taxe de vente fédérale	270	389
Autres dépenses	20	14
	290	403
	94 846	111 523
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools		
Dividendes	225 000	203 000
Société des loteries et courses du Québec		
Dividendes	150 000	135 000
Hydro-Québec		
Dividendes	6 900	
	381 900	338 000
Revenus autonomes	1 751 777	1 051 399
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation		
1981-1982	2 119 500	
1980-1981	125 306	1 720 824
1979-1980	74 420	108 367
1978-1979	(1 403)	28 063
1977-1978		(10 085)
	2 317 823	1 847 169
<u>Autres transferts liés aux accords fiscaux</u>		
Garantie des recettes fiscales		
1975		(9 700)
1974		(13 320)
		(23 020)
Assurance-hospitalisation		
1981-1982	552 403	
1980-1981	(4 648)	549 376
1979-1980	(21 534)	(10 507)
1978-1979	(7 216)	(30 400)
1977-1978		(16 000)
	519 005	492 469

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

	<u>1981-1982</u>	<u>1980-1981</u>
FINANCES (suite)		
Assurance-maladie		
1981-1982	190 190	
1980-1981	(1 600)	189 150
1979-1980	(7 418)	(3 127)
1978-1979	(2 480)	(10 000)
1977-1978		(5 200)
	<u>178 692</u>	<u>170 823</u>
Enseignement post-secondaire		
1981-1982	351 451	
1980-1981	(2 956)	349 525
1979-1980	(13 703)	(2 146)
1978-1979	(4 590)	(15 487)
1977-1978		(6 897)
1975-1976 (compensation financière seulement)		14 700
1974-1975 (compensation financière seulement)		23 320
	<u>330 202</u>	<u>363 015</u>
Programmes complémentaires de santé		
1981-1982	188 635	
1980-1981		169 243
1979-1980		(654)
1978-1979		(398)
1977-1978		(48)
	<u>188 635</u>	<u>168 143</u>
Péréquation — réciprocité fiscale	<u>6 256</u>	<u>4 410</u>
Part de l'impôt sur les profits non distribués	<u>3 036</u>	<u>13 407</u>
	<u>1 225 826</u>	<u>1 189 247</u>
Contributions aux programmes de bien-être		
Transfert fiscal — bien-être		
1981-1982	671 453	
1980-1981 (compensation financière seulement)		599 218
1979-1980 (compensation financière seulement)	(7 778)	
1978-1979 (compensation financière seulement)		(12 479)
	<u>663 675</u>	<u>586 739</u>
<u>Autres programmes</u>		
Transfert fiscal — allocations aux jeunes		
1981-1982	(188 610)	
1980-1981		(158 733)
1979-1980		(4 667)
1978-1979		(7 487)
	<u>(188 610)</u>	<u>(170 887)</u>
Bilinguisme		
1981	83 422	
1980		87 256
1979	66	
1978	(56)	5 668
1977	2 219	
	<u>85 651</u>	<u>92 924</u>

	1981-1982	1980-1981
Régime canadien de prêts aux étudiants	17 612	17 452
Part de l'impôt sur le revenu de certaines sociétés d'utilité publique	3 330	4 241
Subside basé sur la population	4 550	4 357
	(77 467)	(51 913)
	4 129 857	3 571 242
	5 881 634	4 622 641
FONCTION PUBLIQUE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	85	67
Absences pour activités syndicales	2 595	1 985
Assurance-vie et protection des cadres des organismes autonomes	506	304
Divers		1
	3 186	2 357
Intérêts		
Divers	2	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	889	497
Divers		1
	889	498
Revenus autonomes	4 077	2 855
INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME		
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les brasseurs	21 623 (4)	31 196
Divers	5	6
	21 628	31 202
Autres		
Remboursement	77	68
Hôtels et restaurants	985	766
Divers	34	96
	1 096	930
	22 724	32 132

(4) Le droit des brasseurs à compter du 18 novembre 1981 a été remplacé par un droit que le détaillant de bière doit verser au fournisseur afin d'harmoniser ce droit avec celui imposé sur les vins et spiritueux. Il est maintenant remis au ministère du Revenu.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	1981-1982	1980-1981
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec	1 629	1 889
Manoir Richelieu	50	328
Expositions et séminars	51	7
Divers	50	106
	<u>1 780</u>	<u>2 330</u>
Intérêts		
Prêts	848	486
Amendes et confiscations		
Divers		1
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	504	1 355
Autres dépenses		54
Divers	8	5
	<u>512</u>	<u>1 414</u>
	<u>3 140</u>	<u>4 231</u>
Revenus autonomes	<u>25 864</u>	<u>36 363</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Divers		28
	<u>25 864</u>	<u>36 391</u>
INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET COOPÉRATIVES		
Droits et permis		
Autres		
Compagnies d'assurance et agents d'assurance	643	365
Constitution d'autres compagnies	2 252	2 257
Courtage mobilier	413	452
Courtage immobilier	581	610
Rapport annuel des compagnies	4 270	2 907
Agents de réclamation	86	58
Prospectus	123	170
Divers	91	91
	<u>8 459</u>	<u>6 910</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	52	60
Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance	354	302
Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	3 533	3 012
Divers	46	72
	<u>3 985</u>	<u>3 446</u>

	1981-1982	1980-1981
Intérêts		
Prêts à des coopératives	140	127
Divers	1	
	141	127
Amendes et confiscations		
Divers	5	
Recouvrements		
Divers	11	44
	4 142	3 617
Revenus autonomes	12 601	10 527
JUSTICE		
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les détaillants	4 002	3 849
Ventes de spiritueux et de vins aux détenteurs de permis	10 916	10 237
Détaillants	9 471	3 397
	24 389	17 483
Autres		
Agences d'investigation ou de sécurité	276	223
Assermentation	90	78
Divers	77	44
	443	345
	24 832	17 828
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	264	385
Certificats de naissance, mariage et décès	173	120
Véhicules usagés		314
Location de chambres et pension	2 776	2 871
Absences pour activités syndicales	117	104
Soins aux détenus	284	209
Enregistrement de droits	11 512	8 976
Actes judiciaires	8 727	7 757
Actes juridiques	4 883	3 416
Perception — acquisition d'armes à feu	360	
Perception — exploitation d'entreprises d'armes à feu	86	
Divers	88	90
	29 270	24 242
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	5	202
Infractions au Code de la route	14 563	11 828
Infractions au Code criminel	9 320	9 647
Infractions à la Loi de la régie des permis d'alcool	230	331
Infractions à la Loi de la conservation de la faune	642	569
Infractions à diverses lois	5 313	4 009
	30 073	26 586

1-48

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	1981-1982	1980-1981
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	131	36
Autres dépenses	671	361
Salaires — accidents de travail	571	21
	<u>1 373</u>	<u>418</u>
	<u>60 716</u>	<u>51 246</u>
Revenus autonomes	<u>85 548</u>	<u>69 074</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Indemnisation — victimes d'actes criminels	634	1 260
Aide juridique	7 800	13 156
Protection civile	525	478
Conseillers juridiques auprès des autochtones	64	56
Prévention du crime dans le quartier de Limoilou	74	22
Acquisition d'armes à feu	(5) 552	552
Divers	14	31
	<u>9 111</u>	<u>15 555</u>
	<u>94 659</u>	<u>84 629</u>
LOISIR, CHASSE ET PÊCHE		
Droits et permis		
Autres		
Droits régaliens sur les fourrures	467	528
Commerce de fourrures	97	102
Chasse sportive	6 389	5 071
Pêche sportive	1 121	1 328
Divers	89	86
	<u>8 163</u>	<u>7 115</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Certificats de chasseurs	189	195
Matériel et fournitures	2	266
Animaux	67	
Location de territoires de chasse et pêche	235	269
Parcs et terrains de camping	6 963	5 985
Assurance-vie aux détenteurs de permis de chasse		410
Aquarium	178	82
Jardin zoologique	225	117
Mont Ste-Anne	4 085	2 922
Île d'Anticosti	2 795	2 266
Établissements	2 857	2 782
Location de services de personnel	56	
Divers	48	11
	<u>17 700</u>	<u>15 305</u>
Intérêts		
Divers	<u>10</u>	

(5) En 1981-1982, ce revenu a été classifié à la catégorie «Revenus divers» et à la sous-catégorie «Vente de biens et de services».

	1981-1982	1980-1981
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la chasse et de la pêche	67	258
Recouvrements		
Autres dépenses	970	177
Subventions d'années antérieures	73	89
Salaires — accidents de travail	158	8
Divers	19	9
	1 220	283
	18 997	15 846
Revenus autonomes	27 160	22 961
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Indemnités aux pêcheurs commerciaux de saumon		228
		228
	27 160	23 189
REVENU		
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 053 121	5 315 910
Impôt des sociétés (1)	1 010 474	913 386
Droits de successions	37 777	39 839
	7 101 372	6 269 135
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	1 771 300	1 690 199
Carburants	826 934 (6)	492 752
Tabacs	228 557 (7)	179 271
Repas et hôtellerie	236 593	209 672
Télécommunications	73 396	56 652
Publicité	5 804	5 327
	3 142 584	2 633 873
Droits et permis		
Ventes de bière par les détaillants	11 330(8)	1 925
Ventes de spiritueux et de vins aux détenteurs de permis	5 463	5 119
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	25 448	21 874
Pari mutuel	33 295	33 942
Contenants non consignés	8 301	8 825
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	1 285	815
Appareils d'amusement	4 381	4 513
Loteries et courses	2 324	2 445
Autres		
Autres permis de la Loi des licences	1 040	939
Transferts de terrains	(2 693)(9)	2 780
Divers	2	2
	90 176	83 179

1-50

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	1981-1982	1980-1981
REVENU (suite)		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Perception R.R.Q.	15 627	13 364
Perception pour les municipalités de taxes sur les réseaux de télécommunication	4 002	1 642
Divers	7	2
	<u>19 636</u>	<u>15 008</u>
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	96 732 (10)	51 392
Impôt des sociétés	33 277	28 216
Droits des successions	3 345	2 518
Ventes au détail	5 802	3 547
Carburants	172	62
Tabacs	645	60
Repas et hôtellerie	3 044	2 725
Télécommunications	50	147
Profits d'exploitation forestière	(200)	1 230
Transferts de terrains	93	126
Divers	29	79
	<u>142 989</u>	<u>90 102</u>
Amendes et confiscations		
Pénalités	19 469 (11)	
Divers	38	
	<u>19 507</u>	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	212	496
Divers	29	18
	<u>241</u>	<u>514</u>
	<u>182 373</u>	<u>105 624</u>
Revenus autonomes	<u>10 516 505</u>	<u>9 091 811</u>

Notes

Les remboursements suivants ont été déduits des revenus (MILLIERS \$)

Impôt sur le revenu des particuliers	784 972 (2)	658 214 (3)
Impôt des sociétés	158 554 (4)	75 198 (5)
Successions	2 157	6 116
Ventes au détail	17 659	17 175
Carburants	9 807	11 214
Tabacs	1 138	864
Repas et hôtellerie	272	224
Télécommunications	166	96
Publicité	29	6
Profits d'exploitation forestière	1 910	860
Concours publicitaires	14	30
Appareils d'amusement	95	100
Loteries et courses	217	251
Autres permis de la loi des licences	19	9
Transferts de terrains	18	22
	<u>977 027</u>	<u>770 379</u>

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital, primes d'assurance et places d'affaires.

(2) Y compris 83 399 790 \$ pour le remboursement d'impôt foncier.

(3) Y compris 71 157 124 \$ pour le remboursement d'impôt foncier.

(4) Y compris 14 307 078 \$ pour le fonds de relance industrielle.

(5) Y compris 11 364 420 \$ pour le fonds de relance industrielle.

	1981-1982	1980-1981
TRANSPORTS		
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation des véhicules automobiles	247 065	205 687
Conducteurs et chauffeurs	21 449	20 001
Transport commercial public	7 358	7 308
Circulation spéciale		594
Examen pour l'obtention d'un permis	2 159	2 412
Garage et commerçant	405	353
Divers	37	39
Total revenus bruts	278 473	236 394
moins: Frais d'administration du Code de la route et de la sécurité routière	53 772	42 768
Total revenus nets	224 701	193 626
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	301	336
Terrains et bâtisses	952	961
Extraits de dossiers	67	292
Duplicata de permis de conduire	168	170
Duplicata d'immatriculation	2 147	1 377
Rapports d'accidents	106	121
Matériaux usagés	6	563
Location de terrains et bâtisses	392	448
Location d'espaces de stationnement	68	
Location de machinerie et d'équipement	334	1 321
Construction du réseau routier	75	(13)
Conservation des chaussées	20	1 030
Avions	1 242	312
Location de service de personnel et d'ordinateur	1 928	
Divers	98	224
	7 904	7 142
Intérêts		
Divers	5	1
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	55	98
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	2 572	2 462
Dépenses d'années antérieures	1 664	1 639
Autres dépenses	105	168
Salaires — accidents de travail	700	25
	5 041	4 294
	13 005	11 535
Revenus autonomes	237 706	205 161

(10) C'est principalement l'augmentation de 15% à 19% du taux des intérêts et l'accroissement des comptes à recevoir qui expliquent la variation de ce revenu.

(11) En 1980-1981, ce revenu apparaissait à l'«Impôt sur le revenu et les biens» et aux «Taxes à la consommation».

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1982**

MILLIERS \$)

	1981-1982	1980-1981
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Caisses des passages à niveau	2 095	1 672
Réseau routier de l'Outaouais	23 446	9 605
Aide au transport urbain	8 455	4 644
Transport maritime — Côte-Nord	2 198	2 077
Aéroport Chibougamau-Chapais	1 315	
Divers	(2)	83
	<u>37 507</u>	<u>18 081</u>
	<u>275 213</u>	<u>223 242</u>
TRAVAIL, MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU		
Droits et permis		
Autres		
Installations électriques	8 227	7 291
Installations de machines fixes	441	410
Mécaniciens de machines fixes	87	82
Autres techniciens	120	108
Entrepreneurs de construction	515	672
Divers	30	45
	<u>9 420</u>	<u>8 608</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Aide sociale — R.R.Q.	10 626	10 648
Aide sociale — Pension alimentaire	949	465
Soutien administratif et technique	(722)(12)	726
Protection du droit d'association	(2 453)(12)	2 541
Divers	32	26
	<u>8 432</u>	<u>14 406</u>
Intérêts		
Comptes de banque	58	
Recouvrement d'aide sociale	1 593	1 657
	<u>1 651</u>	<u>1 657</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi des électriciens	67	70
Divers	33	76
	<u>100</u>	<u>146</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 654	268
Aide sociale	16 313	9 633
Allocations familiales	174	134
Divers	31	
	<u>18 172</u>	<u>10 035</u>
	<u>28 355</u>	<u>26 244</u>
Revenus autonomes	<u>37 775</u>	<u>34 852</u>

(12) Une modification au Code du travail, relativement aux frais d'accréditation des associations de salariés, a nécessité l'annulation en 1981-1982 de factures émises en 1980-1981.

	1981-1982	1980-1981
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Formation professionnelle des adultes	136 401	124 984
	136 401	124 984
	174 176	159 836
TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Plans et devis	56	48
Vapeur	88	87
Gaz et huile	1 387	2 122
Service général des achats	147	96
Matériaux usagés	2 062	290
Terrains et bâtisses	1 930	638
Location de terrains et bâtisses	3 905	4 457
Location d'espaces de stationnement	918	867
Concessions alimentaires	875	858
Hôtellerie	762	468
Soutien technique	875	1 373
Eau, égouts, protection d'incendie, entretien des routes et autres	88	(18)
Société Parc-Auto		(939)
Divers	18	38
	13 111	10 385
Intérêts		
Divers	5	2
Amendes et confiscations		
Divers	24	19
Recouvrements		
Autres dépenses	417	7 863
Dépenses sous formes d'indemnités	57	19
Salaires — accidents de travail	179	5
	653	7 887
Revenus autonomes	13 793	18 293

(6) L'augmentation par rapport à 1980-1981 s'explique par le fait que la taxe sur les carburants est passée de 20% à 40% à compter du 18 novembre 1981.

(7) L'augmentation résulte du fait que la taxe sur le tabac est passée de 40% à 45% à compter du 11 mars 1981, dont 30% est remis au Fonds spécial olympique.

(8) Cf. note 4 à la page 1-45.

(9) Les notes de crédit émises pour tenir compte du fait que ce droit est exigible seulement lorsque le produit de la vente du terrain a été encaissé explique cette diminution.

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR MINISTÈRE, PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1982**

AFFAIRES CULTURELLES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-14

LIVRES ET AUTRES IMPRIMÉS

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Aide à la publication et à la vente du livre	2 387	2 283	369	4	17	25
2. Développement d'un réseau de bibliothèques publiques	16 728	16 484	366	24	25	10
3. Bibliothèque nationale	4 098	3 922	2 891	168	285	88
TOTAL:	23 213	22 689	3 626	196	327	123

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-14

SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR DES BIENS CULTURELS

1. Conservation et utilisation des archives	2 766	2 708	2 023	198	79	49
2. Conservation des sites et des biens historiques et archéologiques	16 331	15 066	4 046	524	378	2 057
3. Commission des biens culturels	351	299	189	22	30	51
TOTAL:	19 448	18 073	6 258	744	487	2 157

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-14

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

1. Direction du soutien administratif	5 787	5 502	3 887	294	204	210
2. Bureaux régionaux	2 366	2 174	1 012	60	104	10
TOTAL:	8 153	7 676	4 899	354	308	220

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-14

ARTS DE L'ENVIRONNEMENT VISUEL

1. Amélioration de l'environnement visuel	2 140	1 947	465	71	51	43
2. Développement des musées et centres d'exposition	13 018	12 650	2 336	314	383	524
TOTAL:	15 158	14 597	2 801	385	434	567

Ce programme vise à favoriser l'essor de la littérature et à en faciliter l'accès à la population.

				CAPITAL				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
		5			1			1 862
		4			1			16 054
10	28	87	155		210			
10	28	96	155		212			17 916

Ce programme vise à la conservation et la mise en valeur des objets, oeuvres d'art, documents, meubles ou immeubles présentant un intérêt historique, esthétique ou pittoresque pour le Québec.

9	55	78	12		100			105
599	20	386	18	266	41	1 451	16	5 264
	1	3			3			
608	76	467	30	266	144	1 451	16	5 369

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

23	40	168	124		69			483
	11	12	1					964
23	51	180	125		69			1 447

Ce programme vise à développer les arts de l'environnement visuel et à favoriser l'accès au public.

		23	1		2			1 291
27	40	259	579		89			8 099
27	40	282	580		91			9 390

AFFAIRES CULTURELLES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-14**ARTS D'INTERPRÉTATION**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Enseignement des arts d'interprétation	10 734	10 410	7 329	1 767	398	364
2. Soutien aux arts d'interprétation Permanents ¹	15 410 12 800	15 034 13 821	659	28	71	89
TOTAL:	38 944	39 265	7 988	1 795	469	453

¹ Loi sur la Place des Arts, L.R.Q., c. P-11 et modificationsPROGRAMME 6
Sommaire: page 1-14**CINÉMA**

1. Direction	5 184	5 172	259	11	45	4 204
2. Bureau de surveillance du cinéma	757	748	665	11	42	6
TOTAL:	5 941	5 920	924	22	87	4 210

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	98 057	94 399	26 496	3 496	2 112	7 730
Permanents	12 800	13 821				
	110 857	108 220	26 496	3 496	2 112	7 730

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

43 030

Ce programme vise à favoriser l'accès du public aux arts d'interprétation par la formation d'artistes de la scène et par l'aide à la production.

				CAPITAL				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
72	79	174	27		178			22
	4	16			5			14 162
								13 821
72	83	190	27		183			28 005

Ce programme vise à contribuer au développement du cinéma québécois.

	4	23	1		2			623
1	3	14			6			
1	7	37	1		8			623
741	285	1 252	918	266	707	1 451	16	48 929
								13 821
741	285	1 252	918	266	707	1 451	16	62 750
				CAPITAL				TRANSFERT
				2 440				62 750

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**AFFAIRES CANADIENNES**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Relations fédérales-provinciales et interprovinciales	2 983	2 763	1 647	96	330	451
2. Coopération interprovinciale	1 264	1 032	154	3	184	114
TOTAL:	4 247	3 795	1 801	99	514	565

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**AFFAIRES INTERNATIONALES**

1. Représentation à l'étranger	14 200	12 908	4 997	23	2 466	3 641
2. Relations et coopération internationales	22 295	20 245	5 203	133	3 005	2 322
TOTAL:	36 495	33 153	10 200	156	5 471	5 963

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE**

1. Recrutement et préparation des stagiaires québécois	914	914				
2. Préparation du stage, accueil et encadrement des stagiaires français	995	995				
TOTAL:	1 909	1 909				

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	2 451	2 288	1 396	35	653	111
2. Soutien administratif	3 111	2 982	2 452	138	125	110
3. Service du protocole	658	649	431	9	20	144
TOTAL:	6 220	5 919	4 279	182	798	365

TOTAL DES PROGRAMMES:
Votés

48 871	44 776	16 280	437	6 783	6 893
--------	--------	--------	-----	-------	-------

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES

FONCTIONNEMENT

32 033

Ce programme vise à maintenir et à développer les relations entre le gouvernement du Québec et les autres gouvernements au Canada.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
2	23	43	3	14	154
	7	1			569
2	30	44	3	14	723

Ce programme vise à assurer le prolongement international des responsabilités constitutionnelles et politiques du gouvernement.

43	269	309	394	108	658
7	45	268	34	12	9 216
50	314	577	428	120	9 874

Ce programme vise le rapprochement de deux communautés francophones en permettant aux jeunes de les mieux connaître par le moyen de voyages-échanges.

					914
					995
					1 909

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	7	8		6	72
6	29	94	6	10	12
2	1	31	8	3	
8	37	133	14	19	84

60	381	754	445	153	12 590
				CAPITAL	TRANSFERT
				153	12 590

AFFAIRES MUNICIPALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**ORGANISATION ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE MUNICIPAL**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Urbanisme et aménagement du territoire	7 337	6 712	1 956	819	177	444
2. Commission nationale de l'aménagement	422	358	309	2	36	1
TOTAL:	7 759	7 070	2 265	821	213	445

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**AIDE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**

1. Surveillance de la gestion municipale	4 267	3 923	3 237	363	236	19
2. Aide financière aux municipalités	81 755	76 055				
3. Fonds de péréquation	18 884	18 863				
4. Services quasi-judiciaires en gestion municipale	1 599	1 534	1 230	24	126	139
TOTAL:	106 505	100 375	4 467	387	362	158

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**ÉVALUATION FONCIÈRE**

1. Normalisation et aide technique	10 683	10 221	1 514	64	151	446
2. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement	36 916	36 916				784
3. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	172 325	165 297				
4. Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	9 000	9 000				
5. Services quasi-judiciaires en évaluation foncière	3 281	3 153	2 520	297	215	6
TOTAL:	232 205	224 587	4 034	361	366	1 236

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-22**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction et gestion interne	5 116	4 117	2 843	497	145	111
2. Soutien technique	1 441	1 327	1 134	2	17	23
TOTAL:	6 557	5 444	3 977	499	162	134

Ce programme vise à aider les municipalités à planifier leur développement par une aide à la réalisation de projets de restructuration, de schémas d'aménagement et d'urbanisme.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
1	42	39		4	3 230
	1	5		4	
1	43	44		8	3 230

Ce programme vise à fournir aux municipalités et aux communautés urbaines et régionales l'assistance technique et à exercer la surveillance requise en matière de gestion financière et administrative ainsi qu'à alléger leur fardeau fiscal.

3	10	50	1	4	
					76 055
					18 863
	4	8		3	
3	14	58	1	7	94 918

Ce programme vise à uniformiser la confection des rôles d'évaluation et à permettre aux contribuables un recours impartial s'ils jugent non équitable l'évaluation de leurs biens immobiliers.

1	19	188		4	7 834
					36 132
					165 297
					9 000
1	35	64		15	
2	54	252		19	218 263

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

7	53	85	4	20	352
3	67	74		7	
10	120	159	4	27	352

AFFAIRES MUNICIPALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-22**AIDE INSTITUTIONNELLE ET RESTRUCTURATION DU TERRITOIRE**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré-munérations	Communica-tions	Services
1. Organisation municipale	1 115	946	339		16	
2. Affaires nordiques et amérindiennes	6 860	5 947	229		44	
3. Administration centrale et bureaux régionaux	1 590	1 317	1 073	112	93	6
TOTAL:	9 565	8 210	1 641	112	153	6

PROGRAMME 6

AIDE FINANCIÈRE À LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX D'AQUEDUCS ET D'ÉGOUTS

Sommaire: page 1-8

TOTAL:	58 168	56 949				
--------	--------	--------	--	--	--	--

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-24**AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS**

TOTAL:	4 200	4 200				
--------	-------	-------	--	--	--	--

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-26**SÉCURITÉ-INCENDIE**

1. Direction et prévention	811	595	452		94	14
2. Aide aux municipalités	3 645	3 294	601		51	45
TOTAL:	4 456	3 889	1 053		145	59

TOTAL DES PROGRAMMES:
Votés

429 415	410 724	17 437	2 180	1 401	2 038
---------	---------	--------	-------	-------	-------

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

23 894

Ce programme vise à fournir une aide institutionnelle aux collectivités locales et les assister dans la réalisation de leurs projets de restructuration et de mise en commun des services municipaux.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	2	2			587
		3		1	5 670
	8	17		8	
	10	22		9	6 257

Ce programme vise à faciliter la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts dans les municipalités à capacité financière insuffisante.

					56 949
--	--	--	--	--	--------

Ce programme vise à favoriser l'essor économique de la région de l'Outaouais par la réalisation de projets d'équipement industriel, commercial, récréatif et touristique.

					4 200
--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise à prévenir et à réduire, par l'assistance technique et financière, les pertes de vie et de biens causés par le feu.

	3	31	1		
3	3			5	2 586
3	6	31	1	5	2 586

19	247	566	6	75	386 755
				CAPITAL	TRANSFERT
				75	386 755

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18**SOUTIEN DU REVENU FAMILIAL**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Allocations familiales Permanents ¹	15 374	15 374				
2. Administration	520	520				520
TOTAL:	15 894	15 894				520

¹ Loi sur les allocations familiales, L.R.Q., c. A-17 et modifications**PROGRAMME 2**
Sommaire: page 1-18**AIDE SOCIALE**

1. Allocations d'aide sociale	98 724	98 724				
2. Administration	4 325	4 325	2 773	170		
TOTAL:	103 049	103 049	2 773	170		

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-18**ASSISTANCE-MALADIE**

1. Prestations de médicaments et d'appareils médicaux	4 330	4 330				
2. Prestations de services	1 186	1 186				
3. Administration						
TOTAL:	5 516	5 516				

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-18**DIRECTION ET GESTION DE L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

1. Prestations	1 318	1 318				
2. Direction d'administration						
TOTAL:	1 318	1 318				

Ce programme vise à compenser une partie des charges familiales.

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations	
						15 374
						15 374

Ce programme vise à assurer à tout ménage un revenu fondé sur la différence entre ses ressources et ses besoins essentielles.

						98 724
						1 382
						100 106

Ce programme vise à payer le coût de médicaments, d'appareils et de services dentaires et optométriques requis surtout par les bénéficiaires de l'aide sociale.

						4 330
						1 186
						5 516

Ce programme vise à assurer aux chasseurs et piégeurs cris une garantie de revenu lorsqu'ils s'adonnent à des activités traditionnelles.

						1 318
						1 318

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-18**SERVICES COMMUNAUTAIRES**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Services de première ligne Permanents ²	78 409 7 078	78 408 6 649	1			1
2. Services à domicile Permanents ²	64 466 707	64 207 4 400				
TOTAL:	150 660	153 664	1			1

² Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications**PROGRAMME 6**
Sommaire: page 1-18**SOUTIEN AUX ORGANISMES BÉNÉVOLES**

TOTAL:	4 391	4 381
---------------	--------------	--------------

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-18**SERVICES DE CONSULTATION ET DE PROTECTION**

1. Protection de la jeunesse Permanents ³	63 338 5 587	63 317 4 835
2. Protection des adultes et des personnes âgées Permanents ³	16 273 1 348	16 248 1 678
3. Services sociaux en milieu scolaire	10 070	10 070
4. Services sociaux en centres hospitaliers Permanents ³	22 654 2 845	22 652 1 789
5. Services sociaux complémentaires Permanents ³	56 490 6 754	56 376 4 921
6. Familles d'accueil	54 349	53 498
TOTAL:	239 708	235 384

³ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications

Ce programme vise à assurer aux personnes, aux groupes et aux communautés locales l'accessibilité à des services de base de santé et adaptation sociale.

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations	
						78 406
						6 649
						64 207
						4 400
						153 662

Ce programme vise à favoriser la participation des groupes bénévoles dont les services contribuent à la réalisation des programmes de santé et de services sociaux.

						4 381
--	--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise à offrir des services de consultation et des services destinés à assurer la protection d'enfants et d'adolescents ainsi que la protection d'adultes handicapés ou âgés et à développer ou restaurer leur autonomie.

						63 317
						4 835
						16 248
						1 678
						10 070
						22 652
						1 789
						56 376
						4 921
						53 498
						235 384

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-18**RÉADAPTATION**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré-munérations	Communica-tions	Services
1. Services aux mésadaptés sociaux Permanents ⁴	213 845 11 838	212 841 9 287				
2. Services aux handicapés mentaux Permanents ⁴	201 934 11 323	201 618 9 159				
3. Services aux handicapés physiques Permanents ⁴	62 402 3 891	62 313 2 138				
4. Services aux alcooliques & toxicomanes Permanents ⁴	10 870 620	10 827 1 798				
TOTAL:	516 723	509 981				

⁴ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-18**HÉBERGEMENT DES ADULTES ET DES PERSONNES ÂGÉES**

Permanents ⁵	397 027 28 500	394 510 33 613	
TOTAL:	425 527	428 123	

⁵ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-18**ÉQUIPEMENT DES SERVICES SOCIAUX**

1. Acquisition, location, amélioration et conservation de l'équipement	34 979	34 680	
2. Service de la dette	32 947	28 667	
TOTAL:	67 926	63 347	

Ce programme vise à promouvoir la réadaptation de certains enfants en leur fournissant en milieu protégé des services adaptés à leurs besoins; il vise également à permettre aux adultes inadaptés la pratique d'activités destinées à faciliter leur retour à une vie normale.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations
					212 841
					9 287
					201 618
					9 159
					62 313
					2 138
					10 827
					1 798
					509 981

Ce programme vise à procurer un milieu de vie aussi normal que possible aux adultes et personnes âgées qui en seraient privées.

					394 510
					33 613
					428 123

Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation de services sociaux.

					34 680
					28 667
					63 347

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 11
Sommaire: page 1-18**SERVICES DE COURTE DURÉE**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Soins des maladies physiques	2 067 324	1 427 078				
Permanents ⁶	172 625	164 774				
Permanents ⁷		637 516				
2. Soins des maladies mentales	154 772	154 719				
Permanents ⁶	13 208	13 543				
3. Services de santé préventifs	83 290	82 951	2 002		72	6
TOTAL:	2 491 219	2 480 581	2 002		72	6

⁶ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications⁷ Fonds des services de santé, Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5 et modificationsPROGRAMME 12
Sommaire: page 1-18**SOINS PROLONGÉS**

1. Soins des maladies physiques	401 243	401 190				
Permanents ⁸	33 648	30 853				
2. Soins des maladies mentales	111 871	111 588				
Permanents ⁸	2 426	7 799				
TOTAL:	549 188	551 430				

⁸ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 13
Sommaire: page 1-18**ÉQUIPEMENT DES SERVICES DE SANTÉ**

1. Acquisition, location, amélioration et conservation de l'équipement	8 614	8 478				
2. Service de la dette	64 503	62 646				
TOTAL:	73 117	71 124				

Ce programme vise à rendre accessibles aux malades les soins spécialisés et ultra-spécialisés que requiert leur état; il vise également à assurer les activités de dépistage et de prévention.

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations	
						1 427 078
						164 774
						637 516
						154 719
						13 543
		1				80 870
		1				2 478 500

Ce programme vise à assurer aux malades à long terme les soins prolongés que requiert leur état.

						401 190
						30 853
						111 588
						7 799
						551 430

Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation de services de santé.

						8 478
						62 646
						71 124

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 14
Sommaire: page 1-20**RECHERCHE**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Recherche en santé	17 301	17 246				88
2. Recherche socio-économique	1 181	1 171				51
TOTAL:	18 482	18 417				139

PROGRAMME 15
Sommaire: page 1-20**COORDINATION RÉGIONALE**

Votés	11 552	11 552	
Permanents ⁹	933	828	
TOTAL:	12 485	12 380	

⁹ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 16
Sommaire: page 1-20**SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX AU NOUVEAU-QUÉBEC**

TOTAL:	14 691	14 690	
--------	--------	--------	--

PROGRAMME 17
Sommaire: page 1-20**DIRECTION ET GESTION DU MINISTÈRE**

1. Direction	6 943	6 453	4 908	220	782	391
2. Administration	25 544	23 909	13 654	353	2 129	2 617
3. Conseil des affaires sociales et de la famille	612	591	476	3	23	72
4. Programmes de santé	10 092	9 543	8 693	204	382	264
5. Programmes de services sociaux	10 306	9 750	9 163	131	415	41
6. Relations de travail	4 144	3 878	3 272	39	179	388
7. Laboratoires	4 443	4 167	2 701	175	30	116
TOTAL:	62 084	58 291	42 867	1 125	3 940	3 889

Ce programme vise à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre de programmes d'intervention dans les domaines de la sécurité du revenu et de la santé et adaptation sociale.

Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	CAPITAL		TRANSFERT
				Équipement	Immobilisations	
						17 158
						1 120
						18 278

Ce programme vise à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination du développement des services de santé et des services sociaux dans les régions socio-sanitaires.

						11 552
						828
						12 380

Ce programme vise à assurer les services de santé et les services sociaux à la population du Nouveau-Québec.

						14 690
--	--	--	--	--	--	--------

Ce programme vise à procurer au ministère les ressources et les services requis pour établir et mettre en oeuvre ses politiques dans les domaines de la sécurité du revenu et de la santé et adaptation sociale.

3	8	80	18	43	
306	2 195	2 039	112	504	
	5	1		11	
298	4	746	11	82	4
607	2 212	2 866	141	640	4

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 18

Sommaire: page 1-20

DIRECTION ET GESTION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	175	175	162	13		

PROGRAMME 19

Sommaire: page 1-18

DIRECTION ET GESTION DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

1. Services aux adultes en travail adapté

2. Soutien aux organismes de promotion

3. Direction et administration

TOTAL:

	100	100	81	19		
TOTAL:	100	100	81	19		

PROGRAMME 20

Sommaire: page 1-18

DIRECTION ET GESTION DE L'OFFICE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE

1. Services de garde à l'enfance

2. Direction et administration

TOTAL:

	30 675	30 593				
	1 215	1 097	600	217	90	85
TOTAL:	31 890	31 690	600	217	90	85

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés

Permanents

	4 465 438	3 808 581	48 486	1 544	4 103	4 639
	318 705	950 954				
	4 784 143	4 759 535	48 486	1 544	4 103	4 639

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

64 665

Ce programme vise à procurer à la commission les ressources et les services nécessaires pour entendre toute demande, requête et appel relevant de sa juridiction.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres-dépenses	Équipement	Immobilisations

Ce programme vise à assurer la coordination des services dispensés aux personnes handicapées, d'informer et de conseiller les personnes handicapées, de promouvoir leurs intérêts et de favoriser leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

Ce programme vise à apporter une aide financière aux familles pour la garde des enfants et à assurer le développement des services de garde.

					30 593
	17	44	5	39	
	17	44	5	39	30 593
607	2 229	2 911	146	679	4
					3 743 233 950 954
607	2 229	2 911	146	679	4
					4 694 187
				CAPITAL	TRANSFERT
					683
					4 694 187

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-8**PLANIFICATION, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Planification et études économiques	2 948	2 832	1 858	131	131	49
2. Recherche agricole	9 763	9 601	5 324	534	179	164
3. Enseignement agricole	10 474	10 328	6 398	1 157	100	386
TOTAL:	23 185	22 761	13 580	1 822	410	599

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**FINANCEMENT AGRICOLE**

1. Gestion interne et soutien	8 802	8 667	7 517	375	448	25
2. Crédit agricole Permanents ¹	55	24				
	9 900	10 069				
3. Crédit agricole par les institutions privées	57 982	56 448				
4. Amélioration des fermes Permanents ²	4 612	4 595				
	105	31				
5. Crédit à la production Permanents ³	45					
6. Crédit spécial Permanents ⁴	3 000	2 607				
	3					
7. Prêt agricole	4 206	4 186				
8. Mise en valeur des exploitations agricoles	10 400	10 399				
9. Réaménagement foncier	1 677	1 370	295	313	45	9
TOTAL:	100 787	98 396	7 812	688	493	34

¹ Loi sur le crédit agricole, L.R.Q., c. C-75 et modifications² Loi favorisant l'amélioration des fermes, L.R.Q., c. A-18 et modifications³ Loi favorisant le crédit à la production agricole, L.R.Q., c. C-77 et modifications⁴ Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, L.R.Q., c. C-79 et modificationsPROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**AIDE À LA PRODUCTION AGRICOLE**

1. Mise en valeur des productions	55 135	54 332	8 024	727	641	742
2. Amélioration foncière, assainissement des sols et conservation des eaux	35 866	35 145	1 540	87	101	186
3. Soutien de l'emploi agricole	3 231	2 997	120	10	1	
4. Administration et services régionaux	30 280	28 931	22 132	3 805	2 234	5
TOTAL:	124 512	121 405	31 816	4 629	2 977	933

Ce programme vise à orienter l'évolution de l'agriculture en fonction des besoins du milieu, trouver la solution à des problèmes au moyen de recherche ainsi que former des hommes compétents en agriculture.

				CAPITAL			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	
1		12					650
131	120	996	15		292		1 846
311	49	844	5		115		963
443	169	1 852	20		407		3 459

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat.

15	73	137	16		61		24
							10 069
							56 448
							4 595
							31
							2 607
							4 186
							10 399
	8	13	1	7		1	678
15	81	150	17	7	61	1	89 037

Ce programme vise à améliorer le rendement des cultures et de l'élevage, assurer une main-d'oeuvre agricole suffisante et diversifier la production selon les possibilités du milieu.

89	89	1 209	48		267	70	42 426
7	780	99	41		66		32 238
							2 866
44	194	286	24		207		
140	1 063	1 594	113		540	70	77 530

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-8**ASSURANCES AGRICOLES**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Assurance-récolte	9 669	9 646	1 919	76	216	2 132
2. Assurance-stabilisation des revenus agricoles	18 569	18 547	458	25	79	321
TOTAL:	28 238	28 193	2 377	101	295	2 453

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-8**COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES**

1. Développement des entreprises de transformation	13 509	10 036	1 043	32	99	25
Permanents ⁵	134	136				
Permanents ⁶		141				
2. Développement des marchés ⁷	15 367	14 440	1 450	77	159	57
Permanents ⁸	55	56				
3. Contrôle de la qualité des produits	18 032	17 726	10 259	145	1 374	11
TOTAL:	47 097	42 535	12 752	254	1 632	93

⁵ Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales. L.R.Q., c. A-19⁶ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications⁷ Excluant pour les prêts, les montants de 11 000 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses⁸ Loi sur les sociétés d'agriculture, L.R.Q., c. S-25 et modificationsPROGRAMME 6
Sommaire: page 1-8**RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC**

TOTAL:	1 444	1 412	1 175	56	141	17
--------	-------	-------	-------	----	-----	----

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-8**GESTION DU TERRITOIRE AGRICOLE**

1. Commission de la protection du territoire	5 432	4 676	1 951	1 962	285	260
2. Protection du territoire	1 598	1 337	793	343	17	62
3. Contribution aux taxes foncières, municipales et scolaires sur les fermes	17 825	17 825				
TOTAL:	24 855	23 838	2 744	2 305	302	322

Ce programme vise à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités.

				CAPITAL			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	
7	37	60	7		92		5 100
	3	18			11		17 632
7	40	78	7		103		22 732

Ce programme vise à promouvoir le développement du secteur secondaire agro-alimentaire, développer des marchés intérieurs et extérieurs et assurer des prix équitables aux producteurs et des produits de qualité aux consommateurs.

		1					8 836
			141				136
1	11	4	4		1		12 676
							56
32	49	377	48		109		5 322
33	60	382	193		110		27 026

Ce programme vise à surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits agricoles ainsi qu'à renforcer le pouvoir de marchandage des producteurs.

2	2	15	1		3		
---	---	----	---	--	---	--	--

Ce programme vise à conserver à l'agriculture les sols arables.

3	46	159	2		8		
	3	106	4			9	
							17 825
3	49	265	6		8	9	17 825

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction	1 476	1 448	1 355	30	62	1
2. Soutien administratif et technique	17 171	15 379	9 656	1 741	1 033	658
TOTAL:	18 647	16 827	11 011	1 771	1 095	659

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES MARITIMES**

1. Gestion des ressources, développement et administration	9 566	8 314	4 716	927	555	149
2. Contribution à l'exploitation de la ressource	7 512	4 945	507	3	89	511
3. Contribution à la transformation de la ressource ⁹	8 123	5 306	2 202	1 081	224	28
TOTAL:	25 201	18 565	7 425	2 011	868	688

⁹ Excluant pour les prêts, 888 933 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	383 724	363 499	90 692	13 637	8 213	5 798
Permanents	10 242	10 433				
	393 966	373 932	90 692	13 637	8 213	5 798

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

129 498

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	
187	283	1 374	48		399		
187	283	1 374	48		399		

Ce programme vise à orienter le développement des pêches maritimes et à fournir aux entreprises et aux travailleurs une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.

296	360	511	26	4	700	70	
70		352	2		3	380	3 028
89	10	748	2	31	119	99	673
455	370	1 611	30	35	822	549	3 701

1 285	2 117	7 321	294 141	42	2 453	629	231 018 10 292
1 285	2 117	7 321	435	42	2 453	629	241 310
				CAPITAL			TRANSFERT
				3 124			241 310

ASSEMBLÉE NATIONALE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-20**SERVICES STATUTAIRES ET DE SOUTIEN POLITIQUE**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Traitements et allocations des députés Permanents ¹	2 852 11 261	2 817 10 719	2 817 5 313	3 120	954	
2. Services de recherche des partis	375	375		189	42	127
3. Traitements de l'exécutif Permanents ²	806	860	860			
4. Cabinets politiques	3 358	2 722	2 267		162	233
TOTAL:	18 652	17 493	11 257	3 309	1 158	360

¹ Loi sur la législature, L.R.Q., c. L-1 et modifications² Loi sur l'exécutif, L.R.Q., c. E-18 et modificationsPROGRAMME 2
Sommaire: page 1-20**SERVICES PARLEMENTAIRES**

1. Sergent d'armes	2 747	2 576	2 372	137	7	16
2. Secrétariat des commissions	462	440	368	63	6	1
3. Bibliothèque de la législature	2 364	2 363	1 900	124	10	156
4. Relations interparlementaires	332	302	199		33	66
5. Législation	1 020	779	493	4	269	6
TOTAL:	6 925	6 460	5 332	328	325	245

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-20**COMMUNICATIONS**

1. Édition	2 569	2 265	1 449	176	190	10
2. Radiotélévision des débats	1 709	1 532	950	196	41	3
3. Accueil et information	660	639	362	134	78	1
TOTAL:	4 938	4 436	2 761	506	309	14

Ce programme vise à assurer à l'Assemblée nationale les moyens nécessaires à l'exercice du pouvoir législatif.

				CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement
	1 332			
1	9	7		
2	1	57		
3	1 342	64		

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs fonctions de législateurs.

		38		6
		2		
2	10	136	13	12
		2	2	
		7		
2	10	185	15	18

Ce programme vise à assurer la diffusion d'information sur l'Assemblée nationale auprès des députés et des citoyens.

90	181	136	1	32
16	7	179	1	139
1		59	1	3
107	188	374	3	174

ASSEMBLÉE NATIONALE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-20**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et administration	3 692	3 518	3 053	122	191	94
2. Services du personnel et financiers	1 037	970	824	87	8	38
3. Services techniques et auxiliaires	1 033	1 030	622	86	2	4
4. Services alimentaires	1 331	1 330	461	351		
TOTAL:	7 093	6 848	4 960	646	201	136

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-20**PROTECTEUR DU CITOYEN**

TOTAL:	1 174	1 118	998	57	36	4
---------------	--------------	--------------	------------	-----------	-----------	----------

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-20**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

TOTAL:	5 792	5 504	5 032	41	186	154
---------------	--------------	--------------	--------------	-----------	------------	------------

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	32 507	30 280	24 167	1 767	1 261	913
Permanents	12 067	11 579	6 173	3 120	954	
	44 574	41 859	30 340	4 887	2 215	913

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

41 602

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'Assemblée nationale.

				CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement
		18		40
		6	5	2
9		305		2
3	22	485	3	5
12	22	814	8	49

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir de griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

1	7	10	5
---	---	----	---

Ce programme vise à effectuer la vérification après paiement des opérations financières des ministères et de plusieurs entreprises gouvernementales et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

2	39	17	22	11
127	276 1 332	1 464	48	257
127	1 608	1 464	48	257
				CAPITAL
				257

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Établissement des immigrants	3 602	3 541	3 305	54	135	42
2. Adaptation des immigrants	13 984	13 029	6 167	3 011	101	1 767
3. Direction et gestion interne	5 037	4 700	2 983	213	343	333
TOTAL:	22 623	21 270	12 455	3 278	579	2 142
<hr/>						
TOTAL DU PROGRAMME: Votés:	22 623	21 270	12 455	3 278	579	2 142
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES			18 877			

Ce programme vise à assurer la participation et l'intégration des immigrants à la vie québécoise.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
	3	2			
1	30	61	12	7	1 872
9	94	194	17	90	424
10	127	257	29	97	2 296
10	127	257	29	97	2 296
				CAPITAL	TRANSFERT
				97	2 296

COMMUNICATIONS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS GOUVERNEMENTAUX DE COMMUNICATION**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Services de communication	41 802	40 138			38 633	1
2. Gestion interne	5 328	4 823	4 030	193	204	25
3. Fonds renouvelable ¹						
TOTAL:	47 130	44 961	4 030	193	38 837	26

¹ Excluant pour les avances 1 500 000 \$ aux crédits autorisés et aux dépensesPROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**INFORMATION ET PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES**

1. Moyens de communication	4 698	4 304	3 279	117	161	350
2. Communication-Québec	5 737	5 198	4 302	125	367	117
3. Publications gouvernementales	5 174	4 731	3 357	111	488	256
4. Publications officielles	2 031	1 879	343	23	1 431	15
5. Impressions en régie	6 834	6 689	3 357	25	15	2
6. Agence de coordination	5 228	5 228			5 228	
TOTAL:	29 702	28 029	14 638	401	7 690	740

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE**

1. Coordination interministérielle	1 408	1 350	813	28	20	38
2. Développement et exploitation des systèmes	10 590	10 173	4 981	191	36	213
TOTAL:	11 998	11 523	5 794	219	56	251

Ce programme vise à planifier, coordonner et surveiller l'acquisition, l'implantation et l'utilisation des équipements de communication par le gouvernement ainsi que sous certains aspects, par les organismes publics.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
845	15	111		533	
44	22	126	8	171	
889	37	237	8	704	

Ce programme vise à informer les citoyens sur les programmes, les activités et les services du gouvernement; il vise également à assister sur demande les ministères et organismes gouvernementaux en matière d'édition et dans la réalisation de leurs programmes d'information ou de publicité.

11	24	257	14	91	
19	57	146	15	50	
8	71	375	16	49	
		66	1		
216	608	2 348	3	115	
254	760	3 192	49	305	

Ce programme vise à assurer la coordination du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et à fournir des services d'informatique aux ministères.

4	8	13	2	4	420
149	3 400	936	42	225	
153	3 408	949	44	229	420

COMMUNICATIONS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction	1 648	1 439	978	24	173	18
2. Soutien administratif et technique	2 358	2 269	1 627	546	21	7
TOTAL:	4 006	3 708	2 605	570	194	25

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-12**RÉGIE DES SERVICES PUBLICS**

TOTAL:	2 249	1 856	1 682	27	72	24
--------	-------	-------	-------	----	----	----

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-12**DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS ET DES POLITIQUES**

1. Planification du développement des réseaux	1 345	1 245	772	86	86	160
2. Planification du développement des média	3 721	3 438	931	25	42	67
3. Recherche	927	774	325	27	17	326
TOTAL:	5 993	5 457	2 028	138	145	553

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-14**SOCIÉTÉ DE RADIO-TÉLÉVISION DU QUÉBEC**

TOTAL:	43 937	43 937				
--------	--------	--------	--	--	--	--

TOTAL DES PROGRAMMES:
Votés

145 015	139 471	30 777	1 548	46 994	1 619
---------	---------	--------	-------	--------	-------

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

91 178

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
1	15	73	1	6	150
7	8	33	2	18	
8	23	106	3	24	150

Ce programme vise à assurer la surveillance et le contrôle nécessaire à la protection de l'intérêt public dans l'opération et le développement de certaines entreprises de services publics, particulièrement en télécommunication.

1	24	22	2	2	
---	----	----	---	---	--

Ce programme vise à favoriser, orienter, coordonner et surveiller le développement des réseaux et des moyens de communication au Québec.

13	8	23	3	7	87
2	4	13	1		2 353
		4			75
15	12	40	4	7	2 515

Ce programme vise à procurer aux organismes gouvernementaux un service de production de documents audio-visuels et à offrir au public un programme de promotion intellectuelle au moyen d'émissions radiotélédiffusées.

					43 937
--	--	--	--	--	--------

1 320	4 264	4 546	110	1 271	47 022
				CAPITAL	TRANSFERT
				1 271	47 022

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	464	435	346	11	5	63

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**ADMINISTRATION DES ÉLECTIONS ET
FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES**

1. Directeur général des élections Permanents ¹	20 608	21 869	1 778	1 876	588	640
2. Commission de la représentation Permanents ²	1 886	1 975	510	1 009	144	142
3. Financement des partis politiques Permanents ³	5 748	6 063	962	97	759	222
4. Subventions aux comités nationaux pour la consultation populaire Permanents ⁴						
TOTAL:	28 242	29 907	3 250	2 982	1 491	1 004

¹ Loi électorale, L.R.Q., c. E-3 et modifications² Loi sur la représentation électorale, L.Q., 1979, c. 57 et modifications³ Loi régissant le financement des partis politiques, L.R.Q., c. F-2 et modifications⁴ Loi sur la consultation populaire, L.Q., 1978, c. 6 et modificationsPROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**ORGANISMES — CONSEILS AUPRÈS DU PREMIER
MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF**

1. Cabinet du Premier Ministre et bureaux des ministres d'État	7 751	6 755	5 074		326	77
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	12 526	11 149	5 851	1 463	880	1 811
3. Affaires amérindiennes et inuit Permanents ⁵	3 823 600	3 175 600	743	49	160	165
4. Gestion interne et soutien administratif Permanents ⁶	2 877	2 513 1	1 792	242	21	7
TOTAL:	27 577	24 193	13 460	1 754	1 387	2 060

⁵ Loi approuvant la convention de la Baie James et du Nord québécois, L.R.Q., c. C-67⁶ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations	
	2	7	1			

Ce programme vise à l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

126	583	261	15 705	52	260	
4	39	65	24	38		
22	269	82	2 504	60		1 086
152	891	408	18 233	150	260	1 086

Ce programme vise à fournir au Premier Ministre et au Conseil exécutif les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	3	2	1			1 272
	91	65	8	8		972
	10	19	8	1		2 020 600
16	173	192	2 1	68		
16	277	278	20	77		4 864

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL
ET INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Fonds de développement régional	19 326	11 546		796	69	18
2. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets d'aménagement et de développement régional*	50					
TOTAL:	19 376	11 546		796	69	18

* Le solde des crédits ainsi transférés et de ceux déjà inscrits dans les budgets des ministères pour de tels projets peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-24**PLANIFICATION ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALE, CONSULTATION
ET ADMINISTRATION DE L'O.P.D.Q.**

1. Travaux de planification	600	145		5		140
2. Aide à la consultation	2 235	2 231				
3. Direction et soutien administratif	7 819	7 418	5 664	1 006	294	211
TOTAL:	10 654	9 794	5 664	1 011	294	351

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-24**CONSULTATION DES AGENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES**

TOTAL:	505	501	290	25	33	141
--------	-----	-----	-----	----	----	-----

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-26**PROMOTION DU DROIT ET DU STATUT DE LA FEMME**

TOTAL:	2 384	2 315	1 594	263	172	210
--------	-------	-------	-------	-----	-----	-----

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-14**AIDE FINANCIÈRE À L'INSTITUT QUÉBÉCOIS
DE RECHERCHE SUR LA CULTURE**

Permanents ⁷	150	150				
	1 500	1 500				
TOTAL:	1 650	1 650				

⁷ Loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture. L.Q., 1979, c. 10

Ce programme vise à favoriser la concertation interministérielle et de divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations
	10	2			10 651
	10	2			10 651

Ce programme vise à élaborer des dossiers de planification en matière économique et régionale; il vise également à coordonner et diriger les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'O.P.D.Q. tout en y associant les organismes consultatifs.

					2 231
13	69	115	20	26	
13	69	115	20	26	2 231

Ce programme vise à fournir à l'O.P.D.Q. des avis en matière de développement socio-économique et régional.

	8	4			
--	---	---	--	--	--

Ce programme vise à permettre au Conseil du statut de la femme de travailler à la promotion de l'égalité et du respect du droit et du statut de la femme.

	32	33	5	6	
--	----	----	---	---	--

Ce programme vise à effectuer, encourager et soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

					150
					1 500
					1 650

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-20**CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	10 492	10 161	7 261	1 365	667	277

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-20**AIDE FINANCIÈRE À L'HABITATION**

1. Aide à la rénovation urbaine	10 750	10 747				
2. Aide à la restauration de logements	6 087	5 782				
3. Acquisition de logements sous forme individuelle ou coopérative Permanents ⁸	9 684 3 730	9 157 3 005				
4. Supplément au loyer	13 700	13 312				
5. Financement des déficits d'exploitation des logements municipaux	120 536	116 810				
TOTAL:	164 487	158 813				

⁸ Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1PROGRAMME 11
Sommaire: page 1-20**GESTION INTERNE ET ADMINISTRATION DES PROGRAMMES DE LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC**

1. Direction	2 026	1 745	1 451		109	102
2. Finances et administration générale Permanents ⁹	4 745	4 271 490	2 746	584	129	502
3. Soutien aux opérations	5 860	5 555	4 840	220	352	64
4. Surveillance administrative des logements subventionnés	1 607	1 535	1 326	37	138	14
5. Service aux coopératives	478	430	416		11	3
TOTAL:	14 716	14 026	10 779	841	739	685

⁹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modificationsPROGRAMME 12
Sommaire: page 1-26**PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

TOTAL:	8 154	7 505	4 614	523	311	1 323
--------	-------	-------	-------	-----	-----	-------

Ce programme vise à concilier les relations entre locataires et propriétaires, et à régler leurs conflits.

				CAPITAL			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	
	4	194		359	4	30	

Ce programme vise à assurer une plus grande accessibilité à des logements de qualité en favorisant d'une part, la restauration résidentielle et d'autre part, en supportant une partie des coûts encourus par certaines catégories de ménages ou par les municipalités offrant des logements sociaux.

							10 747
							5 782
							9 157
							3 005
							13 312
							116 810
							158 813

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de la Société d'habitation du Québec.

		14	9	20			40
11		71	166	1 490	61		
5		42	32				
		9	11				
16		136	218	511	61		40

Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales.

4	58	112	5	10	545
---	----	-----	---	----	-----

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 13
Sommaire: page 1-26**QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES
ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	3 134	3 061	2 396	214	220	77

PROGRAMME 14
Sommaire: page 1-18**DIRECTION ET GESTION DE L'OFFICE DES
PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC**

1. Services aux adultes en travail adapté	14 760	14 153				
2. Soutien aux organismes de promotion	1 507	1 507				
3. Direction et administration	4 117	3 641	1 106	434	290	461
TOTAL:	20 384	19 301	1 106	434	290	461

PROGRAMME 15
Sommaire: page 1-10**ANALYSE ÉCONOMIQUE ET SERVICES STATISTIQUES**

1. Analyse et prévision économique	200	194	180		4	10
2. Statistiques socio-économiques	1 533	1 401	1 220	35	36	81
3. Enquêtes, diffusion et assistance technique	2 054	1 830	1 460	19	104	176
TOTAL:	3 787	3 425	2 860	54	144	267

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	281 934	261 130	50 370	7 291	4 331	5 933
Permanents	34 072	35 503	3 250	2 982	1 491	1 004
	316 006	296 633	53 620	10 273	5 822	6 937

FONCTIONNEMENT**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

99 245

Ce programme vise à permettre à la Régie des entreprises de construction de réglementer la compétence et la solvabilité des entreprises en construction.

Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	CAPITAL		TRANSFERT
				Équipement	Immobilisations	
3	37	75	3	36		

Ce programme vise à assurer la coordination des services dispensés aux personnes handicapées, d'informer et de conseiller les personnes handicapées, de promouvoir leurs intérêts et de favoriser leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

						14 153
						1 507
1	59	98	4	19		1 169
1	59	98	4	19		16 829

Ce programme vise à assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évolution et la structure de l'économie québécoise ainsi que la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion d'informations statistiques sur le Québec.

	2	26	1			
6	49	12		4		
6	51	38	1	4		
63	933	1 339	83	269		190 518
152	891	408	18 724	150	260	6 191
215	1 824	1 747	18 807	419	260	196 709
				CAPITAL		TRANSFERT
				679		196 709

CONSEIL DU TRÉSOR

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE ADMINISTRATIVE**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Programmation et contrôle budgétaire	2 400	2 320	2 210	40	27	7
2. Politique administrative	1 466	1 433	1 375	11	11	13
3. Politique de personnel et relations de travail	2 322	2 163	1 706	53	50	291
4. Soutien administratif et technique	1 470	1 383	1 082	46	51	30
5. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation, par les ministères, de projets ou d'expériences pilotes destinés à améliorer la gestion administrative						
TOTAL:	7 658	7 299	6 373	150	139	341
<hr/>						
TOTAL DU PROGRAMME: Votés	7 658	7 299	6 373	150	139	341
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			7 218			

Ce programme vise à déterminer l'allocation des ressources conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent utilisent efficacement ces ressources humaines, matérielles et financières dans l'exécution de leurs programmes.

				CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement
13	7	2		14
2	3	1		17
5	23	10		25
14	43	88	4	25
34	76	101	4	81
34	76	101	4	81
				CAPITAL
				81

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-14**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Administration interne	26 532	24 364	14 606	832	2 570	2 356
2. Soutien	20 706	20 376	8 209	1 525	144	7 155
3. Services informatiques aux réseaux	6 320	5 520	2 767	354	125	100
4. Consultation	3 767	3 328	1 655	261	247	1 088
TOTAL:	57 325	53 588	27 237	2 972	3 086	10 699

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-14**ADMINISTRATION DES RÉSEAUX**

1. Administration de l'enseignement primaire et secondaire	30 068	28 253	21 059	902	879	2 365
2. Administration de l'enseignement post-secondaire	11 812	10 778	8 733	864	236	306
3. Administration de la formation des adultes et de l'enseignement privé	7 270	6 880	5 765	232	227	197
TOTAL:	49 150	45 911	35 557	1 998	1 342	2 868

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-14**AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS**

1. Bourses consécutives aux prêts	107 300	101 667				
2. Intérêts et remboursements aux banques ¹	31 369	31 155				
3. Autres bourses	4 224	3 152				
TOTAL:	142 893	135 974				

¹ Excluant pour les prêts, 3 750 000 \$ aux crédits autorisés et 2 429 542 \$ aux dépenses

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ministère de l'Éducation, à fournir un certain nombre de services d'appoint au ministère et aux organismes d'enseignement de même qu'à fournir à l'autorité compétente des avis relatifs à l'état et aux besoins de l'éducation.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
183	156	1 583	23	46	2 009
271	1 566	721	20	765	
221	1 462	157	5	329	
1	45	27		4	
676	3 229	2 488	48	1 144	2 009

Ce programme vise à assurer la coordination des différents réseaux d'enseignement et à leur fournir les services nécessaires en matière de soutien à l'enseignement et à la gestion.

9	8	83	16	64	2 868
5	3	95		22	514
1	7	437	1	13	
15	18	615	17	99	3 382

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études, en fournissant un soutien financier aux étudiants.

		101 667
212		30 943
		3 152
212		135 762

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré-munérations	Communica-tions	Services
1. Fonctionnement Permanents ²	3 294 450 193 512	3 290 168 166 831		1 234	439	605
2. Investissements	9 325	9 267				
3. Service de la dette Permanents ³	234 090 10	234 090 10				
TOTAL:	3 731 387	3 700 366		1 234	439	605

² Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications³ Loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province, L.Q., 1955-1956, c. 39 et modificationsPROGRAMME 5
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL PUBLIC**

1. Fonctionnement Permanents ⁴	607 934 33 687	606 745 38 424				
2. Service de la dette	73 800	67 639				
TOTAL:	715 421	712 808				

⁴ Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 6
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE**

1. Fonctionnement	794 626	794 626				
2. Investissements	1 900	1 151				
3. Service de la dette	69 800	63 768				
TOTAL:	866 326	859 545				

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-14**FORMATION DES ADULTES**

1. Fonctionnement dans les commissions scolaires	120 419	120 419				
2. Fonctionnement dans les collèges publics	22 367	22 367				
3. Fonctionnement dans les autres organismes	5 200	5 194				
TOTAL:	147 986	147 980				

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires les ressources nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
1	9	329		361	3 287 190
					166 831
					9 267
					234 090
					10
1	9	329		361	3 697 388

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux CEGEP les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et leur développement.

		606 745
		38 424
		67 639
		712 808

Ce programme vise à promouvoir l'enseignement et la recherche en fournissant aux universités les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

		794 626
		1 151
		63 768
		859 545

Ce programme vise à contribuer par des activités éducatives au développement social et culturel des individus et des collectivités et à permettre aux travailleurs de se recycler et se perfectionner selon les exigences des changements technologiques.

		120 419
		22 367
		5 194
		147 980

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT PRIVÉ**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Enseignement primaire et secondaire Permanents ⁵	147 787 21 260	147 772 16 113				
2. Enseignement collégial Permanents ⁶	43 495 7 733	43 478 5 860				
TOTAL:	220 275	213 223				

⁵ et ⁶ Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 9
Sommaire: page 1-14**FONDS POUR LA FORMATION DE CHERCHEURS ET ACTIONS CONCERTÉES**

1. Aide à la recherche	15 200	15 200				
2. Bourses	8 576	8 576				
3. Subvention à la gestion	621	621				
TOTAL:	24 397	24 397				

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-26**ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION DES PROFESSIONS**

TOTAL:	2 436	1 935	1 143	65	117	404
--------	-------	-------	-------	----	-----	-----

Ce programme vise à favoriser le maintien et la qualité des institutions privées de niveaux primaire, secondaire et collégial en leur fournissant le support administratif et financier nécessaire.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					147 772
					16 113
					43 478
					5 860
					213 223

Ce programme vise à promouvoir le développement de la recherche universitaire et la formation de chercheurs et de spécialistes.

					15 200
					8 576
					621
					24 397

Ce programme vise à permettre à l'Office des professions du Québec de veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public.

	31	26	1	5	143
--	----	----	---	---	-----

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 11
Sommaire: page 1-14**CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Office de la langue française	14 768	14 036	10 123	1 427	514	556
2. Commission de surveillance de la langue française	1 240	1 120	950	93	43	15
3. Conseil de la langue française	2 155	1 897	1 126	64	154	465
4. Commission d'appel de francisation des entreprises	155	87	87			
5. Commission de toponymie	1 380	1 250	783	197	93	142
TOTAL:	19 698	18 390	13 069	1 781	804	1 178

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	5 721 092	5 686 879	77 006	8 050	5 788	15 754
Permanents	256 202	227 238				
	5 977 294	5 914 117	77 006	8 050	5 788	15 754

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

115 453

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
43	745	235	24	78	291
	9	8		2	
	16	28	3	5	36
1	8	18	2	6	
44	778	289	29	91	327
736	4 065	3 747	307	1 700	5 569 726 227 238
736	4 065	3 747	307	1 700	5 796 964
				CAPITAL	TRANSFERT
				1 700	5 796 964

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-8**CONNAISSANCE DE LA FORÊT**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communiqués	Services
1. Recherche	2 819	2 813	1 983	392	151	94
2. Inventaire de base	4 143	3 911	2 088	161	116	1 405
TOTAL:	6 962	6 724	4 071	553	267	1 499

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**AMÉLIORATION DE LA FORÊT**

1. Reboisement	20 423	20 013	3 482	6 230	453	3 418
2. Travaux sylvicoles	4 862	4 518	1 334	1 205	134	1 088
TOTAL:	25 285	24 531	4 816	7 435	587	4 506

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**PROTECTION DE LA FORÊT**

1. Prévention et lutte contre les incendies	13 104	13 092	420	17	14	12 518
2. Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	7 579	7 421	1 115	1 134	312	1 720
3. Éducation en conservation du milieu forestier	3 053	2 834	611	878	82	97
TOTAL:	23 736	23 347	2 146	2 029	408	14 335

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-8**UTILISATION DE LA FORÊT**

1. Planification de l'utilisation	9 019	8 258	6 465	400	234	188
2. Contrôle de l'utilisation	9 304	9 127	6 970	628	438	13
3. Voirie forestière	27 213	25 678	1 101	203	111	13
4. Aide à la production forestière privée	15 715	15 542	1 269	269	88	41
TOTAL:	61 251	58 605	15 805	1 500	871	255

¹ Excluant pour les prêts (placements ou avances) 215 000 \$ aux crédits autorisés et 215 000 \$ aux dépenses

Ce programme vise à acquérir, traiter et mettre à jour les données caractérisant le milieu forestier, expérimenter et mettre au point certaines techniques d'intervention et élaborer les différentes options d'aménagement.

CAPITAL												TRANSFERT
Entre- tien	Loyers	Fourni- tures	Autres dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Commu- nications	Services	Loyers	Fourni- tures	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dé- penses
26	24	93								50		
13	6	97								25		
39	30	190								75		

Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière de façon à répondre aux demandes en matière ligneuse ou à d'autres usages.

231	1 076	2 965	6		74	4	37	5	174	1 413	442	3
68	301	298								90		
299	1 377	3 263	6		74	4	37	5	174	1 503	442	3

Ce programme vise à protéger la forêt contre le feu, les insectes, les maladies et la détérioration par l'homme.

3	50	8								62		
139	277	2 609	32							83		
10	12	97			73	2	37	97	65	90	342	341
152	339	2 714	32		73	2	37	97	65	235	342	341

Ce programme vise à assurer l'approvisionnement en bois des usines de transformation et à susciter une meilleure organisation de l'exploitation sur les boisés privés.

62	115	241					71			98	334	50
166	87	604								221		
31	98	118		26	901	174	913	3 011	424	247	3 478	14 829
19	23	87								47		13 699
278	323	1 050		26	901	174	984	3 011	424	613	3 812	28 578

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré-munérations	Communica-tions	Services
1. Direction	4 402	3 959	3 229	46	191	156
2. Soutien administratif et technique Permanents ²	13 634	13 101 1	8 370	1 049	809	367
TOTAL:	18 036	17 061	11 599	1 095	1 000	523

² Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-16 et modificationsPROGRAMME 6
Sommaire: page 1-8**FINANCEMENT FORESTIER**

1. Gestion interne et soutien	954	852	734	18	58	2
2. Prêts forestiers Permanents ³	2 550	1 957				
3. Prêts forestiers garantis Permanents ³	914 29	712				
TOTAL:	4 447	3 521	734	18	58	2

³ Loi sur le crédit forestier, L.R.Q., c. C-78 et modificationsPROGRAMME 7
Sommaire: page 1-8**DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

TOTAL:	49 843	48 001	419	136	27	186
--------	--------	--------	-----	-----	----	-----

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-24**CONNAISSANCE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE**

1. Levées et cartographie intégrés	13 417	12 992	5 153	1 050	428	4 702
2. Intégrité du territoire	305	299	270	19	7	
3. Gestion centrale des arpentages et de la cartographie	436	409	186	120	6	17
TOTAL:	14 158	13 700	5 609	1 189	441	4 719

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL								TRANSFERT	
Entre- tien	Loyers	Fourni- tures	Autres dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Commu- nications	Services	Loyers	Fourni- tures	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dé- penses	
3	3	14	3							9			305
307	323	1 400	98 1						3	287	8		80
310	326	1 414	102						3	296	8		385

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

3	7	17	2							11			1 957
													712
3	7	17	2							11			2 669

Ce programme vise à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois.

1		4								2			47 226
---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--------

Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et la description du territoire.

119	329	713	39							409			50
	1	2											
13		4								63			
132	330	719	39							472			50

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-26**GESTION DES TERRES PUBLIQUES**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	6 836	6 775	4 588	1 253	200	119

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-8**EXPLORATION GÉOLOGIQUE ET MINÉRALE**

1. Levées et études géoscientifiques	13 647	12 053	2 705	2 153	623	3 506
2. Inventaire du potentiel minéral	2 172	1 953	1 487	44	118	86
TOTAL:	15 819	14 006	4 192	2 197	741	3 592

PROGRAMME 11
Sommaire: page 1-8**EXPLOITATION ET DÉVELOPPEMENT DANS LE SECTEUR DE L'INDUSTRIE MINÉRIÈRE**

1. Voirie minière	8 566	7 871	469	108	10	26
2. Surveillance de la production minière	1 901	1 834	1 329	150	86	86
3. Développement de l'industrie minière ⁴	8 787	8 016	1 449	328	109	345
TOTAL:	19 254	17 721	3 247	586	205	457

⁴ Excluant pour les prêts 200 000 \$ aux crédits autorisésPROGRAMME 12
Sommaire: page 1-8**RECHERCHE MINÉRALE**

1. Analyse et contrôle	2 284	2 079	1 587	127	9	53
2. Recherche et développement	3 720	2 970	1 892	45	10	109
TOTAL:	6 004	5 049	3 479	172	19	162

PROGRAMME 13
Sommaire: page 1-10**RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ**

1. Contrôle et surveillance des distributeurs	1 611	1 497	1 273	77	54	24
2. Sécurité publique	1 056	1 039	894		44	
TOTAL:	2 667	2 536	2 167	77	98	24

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 14
Sommaire: page 1-10**ÉTUDES, RECHERCHES ET INTERVENTIONS CONCERNANT L'ÉNERGIE**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Politiques et stratégies	3 039	2 359	1 617	124	245	225
2. Énergies conventionnelles	2 573	2 323	1 898	101	148	142
3. Développement des économies d'énergie	8 555	7 586	739	953	111	91
4. Développement des énergies nouvelles	1 208	720	219	25	13	146
TOTAL:	15 375	12 988	4 473	1 203	517	604
<hr/>						
TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	267 094	252 607	67 345	19 443	5 439	30 983
Permanents	2 579	1 958				
	269 673	254 565	67 345	19 443	5 439	30 983
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			139 417			

ENVIRONNEMENT

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18**PROTECTION DU MILIEU**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Normalisation	2 372	2 180	1 723	238	65	98
2. Contrôle	7 730	7 534	6 025	287	803	73
3. Protection de la nature	891	863	208	196	32	113
TOTAL:	10 993	10 577	7 956	721	900	284

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**AMÉLIORATION DU MILIEU AMBIANT**

1. Milieu aquatique	53 295	53 152	6 557	1 621	1 012	2 445
2. Milieu atmosphérique et terrestre	5 889	5 437	1 343	145	204	356
TOTAL:	59 184	58 589	7 900	1 766	1 216	2 801

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**CONNAISSANCE**

1. Inventaires	7 111	7 035	4 235	771	769	493
2. Laboratoires et recherches	3 972	3 677	2 193	264	48	124
TOTAL:	11 083	10 712	6 428	1 035	817	617

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction et administration centrale	7 490	6 825	4 558	229	441	362
2. Administration régionale	2 079	1 984	1 517	222	160	18
3. Organismes-conseils	1 155	1 150	870	60	82	97
TOTAL:	10 724	9 959	6 945	511	683	477

TOTAL DES PROGRAMMES:
Votés

91 984	89 837	29 229	4 033	3 616	4 179
--------	--------	--------	-------	-------	-------

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

44 940

FINANCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**ÉTUDES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Politiques fiscales	1 172	1 113	963	4	12	81
2. Recherche économique et financière	1 089	946	785	3	12	138
TOTAL:	2 261	2 059	1 748	7	24	219

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**GESTION DE LA CAISSE ET DE LA DETTE PUBLIQUE**

1. Gestion de la caisse	5 021	4 760	1 677	142	5	2 477
Permanents ¹	152 343	137 764				
Permanents ¹		183				183
2. Gestion de la dette publique	1 018	906	850	26	5	3
Permanents ¹	1 585 229	1 543 722				
TOTAL:	1 743 611	1 687 335	2 527	168	10	2 663

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modificationsPROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE**

1. Comptabilité des ministères	15 555	14 286	13 915	267	39	1
2. Développement et exploitation des systèmes informatiques	2 586	2 288	1 759	84	24	18
3. Coordination centrale	2 840	2 659	2 611	17	21	4
TOTAL:	20 981	19 233	18 285	368	84	23

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral.

					CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Service de la dette	Équipement
5	12	4			32
1	4	2			1
6	16	6			33

Ce programme vise à gérer la caisse gouvernementale ainsi qu'à effectuer et administrer les emprunts du gouvernement et de certains organismes para-publics.

19	20	413	2	137 764	5
3	13	4		1 543 722	2
22	33	417	2	1 681 486	7

Ce programme vise à exercer le contrôle de la régularité des dépenses, à préparer les états financiers et à apporter aux gestionnaires toute information comptable pertinente.

2	31	22			9
75	192	119			17
		4			2
77	223	145			28

FINANCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4		FONDS DE SUPPLÉANCE				
Sommaire: page 1-24						
ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Provision pour augmenter tout crédit avec l'approbation du Conseil du trésor, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de 50 000 \$ ou de 10% du crédit ainsi augmenté; tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins	5 302					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable aux traitements, salaires et allocations des employés du gouvernement et du secteur para-public						
TOTAL:	5 302					
PROGRAMME 5		GESTION INTERNE ET SOUTIEN				
Sommaire: page 1-24						
TOTAL:	2 941	2 505	1 834	100	201	144
PROGRAMME 6		CURATELLE PUBLIQUE				
Sommaire: page 1-26						
1. Administration de biens sous curatelle publique	2 485	2 304	2 144	89	8	4
2. Surveillance de l'administration des curateurs privés et des tuteurs	472	416	415		1	
TOTAL:	2 957	2 720	2 559	89	9	4
TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	40 481	32 183	26 953	732	328	2 870
Permanents	1 737 572	1 681 669				183
	1 778 053	1 713 852	26 953	732	328	3 053
		FONCTIONNEMENT				
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			1 713 739			

Le programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux.

[illegible]

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

16	32	133	10	35
----	----	-----	----	----

Ce programme vise à administrer les biens de malades mentaux et les biens sans maître et à surveiller l'administration des curateurs privés et des tuteurs.

1	9	39	10
1	9	39	10

122	313	740	12	1 681 486	113
122	313	740	12	1 681 486	113
					CAPITAL
					113

FONCTION PUBLIQUE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**GESTION DU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Gestion du personnel d'encadrement	1 673	1 556	1 317	77	33	32
2. Personnel d'encadrement en formation	4 295	3 676	3 502		138	17
3. Gestion des autres personnels et des relations de travail	3 011	2 816	2 473	62	64	131
4. Personnel surnuméraire	10					
5. Information de gestion et soutien professionnel	3 501	3 238	2 794	83	31	46
6. Administration Permanents ¹	3 046	2 770 1	2 143	207	86	56
TOTAL:	15 536	14 057	12 229	429	352	282

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modificationsPROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT À TITRE D'EMPLOYEUR**

Votés	107 906	107 401	98 822	8 579
Permanents ²	4 000	3 648	3 648	
TOTAL:	111 906	111 049	102 470	8 579

² Loi sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6 et modificationsPROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**

TOTAL:	1 729	1 553	1 448	22	36	16
---------------	--------------	--------------	--------------	-----------	-----------	-----------

Ce programme vise la normalisation de la gestion du personnel de la fonction publique ainsi que la négociation et la coordination de l'application des conventions collectives dans la fonction publique; il vise également à conseiller les ministères et organismes en matière d'organisation administrative et de développement des ressources humaines de même qu'à assurer le développement et le maintien d'un système intégré d'information de gestion du personnel.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	47	35	15		
			19		
8	10	47	12	9	
11	122	101	26	24	
17	38	95	8	20	100
			1		
36	217	278	81	53	100

Ce programme vise le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Ce programme vise à statuer sur les recours exercés par les membres du personnel de la fonction publique dans les domaines prévus par la loi, à faire enquête sur le fonctionnement et l'observance de la Loi sur la fonction publique et de ses règlements et à donner des avis au Conseil du trésor sur les règlements soumis par le ministre de la Fonction publique et l'Office du recrutement et de la sélection du personnel quant à leurs conformités avec les règles de la sélection au mérite.

20	10	1		
----	----	---	--	--

FONCTION PUBLIQUE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-22**OFFICE DU RECRUTEMENT ET DE LA SÉLECTION DU PERSONNEL**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	7 129	6 551	6 051	138	118	40

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-22**RÉGIMES DE RETRAITE ET ASSURANCE COLLECTIVE SUR LA VIE DES FONCTIONNAIRES OU EMPLOYÉS PUBLICS**

1. Régime de retraite des fonctionnaires	130 087	124 416	124 416			
2. Protection à la retraite de certains enseignants Permanents ³	972	988				
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents ⁴	97 463	85 307	85 307			
4. Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	16 108	15 620	4 852			
5. Administration Permanents ⁴	10 427 246	9 640 203	8 793	122	201	191
TOTAL:	255 303	236 174	223 368	122	201	191

³ Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants, L.Q., 1978, c. 16⁴ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications**PROGRAMME 6**
Sommaire: page 1-14**RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS**

1. Services courants	125 790	125 776				
2. Services passés	196 222	196 222				
TOTAL:	322 012	321 998				

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	610 934	601 235	256 611	9 290	707	529
Permanents	102 681	90 147	88 955			
	713 615	691 382	345 566	9 290	707	529

FONCTIONNEMENT**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

357 444

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection, la déclaration d'aptitudes des candidats à la nomination et à la promotion dans la fonction publique.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
8	88	91	10	7	

Ce programme vise à l'administration des régimes de retraite et au paiement de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics.

					988
					10 768
15	108	171	15 203	24	
15	108	171	218	24	11 756

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement au régime de retraite des enseignants.

					125 776
					196 222
					321 998
59	433	550	106 204	84	332 866 988
59	433	550	310	84	333 854
				CAPITAL	TRANSFERT
				84	333 854

HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-20**ADMINISTRATION**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL: Permanents ¹	800	597	410	65	30	56

¹ Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur, L.Q., 1981, c. 10TOTAL DU PROGRAMME:
Permanents

800	597	410	65	30	56
-----	-----	-----	----	----	----

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

581

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

		CAPITAL
Loyers	Fournitures	Équipement
6	14	16
6	14	16
		CAPITAL
		16

INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-10**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et soutien administratif	2 866	2 216	1 971	31	141	32
2. Soutien technique	4 412	4 142	3 572	34	119	43
TOTAL:	7 278	6 358	5 543	65	260	75

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-10**RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SERVICES STATISTIQUES**

1. Recherche économique	1 801	1 557	1 391	23	38	45
2. Statistiques socio-économiques	1 217	1 217	1 154	15	19	21
3. Enquêtes, diffusion et assistance technique	1 646	1 646	1 444	18	37	62
TOTAL:	4 664	4 420	3 989	56	94	128

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE ET COMMERCIALISATION DES PRODUITS**

1. Politiques et stratégies sectorielles ¹	20 685	14 775	4 435	179	330	280
2. Prospection de l'investissement et expansion des marchés	6 373	5 907	2 930	71	1 002	949
3. Infrastructure d'accueil à l'industrie	25 927	21 354	1 176	98	89	131
4. Services aux entreprises manufacturières et aux commerces Permanents ²	6 414	5 579 1	4 527	49	434	133
5. Normalisation	1 195	1 071	899	13	39	26
6. Institut national de productivité	1 513	1 513				
TOTAL:	62 107	50 200	13 967	410	1 894	1 519

¹ Excluant pour les prêts les montants de 14 860 000 \$ et de 7 113 097 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses.² Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
1	19	15			6			
34	33	276	3		28			
35	52	291	3		34			

Ce programme vise à recueillir et à exploiter des données statistiques sur l'évolution socio-économique du Québec et à parfaire la connaissance de l'économie afin d'en déceler les problèmes de croissance, de préciser les objectifs de développement industriel, de proposer des modalités d'intervention et d'en évaluer les résultats.

	9	2	2		47			
		7	1					
6	38	29	1		11			
6	47	38	4		58			

Ce programme vise à stimuler l'implantation de nouvelles entreprises, à faciliter l'adaptation et la croissance des entreprises manufacturières existantes et à favoriser le développement des entreprises commerciales.

8	41	17	6		12			9 467
7	31	23	80		6			808
134	22	280	3 563	131	11	289	17	15 413
	39	14	5		2			376
		1						
1	8	71	4		10			
								1 513
150	141	405	3 659	131	41	289	17	27 577

INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-10**CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	7 500	7 500				

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-10**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC**

TOTAL:	55 776	55 382	4 371	48	326	130
--------	--------	--------	-------	----	-----	-----

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-10**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE**

1. Promotion du tourisme	9 810	8 589	2 193	573	3 418	810
2. Développement du tourisme	6 289	5 919	2 618	215	349	388
TOTAL:	16 099	14 508	4 811	788	3 767	1 198

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-10**FORMATION PROFESSIONNELLE**

TOTAL:	11 713	11 448	5 364	1 656	79	377
--------	--------	--------	-------	-------	----	-----

TOTAL DES PROGRAMMES:
Votés
Permanents

165 137	149 815	38 045	3 023	6 420	3 427
	1				
165 137	149 816	38 045	3 023	6 420	3 427

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

59 904

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de réaliser ou de participer à la réalisation de recherches industrielles.

				CAPITAL				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
								7 500

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de faciliter la transformation de la structure industrielle par une aide sélective à l'investissement et par l'octroi de crédits à des entreprises viables.

7	86	41	4	12				50 357
---	----	----	---	----	--	--	--	--------

Ce programme vise à accroître les effets économiques du secteur touristique en améliorant la qualité du produit touristique, notamment au moyen de services de formation et de consultation ainsi que par la concertation des agents, et en diffusant de l'information sur les ressources touristiques axée sur notre spécificité culturelle.

1	48	35	34	36				1 441
4	36	45		17	3			2 244
5	84	80	34	53	3			3 685

Ce programme vise à la formation, au perfectionnement et au recyclage de la main-d'oeuvre québécoise dans les domaines du tourisme, de l'hébergement et de la restauration.

1 235	87	2 455	40	155				
-------	----	-------	----	-----	--	--	--	--

1 438	497	3 310	3 743 ₁	131	353	292	17	89 119
-------	-----	-------	--------------------	-----	-----	-----	----	--------

1 438	497	3 310	3 744	131	353	292	17	89 119
-------	-----	-------	-------	-----	-----	-----	----	--------

				CAPITAL				TRANSFERT
				793				89 119

INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET COOPÉRATIVES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-26**PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	358	358	336	18	4	

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-26**CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES**

1. Fichier central des entreprises	1 090	1 044	960	51	1	1
2. Création et modification de personnes morales	1 967	1 813	1 578	50	7	36
3. Contrôle, surveillance et développement des associations coopératives ¹	935	822	657		50	1
Permanents ²	1 000	1 000				
4. Contrôle et surveillance du courtage immobilier	576	556	503	32	8	2
TOTAL:	5 568	5 235	3 698	133	66	40

¹ Excluant pour les prêts, 600 000 \$ aux crédits autorisés et 600 000 \$ aux dépenses² Loi sur la Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10 et modificationsPROGRAMME 3
Sommaire: page 1-12**CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

1. Contrôle et surveillance des caisses d'épargne et de crédit	990	959	539	7	11	
2. Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance	257	209	201		7	1
3. Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	2 614	2 386	2 048	152	112	36
4. Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières	2 380	2 141	1 747	98	94	137
5. Gestion du régime de l'assurance-dépôts	268	242	223		5	13
TOTAL:	6 509	5 937	4 758	257	229	187

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**ALLOCATION DE L'ESPACE ET DE L'ÉQUIPEMENT**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Acquisition d'espaces existants Permanents ¹ Permanents ²	95 262	93 121 287 39	1 601	34	144	4 952
2. Construction d'immeubles	47 989	45 228	2 331	79	197	66
3. Aménagement fixe de l'espace	18 846	15 324	1 988	81	82	64
4. Fourniture d'ameublement et d'accessoires	4 861	4 523	613	16	918	22
5. Gestion interne et soutien	2 069	1 992	1 691	171	65	3
TOTAL:	169 027	160 514	8 224	381	1 406	5 107

¹ Loi électorale, L.R.Q., c. T-3 et modifications² Loi sur la protection civile, L.Q., 1979, c. 64PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**EXPLOITATION DES IMMEUBLES**

1. Conservation et réparation des immeubles	14 640	13 371	2 759	72	72	37
2. Opération des immeubles	46 249	46 008	11 355	274	110	1 039
3. Sécurité et stationnement	16 749	15 695	11 558	82	71	3 729
4. Services gouvernementaux	16 929	16 056	3 628	212	11 429	5
5. Soutien logistique du Nord	10 434	7 913	860	3 221	736	11
6. Gestion interne et soutien	8 263	8 120	7 168	341	236	11
TOTAL:	113 264	107 163	37 328	4 202	12 654	4 832

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**APPROVISIONNEMENT**

TOTAL:	4 898	4 573	4 242	123	73	19
--------	-------	-------	-------	-----	----	----

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	1 812	1 636	1 312	65	112	70
2. Soutien administratif Permanents ³	4 555	4 481 1	3 312	106	76	256
3. Planification et attribution de l'espace	864	841	796	2	25	1
TOTAL:	7 231	6 959	5 420	173	213	327

³ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications

Ce programme vise à procurer à la commission les ressources et les services nécessaires pour entendre toute demande, requête et appel relevant de sa juridiction.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
8	35	36		27	
68	602	1 089	267 22	217	1 263 256 176 422
68	602	1 089	289	217	1 439 678
				CAPITAL	TRANSFERT
				217	1 439 678

TRAVAIL, MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 13 Sommaire: page 1-20		DIRECTION ET GESTION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES				
ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré- munérations	Commu- nications	Services
TOTAL:	3 018	2 884	2 158	171	257	192
TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	1 419 728	1 381 407	90 934	9 039	5 467	10 468
Permanents	173 358	176 523				79
	1 593 086	1 557 930	90 934	9 039	5 467	10 547
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			118 035			

Ce programme vise à permettre à la Régie des entreprises de construction de réglementer la compétence et la solvabilité des entreprises en construction.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	

Ce programme vise à compenser une partie des charges familiales.

			22		169 851
			22		169 851

Ce programme vise à assurer à tout ménage un revenu fondé sur la différence entre ses ressources et ses besoins essentiels.

					1 101 245
10	1	22			15 333
10	1	22			1 116 578

Ce programme vise à payer le coût de médicaments, d'appareils et de services dentaires et optométriques requis surtout par les bénéficiaires de l'aide sociale.

					50 043
					14 374
					64 417

Ce programme vise à assurer aux chasseurs et piégeurs cris une garantie de revenu lorsqu'ils s'adonnent à des activités traditionnelles.

					5 275
	9			1	
	9			1	5 275

TRAVAIL, MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-26**QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS
EN CONSTRUCTION**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	185	185	168	17		

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-18**SOUTIEN DU REVENU FAMILIAL**

1. Allocations familiales Permanent ³	173 333	169 873				
2. Administration	5 901	4 519				4 519
TOTAL:	179 234	174 392				4 519

³ Loi sur les allocations familiales, L.R.Q., c. A-17 et modificationsPROGRAMME 10
Sommaire: page 1-18**AIDE SOCIALE**

1. Allocation d'aide sociale	1 115 428	1 101 245				
2. Administration	56 751	55 309	36 253	2 278	1 400	12
TOTAL:	1 172 179	1 156 554	36 253	2 278	1 400	12

PROGRAMME 11
Sommaire: page 1-18**ASSISTANCE-MALADIE**

1. Prestations de médicaments et d'appareils médicaux	50 043	50 043				
2. Prestations de services	14 725	14 374				
3. Administration	4 056	4 056				4 056
TOTAL:	68 824	68 473				4 056

PROGRAMME 12
Sommaire: page 1-18**DIRECTION ET GESTION DE L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ
DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÈGEURS CRIS**

1. Prestations	5 458	5 275				
2. Direction et administration	452	157		6	6	135
TOTAL:	5 910	5 432		6	6	135

Ce programme vise à favoriser l'intégration de la main-d'oeuvre au marché du travail et à s'assurer entre autres qu'elle possède la formation et la qualification nécessaires.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					940
10	119	342	210	31	32 941
	2	6	1		14 893
	3	10	1	3	109
10	124	358	212	34	48 883

Ce programme vise à assister financièrement la femme au travail bénéficiant d'un congé de maternité.

					9 240
--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise la protection du public en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène dans les bâtiments, les lieux publics et les installations techniques.

10	12	275	5	40	1 298
		15		1	
10	12	290	5	41	1 298

Ce programme vise la protection des travailleurs en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène au travail.

					17 457
					6 571
					24 028

TRAVAIL, MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-12**SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Comités de main-d'oeuvre	2 112	1 771	804		26	1
2. Distribution de services de main-d'oeuvre	62 099	53 092	13 387	5 550	474	28
3. Formation professionnelle des adultes	17 821	17 335	2 320	6	75	32
4. Soutien administratif et technique	2 192	2 038	1 614	169	128	1
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'emploi, en particulier pour les bénéficiaires de l'aide sociale et les étudiants	21					
TOTAL:	84 245	74 236	18 125	5 725	703	62

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-12**ALLOCATIONS DE MATERNITÉ**

TOTAL:	9 240	9 240				
--------	-------	-------	--	--	--	--

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-26**SÉCURITÉ DANS LES BÂTIMENTS ET LES LIEUX PUBLICS**

1. Application des règles de sécurité	20 973	18 720	15 331	138	1 591	20
2. Soutien administratif et technique	3 194	2 928	2 708	106	97	1
TOTAL:	24 167	21 648	18 039	244	1 688	21

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-26**AIDE FINANCIÈRE À LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL**

Permanents ²	24 028	17 457 6 571				
TOTAL:	24 028	24 028				

² Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.Q., 1979, c. 63 et modifications

Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs et salariés ou associations de salariés, à favoriser ces relations et à étendre des conditions de travail déjà négociées à des groupes de travailleurs non soumis à des conventions collectives.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	9	27		6	
	45	14		2	
		1			
	1	17		1	
	55	59		9	

Ce programme vise à mieux connaître les différents aspects du marché du travail afin d'orienter les activités de main-d'oeuvre et de relations de travail et à rendre disponible cette information.

4	9	44	2	18	8
4	9	44	2	18	8

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	43	31		19	50
26	314	249	48	68	50
26	357	280	48	87	100

TRAVAIL, MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**RELATIONS ET NORMES DE TRAVAIL**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Protection des droits d'association et d'accréditation	2 995	2 967	2 676	50	192	7
2. Conciliation et arbitrage	2 879	2 845	2 091	21	268	404
3. Normes de travail	365	357	330	1	25	
4. Soutien administratif et technique Permanents [*]	996 25	916 79	377	38	18	464 79
TOTAL:	7 260	7 164	5 474	110	503	954

^{*} Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers. L.Q., 1975, c. 57 et modificationsPROGRAMME 2
Sommaire: page 1-12**CONNAISSANCE DU MARCHÉ DU TRAVAIL**

1. Centre de recherche et de statistiques	4 130	3 750	3 054	87	210	314
2. Soutien administratif et technique	175	174	128	36	5	5
TOTAL:	4 305	3 924	3 182	123	215	319

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-12**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	2 475	2 353	1 964	55	117	74
2. Soutien administratif et technique	8 016	7 417	5 571	310	578	203
TOTAL:	10 491	9 770	7 535	365	695	277

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-12**TRANSPORTS MARITIME ET AÉRIEN**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Transport maritime	26 386	25 919	647	40	43	281
2. Transport aérien ³	5 108	4 165	598	66	40	42
TOTAL:	31 494	30 084	1 245	106	83	323

³ Excluant pour les prêts 18 000 000 \$ aux crédits autorisés et 18 000 000 \$ aux dépensesPROGRAMME 8
Sommaire: page 1-24**TRANSPORT AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**

1. Transport des personnes et des marchandises	9 810	9 788	3 962	194	192	120
2. Protection de la forêt	6 572	6 535	1 852	362	423	270
TOTAL:	16 382	16 323 *	5 814	556	615	390

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-14**TRANSPORT SCOLAIRE**

1. Aide au transport scolaire	238 956	224 213				
2. Soutien administratif	835	671	579	3	26	49
TOTAL:	239 791	224 884	579	3	26	49

TOTAL DES PROGRAMMES:
Votés
Permanents

1 394 947	1 360 462	139 048	30 541	5 644	8 510
400	483				
1 395 347	1 360 945	139 048	30 541	5 644	8 510

FONCTIONNEMENT**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:****392 648**

* Excluant des dépenses effectuées en excédant des crédits disponibles, établies à 540 000 \$ après examen.

Ce programme vise à maintenir la qualité du réseau routier.

CAPITAL													TRANSFERT
Entre- tien	Loyers	Fourni- tures	Autres dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Commu- nications	Services	Loyers	Fourni- tures	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dé- penses	
34 794	9 953	30 521	204						2	472			
7 913	786	3 757								1			
2 039	108	16 071								157			
34 381	2 225	23 277	6										27 684
1 713	267	5 613	4	15	114	1	18	84	348	34	197	1	
2 378	128	19 081	3				1		2	8 674			
83 218	13 467	98 320	217	15	114	1	19	84	352	9 338	197	1	27 684

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	51	40	5						5	9			18
15	153	225	11				1			43			
286	611	363	12							35			
978	303	859											9 866
1 279	1 118	1 487	28				1		5	87			9 884

Ce programme vise à délivrer des permis de transport ou de location, à fixer des taux et tarifs de transport ou de location et à statuer sur l'adjudication ou le prix des contrats de transport d'écoliers.

20	190	180	5							65			
----	-----	-----	---	--	--	--	--	--	--	----	--	--	--

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-12**CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Conservation des chaussées et des éléments de confort	128 901	126 449	33 898	14 639	1 873	93
2. Conservation des structures	17 872	17 644	2 263	2 552	8	364
3. Conservation des équipements de contrôle et de sécurité	27 455	26 953	6 407	1 493	576	102
4. Exploitation d'hiver	112 901	112 221	20 453	3 750	425	20
5. Activités de soutien	31 980	31 723	18 630	3 313	116	1 255
6. Soutien en matériel	48 512	47 494	15 443	1 220	161	403
TOTAL:	367 621	362 484	97 094	26 967	3 159	2 237

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-12**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	3 335	2 944	2 386	115	107	208
2. Soutien administratif	13 058	12 968	10 441	1 486	430	163
3. Soutien technique	5 127	5 042	3 185	336	34	180
4. Aide à l'amélioration du réseau municipal	14 830	12 544	84	431	1	22
TOTAL:	36 350	33 498*	16 096	2 368	572	573

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-12**COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC**

TOTAL:	8 581	7 931	6 679	252	498	42
--------	-------	-------	-------	-----	-----	----

*Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 308 000 \$ après examen.

Ce programme vise à connaître, améliorer et coordonner les systèmes de transport et apporter une aide financière aux services de transport en commun.

CAPITAL											TRANSFERT
Entre- tien	Loyers	Fourni- tures	Autres dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Commu- nications	Services	Loyers	Fourni- tures	Équi- pement	Autres Immobili- sations dé- penses
12	9	28	6							92	
1	29	36	3							26	
	6	2	2								
13	44	66	11							118	
											236 296 483
											236 779

Ce programme vise à fournir des services d'information et de sécurité routières et à émettre et contrôler les permis de conduire ainsi que les plaques d'immatriculation.

172	27	510							309	
172	27	510							309	

Ce programme vise à l'implantation et à l'amélioration du réseau routier.

19 541	2 566	1 641	14 727	852	5 790	294	120 358	4 450
15 373	5 075	2 058	5 761	1 854	5 771	438	77 730	1 775
10 358	3 977	694	1 764	1 114	3 577	64	30 295	630
10 411	5 321	786	2 949	7 877	9 612	185	53 592	1 015
55 683	16 939	5 179	25 201	11 697	24 750	981	281 975	7 870

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Inventaires et recherches	6 721	5 238	4 243	163	412	273
2. Transport des personnes Permanents ¹	245 989 400	242 206 483	1 180	92	41	4 502
3. Transport des marchandises ²	1 202	827	689	1	34	93
TOTAL:	254 312	248 754	6 112	256	487	4 868

¹ Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.Q., 1969, C. 83 et modifications² Excluant pour les prêts, 3 750 000 \$ aux crédits autorisés et 3 731 677 \$ aux dépensesPROGRAMME 2
Sommaire: page 1-12**INFORMATION, CONTRÔLE ET SÉCURITÉ**

1. Contrôle du transport	7 081	6 712	5 429	33	204	28
TOTAL:	7 081	6 712	5 429	33	204	28

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-12**CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER**

1. Construction d'autoroutes	170 346	170 219				
2. Construction de routes principales	116 048	115 835				
3. Construction de routes régionales	53 211	52 473				
4. Construction d'autres routes	94 130	91 748				
TOTAL:	433 735	430 275*				

*Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 8 951 000 \$ après examen.

Ce programme vise à alléger la contribution de certains travailleurs autonomes au régime de rentes du Québec.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
					1 076

Ce programme vise à promouvoir l'industrie des courses de chevaux.

					4 146
--	--	--	--	--	-------

771	2 779	5 653	124 24 289	843	18 735 5 222
771	2 779	5 653	24 413	843	23 957
				CAPITAL	TRANSFERT
				843	23 957

REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-18**REMBOURSEMENTS À CERTAINS TRAVAILLEURS AUTONOMES D'UNE
PARTIE DE LEURS CONTRIBUTIONS AU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC**

	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré- munérations	Commu- nications	Services
TOTAL:						
Permanents ⁸	1 600	1 076				

⁸ Loi sur le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes, L.R.Q., c. P-1 et modificationsPROGRAMME 5
Sommaire: page 1-8**AIDE FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX**

TOTAL:						
Permanents ⁹	4 262	4 146				

⁹ Loi sur les licences, L.R.Q., c. L-3 et modifications

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	157 027	148 983	94 266	16 593	7 901	1 318
Permanents	46 724	51 806				22 295
	203 751	200 789	94 266	16 593	7 901	23 613

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

175 989

Ce programme vise à percevoir les sommes dues par les mandataires et contribuables assujettis aux lois fiscales et à réprimer l'évasion et la fraude fiscales.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
639	2 505	378	2	184	
			24 281		
8	4	896	6	58	
121	231	4 029	2	520	
1	10	35	110	48	
		257		8	
769	2 750	5 595	24 401	818	

Ce programme vise à fournir un supplément au revenu des travailleurs à faible revenu en leur versant des prestations basées sur le revenu du ménage; il vise également à administrer le programme d'allocation-logement en faveur des personnes âgées.

	23	9	18 735
	7		
	30	9	18 735

Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis.

2	29	28	4	16
			8	
2	29	28	12	16

REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**ADMINISTRATION FISCALE**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Perception	66 566	64 104	40 282	15 460	4 286	368
Permanents ¹	12 100	11 746				11 746
Permanents ²	2 500	2 360				2 360
Permanents ³	2 820	5 953				5 953
Permanents ⁴	2 000	2 193				2 193
Permanents ⁵	42	43				43
Permanents ⁶	21 400	24 281				
2. Vérification	43 635	42 206	37 832	286	2 927	189
3. Soutien technique	13 752	13 057	7 753	169	92	140
4. Direction et soutien administratif	5 901	5 783	4 970	244	219	146
5. Service au public et à l'entreprise	3 381	2 516	1 864	198	180	9
TOTAL:	174 097	174 242	92 701	16 357	7 704	23 147

¹ Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, L.R.Q., c. I-1 et modifications² Loi concernant la taxe sur les carburants, L.R.Q., c. T-1 et modifications³ Loi concernant l'impôt sur le tabac, L.R.Q., c. I-2 et modifications⁴ Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie, L.R.Q., c. T-3 et modifications⁵ Loi concernant la taxe sur les télécommunications, L.R.Q., c. T-4 et modifications⁶ Loi sur le ministère du Revenu, L.R.Q., c. M-31 et modificationsPROGRAMME 2
Sommaire: page 1-18**SUPPLÉMENT AU REVENU DE TRAVAIL ET
ADMINISTRATION DE LOGIRENTE**

1. Supplément au revenu de travail	21 029	19 035	164	91	13
2. Administration de logirente	277	179	32	42	98
TOTAL:	21 306	19 214	196	133	111

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-26**CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES**

Votés	2 486	2 103	1 369	103	86	466
Permanents ⁷		8				
TOTAL:	2 486	2 111	1 369	103	86	466

⁷ Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusements, L.R.Q., c. L-6 et modifications

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18
RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre du régime d'assurance-maladie et les frais d'administration afférents.

ÉLÉMENTS	1981-1982		TRANSFERT
	Crédits autorisés	Dépenses	
1. Services médicaux Permanents ¹	889 554	898 934	898 934
2. Services optométriques Permanents ¹	23 759	23 527	23 527
3. Services dentaires Permanents ¹	88 551	94 447	94 447
4. Médicaments et services aux personnes âgées Permanents ¹	103 703	108 068	108 068
5. Autres services Permanents ¹	12 893	11 756	11 756
6. Administration Permanents ¹	38 422	36 704	36 704
TOTAL:	1 156 882	1 173 436	1 173 436

¹ Une prévision de 1 156 881 900 \$ et une dépense au Fonds des services de santé de 1 173 435 948 \$; y compris une contribution du Fonds consolidé du revenu de 535 920 154 \$ pour les dépenses en excédent de la moitié de la contribution des employeurs au Fonds des services de santé équivalent à 637 515 794 \$ (voir page 1-42) concernant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5 et modifications.

TOTAL DU PROGRAMME:			
Permanents	1 156 882	1 173 436	1 173 436
			TRANSFERT
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			1 173 436

Ce programme vise à soutenir la Régie des installations olympiques dans ses dépenses d'opérations.

				CAPITAL								TRANSFERT
Entre- tien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Autres ré- numérations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dépenses	
												5 200
2 267	1 615	11 823	519 1	280	58	1 310	202	472	2 769	8 389	670	76 978
2 267	1 615	11 823	520	280	58	1 310	202	472	2 769	8 389	670	76 978
				CAPITAL								TRANSFERT
				14 150								76 978

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-16**RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré- munérations	Commu- nications	Services
TOTAL:	5 200	5 200				
TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	199 914	191 618	56 000	20 410	4 721	3 135
Permanents		1				
	199 914	191 619	56 000	20 410	4 721	3 135
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			100 491			

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux loisirs par une assistance financière et technique aux municipalités et aux organismes de loisir.

CAPITAL											TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
												21 836
												8 891
												1 260
												31 987

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL								TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
	20	19							4			
39	209	327	8						140			3 506
			1									
36	82	151	6						66			25
75	311	497	15						210			3 531

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité de la population aux activités physiques et sportives, par une assistance financière et technique.

												1 798
												10 857
		45										3 756
		45										16 411

Ce programme vise à assurer la sécurité dans la pratique des sports par la promotion, l'éducation, la recherche, l'assistance technique et la surveillance de certaines manifestations sportives.

8	20	3						9				
---	----	---	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-16**SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS ET AUX ORGANISMES
LOCAUX ET RÉGIONAUX DE LOISIR**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré-munérations	Communica-tions	Services
1. Soutien aux municipalités	22 661	21 836				
2. Assistance aux organismes locaux et régionaux	9 023	8 891				
3. Assistance aux centres communautaires	1 271	1 260				
TOTAL:	32 955	31 987				

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-16**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré-munérations	Communica-tions	Services
1. Direction	2 122	1 810	1 570	45	119	33
2. Administration centrale Permanents ¹	18 797	17 274	10 495	622	1 393	535
3. Administration régionale	5 428	5 324	4 431	297	207	23
TOTAL:	26 347	24 409	16 496	964	1 719	591

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modificationsPROGRAMME 7
Sommaire: page 1-16**PROMOTION DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET DU SPORT**

1. Soutien aux organismes d'activités physiques	1 907	1 849			10	41
2. Soutien aux organismes sportifs	10 932	10 857				
3. Organisation et préparation de compétitions sportives	3 832	3 831			27	3
TOTAL:	16 671	16 537			37	44

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-16**RÉGIE DE LA SÉCURITÉ DANS LES SPORTS**

TOTAL:	1 001	613	354	48	97	74
---------------	--------------	------------	------------	-----------	-----------	-----------

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-10**GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Recherche	1 685	1 635	1 314	79	86	21
2. Amélioration et exploitation	13 324	12 881	5 923	1 365	575	875
3. Protection et éducation	20 887	20 157	14 258	1 892	419	247
TOTAL:	35 896	34 673	21 495	3 336	1 080	1 143

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-16**ACTIVITÉS DE PROMOTION, D'ÉDUCATION ET DE RÉCRÉATION EN MILIEU NATUREL**

1. Parcs et réserves	49 778	48 448	17 655	15 932	921	1 278
2. Soutien aux organismes et lieux de plein air	4 606	4 590				
TOTAL:	54 384	53 038	17 655	15 932	921	1 278

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-16**IMPLANTATION D'ÉQUIPEMENTS ET AMÉNAGEMENT DE SITES DE PLEIN AIR**

TOTAL:	17 434	15 221				
--------	--------	--------	--	--	--	--

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-16**SOUTIEN AU LOISIR SOCIO-CULTUREL**

1. Assistance aux organismes socio-culturels	3 556	3 556				
2. Assistance aux activités et manifestations socio-culturelles	4 513	4 510				
3. Voyages et échanges socio-culturels	1 083	1 002		130	867	5
4. Loisir touristique	874	873				
TOTAL:	10 026	9 941		130	867	5

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équi- pement	Immobili- sations	
3 276	7 893	23 558	1 462	7 806		49 099
4	60	80	102	29		15 008
3 280	7 953	23 638	1 564	7 835		64 107
				CAPITAL		TRANSFERT
				7 835		64 107

1-146

JUSTICE

(MILLIERS \$)

	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	535 511	523 254	388 649	11 982	11 239	18 290
Permanents	38 002	37 451	19 181	398	1 259	1 330
	<u>573 513</u>	<u>560 705</u>	<u>407 830</u>	<u>12 380</u>	<u>12 498</u>	<u>19 620</u>
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			<u>488 763</u>			

Ce programme vise à informer le ministère sur l'évolution de la criminalité au Québec, à suggérer les politiques et les programmes au ministère dans le domaine de la police et à assurer la coordination de l'activité policière.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations
	5	40	2	2	232
41	11	636	3	101	
110	6	237	2	128	
151	22	913	7	231	232

Ce programme vise à assurer l'élaboration de politiques et normes concernant les activités des corps de police du Québec, leur surveillance et leur coordination.

21	18	2	7
----	----	---	---

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens contre toutes les formes d'activité criminelle.

			644		
2 472	5 603	11 639	273	6 288	
2 472	5 603	11 639	917	6 288	

Ce programme vise à assurer la protection de la population en cas de désastre.

22	26	80	3	154	13
				15	5 504
22	26	80	3	169	5 517

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux victimes d'actes criminels.

					8 779
--	--	--	--	--	-------

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 13		COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Sommaire: page 1-26						
ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Recherche et programmation Permanents ⁵	943	919 13	451 13	79	50	58
2. Formation et perfectionnement des policiers	3 135	3 126	1 183	195	79	877
3. Sécurité interne	2 733	2 603	1 609		346	165
TOTAL:	6 811	6 661	3 256	274	475	1 100

⁵ Loi concernant certaines dispositions législatives, L.Q., 1978, c. 18

PROGRAMME 14		NORMALISATION ET SURVEILLANCE DE L'EXERCICE DES FONCTIONS DE POLICE				
Sommaire: page 1-26						
TOTAL:	2 973	2 773	2 169	78	180	298

PROGRAMME 15		SÛRETÉ DU QUÉBEC				
Sommaire: page 1-26						
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	166 020	165 923	161 532	1 282	2 350	115
2. Gestion interne et soutien	79 762	79 677	49 289	253	3 208	652
TOTAL:	245 782	245 600	210 821	1 535	5 558	767

PROGRAMME 16		PROTECTION CIVILE				
Sommaire: page 1-26						
Votés	3 033	2 733	2 223	56	67	89
Permanents ⁶	5 276	5 954	1	20		414
TOTAL:	8 309	8 687	2 224	76	67	503

⁶ Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.Q., 1979, c. 64

PROGRAMME 17		INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS				
Sommaire: page 1-18						
TOTAL: Permanents ⁷	10 659	9 497				718

⁷ Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, L.R.Q., c. I-6 et modifications

Ce programme vise à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle, des services pour faciliter leur réinsertion sociale.

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations	
212	98	7 986	59	483		12
	9	1	18	1		748
5	27	8	22	16		
	3	3				
217	137	7 998	99	500		760

Ce programme vise à assurer un soutien d'ordre juridique à toutes les activités gouvernementales.

8	27	62	37	62		
2	11	172	1	3		
		2		3		725
10	38	236	38	68		725

Ce programme vise à assurer la rédaction de tous les projets de lois du ministère de la Justice et de certains ministères et organismes en vue de leur présentation à l'Assemblée nationale et d'examiner les projets de règlements soumis par les ministères et organismes du gouvernement.

4	13	16	6	1		
	3	20	2	1		703
		9	2	1		
4	16	45	10	3		703

Ce programme vise à assurer l'application du Code criminel.

6	60	60	7	22		
---	----	----	---	----	--	--

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-26**GARDE DES DÉTENUÉS ET RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Détention	73 949	69 572	58 324	910	487	1 001
2. Participation communautaire	5 397	4 980	366	5	37	3 795
3. Surveillance des personnes en probation et en libération conditionnelle	6 851	6 445	5 819	233	307	8
4. Commission québécoise des libérations conditionnelles	837	829	557	9	84	173
TOTAL:	87 034	81 826	65 066	1 157	915	4 977

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-24**SERVICES JURIDIQUES DU GOUVERNEMENT**

1. Services juridiques en matière civile	12 866	12 275	9 862	641	431	1 145
2. Services juridiques en matière pénale Permanents ⁴	2 430 1 000	2 287 725	1 670	234	14	180
3. Réclamations	540	453	340	54	46	8
TOTAL:	16 836	15 740	11 872	929	491	1 333

⁴ Code de la route, L.R.Q., c. C-24 et modificationsPROGRAMME 11
Sommaire: page 1-24**AFFAIRES LÉGISLATIVES**

1. Révision des lois et des règlements du gouvernement	1 748	1 564	1 400	75	26	23
2. Élaboration des lois du ministère et recherche	1 967	1 851	960	116	21	25
3. Refonte des lois et des règlements	2 734	1 843	690	303	803	35
TOTAL:	6 449	5 258	3 050	494	850	83

PROGRAMME 12
Sommaire: page 1-26**CONTENTIEUX CRIMINEL**

TOTAL:	12 169	11 813	10 200	685	379	394
--------	--------	--------	--------	-----	-----	-----

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées, ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice.

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations	
						46 800
		1				279
		1				47 079

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

1	8	20	155	5	154
1	10	34	19	4	
24	116	820	11	28	
			1		
241	1 053	184	36	55	
4	9				
271	1 196	1 058	222	92	154

Ce programme vise à assurer la conservation des actes de l'état civil, des actes relatifs au patrimoine et d'autres documents officiels.

		12			
25	140	145	14	24	
25	140	157	14	24	

Ce programme vise à protéger le public en contrôlant l'exploitation des débits d'alcool.

43	55	5	14	
----	----	---	----	--

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-22**AIDE AUX JUSTICIABLES**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Commission des services juridiques	46 800	46 800				
2. Aide aux recours collectifs	303	279				
3. Aide socio-économique aux justiciables	798	730	82	31	4	612
TOTAL:	47 901	47 809	82	31	4	612

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-22**ADMINISTRATION**

1. Direction	3 078	2 991	1 552	410	503	183
2. Administration du personnel	3 381	3 261	3 019	107	64	3
3. Administration de l'équipement	2 671	2 544	1 414	25	103	3
4. Administration financière	846	803	724		72	6
5. Systèmes de gestion Permanents ²	7 328	6 830 13	2 815	244	145	2 057
TOTAL:	17 304	16 442	9 524	786	887	2 252

² Loi sur les permis d'alcool, L.Q., 1979, c. 71PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-26**ENREGISTREMENT OFFICIEL**

1. Enregistrement de l'état civil, des régimes matrimoniaux et de changements de nom des individus	658	642	598	15	17	
2. Enregistrement d'actes relatifs au patrimoine	11 913	11 370	10 469	363	148	42
TOTAL:	12 571	12 012	11 067	378	165	42

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-26**CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL**

Permanents ³	4 555	4 463	3 758	104	477	7
-------------------------	-------	-------	-------	-----	-----	---

³ Loi sur les permis d'alcool, L.Q., 1979, c. 71

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice.

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations	
	8	25	97			
	8	25	97			

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice.

80	571	1 178	130	358	
2	15	19	3	21	
82	586	1 197	133	379	

Ce programme vise à renseigner la justice par des enquêtes qui ont pour objet de déterminer quels décès ou incendies sont de nature criminelle et par des expertises scientifiques qui permettent une connaissance plus approfondie de la perpétration de certains crimes et méfaits.

	3	8			
7	5	30		3	
10	4	94	3	25	
17	12	132	3	28	

Ce programme vise à promouvoir les droits fondamentaux de la personne et, notamment ceux contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne et de la Loi sur la protection de la jeunesse.

2	23	14	1	6	
1	22	10	6	4	158
3	45	24	7	10	158

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**FORMULATION DE JUGEMENTS**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Magistrature Permanents ¹	5 980 16 060	5 679 16 353	5 679 15 337	259	757	
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges Permanents ¹	452	433	72	15	25	191
TOTAL:	22 492	22 465	21 088	274	782	191

¹ Loi sur les tribunaux judiciaires, L.R.Q., c. T-16 et modifications, et Loi sur les coroners, L.R.Q., c. C-68 et modificationsPROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**SOUTIEN ADMINISTRATIF À L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE**

1. Soutien aux cours de justice civiles et criminelles	59 058	57 486	46 078	3 077	878	5 136
2. Soutien aux tribunaux administratifs	2 373	2 159	1 964	42	63	30
TOTAL:	61 431	59 645	48 042	3 119	941	5 166

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**ENQUÊTES ET EXPERTISES SCIENTIFIQUES POUR FINS JUDICIAIRES**

1. Enquêtes sur les décès et les incendies	1 711	1 688	882		20	775
2. Expertises médico-légales	1 213	1 186	847	46	9	239
3. Expertises scientifiques	1 986	1 979	1 734		63	46
TOTAL:	4 910	4 853	3 463	46	92	1 060

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-22**PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE**

1. Commission des droits et libertés de la personne	2 488	2 471		2 265	98	62
2. Comité de la protection de la jeunesse	2 839	2 690	2 148	149	137	55
TOTAL:	5 327	5 161	2 148	2 414	235	117

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières, et à fournir les services d'inspection et d'enquête nécessaire au bon fonctionnement des autres programmes du ministère.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
9	105	98	15	13	
			1		
		15	1	2	
		4		1	
9	105	117	17	16	
12	203	287	19 1	35	511 1 000
12	203	287	20	35	1 511
				CAPITAL	TRANSFERT
				35	1 511

INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET COOPÉRATIVES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-12**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et soutien administratif	3 165	2 458	2 077	23	63	55
Permanents ³	131	98	98			
Permanents ⁴		1				
2. Soutien technique	1 185	1 068	867	52	114	17
3. Inspections et enquêtes	2 205	2 134	1 945	21	160	3
TOTAL:	6 686	5 759	4 987	96	337	75

³ Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V-1 et modifications⁴ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	17 990	16 190	13 681	504	636	302
Permanents	1 131	1 099	98			
	19 121	17 289	13 779	504	636	302

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

15 743

Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	

Ce programme vise à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises opérant au Québec et à maintenir un contrôle et une surveillance du développement des associations coopératives et des activités immobilières.

	21	10			
2	47	91		2	
		5		1	108 1 000
	7	4			
2	75	110		3	1 108

Ce programme vise à permettre le maintien et le développement d'un réseau financier répondant aux besoins de l'économie par un contrôle constant des opérations des institutions financières.

		1		1	400
		24	1	10	3
1	23	34	2	5	
		1			
1	23	60	3	16	403

Ce programme vise à fournir, aménager et équiper les immeubles construits, achetés ou loués en fonction des besoins des ministères.

				CAPITAL								TRANSFERT
Entre- tien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Autres ré- numérations	Commu- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dépenses	
	85 356 287 39	4	181			34			8	752	55	
2		4				4 428		83	101	37 934	3	
5 357	8	149	11			751			490	6 340	3	
	1	62	4						2 887			
	3	52							7			
5 359	85 694	271	196			5 213		83	3 493	45 026	61	

Ce programme vise à entretenir, gérer et assurer la sécurité des immeubles gouvernementaux et à fournir à leurs occupants un service des postes et messageries.

4 220	5	1 469	8			237			558	3 918	1	15
14 077	30	18 690	9						424			
11	3	168							72		1	
117	69	282	1						313			
66	545	1 740		179	145		18	144	149	80	19	
19	1	273							71			
18 510	653	22 622	18	179	145	237	18	144	1 587	3 998	21	15

Ce programme vise à effectuer les achats du gouvernement aux meilleures conditions pour l'économie du Québec et à assurer le fonctionnement du répertoire des fournisseurs et des loueurs de machinerie lourde.

6	73	1							36			
---	----	---	--	--	--	--	--	--	----	--	--	--

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	17	52	1						7			
23	190	350	38			6		9	111			4
			1									
	2	5							10			
23	209	407	40			6		9	128			4

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

(MILLIERS \$)

	1981-1982		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré- munérations	Commu- nications	Services
TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	294 420	278 882	55 214	4 879	14 346	10 285
Permanents		327				
	294 420	279 209	55 214	4 879	14 346	10 285
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			218 806			

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations du compte des régimes de retraite de même que les variations des comptes du fonds de roulement du Gouvernement (Autres comptes*), à l'exception de l'encaisse.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Placements	2-4
Compte des régimes de retraite	2-6
Autres comptes*	2-6

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1982
(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Placements	- 98 640
Compte des régimes de retraite	+ 1 007 310
Autres comptes	- 169 855
	<hr/>
Surplus	+ 738 815
	<hr/>

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et
le signe (+) signifie une source de financement.

2-4
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1982
(MILLIERS \$)

PLACEMENTS

SOMMAIRE	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises du gouvernement du Québec	86 225	21 228	(40 565)	66 888 (1)
Municipalités et organismes municipaux		(1 407)	(58)	(1 465)
Particuliers, sociétés et autres	21 732		11 485	33 217 (2)
	<u>107 957</u>	<u>19 821</u>	<u>(29 138)</u>	<u>98 640 (1) (2)</u>

DÉTAIL	Déboursés (1)	Recettes	Redresse- ments	Total
Entreprises du gouvernement du Québec				
Actions et mise de fonds*				
Sidbec	20 375			20 375
Société de développement autochtone de la Baie James	250			250
Société générale de financement du Québec	33 000			33 000
Société nationale de l'amiante	6 800			6 800
Société québécoise de développement des industries culturelles	3 300			3 300
Société québécoise d'initiatives pétrolières	22 500			22 500
	<u>86 225</u>			<u>86 225</u>
Obligations				
Société d'habitation du Québec	485	5 163	25 906 (3)	21 228
Prêts et avances				
Office de l'électrification rurale		498		(498)
Office des autoroutes du Québec	64 198	38 257		25 941
Office du crédit agricole du Québec	4 500	51 700		(47 200)
Régie de l'assurance automobile du Québec	1 315	1 680	(29)	(394)
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	47 620	47 620		
Sidbec			1 449 (4)	1 449
Société d'aménagement de l'Outaouais	524			524
Société de développement coopératif	7 000			7 000
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	300			300
Société d'habitation du Québec	4 861	9 447	(23 701) (5)	(28 287)
Société du parc industriel du centre du Québec	600			600
	<u>130 918</u>	<u>149 202</u>	<u>(22 281)</u>	<u>(40 565)</u>
	<u>217 628</u>	<u>154 365</u>	<u>3 625</u>	<u>66 888 (1)</u>

*Excluant 4 374 109 000 \$ pour les actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980 dont la contrepartie a été portée à la dette nette.

DÉTAIL (suite)	Déboursés (1)	Recettes	Redresse- ments	Total
Municipalités et organismes municipaux				
Obligations et billets		1 407		(1 407)
Prêts et avances		58		(58)
		<u>1 465</u>		<u>(1 465)</u>
Particuliers, sociétés et autres				
Actions et mises de fonds	3 000			3 000
La Sarre Air Service Ltée (Propair Inc.)	3 732			3 732
Les Entreprises Bussièrès Ltée 1848-7199 Québec Inc.	<u>15 000</u>			<u>15 000</u>
	<u>21 732</u>			<u>21 732</u>
Prêts et avances				
Particuliers				
Étudiants	2 431	1 660	543 (6)	1 314
Pêcheurs	<u>4 720</u>	<u>1 672</u>	<u>480</u>	<u>3 528</u>
	<u>7 151</u>	<u>3 332</u>	<u>1 023</u>	<u>4 842</u>
Sociétés et autres				
Centre de promotion de l'industrie agricole et alimentaire du Québec	345			345
Compagnie Surgel Québec Ltée			(141) (7)	(141)
Coopératives	784	840	(576) (7)	(632)
Corporations industrielles	8 002	2 020	428 (6)	6 410
Éditions Quinze Inc.	81			81
Fonds renouvelable-Télécommunications	1 500			1 500
Les Ressources Camchib Inc.		98		(98)
Pêcheurs	602	1 159	(480)	(1 037)
Syndicat des producteurs de bois Saguenay — Lac-St-Jean	<u>215</u>			<u>215</u>
	<u>11 529</u>	<u>4 117</u>	<u>(769)</u>	<u>6 643</u>
	<u>18 680</u>	<u>7 449</u>	<u>254</u>	<u>11 485</u>
	<u>40 412</u>	<u>7 449</u>	<u>254</u>	<u>33 217 (2)</u>

(1) Y compris les montants à payer.

(2) Excluant la variation de la provision pour créances irrécouvrables de 1 996 007 \$ portée à la dette nette.

(3) Montant de 2 523 692 \$ d'intérêt capitalisé et 23 381 909 \$ transférés de prêts et avances à obligations et billets.

(4) Intérêt capitalisé.

(5) Montant de 23 381 909 \$ transféré à obligations et billets et un montant de 318 607 \$ porté aux dépenses.

(6) Montant porté aux revenus.

(7) Montants portés aux dépenses.

2-6
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1982
(MILLIERS \$)

COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

DÉTAIL	Cotisations des partici- pants et con- tributions de certains organismes	Contributions du Gouverne- ment à titre d'employeur	Pensions et autres paiements	Excédent
	+	-	=	
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	965	610 598	31 288	580 275
Régime de retraite des enseignants	90 423	322 986	124 252	289 157
Régime de retraite des fonctionnaires (1)	66 768 (1)	124 416	96 704	94 480
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	10 414	34 565	5 598	39 381
Régime de retraite des membres de la Législature	506	2 816	3 322	
Régime de retraite des juges et coroners	1 360	5 679	3 022	4 017
	<u>170 436</u>	<u>1 101 060 (2)</u>	<u>264 186</u>	<u>1 007 310</u>

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 8 835 096 \$ pour le service courant et 18 017 000 \$ pour le service passé.

(2)	Service courant (a)	Service passé	Intérêt (b)	Total
R.R.E.G.O.P.	418 640		191 958	610 598
Autres régimes				
Enseignants (R.R.E.)	126 764	149 151	47 071	322 986
Fonctionnaires (R.R.F.)	48 988	57 692	17 736	124 416
Membres de la Sûreté du Québec	14 580	14 126	5 859	34 565
Membres de la Législature	1 139	1 677		2 816
Juges et coroners	3 330	1 624	725	5 679
	<u>613 441</u>	<u>224 270</u>	<u>263 349</u>	<u>1 101 060</u>

(a) 140% des cotisations des
employés.

(b) Intérêt sur le solde du
compte au 31 mars précé-
dent.

AUTRES COMPTES

DÉTAIL	31 mars 1982	31 mars 1981	Variation (1)
Comptes d'actif:			
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	36 361	37 102	+ 741
Comptes à recevoir:			
Agents et mandataires	876 113	678 728	- 197 385
Autres débiteurs	769 355 (2)	557 374	- 211 981
Intérêts courus	31 348	32 192	+ 844
Comptes de passif:			
Chèques en circulation	197 864	288 288	- 90 424
Avances des fonds en fidéicommis	43 733	44 429	- 696
Compte d'accords de perception fiscale	177 411	130 718	+ 46 693
Comptes à payer	1 006 171	822 962	+ 183 209
Intérêts courus	549 161	450 017	+ 99 144
Excédents des comptes du passif sur les comptes de l'actif	<u>(261 163)</u>	<u>(431 018)</u>	<u>- 169 855</u>

(1) Le signe (-) signifie un besoin de financement et le
signe (+) signifie une source de financement.

(2) Excluant la variation de la provision pour créances
irrecouvrables de 77 492 307 \$.

SECTION

3

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	3-3
Variation de l'encaisse	3-4
Nouveaux emprunts	3-4
Remboursements d'emprunts	3-6
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	3-9

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Page	Besoins financiers nets	
1-2	Opérations budgétaires — déficit	- 2 888 233
2-3	Opérations non budgétaires — surplus	+ 738 815
		<u>- 2 149 418</u>
	Financement	
3-4	Variation de l'encaisse	+ 207 903
3-4	Nouveaux emprunts	+ 2 951 612
3-6	Moins: remboursements d'emprunts (1)	<u>- 1 010 097</u>
		<u>+ 2 149 418</u>

N.B.: Le signe (—) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

(1) Y compris les contributions aux fonds d'amortissement:
53 090 763 \$

3-4**FINANCEMENT****Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

VARIATION DE L'ENCAISSE

DÉTAIL

	31 mars 1982	31 mars 1981	Variation (1)
Espèces en banque	37 591	274 515	+ 236 924
Placements temporaires	209 327	180 306	- 29 021
Emprunts temporaires			
Encaisse	<u>246 918</u>	<u>454 821</u>	<u>+ 207 903</u>

(1) Le signe (-) signifie un besoin de financement et le
signe (+) signifie une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE

Bons du trésor		620 000
Obligations négociables	1 839 821	
remboursables à demande	231 074	
non négociables	<u>6 316</u>	<u>2 077 211</u>
		2 697 211
Autres emprunts		<u>254 401</u>
		<u>2 951 612</u>

DÉTAIL

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
Bons du trésor						
Émis						2 845 000
Remboursés						<u>2 225 000</u>
Augmentation nette						<u>620 000</u>
Obligations						
Négociables						
En monnaie du Canada						
	1981-05-07	1993-11-07	15,00	100,00		100 000
	1981-05-07	1993-11-07	15,00	100,00		100 000
	1981-06-18	1984-06-18	16,50	99,67		150 000
	1981-10-15	1987-10-15	18,00A	100,00		50 000
	1981-10-20	1984-10-20	17,25	99,67		150 000
	1981-11-10	1984-10-20	17,25	100,26		50 000
	1981-11-10	1986-04-01	17,25	100,00		100 000
	1981-11-15	1987-11-15	17,50A	100,00		50 000
	1981-12-23	1986-06-23	15,25	100,00		50 000
	1982-02-01	2002-02-01	16,90	100,00		600
	1982-02-15	1986-02-15	16,50	100,00		150 000
	1982-03-12	1988-03-12	17,00A	99,25		50 000
	1982-03-22	1987-03-22	16,25	98,88		<u>175 000</u>
						<u>1 175 600</u>

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
En monnaie des États-Unis					
1981-07-01	1986-07-01	14,75A	99,00	75 000	90 106
1981-12-15	1989-12-15	15,25A	100,00	150 000	178 151
				<u>225 000 \$É.-U.</u>	<u>268 257 (1)</u>
En monnaie du Japon					
1981-07-27	1987-1993-07-27	8,60	100,00	<u>20 000 000 Yens</u>	<u>103 720 (1)</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1981-09-01	1991-09-01	10,75 A	99,00	150 000	73 886
1982-02-15	1992-02-15	10,125A	100,25	150 000	76 218
				<u>300 000 D.M.</u>	<u>150 104 (1)</u>
En monnaie de la Suisse					
1982-03-11	1985-1992-03-11	7,375A	100,00	<u>100 000 F.S.</u>	<u>65 385</u>
En monnaie du Royaume-Uni					
1982-04-01	1987-04-01	15,50A	100,00	<u>35 000 L.S.</u>	<u>76 755 (1)</u>
(produit d'un emprunt encaissé le 31 mars 1982 dont les titres sont datés du 1er avril 1982)					<u>1 839 821</u>
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1980-06-01	1995-06-01	14,00 — 10,50 (3)	100,00		2 554
1981-06-01	1996-06-01	16,00 — 10,50 (3)	100,00		<u>228 520</u>
					<u>231 074</u>
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1981-1982	2001-2002	13,66 — 17,51	100,00		<u>6 316</u>
					<u>2 077 211</u>
Autres emprunts					
En monnaie des États-Unis					
(Euro-dollars)					
1981-12-08	1986-1990-11-21	(2)	100,00	<u>150 000 \$É.-U.</u>	<u>177 480 (1)</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1982-02-16	1992-02-17	10,65A	100,00	<u>150 000 D.M.</u>	<u>76 921 (1)</u>
					<u>254 401</u>
Total					<u><u>2 951 612</u></u>

A Intérêt payable annuellement

(1) Équivalent canadien de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(3) Les taux d'intérêt ont été modifiés, voir page 5-37.

(2) Taux établi selon le L.I.B.O.R. (London Interbank Offered Rate) plus ¾ de 1% jusqu'au 21 novembre 1984 et ½ de 1% pour les années subséquentes.

3-6

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

Obligations — négociables	418 042
— remboursables à demande	536 922
	<hr/>
	954 964
Autres emprunts	2 042
	<hr/>
Emprunts remboursés	957 006
Contributions aux fonds d'amortissement	53 091
	<hr/>
	1 010 097
	<hr/>

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

		Valeur nominale	
Date d'échéance	Date d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien
Obligations			
Négociables			
En monnaie du Canada			
1981-04-01	1978-04-05		3 400
1981-04-15	1971-04-15		2 905
1981-04-15	1971-04-15		15 140
1981-05-01	1979-05-01		1 764
1981-05-01	1979-05-01		1 380
1981-05-01	1979-05-01		1 328
1986-12-01	1966-12-01 *		251
1981-08-15	1960-08-15		32 201 (2)
1981-09-01	1969-09-01		25 461 (2)
1981-09-01	1978-03-01		31 984 (2)
1981-09-01	1978-09-01		19 525 (2)
1981-11-15	1969-12-01		9 603
1981-11-19	1974-11-19		20 000
1981-11-01	1973-01-01		830
1981-12-15	1971-12-15		2 500
1982-03-22	1977-03-22		174 984
			<u>343 256</u>
Assumées			
Institut Armand-Frappier			
1981-04-01			159
Association athlétique nationale de la jeunesse			
1981-09-15			800
Hôpital St-Luc			
1981-10-01			620
			<u>1 579</u>
			<u>344 835</u>
En monnaie des États-Unis			
1981-04-01	1976-04-01	50 000	49 305 (1)
1997-06-01	1972-06-01 **	6 000	5 902 (1)
1995-11-01	1977-11-01 **	2 400	2 669 (1)
1988-01-15	1973-01-15 **	1 000	999 (1)
1985-03-01	1970-03-01 **	900	963 (1)
		<u>60 300</u>	<u>59 838</u>
Assumées			
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal			
1982 — 1985	1960-02-01	1 057	1 070
1982 — 1987	1962-11-01	1 462	1 481
		<u>2 519</u>	<u>2 551 (1)</u>
		62 819 \$É.-U.	62 389 ***

* Obligations rétractables à toutes dates de paiement d'intérêt

** Remboursements contractuels

*** À la date de réalisation des emprunts

3-8

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale		
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne 1981-07-01	1972-07-01	10 000 D.M.	3 123 (1)	
En monnaie de la France 1981-06-15	1972-06-15	12 000 F.F.	2 415 (1)	
En monnaie du Japon 1981-09-28	1972-09-28	1 000 000 Yens	3 268 (1)	
En unités de compte européennes 1981-12-17	1979-12-17	1 000 E.C.U.	2 012 (1)	418 042
Remboursables à demandes				
Obligations d'épargne du Québec				
1981-06-01	1971-06-01		38 731	
1981-06-01	1976-06-01		91 843	
1982-06-01	1972-06-01		3 892	
1983-04-01	1973-04-01		3 210	
1988-06-01	1978-06-01		15 998	
1989-06-01	1979-06-01		13 967	
1995-06-01	1980-06-01		337 646	
1996-06-01	1981-06-01		31 635	536 922
				954 964 (2)
Autres emprunts				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Zones spéciales				
1981-04-01	1972-1978-04-01		1 599	
Institutions universitaires				
			443	2 042
Emprunts remboursés				957 006
Contributions aux fonds d'amortissement				
Pour détail, voir page 5-42				53 091
Total				1 010 097
(1) La variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère apparaît à la page suivante.				
(2) Excluant 820 253 \$ de contribution du Fonds d'amortissement				
1981-09-01	1969-09-01	488 654 \$		
1981-09-01	1978-09-01	331 076		
1981-08-15	1960-08-15	133		
1981-09-01	1978-03-01	390		
		820 253 \$		

**Variation du change sur les remboursements
d'emprunts en monnaie étrangère**

		Équivalent canadien de la valeur nominale			
		Valeur nominale	À la date de réalisation	À la date du remboursement	Variation
En monnaie des États-Unis					
Obligations négociables					
1981-04-01	1976-04-01	50 000	49 305	59 238	9 933
1997-06-01	1972-06-01	6 000	5 902	7 210	1 308
1995-11-01	1977-11-01	2 400	2 669	2 899	230
1988-01-15	1973-01-15	1 000	999	1 194	195
1985-03-01	1970-03-01	900	963	1 103	140
Obligations assumées					
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal		2 519	2 551	2 944	393
		<u>62 819 \$É.-U.</u>	62 389	74 588	12 199
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1981-07-01	1972-07-01	<u>10 000 D.M.</u>	3 123	5 072	1 949
En monnaie de la France					
1981-06-15	1972-06-15	<u>12 000 F.F.</u>	2 415	2 559	144
En monnaie du Japon					
1981-09-28	1972-09-28	<u>1 000 000 Yens</u>	3 268	5 285	2 017
En unités de compte européennes					
1981-12-17	1979-12-17	<u>1 000 E.C.U.</u>	2 012	1 491	(521)
Total			<u>73 207</u>	<u>88 995</u>	<u>15 788 (1)</u>

(1) Montant inscrit aux opérations de l'année.

SECTION 4

ACTIF ET PASSIF

DETTE NETTE

TABLE DES MATIÈRES

ACTIF ET PASSIF

PAGE

Actif et passif	4-2
Dettes nettes	4-4
Notes complémentaires	4-5

4-2

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

ACTIF

	1982	1981
Page		
5-3 Espèces en banque	37 591	274 515
Placements temporaires	209 327	180 306
5-4 Espèces et effets en main et dépôts en circulation	36 361	37 102
Comptes à recevoir	1 567 976	1 236 102
5-5 Intérêts courus	31 348	32 192
	<u>1 882 603*</u>	<u>1 760 217</u>
5-6 Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances (note 2)		
5-6 Entreprises du gouvernement du Québec	6 525 613	2 084 616
5-14 Municipalités et organismes municipaux	74 291	75 756
5-22 Particuliers, sociétés et autres	100 931	69 710
	<u>6 700 835</u>	<u>2 230 082</u>
Autres actifs	<u>2 210</u>	<u>2 251</u>
TOTAL DE L'ACTIF	8 585 648	3 992 550
DETTE NETTE	<u>10 652 655</u>	<u>12 059 002</u>
	<u>19 238 303</u>	<u>16 051 552</u>

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

PASSIF

	<u>1982</u>	<u>1981</u>
Page		
5-26 Chèques en circulation	197 864	288 288
Avances des fonds en fidéicomis	43 733	44 429
5-26 Compte d'accords de perception fiscale	177 411	130 718
5-27 Comptes à payer (note 3)	1 006 171	822 962
5-27 Intérêts courus	549 161	450 017
	<u>1 974 340*</u>	<u>1 736 414</u>
5-28 Compte des régimes de retraite (note 4)	<u>3 427 794</u>	<u>2 420 484</u>
5-28 Bons du trésor	1 010 000	390 000
5-29 Obligations moins fonds d'amortissement (note 5)	11 338 747	10 269 591
5-43 Autres emprunts (note 5)	<u>1 487 422</u>	<u>1 235 063</u>
	<u>13 836 169</u>	<u>11 894 654</u>
 TOTAL DU PASSIF	 <u><u>19 238 303</u></u>	 <u><u>16 051 552</u></u>

Les notes à la page 4-5 font partie intégrante des états financiers.

* Ces actifs de 1 882 603 000 \$ et ces passifs de 1 974 340 000 \$ reflètent une situation déficitaire de 91 737 000 \$ du Fonds consolidé du revenu au 31 mars 1982.

DETTE NETTE**Année financière terminée le 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

	<u>1982</u>	<u>1981</u>
Solde au début	12 059 002	9 066 335
Déficit des opérations budgétaires	2 888 233	2 877 354
Inscription des actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980	(4 374 109)	
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	79 488	115 313
Régularisation des autres actifs suite au recensement de 1981	<u>41</u>	
Solde à la fin	<u><u>10 652 655</u></u>	<u><u>12 059 002</u></u>

Voir les notes complémentaires ci-jointes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1 — Conventions comptables

Les conventions comptables apparaissant à la page 13 comprennent les règles particulières suivies lors de la préparation des états financiers du gouvernement du Québec. L'énoncé énumère les principales conventions comptables ayant fait l'objet de décisions du Conseil du trésor et l'exposé du Contrôleur des finances y apporte des précisions pour les fins de leur application pratique ainsi que des notes explicatives sur les postes de l'état de l'actif et du passif, sur les passifs éventuels et sur les engagements financiers du Gouvernement.

2 — Placements

Les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec sont inscrits comme suit:

	1982	1981
	(millions \$)	(millions \$)
Hydro-Québec — à la valeur de ses réserves au 31 décembre 1980	4 374,1	
Autres — au coût	2 151,5	2 084,6
	<u>6 525,6</u>	<u>2 084,6</u>

La loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec, sanctionnée et entrée en vigueur le 19 décembre 1981, stipule que le total des réserves d'Hydro-Québec au 31 décembre 1980 est imputé au paiement total de 43 741 090 actions attribuées au Ministre des Finances. Jusqu'au 31 décembre 1980, les bénéfices nets accumulés d'Hydro-Québec étaient attribués à des réserves pour le renouvellement du réseau, pour éventualités et pour stabilisation de taux. Le Gouvernement a comptabilisé les actions qui lui ont été attribuées au montant porté au capital-actions émis d'Hydro-Québec; le compte placements dans les entreprises du gouvernement du Québec a été ainsi augmenté de 4 374,1 millions \$ et la dette nette réduite d'autant.

À titre d'information, l'annexe 1 montre l'avoir du Gouvernement dans ses entreprises au montant de 7 048,6 millions \$ (6 469,1 millions \$ en 1981), y compris 28,5 millions \$ en 1982 pour celles dans lesquelles il n'a pas d'apport. Cet avoir comprend les montants inscrits au 31 mars 1982 augmentés des excédents et des réserves accumulés par certaines entreprises et diminués des déficits accumulés par d'autres.

3 — Comptes à payer

Le montant de 1 006,2 millions \$ représente la partie non acquittée du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée au 31 mars 1982. Cependant, en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures qu'au cours de l'année courante, des dépenses encourues n'aient pu être imputées sur un crédit et être portées aux comptes à payer. L'estimation de ces comptes à payer non inscrits au 31 mars 1982 apparaît à l'annexe 2.

4 — Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de 2 344,6 millions \$ pour le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 1 083,2 millions \$ pour les autres régimes.

a) Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Le montant de 2 344,6 millions \$ ne comprend pas 342,1 millions \$ d'intérêts non comptabilisés au 31 mars 1982. Il ne comprend pas non plus les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des Affaires sociales. L'estimation de ces obligations du Gouver-

nement par la Commission administrative du régime de retraite est de 672,5 millions \$ au 31 décembre 1981, et elle est basée sur les données de population et les hypothèses utilisées pour leur évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 1978 et dont le montant s'élevait à 491,1 millions \$ à cette date. Cette estimation tient compte des opérations financières effectuées au cours des années 1979 à 1981.

b) Autres régimes de retraite

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont à la charge du Gouvernement. La Commission administrative du régime de retraite a estimé le passif envers ces régimes à 10 545,8 millions \$ au 31 décembre 1981 alors qu'il s'élevait à 6 947,5 millions \$ au 31 décembre 1978 selon les évaluations actuarielles. L'estimation de ces obligations est basée sur les données de population de 1978 ainsi que sur les hypothèses alors retenues et elle tient compte des rentrées et sorties de fonds pour les années 1979 à 1981.

Les données estimatives mentionnées en a) et b) en date du 31 décembre 1981 sont susceptibles d'être modifiées quelque peu lors de la préparation d'évaluations actuarielles fondées sur les données de population à cette date.

De plus, la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite, sanctionnée le 23 juin 1982, aura pour effet de modérer la progression du déficit des régimes de retraite à l'égard du service postérieur au 30 juin 1982, que l'on aurait obtenu autrement, et partant de leur passif actuariel. En effet, cette loi a principalement pour objet de diminuer annuellement les dépenses budgétaires et les besoins financiers du Gouvernement à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants. Tout en préservant les droits acquis des pensionnés et des participants de ces régimes, la loi prévoit pour le service futur seulement, les principales modifications suivantes:

- Les coûts des régimes sont partagés également à compter du 1er juillet 1982 entre l'employé et l'employeur.
- Pour la portion de la pension reliée aux années de service acquises après le 30 juin 1982, l'indexation de la pension est calculée selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation réduite de 3%.

5 — Obligations et autres emprunts en monnaie étrangère

Les obligations et autres emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation et d'acceptation des dettes. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1982 avaient été appliqués à ces obligations et autres emprunts, ces dettes auraient été augmentées de 341,9 millions \$ (344,0 millions \$ en 1981), dont 29,9 millions \$ pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1982-1983.

6 — Passifs éventuels et engagements financiers

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 17 838,4 millions \$ au 31 mars 1982 (15 380,7 millions \$ en 1981), dont 16 269,7 millions \$ en 1982 se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec et de ses filiales. Les engagements financiers totalisent 5 881,5 millions \$ à cette date (5 100,2 millions \$ en 1981). Ces passifs éventuels et engagements financiers sont présentés sommairement à l'annexe 3.

7 — Chiffres comparatifs de l'état des revenus et dépenses

La diminution des revenus de 37,9 millions \$ en 1981 découle d'abord de la réduction de 26,4 millions \$ des revenus relatifs à l'immatriculation des véhicules automobiles et autres permis ainsi que de la réduction de 5,3 millions \$ des ventes de biens et services, afférentes aux remboursements des frais de perception des primes d'assurance automobile, le tout en raison de l'intégration du Bureau des véhicules automobiles à la Régie de l'assurance

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

automobile du Québec en fin d'année 1980. Le solde de 6,2 millions découle de la réduction des ventes de biens et services reliés aux remboursements de dépenses de télécommunication d'organismes, n'émargeant plus au budget du ministère des Communications, suite à la création d'un fonds renouvelable à cette fin. En contrepartie, les dépenses des ministères des Communications et des Transports ont été réduites respectivement de 6,2 millions \$ et de 31,7 millions \$.

Au cours de l'année financière 1981-1982, le Gouvernement a changé la dénomination de certains ministères et a procédé à des transferts de services entre ministères à compter du 1er mai 1981. C'est ainsi que le ministère de l'Immigration est devenu le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, le ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières est devenu le ministère des Institutions financières et Coopératives, alors que l'administration du programme de la Protec-

tion du consommateur a été confiée au Conseil exécutif. De plus, le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre est devenu le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu qui s'est vu transférer la gestion des régimes de compensation du revenu du ministère des Affaires sociales.

Le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur a été constitué le 18 juin 1981 et un budget de démarrage fut octroyé pour lui permettre d'opérer le reste de l'année; les services en provenance du Conseil exécutif ne lui seront transférés qu'à compter de 1982-1983.

Pour tenir compte de ces nouvelles dénominations, des transferts de juridiction et de certaines autres reclassifications budgétaires, les données financières comparatives de 1981 ont été redressées au besoin pour correspondre à la présentation des états financiers de 1982.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

AVOIR DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1)

ANNEXE 1

(MILLIERS \$)

Nom de l'entreprise	Montant inscrit au 31 mars 1982	Excédents, réserves ou (déficits) accumulés (2)	Avoir du Gouvernement 1982	1981
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT DÉTIENT UN PLACEMENT				
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000		10 000	10 000
Hydro-Québec et filiales (1981-12-31)	4 374 109	551 928	4 926 037	
Office de l'électrification rurale	2 555		2 555	3 053
Office des autoroutes du Québec (1981-12-31)	369 692	45 536	415 228	406 946
Office du crédit agricole du Québec	201 075	2 550	203 625	250 201
Raffinerie de sucre du Québec	2 000	11 013	13 013	14 402
Régie de l'assurance automobile du Québec	361		361	755
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	6 400		6 400	6 400
Sidbec et ses filiales (1981-12-31)	593 449	(243 048)	350 401	385 567
Société d'aménagement de l'Outaouais	35 113	(18 195)	16 918	23 080
Société de cartographie du Québec	3 000	(503)	2 497	2 815
Société de développement autochtone de la Baie James	2 500		2 500	2 250
Société de développement coopératif	18 620	272	18 892	12 181
Société de développement de la Baie James (1981-12-31)	60 000	3 267	63 267	64 413
Société de développement immobilier du Québec	74 666	(11 237)	63 429	64 666
Société de développement industriel du Québec	32 944	14 467	47 411	51 659
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — Rexfor et ses filiales	78 050	19 176	97 226	97 162
Société des alcools du Québec (1982-03-27)	30 000	3 037	33 037	31 555
Société des loteries et courses du Québec	170	9 476	9 646	8 715
Société des traversiers du Québec	1 500	466	1 966	1 833
Société d'habitation du Québec (1981-12-31)	147 521	4 674	152 195	156 532
Société du parc industriel du centre du Québec	38 056	(2 124)	35 932	37 456
Société générale de financement du Québec et ses filiales (1981-12-31)	166 934	51 456	218 390	163 052
Société nationale de l'amiante et ses filiales	36 897	(1 341)	35 556	30 869
Société québécoise de développement des industries culturelles	8 500	(488)	8 012	4 592
Société québécoise d'exploration minière — SOQUEM et ses filiales	89 000	42 080	131 080	115 681
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — SOQUA et ses filiales	35 000	8 292	43 292	39 897
Société québécoise d'initiatives pétrolières — SOQUIP	107 500	(2 231)	105 269	85 000
Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel et Société inter-port de Québec	1	5 902	5 903	4 658
	6 525 613	494 425	7 020 038	2 075 390
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT NE DÉTIENT PAS DE PLACEMENT				
Centre de recherche industrielle du Québec		12 084	12 084	12 618
Corporation d'hébergement du Québec (1981-03-31)		10 245 (3)	10 245	2 388
Régie du Grand Théâtre de Québec		(145)	(145)	(173)
Société de radio-télévision du Québec (1981-08-31)		6 352	6 352	4 769
Hydro-Québec et filiales				4 374 109
		28 536	28 536	4 393 711
	6 525 613	522 961	7 048 574	6 469 101

(1) Les entreprises énumérées sont celles dont la majorité des administrateurs sont nommés par le Gouvernement à l'exception de la Société de développement autochtone de la Baie James. Ne sont pas compris, par ailleurs, les organismes gestionnaires de fonds d'assurance et ceux de type fiduciaire à l'exception des apports du Gouvernement consentis sous forme de dotation et d'avances au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, à la Régie de l'assurance automobile du Québec et à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

(2) Au 31 mars 1982, sauf lorsque indiqué à une autre date à la suite du nom de l'entreprise. Ces excédents et réserves accumulés ou déficits sont ceux apparaissant aux états financiers des entreprises selon les conventions comptables qui prévalent pour chacune d'elles, lesquelles diffèrent substantiellement de celles du Gouvernement.

(3) Ce chiffre provient des états financiers non vérifiés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

ESTIMATION DES COMPTES À PAYER NON INSCRITS AU 31 MARS 1982

ANNEXE 2

(MILLIERS \$)

	1982	1981
Pour des dépenses de fonctionnement et de capital encourues au 31 mars 1982 et non comptabilisées		
Marchandises livrées et services rendus	21 954	43 683
Indemnités d'expropriations afférentes à des biens dont le Gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1er avril excluant les frais y afférent de l'ordre de 19 millions \$	30 812	48 861
Solde dû sur les biens achetés à terme	3 807	4 341
	<u>56 573</u>	<u>96 885</u>
Pour des dépenses de transfert afférentes à des frais encourus au 31 mars 1982 et non comptabilisées		
À verser aux commissions scolaires et aux institutions qui opèrent à budget dans le cadre de politiques ministérielles, y compris le transport scolaire		
	Année 1981-1982 (1)	Années antérieures (1)
Commissions scolaires		
Fonctionnement	(19 649) (4)	{ 403 920 (2) 239 368 (3)
Transport	46 814 (4)	2 760
Collèges d'enseignement général et professionnel	48 287 (4)	48 287
Universités	70 482 (4)	70 482
Institutions privées d'enseignement	19 561 (4)	19 561
Institutions de santé et de bien-être	208 623 (5)	252 704 (5)
	<u>374 118</u>	<u>898 752</u>
À verser à des commissions de transport pour les frais de fonctionnement et le service de la dette		
		87 862 (6)
À verser à divers organismes et personnes		26 769
		<u>114 631</u>
		<u>1 444 074</u>
		<u>1 109 208</u>
		<u>1 345 116</u>

(1) Des institutions subventionnées.

(2) Pour le dernier versement de 15% pour l'année scolaire 1980-1981.

(3) Arrérages pour les années scolaires 1979-1980 et antérieures.

(4) Les dépenses à payer proviennent de la différence entre le coût réel des frais encourus par les institutions durant les années financières du Gouvernement et les paiements des dépenses de transferts imputés sur les crédits des années financières du Gouvernement.

(5) Ces arrérages accumulés au cours des années 1974 à 1982 sont susceptibles d'être révisés suite au parachèvement des travaux d'analyse des états financiers des institutions et à l'application de la politique ministérielle approuvée par le Conseil du trésor concernant la détermination et l'utilisation des surplus accumulés dans certains centres hospitaliers, lesquels ont été estimés à 27 511 596 \$. Quant aux surplus estimés à 23 993 111 \$ réalisés par certaines institutions de services sociaux, la politique ministérielle de la détermination et de l'utilisation de ces surplus a été élaborée et sera soumise à l'approbation du Conseil du trésor.

(6) Y compris 73 926 886 \$ pour le déficit d'exploitation de 1979 réparti comme suit:

	Capital	Intérêts	Payable sur
C.T.C.U.M.	53 720 592	16 619 221	7 ans
C.T.R.S.M.	2 592 905	994 168	4 ans

Les paiements s'effectueront à compter de l'exercice 1982-1983.

(7) 15% au cours de la première année subséquente et 15% au cours de la deuxième année subséquente.

	Dépenses annuelles encourues par les institutions en regard des années financières du Gouvernement		Répartition des dépenses de transferts imputées sur les crédits des années financières du Gouvernement		À compter de
	Année financière du Gouvernement	Année financière du Gouvernement	Année financière du Gouvernement	Année financière du Gouvernement	
	en cours	subséquente	en cours	subséquente	
Commissions scolaires	%	%	%	%	
Fonctionnement	70	30	70	15 15 (7)	1979-1980
Transport	70	30	50	50	1975-1976
Cégeps	75	25	68	32	1979-1980
Universités	83.3	16.7	75	25	1970-1971
Institutions privées d'enseignement	70	30	60	40	1969-1970

PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS**ANNEXE 3**

(MILLIERS \$)

	1982	1981
EMPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec et filiales	16 269 701	13 983 022
Régie des installations olympiques	673 893	630 448
Autres entreprises du gouvernement du Québec	426 644	322 320
Prêts aux étudiants	360 226	312 356
Municipalités, particuliers et sociétés	107 921	132 553
	<u>17 838 385</u>	<u>15 380 699</u>
ENGAGEMENTS FINANCIERS		
Budgétaires:		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	2 607 467	2 595 000
Institutions de santé et de bien-être	898 280	697 691
Municipalités et organismes municipaux	947 808	791 086
Autres	63 754	42 601
Pour des dépenses en capital d'organismes municipaux	250 723	279 529
Pour des marges de crédit bancaire autorisées en faveur des commissions scolaires pour des dépenses en capital	475 000	265 000
Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement	294 096	266 634
Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres	111 794	34 933
	5 648 922	4 972 474
Non budgétaires:		
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du Gouvernement du Québec	232 600	127 750
	<u>5 881 522</u>	<u>5 100 224</u>

AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS**Sidbec**

Le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, les montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Cette garantie prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Sidbec-Normines Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1982 à 474,4 millions \$ (460,1 millions \$ en 1981). Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieures à sa quote-part de 50,1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

Société générale de financement du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1982 à 158,0 millions \$ (153,7 millions \$ en 1981).

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

Le Ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs lequel doit s'effectuer d'abord à même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10 millions \$.

Au 31 mars 1982, l'avoir du Fonds s'élevait à 13,3 millions \$ (12,3 millions \$ en 1981) et le solde en principal des prêts consentis à 1 221,7 millions \$ (926,4 millions \$ en 1981).

NOTE: Les emprunts garantis et les engagements financiers apparaissent de façon plus détaillée aux pages 5-46 et 5-62.

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIFAU 31 MARS 1982

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ACTIF

Placements temporaires	5-3
Comptes à recevoir	5-4
Intérêts courus	5-5
Placements	5-6
Continuité de la provision pour créances irrécouvrables	5-24
Autres actifs	5-25

PASSIF

Emprunts temporaires	5-26
Continuité du compte d'accord de perception fiscale	5-26
Comptes à payer	5-27
Intérêts courus	5-27
Continuité du compte des régimes de retraite	5-28
Bons du trésor	5-28
Obligations moins fonds d'amortissement	5-29
Autres emprunts	5-43
Échéancier sommaire des obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	5-45
Passifs éventuels	5-46
Engagements financiers	5-62
Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital	5-91

ACTIF**PLACEMENTS TEMPORAIRES**

(MILLIERS \$)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1982	1981
Prêts sur nantissement*					
En monnaie du Canada					
Dominion Securities — Ames Ltée					50 979
Merrill Lynch Securities Ltd.					15 000
Merrill Lynch Securities Ltd.					35 000
Merrill Lynch Securities Ltd.					25 000
Pitfield, Mackay, Ross & Cie Ltée					25 000
Wood Gundy Ltée					25 000
					<u>175 979</u>
Dépôts à terme — Institutions financières					
En monnaie du Canada					
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1982-03-18	1982-04-01	15,60	50 000	
Banque de Montréal	1982-03-24	1982-04-05	16,25	25 000	
Banque Nationale du Canada	1982-03-18	1982-04-01	15,25	50 000	
Banque Nationale du Canada	1982-03-26	1982-04-02	16,25	25 000	
Banque Nationale de Paris (Canada)	1982-03-30	1982-04-06	15,25	30 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1982-03-19	1982-04-05	15,85	25 000	
				<u>205 000</u>	
Titres émis par le gouvernement du Québec					
En monnaie du Canada					
Obligations négociables	1977-12-07	1983-12-07	8,50	1 669	1 669
	1979-02-21	1982-08-21	10,25	245	245
	1979-02-21	1984-08-21	10,25	2 413	2 413
				<u>4 327</u>	<u>4 327</u>
				<u>209 327</u>	<u>180 306</u>

* Les courtiers, en contrepartie de ces prêts, ont acquis des titres émis par le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et effectué des dépôts auprès des institutions financières.

COMPTES À RECEVOIR

(MILLIERS \$)

Nature des comptes à recevoir	Agents et mandataires — remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1982	1981	1982	1981	1982	1981
Revenus						
Impôts sur le revenu et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	473 903	406 155	405 703	350 469	879 606	756 624
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	103 947	47 307			103 947	47 307
Impôt des sociétés			82 350	37 491	82 350	37 491
Droits de successions			10 361	8 371	10 361	8 371
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	141 080	135 324	96 050	90 928	237 130	226 252
Carburants	99 205	40 977	7 929	7 211	107 134	48 188
Tabacs	19 535	18 104	1 751	955	21 286	19 059
Repas et hôtellerie	17 217	14 487	48 683	39 862	65 900	54 349
Autres	6 766	1 847	124	55	6 890	1 902
Droits et permis						
Ressources forestières			18 538	13 671	18 538	13 671
Véhicules automobiles	9 907	10 238			9 907	10 238
Autres	4 553	4 173	6 419	7 855	10 972	12 028
Revenus divers						
Ventes de biens et services		116	34 836	39 605	34 836	39 721
Autres			99 757	71 990	99 757	71 990
Transferts des sociétés d'État						
Société des alcools du Québec			14 400	7 000	14 400	7 000
Total des comptes à recevoir afférents aux revenus autonomes	876 113	678 728	826 901	675 463	1 703 014	1 354 191
Transferts du gouvernement du Canada						
Accès aux ressources forestières			8 089	5 743	8 089	5 743
Aide au transport urbain			8 245	2 424	8 245	2 424
Aide juridique			8 303	7 371	8 303	7 371
Assurance-récolte			5 307	4 300	5 307	4 300
Axes routiers prioritaires			616	4 552	616	4 552
Bilinguisme			19 015	20 255	19 015	20 255
Bilinguisme en éducation			2 899	2 546	2 899	2 546
Déficits d'exploitation de logements municipaux			14 959	8 419	14 959	8 419
Développement touristique			2 181	2 382	2 181	2 382
Enseignement aux enfants indiens			12 344	6 807	12 344	6 807
Épuration des eaux			2 400		2 400	
Équipements communautaires			4 071	5 884	4 071	5 884
Formation professionnelle des adultes			13 991	13 379	13 991	13 379
Infrastructures industrielles			2 042	1 844	2 042	1 844
Jeunes délinquants			24 994	12 766	24 994	12 766
Production d'aliments pour bétail			3 100	6 067	3 100	6 067
Rénovation urbaine			850	1 546	850	1 546
Réseau routier de l'Outaouais			19 352	6 596	19 352	6 596
Supplément au loyer			4 315	3 217	4 315	3 217
Usine de papier-journal AMOS			6 724	1 525	6 724	1 525
Autres			8 621	15 912	8 621	15 912
Total des comptes à recevoir afférents aux transferts du gouvernement du Canada			172 418	133 535	172 418	133 535
Dépenses et autres			61 006	50 137	61 006	50 137
Avances comptables			16 329	16 229	16 329	16 229
Total des comptes à recevoir			1 076 654*	875 364	1 952 767	1 554 092
Moins:						
Provision pour créances irrécouvrables			384 791*	317 990	384 791	317 990
Comptes à recevoir à leur valeur de réalisation	876 113	678 728	691 863	557 374	1 567 976	1 236 102

* Y compris des créances radiées de 10 691 505 \$ au cours de l'année financière 1981-1982.

INTÉRÊTS COURUS

(MILLIERS \$)

	<u>1982</u>	<u>1981</u>
Entreprises du gouvernement du Québec		
Office des autoroutes du Québec	6 947	6 191
Office du crédit agricole du Québec	4 405	4 711
Société d'aménagement de l'Outaouais	1 132	1 127
Société d'habitation du Québec	13 019	15 839
Autres	<u>775</u>	<u>8</u>
	26 278	27 876
Municipalités et organismes municipaux	3 714	3 778
Coopératives et caisses populaires	208	174
Gouvernement du Canada	46	47
Placements temporaires et comptes de banques	<u>1 102</u>	<u>317</u>
	<u><u>31 348</u></u>	<u><u>32 192</u></u>

PLACEMENTS

(MILLIERS \$)

		Actions	
		1982	1981
Sommaire			
1	Entreprises du gouvernement du Québec	5 583 805	1 123 471
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 5-14)		
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 5-22)	22 103	371
		<u>5 605 908</u>	<u>1 123 842</u>
		Actions	
		1982	1981
Détail (selon la forme des placements)			
1	Entreprises du gouvernement du Québec		
1	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers (dotation)	10 000	10 000
2	Hydro-Québec	4 374 109	
3	Office de l'électrification rurale		
4	Office des autoroutes du Québec		
5	Office du crédit agricole du Québec		
6	Raffinerie de sucre du Québec		
7	Régie de l'assurance automobile du Québec		
8	Régie de l'assurance-dépôt du Québec		
9	Sidbec	582 000	561 625
10	Société d'aménagement de l'Outaouais		
11	Société de cartographie du Québec	3 000	3 000
12	Société de développement autochtone de la Baie James	2 500	2 250
13	Société de développement coopératif		
14	Société de développement de la Baie James	60 000	60 000
15	Société de développement immobilier du Québec		
16	Société de développement industriel du Québec (dotation)	32 944	32 944
17	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	58 750	58 750
18	Société des alcools du Québec	30 000	30 000
19	Société des loteries et courses du Québec	170	170
20	Société des traversiers du Québec	1 500	1 500
21	Société d'habitation du Québec		
22	Société du parc industriel du centre du Québec		
23	Société générale de financement du Québec	151 934	118 934
24	Société nationale de l'amiante	36 897	30 097
25	Société québécoise de développement des industries culturelles	8 500	5 200
26	Société québécoise d'exploration minière	89 000	89 000
27	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	35 000	35 000
28	Société québécoise d'initiatives pétrolières	107 500	85 000
29	Société du parc industriel, commercial et aéro-portuaire de Mirabel		
30	et Société inter-port de Québec	1	1
		<u>5 583 805</u>	<u>1 123 471</u>

* Déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1982	1981	1982	1981	1982	1981	
128 942	107 714	812 866	853 431	6 525 613	2 084 616	1
67 146	68 553	7 145	7 203	74 291	75 756	2
505	505	78 323 *	68 834 *	100 931 *	69 710 *	3
<u>196 593</u>	<u>176 772</u>	<u>898 334</u>	<u>929 468</u>	<u>6 700 835</u>	<u>2 230 082</u>	

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1982	1981	1982	1981	1982	1981	
				10 000	10 000	1
				4 374 109		2
		2 555	3 053	2 555	3 053	3
		369 692	343 751	369 692	343 751	4
		201 075	248 275	201 075	248 275	5
		2 000	2 000	2 000	2 000	6
		361	755	361	755	7
		6 400	6 400	6 400	6 400	8
		11 449	10 000	593 449	571 625	9
		35 113	34 589	35 113	34 589	10
				3 000	3 000	11
				2 500	2 250	12
		18 620	11 620	18 620	11 620	13
				60 000	60 000	14
		74 666	74 666	74 666	74 666	15
				32 944	32 944	16
		19 300	19 000	78 050	77 750	17
				30 000	30 000	18
				170	170	19
				1 500	1 500	20
128 942	107 714	18 579	46 866	147 521	154 580	21
		38 056	37 456	38 056	37 456	22
		15 000	15 000	166 934	133 934	23
				36 897	30 097	24
				8 500	5 200	25
				89 000	89 000	26
				35 000	35 000	27
				107 500	85 000	28
				1	1	29-30
<u>128 942</u>	<u>107 714</u>	<u>812 866</u>	<u>853 431</u>	<u>6 525 613</u>	<u>2 084 616</u>	

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS

Entreprises du gouvernement du Québec

	1982	1981
1		
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
L.R.Q., c. A-29.1, a. 20		
Le Ministre des Finances est autorisé à verser au fonds, à même le Fonds consolidé du revenu, en trois versements annuels, égaux et consécutifs, 10 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation en faveur du fonds.		
Au 31 mars 1982, le Ministre a versé au fonds 10 000 000 \$.		
2		
Hydro-Québec		
L.R.Q., c. H-5 et modifications		
Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$ divisé en 50 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au Ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.		
Au 31 mars 1982, 43 741 090 actions ont été attribuées au Ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980.		
3		
Office de l'électrification rurale		
L.Q. 9, Geo VI c. 48, a. 15 et modifications		
Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement à même les deniers votés par l'Assemblée nationale.		
4		
Office des autoroutes du Québec		
L.R.Q., c. A-34, a. 37		
Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.		
Les montants provenant des opérations de l'Office sont remis au Fonds consolidé du revenu. Les intérêts sur les avances consenties au cours de l'année financière sont calculés au taux préférentiel de la majorité des banques à charte canadiennes. Pour le solde non remboursé au début de l'année financière, les intérêts sont calculés au taux moyen des emprunts à long terme ayant prévalu au cours de l'année où les avances ont été effectuées.		
5		
Office du crédit agricole du Québec		
L.R.Q., c. C-75, a. 18 et modifications.		
L.R.Q., c. C-78, a. 46.3		
Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le crédit agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.		
Les remboursements en capital perçus par l'Office sur les prêts qu'il consent pour le crédit agricole sont remis au Ministre des Finances qui en dispose conformément à l'article 19 de la Loi sur le crédit agricole; les remboursements en capital sur les prêts consentis relativement au crédit forestier sont remis au Fonds consolidé du revenu. Pour le solde non remboursé au début de l'année financière, les intérêts sont calculés au taux moyen des emprunts à long terme ayant prévalu au cours de l'année où les avances ont été effectuées. Cependant, un montant de 550 000 \$ pour fonds de roulement ne porte pas intérêt.		
6		
Raffinerie de sucre du Québec		
L.R.Q., c. E-13, a. 12		
Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence de 4 000 000 \$ par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.		
Les profits réalisés par la Corporation doivent être versés au Fonds consolidé du revenu selon que le Gouvernement l'ordonne.		
L'intérêt est calculé au taux préférentiel de la majorité des banques à charte canadiennes qui a prévalu au cours de l'année financière.		
Dotation	10 000 000 \$	10 000 000 \$
Actions	4 374 109 000	
Avances	2 555 272	3 053 173
Avances	369 692 486	343 751 542
Avances	201 075 000	248 275 000
Avances	2 000 000	2 000 000

	1982	1981
7		
Régie de l'assurance automobile du Québec		
L.R.Q., c. R-4, a. 22 et modifications		
Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Régie tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat.		
Le décret 3074-81 autorise le Ministre à avancer à la Régie une somme n'excédant pas 5 000 000 \$ sous forme d'un crédit rotatif pour une période n'excédant pas le 1er novembre 1982. De plus, ce décret permet au Gouvernement de considérer comme des avances les dépenses budgétaires encourues par le Ministre des Transports ou le Ministre des Finances, en faveur de la Régie, depuis le 24 décembre 1980.		
Au 31 mars 1982, le solde des avances consenties à la Régie est de 360 715 \$ et porte intérêt au taux que le Gouvernement paie sur ses marges de crédit bancaire.		
8		
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		
L.R.Q., c. A-26, a. 53 et 55		
Sur l'autorisation du Gouvernement, ces avances sont consenties par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu lorsque les ressources de la Régie sont insuffisantes pour le paiement de ses obligations ou l'exercice des pouvoirs spéciaux qui lui sont conférés par la Loi.		
La somme des avances consenties à la Régie et non remboursées par celle-ci et le montant des engagements garantis par le Ministre des Finances ne doit pas excéder 250 000 000 \$.		
Au 31 mars 1982, 6 400 000 \$ ont été avancés sans intérêt par le Ministre des Finances et la date d'échéance la plus tardive est le 2 mars 1986.		
9		
Sidbec		
L.R.Q., c. E-14, a. 1, 5, 6, 7, 8 et 14 et modifications		
Le fonds social autorisé de la Compagnie est de 1 130 000 000 \$ divisés en 56 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 56 500 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, dont 56 433 400 sont attribuées au Gouvernement et payables par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.		
Au 31 mars 1982, le Ministre des Finances a acquis 56 433 400 actions à dividende différé pour 582 000 000 \$ comprenant une prime de 17 666 000 \$ et détient 5 certificats totalisant 41 433 400 actions.		
De plus pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, pour un terme n'excédant pas 2 ans.		
Au 31 mars 1982, les avances consenties et non remboursées totalisent 11 449 000 \$ et portent intérêt au taux de 14%. L'intérêt est payable semestriellement et capitalisé s'il demeure impayé à échéance.		
10		
Société d'aménagement de l'Outaouais		
L.Q., 1969, c. 85, a. 275 et 276		
Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.		
Les sommes provenant des opérations de la Société doivent être affectées au paiement des dépenses de la Société et au remboursement de ses emprunts; le solde est remis au Fonds consolidé du revenu, déduction faite des réserves approuvées par le Ministre des Affaires municipales.		
L'intérêt est calculé à des taux variant entre 9,75% et 16%.		
11		
Société de cartographie du Québec		
L.R.Q., c. S-9, a. 4 et 5 et modifications		
Le fonds social autorisé est de 3 000 000 \$ divisés en 300 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.		
Au 31 mars 1982, le Ministre détient 6 certificats pour 300 000 actions.		
Avances	360 715 \$	754 699 \$
Avances	6 400 000	6 400 000
Actions	582 000 000	561 625 000
Avances	11 449 000	10 000 000
	593 449 000	571 625 000
Avances	35 113 300	34 588 600
Actions	3 000 000	3 000 000

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

Entreprises du gouvernement du Québec

	1982	1981
12 Société de développement autochtone de la Baie James L.R.Q., c. S-9.1, a. 11, 15 et 16		
Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 \$ divisés en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement est requise pour l'acquisition de 10 999 actions de catégorie A.		
Au 31 mars 1982, le Ministre détient 4 certificats totalisant 2 500 actions de catégorie A. 1 500 000 \$ apparaissent comme engagement non budgétaire à la page 5-96.		
Actions	2 500 000 \$	2 250 000 \$
13 Société de développement coopératif L.R.Q., c. S-10, a. 27 et modifications		
Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties pour 14 300 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances. De plus, le Ministre des Finances peut verser à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu et avec l'autorisation du Gouvernement, des avances additionnelles ne pouvant excéder 12 000 000 \$ pour les années financières se terminant le 31 mars 1981 à 1984 inclusivement.		
Au 31 mars 1982, les avances consenties et non remboursées totalisent 18 620 142 \$ dont 8 320 142 \$ versés avec l'autorisation du Gouvernement.		
Les avances doivent être remboursées 15 ans après qu'elles ont été versées et l'intérêt est calculé à des taux pouvant varier entre 3% et le taux bancaire préférentiel plus ½ de 1%.		
Un solde de 4 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-96.		
Avances	18 620 142	11 620 142
14 Société de développement de la Baie James L.R.Q., c. D-8, a. 24 et 25		
Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisés en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.		
Au 31 mars 1982, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions. Un solde de 40 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-96.		
Actions	60 000 000	60 000 000
15 Société de développement immobilier du Québec L.R.Q., c. S-11, a. 19 et 20 et modifications		
Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, y compris un montant pouvant atteindre 10 000 000 \$ ne portant pas intérêt et non remboursable pour l'acquisition d'actions de Place Desjardins Inc. et dont 74 666 100 \$ sont versés au 31 mars 1982.		
Les intérêts et l'échéance de remboursement du solde des avances de 67 000 000 \$ sont les mêmes que ceux prévus aux débentures de Place Desjardins Inc. envers la Société.		
Les sommes reçues par la Société sont affectées au paiement de ses obligations et le solde est versé, à la demande du Ministre, au Fonds consolidé du revenu.		
Avances	74 666 100	74 666 100
16 Société de développement industriel du Québec L.R.Q., c. A-13, a. 45 et 46 et modifications		
Le Ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le Ministre des Finances à la Société.		
Au 31 mars 1982, le Ministre a versé 32 944 115 \$ à ce titre qui furent appliqués au remboursement des prêts et avances consentis par le Ministre.		
La Société reconnaît que cette dotation constitue un avoir du Gouvernement au même titre que du capital-actions ordinaire d'une entreprise à fonds social.		
Dotation	32 944 115	32 944 115

	1982	1981
17 Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec L.R.Q., c. S-12, a. 4, 6, 7 et 22		
Actions	58 750 000 \$	58 750 000 \$
Avances	19 300 000	19 000 000
	<u>78 050 000</u>	<u>77 750 000</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 58 750 000 \$ divisés en 587 500 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 450 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1982, le Ministre a acquis 587 500 actions et détient 25 certificats pour ce nombre d'actions.

De plus, le Gouvernement peut autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie, d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.

Au 31 mars 1982, 19 300 000 \$ ont été avancés sans intérêt par le Ministre des Finances et la date d'échéance la plus tardive est le 20 août 1999.

18 Société des alcools du Québec L.R.Q., c. S-13, a. 5 et 6 et modifications	Actions	30 000 000	30 000 000
--	----------------	------------	------------

Le fonds social de la Société est de 30 000 000 \$ divisés en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1982, le Ministre des Finances détient un certificat pour 300 000 actions.

19 Société des loteries et courses du Québec L.R.Q., c. S-13.1, a. 5 et 6	Actions	170 000	170 000
---	----------------	---------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisés en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1982, le Ministre détient un certificat totalisant 1 700 actions.

20 Société des traversiers du Québec L.R.Q., c. S-14, a. 4 et 5	Actions	1 500 000	1 500 000
---	----------------	-----------	-----------

Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisés en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au Ministre des Finances.

Au 31 mars 1982, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions.

21 Société d'habitation du Québec L.R.Q., c. S-8, a. 88 et 89	Obligations	128 941 873	107 714 462
	Avances	18 579 088	46 866 132
		<u>147 520 961</u>	<u>154 580 594</u>

La Loi prévoit que le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor, autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat. De plus le Ministre des Finances est autorisé à verser, à même le Fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas 1 500 000 \$ pour la constitution d'un fonds de roulement destiné à protéger les investissements de la Société.

Les sommes avancées au 31 mars 1982 sont composées d'avances pour fonds de roulement, temporaires et progressives. Une partie des avances temporaires, y compris celles pour fonds de roulement, est retournée au Fonds consolidé du revenu lorsque la Société est remboursée et l'autre partie est convertie sur autorisation du Gouvernement en obligations échéant le 31 mars 1992 au taux de 17% l'an. Les avances progressives sont converties en obligations émises par la Société une fois les projets complétés dont le taux d'intérêt varie de 6.62% à 15.98% et l'échéance est du 1er juillet 1982 au 1er janvier 2031 alors que le remboursement des intérêts courus se fait au moment de l'émission d'obligations.

Les avances temporaires, sauf celles pour fonds de roulement, portent intérêt au taux de la majorité des banques à charte canadiennes.

Au cours de l'année financière, la Société a contracté des emprunts sur le marché privé aux fins de financer de nouveaux projets.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

Entreprises du gouvernement du Québec

		1982	1981
22			
Société du parc industriel du centre du Québec			
L.R.Q., c. S-15, a. 30 et 31 et modifications	Avances	38 055 600 \$	37 455 600 \$
<p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.</p> <p>Après avoir pourvu au paiement des taxes et au remboursement des emprunts et autres obligations de la Société, l'excédent provenant de ses opérations est remis au Fonds consolidé du revenu. L'intérêt sur les avances est calculé à des taux variant de 8,3% à 17,12% dans la majorité des cas, soit le taux moyen sur les emprunts de la Province d'un terme de plus de dix ans contractés au cours de l'année financière où l'avance a été consentie.</p>			
23			
Société générale de financement du Québec			
L.R.Q., c. S-17, a. 6, 8, 10, 11 et 12 et modifications	Actions Prêt	151 933 501 15 000 000	118 933 501 15 000 000
		166 933 501	133 933 501
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 265 000 000 \$ divisés en 22 800 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 3 700 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.</p> <p>Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le Ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 22 799 995 actions ordinaires et 3 700 000 actions à dividende différé.</p> <p>Au 31 mars 1982, le Ministre des Finances a acquis toutes les actions à dividende différé au coût de 39 223 450 \$, y compris une prime de 2 223 450 \$. De plus, il a versé 112 710 051 \$ pour 11 866 497 actions ordinaires. A cette date, il détient 43 certificats pour 14 866 497 actions. Un solde de 50 000 000 \$ apparaît au 31 mars 1982 comme engagement non budgétaire à la page 5-96.</p> <p>De plus, pour le financement d'un complexe forestier intégré dans la région de Saint-Félicien, le Ministre des Finances a consenti un prêt de 15 000 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu au taux de 10¼% l'an payable semi-annuellement et remboursable en 5 versements de 3 000 000 \$ le 31 décembre de chacune des années 1988 à 1992.</p> <p>L'écart de 3 731 469 \$ avec le capital-actions émis et payé indiqué dans les états financiers de la S.G.F. s'explique par la capitalisation, conformément aux prescriptions de la loi, de la prime de 2 223 450 \$ indiquée au paragraphe précédent, par un montant de 5 954 919 \$ représentant la différence entre la valeur nominale et le prix payé pour les actions rachetées par le gouvernement, et par 50 \$ de capital-actions qui est détenu par un autre actionnaire.</p>			
24			
Société nationale de l'amiante			
L.R.Q., c. S-18.2, a. 11 et 13 et modifications	Actions	36 897 000	30 097 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisés en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1982, le Ministre des Finances détient 22 certificats totalisant 36 897 actions. Un montant de 4 600 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-96.</p>			
25			
Société québécoise de développement des industries culturelles			
L.R.Q., c. S-18.3, a. 17 et 19 et modifications	Actions	8 500 000	5 200 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisés en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.</p> <p>Au 31 mars 1982, le Ministre des Finances détient 5 certificats pour 85 000 actions.</p>			

	1982	1981
26 Société québécoise d'exploration minière L.R.Q., c. S-19, a. 4, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 et modifications	Actions	
Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisés en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.	89 000 000 \$	89 000 000 \$
Au 31 mars 1982, le Ministre a acquis des actions pour 89 000 000 \$ et détient 18 certificats totalisant 8 900 000 actions.		
27 Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires L.R.Q., c. S-21, a. 5 et 7 et modifications	Actions	
Le fonds social autorisé de la Société est de 40 000 000 \$ divisés en 400 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le Ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 210 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.	35 000 000	35 000 000
Au 31 mars 1982, le Ministre détient 13 certificats totalisant 350 000 actions.		
28 Société québécoise d'initiatives pétrolières L.R.Q., c. S-22, a. 4, 6, 7, 8 et 9 et modifications	Actions	
Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisés en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 800 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.	107 500 000	85 000 000
Au 31 mars 1982, le Ministre détient 16 certificats totalisant 1 700 000 actions. Un solde de 132 500 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-96.		
29 Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel L.R.Q., c. S-16, a. 22 et 23 et modifications	Actions	
	600	600
30 Société inter-port de Québec L.R.Q., c. s-18, a. 11 et 12 et modifications	Actions	
	600	600
	1 200	1 200
Le fonds social autorisé de chacune de ces Sociétés est de 1 000 \$ divisés en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60% et 40%.		
Le Ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de chacune de ces Sociétés. Il est, de plus, autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de chacune de ces Sociétés détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du Ministre canadien indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans chacune de ces Sociétés.		
Au 31 mars 1982, le Ministre des Finances, dans chacune de ces Sociétés, a versé 600 \$ et le Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme détient, de chacune de ces Sociétés, un certificat de 600 actions.		

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces entreprises dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter les états financiers de ces entreprises ou le volume «états financiers des entreprises du gouvernement du Québec» publié annuellement qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités		
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Bagotville	A	8 27/64
4	Beauceville	A	8 27/64
5	Bécancour	A	8 27/64
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 27/64
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 27/64
10	Berthierville	A	8 27/64
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 27/64
13	Boucherville	A	8 27/64
14	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 27/64
17	Chambly	A	8 27/64
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charny	A	8 27/64
20	Châteauguay	A	8 27/64
21	Chénier	A	8 27/64
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi-nord	A	8 27/64
24	Cloridorme	A	8 1/8
25	Deux-Montagnes	A	8 1/8
26	Deux-Montagnes	B	8,4977
27	Dorion	A	8 27/64
28	Dorion	A	8 27/64
29	East-Broughton	A	8 27/64
30	Escoumins	A	8 1/8
31	Gaspé	A	8 27/64
32	Gatineau	A	8 1/8
33	Giffard (Beauport)	B	6,948
34	Grande-lle	A	8 27/64
35	Grande-Rivière	A	8 27/64
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 27/64
38	Iberville	A	8 27/64
39	Kingsbury	A	8 1/8
40	Lachute	B	9,6455
41	Lac-Mégantic	A	8 27/64
42	La Pocatière	A	8 1/8
43	La Providence	A	8 27/64
44	Lauzon	B	7,9396
45	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
46	Lévis	A	8 27/64
47	Lévis	B	7,4869
48	Longue-Pointe	A	8 27/64
49	Lorraine	A	8 27/64
50	Louiseville	A	8 27/64
51	Macamic	A	8 27/64
52	Maniwaki	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1982	1981	1982	1981	1982	1981
1994-12-15	783 668 \$	816 702 \$			783 668 \$	816 702 \$
2002-03-31	345 712	345 712			345 712	345 712
1995-10-01	626 067	648 873			626 067	648 873
1995-11-01	14 795	15 334			14 795	15 334
1995-03-01	126 032	131 223			126 032	131 223
2006-04-01	214 344	214 344			214 344	214 344
1995-12-01	172 492	178 775			172 492	178 775
1994-12-01	45 879	47 813			45 879	47 813
1995-03-01	46 441	48 354			46 441	48 354
1996-02-01	121 777	126 213			121 777	126 213
1994-12-15	31 316	32 636			31 316	32 636
1996-03-01	37 947	39 329			37 947	39 329
1995-06-01	59 357	61 519			59 357	61 519
1995-05-01	175 808	182 212			175 808	182 212
2005-04-01	174 585	177 515			174 585	177 515
1995-11-01	31 851	33 011			31 851	33 011
1995-05-01	135 870	140 819			135 870	140 819
2005-04-01	1 180 851	1 216 300			1 180 851	1 216 300
1995-03-01	64 561	67 220			64 561	67 220
1995-04-01	45 270	46 919			45 270	46 919
1995-06-01	35 342	36 629			35 342	36 629
1991-11-01	138 000	148 000			138 000	148 000
1995-10-01	411 091	426 066			411 091	426 066
1994-12-01	15 846	16 514			15 846	16 514
1994-12-01	20 816	21 694			20 816	21 694
2007-04-01	188 304	190 511			188 304	190 511
1995-03-01	107 199	111 615			107 199	111 615
1995-11-01	273 844	283 819			273 844	283 819
1995-12-01	67 456	69 913			67 456	69 913
1994-12-01	19 005	19 806			19 005	19 806
1996-02-01	84 110	87 174			84 110	87 174
1994-12-15	95 177	99 189			95 177	99 189
2002-03-31	164 723	164 723			164 723	164 723
1995-06-01	124 516	129 052			124 516	129 052
1996-03-31	378 405	392 190			378 405	392 190
1994-04-01	50 085	52 613			50 085	52 613
1995-03-01	45 954	47 847			45 954	47 847
1996-03-31	82 214	85 209			82 214	85 209
1994-12-15	136 282	142 027			136 282	142 027
2007-04-01	532 913	537 621	699 454 \$	703 767 \$	1 232 367	1 241 388
1995-03-01	58 894	61 320			58 894	61 320
1994-09-01	201 203	209 684			201 203	209 684
1995-08-01	528 646	547 903			528 646	547 903
2006-04-01	832 602	855 047			832 602	855 047
1994-12-01	217 414	226 578			217 414	226 578
1995-12-01	325 109	336 951			325 109	336 951
2004-04-01	2 356 218	2 356 218			2 356 218	2 356 218
1995-10-01	137 958	142 983			137 958	142 983
1995-05-01	60 848	63 065			60 848	63 065
1996-03-31	109 229	113 208			109 229	113 208
1995-12-01	64 413	66 760			64 413	66 760
1996-03-01	1 009 330	1 046 096			1 009 330	1 046 096

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités (suite)		
53	Maple Grove	A	8 ²⁷ / ₆₄
54	Matagami	C	5,5
55	Matane	A	8 ²⁷ / ₆₄
56	McMasterville	A	8 ¹ / ₈
57	Métabetchouan	A	8 ²⁷ / ₆₄
58	Mirabel	B	10,0095
59	Mistassini	A	8 ²⁷ / ₆₄
60	Murdochville	A	8 ²⁷ / ₆₄
61	Normandin	A	8 ¹ / ₈
62	Notre-Dame-de-Laterrière	A	8 ²⁷ / ₆₄
63	Notre-Dame-du-Lac	A	8 ²⁷ / ₆₄
64	Oka	B	8,2812
65	Orsainville	A	8 ²⁷ / ₆₄
66	Pont-Rouge	A	8 ²⁷ / ₆₄
67	Port-Cartier	B	7,3603
68	Port-Cartier	B	8,2048
69	Port-Cartier	B	7,7314
70	Port-Cartier	B	8,1621
71	Port-Cartier	B	8,3477
72	Port-Cartier	B	9,3933
73	Princeville	A	8 ²⁷ / ₆₄
74	Québec	B	7,5744
75	Québec	B	7,5846
76	Québec	B	7,9737
77	Québec	B	9,9091
78	Québec	B	9,4283
79	Rivière-du-Loup	A	8 ²⁷ / ₆₄
80	Rouyn	A	8 ²⁷ / ₆₄
81	Sacré-Coeur	A	8 ²⁷ / ₆₄
82	Sayabec	A	8 ¹ / ₈
83	Schefferville	A	8 ²⁷ / ₆₄
84	Sept-Îles	B	7,0181
85	Sept-Îles	B	7,2127
86	Sept-Îles	B	7,3766
87	Sept-Îles	B	7,5324
88	Sept-Îles	B	8,6548
89	Sept-Îles	B	9,831
90	Shawinigan-Sud	A	8 ²⁷ / ₆₄
91	Shipshaw	A	8 ¹ / ₈
92	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 ²⁷ / ₆₄
93	St-Basile-le-Grand	A	8 ²⁷ / ₆₄
94	St-Bernard	A	8 ²⁷ / ₆₄
95	St-Bruno	A	8 ¹ / ₈
96	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ²⁷ / ₆₄
97	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ²⁷ / ₆₄
98	St-Césaire	A	8 ²⁷ / ₆₄
99	St-Coeur-de-Marie	A	8 ²⁷ / ₆₄
100	St-David-de-l'Auberivière	B	7,2694
101	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 ²⁷ / ₆₄
102	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 ¹ / ₈
103	Ste-Anne-de-Yamachiche	A	8 ²⁷ / ₆₄

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1982	1981	1982	1981	1982	1981
1995-05-01	41 002 \$	42 496 \$			41 002 \$	42 496 \$
1990-12-01	648 028	754 322			648 028	754 322
1995-04-01	441 123	457 192			441 123	457 192
1994-09-01	37 925	39 524			37 925	39 524
1995-11-01	257 017	266 380			257 017	266 380
1997-04-01	343 281	343 281			343 281	343 281
1995-10-01	14 843	15 383			14 843	15 383
1996-02-01	460 581	477 358			460 581	477 358
1994-09-01	48 105	50 132			48 105	50 132
1985-03-01	24 374	31 247			24 374	31 247
1995-07-01	50 128	51 954			50 128	51 954
2005-04-01	480 597	486 990			480 597	486 990
1995-08-01	856 573	887 775			856 573	887 775
1995-07-01	296 513	307 314			296 513	307 314
2003-04-01	420 475	428 120	3 177 891 \$	3 200 597 \$	3 598 366	3 628 717
2006-04-01	2 746 192	2 779 883			2 746 192	2 779 883
2005-04-01	233 177	236 542			233 177	236 542
2005-04-01	311 617	315 836			311 617	315 836
2007-04-01	260 511	263 361			260 511	263 361
2007-04-01	456 126	460 328			456 126	460 328
1995-06-01	40 272	41 739			40 272	41 739
2004-04-01	535 408	544 051			535 408	544 051
2004-04-01	3 637 717	3 691 358			3 637 717	3 691 358
2005-04-01	1 265 321	1 282 937			1 265 321	1 282 937
2007-04-01	7 543 195	7 606 964			7 543 195	7 606 964
2009-04-01	390 639	393 576			390 639	393 576
1995-05-01	150 436	155 916			150 436	155 916
1995-06-01	139 222	144 293			139 222	144 293
1995-05-01	230 456	238 850			230 456	238 850
1994-12-01	39 725	41 400			39 725	41 400
1995-11-01	124 904	129 454			124 904	129 454
2002-03-31	447 342	457 518			447 342	457 518
2003-04-01	107 703	109 887			107 703	109 887
2004-04-01	1 368 576	1 393 406			1 368 576	1 393 406
2004-04-01	3 550 552	3 613 650			3 550 552	3 613 650
2006-04-01	220 740	223 517			220 740	223 517
2009-04-01	3 123 654	3 147 805			3 123 654	3 147 805
1985-03-01	43 815	56 171			43 815	56 171
1994-12-01	77 976	81 263			77 976	81 263
1996-03-31	109 229	113 208			109 229	113 208
1995-07-01	313 061	324 465			313 061	324 465
1996-03-31	45 354	47 007			45 354	47 007
1984-12-01	7 565	9 711			7 565	9 711
1995-07-01	211 956	219 677			211 956	219 677
1996-03-31	179 064	185 587			179 064	185 587
1996-02-01	211 513	219 218			211 513	219 218
1995-12-01	153 191	158 771			153 191	158 771
2003-04-01	448 328	456 578			448 328	456 578
1995-05-01	36 114	37 429			36 114	37 429
1994-12-01	27 490	28 649			27 490	28 649
1995-03-01	20 087	20 914			20 087	20 914

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités (suite)			
104	Ste-Catherine	A	8 ²⁷ / ₆₄
105	Ste-Foy	B	8,2850
106	Ste-Foy	B	9,3614
107	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
108	Ste-Marie-de-Blandford	A	8 ²⁷ / ₆₄
109	Ste-Thècle	A	8 ²⁷ / ₆₄
110	Ste-Thérèse	B	9,3594
111	Ste-Thérèse	B	9,4146
112	Ste-Thérèse	B	8,2758
113	St-Eugène	A	8 ²⁷ / ₆₄
114	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
115	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
116	St-Eustache	B	8,5359
117	St-Eustache	B	9,2891
118	St-Eustache	B	9,1454
119	St-Fabien-de-Panet	A	8 ²⁷ / ₆₄
120	St-Félicien	A	8 ²⁷ / ₆₄
121	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
122	St-Georges	A	8 ²⁷ / ₆₄
123	St-Henri-de-Lévis	B	7,1832
124	St-Hyppolite	A	8 ²⁷ / ₆₄
125	St-Hyacinthe	A	8 ²⁷ / ₆₄
126	St-Jérôme	B	8,5155
127	St-Jérôme	B	9,6175
128	St-Jovite	A	8 ²⁷ / ₆₄
129	St-Narcisse	A	8 ²⁷ / ₆₄
130	St-Narcisse-de-Beaurivage	A	8 ²⁷ / ₆₄
131	St-Pascal	A	8 ²⁷ / ₆₄
132	St-Philémon	A	8 ²⁷ / ₆₄
133	St-Raymond	A	8 ²⁷ / ₆₄
134	St-Romuald	B	7,2694
135	St-Timothée	A	8 ¹ / ₈
136	St-Tite	A	8 ²⁷ / ₆₄
137	St-Zénon	A	8 ¹ / ₈
138	Terrebonne	A	8 ²⁷ / ₆₄
139	Terrebonne	B	8,2094
140	Trois-Rivières	B	6,9939
141	Trois-Rivières	B	7,6297
142	Trois-Rivières	B	7,2551
143	Trois-Rivières	B	7,4796
144	Trois-Rivières	B	6,3008
145	Trois-Rivières	B	9,5147
146	Trois-Rivières Ouest	A	8 ²⁷ / ₆₄
147	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
148	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
149	Warwick	A	8 ²⁷ / ₆₄
150	Waterloo	A	8 ²⁷ / ₆₄

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1982	1981	1982	1981	1982	1981
1995-12-01	150 741 \$	156 232 \$			150 741 \$	156 232 \$
2006-04-01	570 346	577 257			570 346	577 257
2006-04-01	2 544 395	2 570 426			2 544 395	2 570 426
2000-11-01	1 900	2 000			1 900	2 000
1996-02-01	22 456	23 274			22 456	23 274
1996-02-01	43 415	44 996			43 415	44 996
2006-04-01	58 715	59 316			58 715	59 316
2006-04-01	173 832	175 596			173 832	175 596
2005-04-01	118 082	119 654	387 314 \$	391 744 \$	505 396	511 398
1995-03-01	78 815	82 061			78 815	82 061
1995-05-01	87 300	90 480			87 300	90 480
1996-02-01	351 746	364 559			351 746	364 559
2006-04-01	275 971	282 762			275 971	282 762
2007-04-01	423 253	431 641	489 527	489 527	912 780	921 168
2007-04-01	48 075	49 050			48 075	49 050
1996-03-31	22 521	23 341			22 521	23 341
1996-03-01	220 365	228 392			220 365	228 392
2005-04-01	370 021	375 241			370 021	375 241
1995-06-01	499 062	517 241			499 062	517 241
2002-03-31	15 654	16 003			15 654	16 003
1995-11-01	77 287	80 103			77 287	80 103
1996-03-31	58 098	60 214			58 098	60 214
2006-04-01	720 389	728 809			720 389	728 809
2009-04-01	80 326	80 909			80 326	80 909
1996-02-01	178 671	185 180			178 671	185 180
1995-03-01	38 072	39 640			38 072	39 640
1985-05-01	8 228	9 895			8 228	9 895
1995-12-01	129 743	134 469			129 743	134 469
1995-11-01	45 136	46 781			45 136	46 781
1995-05-01	78 667	81 532			78 667	81 532
2003-04-01	110 800	115 111			110 800	115 111
1994-09-01	31 529	32 858			31 529	32 858
1995-03-01	77 406	80 594			77 406	80 594
1994-09-01	19 178	19 986			19 178	19 986
1995-03-01	198 629	206 811			198 629	206 811
2006-04-01	387 311	392 059			387 311	392 059
2002-03-01	942 820	964 329			942 820	964 329
2005-04-01	282 285	286 807			282 285	286 807
2003-04-01	469 571	479 044			469 571	479 044
2004-04-01	217 472	221 364			217 472	221 364
2005-04-01	73 787	75 209			73 787	75 209
2007-04-01	1 909 600	1 928 668			1 909 600	1 928 668
1995-03-01	280 673	292 233			280 673	292 233
1995-12-01	421 948	437 319			421 948	437 319
1996-02-01	91 555	94 890			91 555	94 890
1996-02-01	357 327	370 343			357 327	370 343
1996-03-31	404 888	419 636			404 888	419 636
	<u>60 304 623</u>	<u>61 583 550</u>	<u>4 754 186</u>	<u>4 785 635</u>	<u>65 058 809</u>	<u>66 369 185</u>

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux	(suite)	
	Organismes municipaux		
151	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,445
152	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,4754
153	Communauté urbaine de Québec	B	7,3589
(MILLIERS \$)			
	Municipalités et organismes municipaux		
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	

Obligations et billets			Prêts et avances		Total		
<u>Échéance</u>	<u>1982</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1981</u>	
2002-03-31	4 982 789 \$	5 080 941 \$			4 982 789 \$	5 080 941 \$	151
2004-04-01	777 720	790 450			777 720	790 450	152
2004-04-01	1 080 630	1 098 608	2 390 697 \$	2 417 039 \$	3 471 327	3 515 647	153
	<u>6 841 139</u>	<u>6 969 999</u>	<u>2 390 697</u>	<u>2 417 039</u>	<u>9 231 836</u>	<u>9 387 038</u>	
	<u>67 145 762 \$</u>	<u>68 553 549 \$</u>	<u>7 144 883 \$</u>	<u>7 202 674 \$</u>	<u>74 290 645 \$</u>	<u>75 756 223 \$</u>	
	15 793	16 404			15 793	16 404	
	50 565	51 245	7 145	7 203	57 710	58 448	
	<u>788</u>	<u>904</u>			<u>788</u>	<u>904</u>	
	<u>67 146</u>	<u>68 553</u>	<u>7 145</u>	<u>7 203</u>	<u>74 291</u>	<u>75 756</u>	

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

		Actions	
		1982	1981
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Moins provision pour créances irrécouvrables		
	Sociétés et autres		
4	Centre agricole du Québec Inc.		
5	Centre de promotion de l'industrie agricole et alimentaire du Québec		
6	Compagnie Surgel Québec Ltée		
7	Coopératives		
8	Corporations industrielles		
9	Editions Quinze Inc.		
10	Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement		
11	Fonds renouvelable — télécommunications		
12	Gouvernement du Canada		
	Obligations remises par les commissions scolaires		
	qui se sont prévaluées de la Loi créant un fonds d'éducation,		
	L.Q. 1946, c. 21 et modifications		
13	Hôpitaux (fonds de roulement)		
14	La Sarre Air Service Ltée (Propair Inc.)	3 000 000 \$	
15	Les Abattoirs de Cailles du Québec Inc.		
16	Les Entreprises Bussièrès Ltée	3 731 677	
17	Les Ressources Camchib Inc.		
18	Navigation Sonamar Inc.	371 000	371 000 \$
19	Pêcheurs		
20	1848-7199 Québec Inc.	15 000 000	
21	Société de la Loterie Inter-provinciale Inc.	1	1
22	Syndicat des producteurs de bois de		
	l'Abitibi — Témiscamingue (U.P.A.)		
23	Syndicat des producteurs de bois du Saguenay — Lac-St-Jean		
24	Université de Sherbrooke		
		22 102 678	371 001
25	Moins provision pour créances irrécouvrables		
		22 102 678	371 001
		22 102 678 \$	371 001 \$

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1982	1981	1982	1981	1982	1981	
		11 231 186 \$	10 178 482 \$	11 231 186 \$	10 178 482 \$	1
		11 923 198	9 027 701	11 923 198	9 027 701	2
		23 154 384	19 206 183	23 154 384	19 206 183	
		4 374 145	4 820 797	4 374 145	4 820 797	3
		18 780 239	14 385 386	18 780 239 (1)	14 385 386	
		63 287	63 287	63 287	63 287	4
		601 429	256 578	601 429	256 578	5
			644 235		644 235	6
		4 627 138	5 516 403	4 627 138	5 516 403	7
		39 916 403	33 506 217	39 916 403	33 506 217	8
		81 694		81 694		9
		1 943 379	1 943 379	1 943 379	1 943 379	10
		1 500 000		1 500 000		11
505 000 \$	505 000 \$			505 000	505 000	12
		2 775 000	2 775 000	2 775 000	2 775 000	13
				3 000 000		14
		313 968	313 968	313 968	313 968	15
				3 731 677		16
		667 752	765 564	667 752	765 564	17
				371 000	371 000	18
		5 166 304	6 304 843	5 166 304	6 304 843	19
				15 000 000		20
				1	1	21
		185 000	185 000	185 000	185 000	22
		215 000		215 000		23
		5 107 330	5 107 330	5 107 330	5 107 330	24
505 000	505 000	63 163 684	57 381 804	85 771 362	58 257 805	
		3 620 577	2 933 498	3 620 577	2 933 498	25
505 000	505 000	59 543 107	54 448 306	82 150 785 (1)	55 324 307	
505 000 \$	505 000 \$	78 323 346 \$	68 833 692 \$	100 931 024 \$	69 709 693 \$	

(1) Y compris des créances radiées de 894 182 \$ à particuliers et 861 399 \$ à sociétés et autres.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES
Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

	Solde au 1er avril 1981	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1982	Montant porté à la dette nette
COMPTES À RECEVOIR					
Ministères					
Affaires sociales	550 (1)	38	512	527	15
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	93	3	90	935	845
Énergie et Ressources	323	2	321	1 747	1 426
Environnement				359	359
Loisir, Chasse et Pêche	94	12	82	117	35
Revenu	257 330	9 880	247 450	314 857	67 407
Transports	2 939		2 939	2 477	(462)
Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	56 493 (1)	749	55 744	63 611	7 867
Travaux publics et Approvisionnement	118	3	115	113	(2)
Autres (2)	50	4	46	48	2
	<u>317 990</u>	<u>10 691</u>	<u>307 299</u>	<u>384 791</u>	<u>77 492</u>
PRÊTS ET AVANCES					
Particuliers					
Étudiants	4 080	261	3 819	4 299	480
Pêcheurs	741	633	108	75	(33)
	<u>4 821</u>	<u>894</u>	<u>3 927</u>	<u>4 374</u>	<u>447</u>
Sociétés et autres					
Coopératives	509	257	252	1 065	813
Pêcheurs	144	101	43	18	(25)
Corporations agricoles	910	503	407	330	(77)
Corporations industrielles	1 370		1 370	2 208	838
	<u>2 933</u>	<u>861</u>	<u>2 072</u>	<u>3 621</u>	<u>1 549</u>
	<u>7 754</u>	<u>1 755</u>	<u>5 999</u>	<u>7 995</u>	<u>1 996</u>
Total	<u>325 744</u>	<u>12 446</u>	<u>313 298</u>	<u>392 786</u>	<u>79 488</u>

**Tableau comparatif des comptes à recevoir
(autres débiteurs)**

	31 mars 1981	31 mars 1982
Ministères		
Affaires sociales	28 222 (1)	37 483
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	13 512	13 002
Énergie et Ressources	12 928	27 363
Environnement	2 069	2 430
Loisir, Chasse et Pêche	872	1 022
Revenu	545 876	656 593
Transports	17 923	38 337
Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	120 782 (1)	134 724
Travaux publics et Approvisionnement	3 998	4 055
Autres (2)	129 182	161 645
	<u>875 364</u>	<u>1 076 654</u>

(1) Modifié pour tenir compte de la structure des ministères au 31 mars 1982.

(2) «Autres» comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et à la fin de période.

AUTRES ACTIFS

(MILLIERS \$)

	1982	1981
Gouvernement du Canada		
Dû au gouvernement du Québec	2 549	2 549
Montant capitalisé pour la période de 1867 à 1873 après révision de la dette assumée par le gouvernement du Canada, en vertu de l'article 112 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (Canada, 36 Vict., c. 30 et 47 Vict., c. 41). L'intérêt est payé semestriellement au taux annuel de 5%.		
Dû par le gouvernement du Québec	1 473	1 473
Ce montant représente le solde du compte général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la période de 1867 à 1903. Le Québec paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 4% sur ce solde.		
	1 076	1 076
Fonds des écoles communes	1 134	1 175
Ce montant représente la part du gouvernement du Québec dans un fonds permanent de 2 677 771 \$ gardé en fidéicommis par le gouvernement du Canada pour les gouvernements du Québec et de l'Ontario. Le fonds provient de la vente des terres de la Couronne réservées pour le bénéfice des écoles communes, en vertu des lois antérieures à la Confédération et il n'a pas varié depuis 1942. Le montant attribué aux provinces est révisé après chaque recensement décennal en proportion de leur population et le gouvernement du Canada paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 5% sur les parts ainsi établies. La dernière répartition du fonds a été faite après le recensement de 1981.		
	2 210	2 251

5-26
PASSIF

EMPRUNTS TEMPORAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1982

(MILLIERS \$)

	<u>Émissions</u>	<u>Remboursements</u>	<u>Solde</u>
Détail			
En monnaie du Canada			
Banque Canadienne Impériale de Commerce	972 000	972 000	
Banque Continentale du Canada	35 000	35 000	
Banque de Montréal	770 000	770 000	
Banque de Nouvelle-Écosse	424 000	424 000	
Banque Mercantile du Canada	137 000	137 000	
Banque Nationale du Canada	1 608 000	1 608 000	
Banque Royale du Canada	706 000	706 000	
Banque Toronto-Dominion	362 000	362 000	
Banque Barclays du Canada Ltée	255 000	255 000	
Banque Nationale de Paris (Canada)	80 000	80 000	
Les Services de Capitaux B.T. Ltée	30 000	30 000	
Caisse de dépôt et placement du Québec	692 000	692 000	
Banque Chase Manhattan du Canada	95 000	95 000	
Banque Chemical du Canada	40 000	40 000	
Citibank Canada	50 000	50 000	
Crédit Lyonnais Canada Ltée	345 000	345 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	80 000	80 000	
Fédération des Caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest du Québec	215 000	215 000	
Banque Morgan du Canada	775 000	775 000	
Security Pacific Bank of Canada	30 000	30 000	
Banque d'Amérique du Canada	70 000	70 000	
Société Générale S.A. (Canada) Inc.	135 000	135 000	
Billets escomptés (1)			
Banque Nationale du Canada	319 500	319 500	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	90 000	90 000	
Caisse de dépôt et placement du Québec	55 000	55 000	
Dominion Securities-Ames Ltée	437 000	437 000	
Fonds d'amortissement du Québec	15 000	15 000	
Pitfield, Mackay, Ross & Compagnie Ltée	100 000	100 000	
McLeod, Young, Weir & Compagnie Ltée	110 000	110 000	
Merrill Lynch Royal Securities Ltd.	124 000	124 000	
Midland Doherty Ltée	259 000	259 000	
Wood Gundy Ltée	61 000	61 000	
En monnaie des États-Unis (2)			
Banque de Nouvelle-Écosse	179 403	179 403 (3)	
	<u>9 655 903</u>	<u>9 655 903</u>	<u>0</u>

(1) Billets transigés sur le marché monétaire avec les institutions financières mentionnées.

(2) Équivalent canadien à la date d'émission, le 8 septembre 1981.

(3) Converti en emprunt à long terme et apparaissant à autres emprunts, page 5-44.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORD DE PERCEPTION FISCALE

(MILLIERS \$)

	<u>Diverses municipalités</u>	<u>Régie de l'assurance automobile du Québec</u>	<u>Fonds spécial olympique</u>	<u>Régie des rentes du Québec</u>	<u>Total</u>
Solde au début	11 319	106 184	(9 496)	22 711	130 718
Encaissements	270 186	203 440	109 399	1 050 352	1 633 377
Remises	(129 399)	(294 177)	(96 153)	(1 066 955)	(1 586 684)
Solde à la fin	<u>152 106</u>	<u>15 447</u>	<u>3 750</u>	<u>6 108</u>	<u>177 411</u>

COMPTES À PAYER

(MILLIERS \$)

	1982	1981
Affaires culturelles	7 034	9 289
Affaires intergouvernementales	3 628	3 188
Affaires municipales	15 837	35 590
Affaires sociales	137 261	146 682
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	22 138	23 371
Assemblée nationale	2 588	2 149
Communautés culturelles et Immigration	2 535	4 155
Communications	8 020	7 625
Conseil exécutif	31 067	25 793
Conseil du trésor	455	241
Éducation	276 289	151 829
Énergie et Ressources	30 911	22 092
Environnement	6 393	8 813
Finances	26 977	19 100
Fonction publique	54 518	42 012
Habitation et Protection du consommateur	72	
Industrie, Commerce et Tourisme	15 201	8 691
Institutions financières et Coopératives	1 167	1 138
Justice	28 926	22 638
Loisir, Chasse et Pêche	12 882	16 699
Régie de l'assurance-maladie du Québec	196 784	165 348
Revenu	11 422	10 232
Transports	73 721	56 044
Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	15 527	14 139
Travaux publics et Approvisionnement	24 818	26 104
	<u>1 006 171</u>	<u>822 962</u>

INTÉRÊTS COURUS

(MILLIERS \$)

	1982	1981
Bons du trésor	(22 317)	(7 984)
Obligations	530 808	419 602
Autres emprunts	40 670	38 399
	<u>549 161</u>	<u>450 017</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

(MILLIERS \$)

	Solde au début	Excédent des contributions et cotisations sur les pensions et autres paiements	Solde à la fin
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1 764 323	580 275	2 344 598
Régime de retraite des enseignants	432 635	289 157	721 792
Régime de retraite des fonctionnaires	163 011	94 480	257 491
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	53 849	39 381	93 230
Régime de retraite des juges et coroners	6 666	4 017	10 683
	<u>2 420 484</u>	<u>1 007 310 (1)</u>	<u>3 427 794</u>

(1) Voir détail à la page 2-6.

BONS DU TRÉSOR

(MILLIERS \$)

Continuité				
Solde du début				390 000
Plus: Émis		2 845 000		
Remboursés		<u>2 225 000</u>		<u>620 000</u>
Solde à la fin				<u>1 010 000</u>
Détail	Date d'échéance	Date d'émission	Taux de rendement	Montant
	1982-04-01	1981-10-01	19,764	25 000
	1982-04-01	1981-12-30	15,847	55 000
	1982-04-08	1982-01-07	15,195	55 000
	1982-04-15	1982-01-14	15,048	55 000
	1982-04-15	1982-03-15	15,542	20 000
	1982-04-22	1982-01-21	14,772	55 000
	1982-04-29	1982-01-28	14,823	55 000
	1982-05-06	1981-11-05	17,510	30 000
	1982-05-06	1982-02-04	15,385	55 000
	1982-05-13	1982-02-11	15,636	55 000
	1982-05-20	1982-02-18	15,402	55 000
	1982-05-20	1982-03-16	16,222	20 000
	1982-05-27	1982-02-25	15,152	55 000
	1982-06-03	1981-12-03	15,534	35 000
	1982-06-03	1982-03-04	15,783	55 000
	1982-06-10	1982-03-11	15,394	55 000
	1982-06-10	1982-03-17	14,832	20 000
	1982-06-17	1982-03-18	15,363	55 000
	1982-06-23	1982-03-25	15,818	55 000
	1982-07-08	1982-01-07	15,618	35 000
	1982-07-15	1982-03-18	14,692	20 000
	1982-08-05	1982-02-04	15,842	35 000
	1982-08-19	1982-03-19	14,660	20 000
	1982-09-02	1982-03-04	15,830	35 000
				<u>1 010 000</u>

OBLIGATIONS

(MILLIERS \$)

Sommaire

Obligations		11 450 279
Moins		
Fonds d'amortissement (voir page 5-37)		<u>111 532</u>
		<u>11 338 747</u>

Continuité

Solde au début		10 357 169 (1)
Plus		
Emprunts effectués (voir page 3-5)		<u>2 077 211</u>
		12 434 380
Moins		
Emprunts remboursés (voir page 3-8)	955 784	
Obligations annulées détenues dans les fonds d'amortissement	<u>28 317 (3)</u>	<u>984 101</u>
Solde à la fin		<u>11 450 279 (1)</u>

Détail

Négociables		
En monnaie du Canada	7 919 194	
En monnaie des États-Unis	1 255 281 (2)	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	380 510 (2)	
En monnaie de la France	17 306 (2)	
En monnaie du Japon	366 753 (2)	
En unités de compte européennes	76 443 (2)	
En monnaie de la Suisse	65 385 (2)	
En monnaie du Royaume-Uni	<u>76 755 (2)</u>	10 157 627
Remboursables à demande		
Obligations d'épargne du Québec		975 915
Non négociables		
En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	
Régime de pensions du Canada	<u>93 821</u>	<u>316 737</u>
		<u>11 450 279</u>

(1) Y compris, en obligations assumées 21 796 086 \$ au début et 17 665 874 \$ à la fin.

(2) Équivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des obligations assumées.

(3) Voir liste détaillée à la page 5-30.

OBLIGATIONS (suite)
(MILLIERS \$)

Obligations annulées		Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien
Négociables			
En monnaie du Canada			
1982-08-01	1962		315
1983-06-01	1966		85
1983-07-15	1962		271
1984-04-02	1962		349
1985-08-01	1961		320
1986-02-01	1961		283
1987-12-15	1962		313
1988-01-15	1968		389
1988-10-15	1963		468
1989-01-15	1965		402
1989-12-01	1967		45
1990-04-01	1965		407
1990-10-15	1965		405
1991-06-01	1966		712
1991-06-01	1970		12
1991-08-01	1967		364
1991-10-01	1966		375
1992-04-01	1967		419
1992-06-01	1967		419
1992-08-01	1970		211
1992-08-01	1974		1 300
1993-08-01	1972		460
1993-09-15	1968		294
1994-02-08	1971		391
1994-10-01	1968		259
1995-09-05	1973		485
1995-10-01	1970		346
1995-12-02	1970		2 000
1995-12-02	1975		248
1996-03-15	1972		445
1996-12-15	1971		1 088
1998-12-15	1973		466
1999-03-01	1974		445
1999-09-04	1974		15
1999-09-04	1974		57
1999-09-04	1975		712
1999-09-04	1976		831
2000-09-09	1975		608
2001-05-04	1976		1 455
2001-05-04	1976		2 603
			<u>21 072</u>
En monnaie des États-Unis			
1989-04-15	1968	488	525
1997-03-01	1967	431	466
1997-06-01	1971	750	758
1999-05-01	1969	367	395
2000-05-15	1975	1 054	1 084
2001-06-15	1976	1 136	1 102
2003-04-01	1973	1 314	1 314
2004-04-15	1974	1 648	1 601
		<u>7 188</u>	<u>7 245</u>
			<u>28 317</u>

OBLIGATIONS (suite)
(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
				En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
				a	b		
NÉGOCIABLES							
En monnaie du Canada							
Sériées							
1982 — 1983-04-15	1971	7½			e1	5 810	5 810
1982 — 1983-12-15	1971	7¼			e2	5 000	5 000
1982 — 1984-11-01	1973	7¼			e3	2 530	2 530
						13 340	13 340
Conventionnelles							
En monnaie du Canada							
1982-08-01	1962	6	1			31 266	31 265
1982-08-21	1979	10¼				30 000	30 000*
1982-11-07	1974(A)	10¼			f1	50 000	50 000
1983-06-01	1966	6	1			8 380	8 380
1983-07-15	1962	5¼	1			26 825	26 824
1983-11-16	1978	9				40 000	40 000
1983-12-07	1977	8½				32 000	32 000**
1983-12-15	1971	7½				5 000	5 000
1984-03-15	1972	7½				10 000	10 000
1984-04-02	1962	5¼	1 82			34 546	34 546
1984-06-18	1981	16,50		1		150 000	150 000
1984-08-21	1979	10¼				120 000	120 000***
1984-10-20	1981	17,25		2		150 000	150 000
1984-10-20	1981	17,25		2		50 000	50 000
1984-11-05	1980	13¼		3		175 000	175 000
1985-08-01	1961	5¼	1			31 624	31 623
1985-10-01	1970	9				453	453
1985-12-22	1980	13¼		4		63 000	63 000
1985-12-22	1980	13¼		4		137 000	137 000
1985-12-22	1981	13¼		4		118 000	118 000
1985-12-22	1981	13¼		4		32 000	32 000
1986-02-01	1961	5¾	1 83			28 000	27 999
1986-02-15	1982	16,50				150 000	150 000
1986-02-27	1980	13⅞				150 000	150 000
1986-03-31	1976	10				50 000	50 000
1986-04-01	1981	17,25		5		100 000	100 000
1986-04-15	1979(A)	10¼	83			50 000	50 000
1986-06-15	1964	5½	1 84			40 823	40 298
1986-06-23	1981	15,25		6		50 000	50 000
1986-12-01	1966	6¾	1		1	2 059	871
1987-03-22	1977	9¼				15	15
1987-03-22	1982	16,25		7		175 000	175 000
1987-10-15	1981(A)	18,00	86			50 000	50 000
1987-11-15	1981(A)	17,50	86			50 000	50 000
1987-12-15	1962	5¼	1 84			30 938	30 937
1988-01-15	1968	7½	1 85			38 418	38 418
1988-03-12	1982(A)	17,00	86			50 000	50 000
1988-03-30	1981	14,35			e4 f2	150 000	150 000
1988-05-01	1973	6	73			363	363
1988-05-01	1973	7				4 940	4 940
1988-05-01	1973	8				7 023	7 023
1988-10-15	1963	6	1 86			46 302	46 301
1989-01-15	1965	5½	1 86			39 773	39 772
1989-11-15	1969	8½	1 88			16	16
1989-12-01	1967	7½	1 86			4 429	4 428
1990-03-09	1981	14				100 000	100 000
1990-04-01	1965	5½	1 87			40 210	40 210
1990-10-15	1965	5¾	1 87			40 032	40 032

* Dont 250 000 détenus en placements temporaires
(A.C. 216-79)

*** Dont 2 475 000 détenus en placements temporaires
(A.C. 216-79)

** Dont 1 701 000 détenus en placements temporaires
(A.C. 3936-77)

OBLIGATIONS (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde	
				En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)			
				a	b			
Conventionnelles (suite)								
1991-06-01	1966	6	1			32 056	1	32 055
1991-06-01	1970	9¼	1 90			1 221		1 221
1991-08-01	1970	9¼	1 90			484	15	469
1991-08-01	1967	6¾	1 88			36 023	1	36 022
1991-09-30	1981	13¾		2		100 000		100 000
1991-10-01	1966	6½	1 88			37 129		37 129
1992-04-01	1967	6¼	1 89			41 507		41 507
1992-06-01	1967	6½	1 89			25 073	247	24 826
1992-08-01	1970	9¾	1 89			23 178	4 068	19 110
1992-08-01	1974	9¾	1 89			23 700	2 078	21 622
1992-08-01	1976	9¾	1 89			75 000	6 623	68 377
1992-10-01	1971	8¾	1 89			49 750	12 475	37 275
1993-08-01	1972	8¾	1 90			45 542		45 542
1993-09-15	1968	7½	1 90			29 109		29 109
1993-11-07	1981	15,00		3		100 000		100 000
1993-11-07	1981	15,00		4		100 000		100 000
1994-02-08	1971	8	1 90			38 777		38 777
1994-02-08	1973	8	1 90			44 607	477	44 130
1994-05-01	1979	10,60	89	e5		45 643		45 643
1994-05-27	1976	10¼	91			50 000		50 000
1994-05-27	1976	10¼	91			50 000		50 000
1994-10-01	1968	7½	1 91			29 200	9 149	20 051
1994-10-01	1968	7	1 91			25 689	1	25 688
1994-10-17	1979	11¼				75 000		75 000
1995-01-01	1973	8	85 92			45 000		45 000
1995-05-28	1980	12,78				200 000		200 000
1995-09-05	1973	8¾	1 91			48 030		48 030
1995-10-01	1970	9½	1 92			34 252	1	34 251
1995-11-01	1975	10,55		5		15 000		15 000
1995-11-19	1976	10¼	82 91			100 000		100 000
1995-11-19	1974	10¼	82 91			60 000		60 000
1995-11-19	1975	10¼	82 91			75 000		75 000
1995-12-02	1970	9½	1 92			22 840	1	22 839
1995-12-02	1975	9½	1 92			41 752	3 450	38 302
1995-12-22	1980	13¾		e6		62 000		62 000
1995-12-22	1980	13¾		e6		63 000		63 000
1995-12-22	1981	13¾		e6		82 000		82 000
1995-12-22	1981	13¾		e6		93 000		93 000
1996-03-15	1972	8	1 93			44 105	1	44 104
1996-10-08	1980	13,40				200 000		200 000
1996-11-01	1976	10,15		6		15 000		15 000
1996-11-06	1976	10¼	93			50 000		50 000
1996-12-15	1971	7¾	84 93			36 504	63 051*	(26 547)
1996-12-16	1977	9¾	93			125 000		125 000
1996-12-16	1978	9¾	93			110 000		110 000
1997-03-22	1977	9,75	83 93			1		1
1997-07-15	1977	9¾	94			100 000		100 000
1997-07-15	1977	9¾	94			100 000		100 000
1997-08-15	1980	12,15				200 000		200 000
1997-11-01	1977	9,80		7		15 000		15 000
1998-02-01	1978	10		8		600		600
1998-04-01	1978	10¼	93	e7		81 600		81 600
1998-06-12	1978	10	95			100 000		100 000
1998-06-12	1978	10	95			100 000		100 000
1998-11-01	1978	10,35		9		15 000		15 000
1998-12-15	1973	8½	1 95			46 074		46 074
1999-02-01	1979	10,55		10		600		600
1999-03-01	1974	8¾	1 96			44 105		44 105
1999-05-01	1979	10,7	94	e8		57 240		57 240
1999-05-01	1979	10,7	94	e8		73 172		73 172
1999-09-04	1974	10¾	1 95			2 277	40	2 237
1999-09-04	1974	10¾	1 95			34 763	612	34 151
1999-09-04	1974	10¾	1 95			35 000	957	34 043

* Montant viré du fonds d'amortissement du système rou-
tier depuis le 28 mars 1973.

OBLIGATIONS (suite)
(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde	
				En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)			
a b c d e f								
Conventionnelles (suite)								
1999-09-04	1975	10¾	1 95			70 568	1	70 567
1999-09-04	1976	10¾	1 95			82 329	1	82 328
1999-11-01	1979	12			11	15 000		15 000
2000-02-01	1980	12,85			12	600		600
2000-09-09	1975	9½	84 96		13	30 000		30 000
2000-09-09	1975	10½	1 96			56 086		56 086
2000-10-16	1978	10	96			125 000		125 000
2000-11-10	1975	9⅞	84 96		14	8 000		8 000
2000-11-10	1976	9⅞	84 96		14	16 000		16 000
2001-02-01	1981	13,77			15	600		600
2001-03-01	1976	9⅞	85 97		16	10 000		10 000
2001-03-15	1977	9¾	92 97		17	125 000		125 000
2001-05-04	1976	10¼	1 97			94 849	285	94 564
2001-05-04	1976	10¼	1 97			117 696	1	117 695
2002-02-01	1982	16,90			18	600		600
2002-06-15	1979	10,35	97			150 000		150 000
2002-12-15	1978	10	98			150 000		150 000
2002-12-15	1979	10	98			150 000		150 000
2003-04-17	1979	10⅞	98			150 000		150 000
2004-09-24	1979	10,9	99		22	125 000		125 000
2004-12-27	1979	11,7	98			75 000		75 000
						7 902 366	105 257	7 797 109
Assumées								
En monnaie du Canada								
Institut Armand-Frappier								
1982 — 1987-04-01	1964	5½, 6¼				2 830	145	2 685
Hôpital St-Luc								
1982-10-01	1962	6				658		658
						3 488	145	3 343
Total des obligations en monnaie du Canada						7 919 194	105 402	7 813 792
Conventionnelles								
En monnaie des États-Unis								
Aux États-Unis				\$ É.-U.				
1989-04-15	1968	7	1 83			43 556	1	46 855
1993-11-15	1973	note 1	1			1 500	2 169	(693)
1993-11-15	1973	note 2	1		19	15 000	3 712	11 066
1995-01-03	1974	note 3	85		20	3 000		2 975
1995-07-15	1975	note 4	1			1 000		1 030
1995-07-15	1975	note 5	1		21	16 000	243	16 093
1997-03-01	1967	5⅞	1 87			37 530		40 535
1997-06-01	1971	9	1 86			62 400	1	63 540
1997-06-01	1972	8⅞	87		e9	126 000		123 940
1999-05-01	1969	7⅞	1 84			32 536		34 967
2000-05-15	1975	9⅞	1 90			89 334	1	91 935
2001-06-15	1976	9½	1 91			90 385	1	87 654
2003-04-01	1973	7,9	1 88			109 714	1	109 699
2004-04-15	1974	9,2	1 89			132 883	1	129 126
						760 838	6 130	758 722
En Europe								
1983-01-15	1976(A)	9	78			75 000		75 161
1984-04-01	1976(A)	9	81			50 000		49 305
1985-03-01	1970(A)	9			e10	4 200		4 497
1986-07-01	1981(A)	14,75			8	75 000		90 106
1988-01-15	1973(A)	7½	81		e11	23 000		22 975

OBLIGATIONS (suite)
(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde					
				En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)							
				a	b	c	d	e	f			
Conventionnelles (suite)												
											\$ É.-U.	
1989-12-15	1981(A)	15,25	88								150 000	178 151
1995-11-01	1977(A)	9	87					e12			50 400	56 056
											427 600	476 251
Assumées												
Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal												
1982-85	1960	5⅞									3 542	3 587
1982-87	1962	5									10 459	10 591
											14 001	14 178
Total des obligations en monnaie des États-Unis												
											1 202 439	1 255 281
Notes (taux):												
1- 8% le 1973-11-15 et 8¼% le 1980-11-15				4- 8¼% le 1975-07-15 et 9¾% le 1980-07-15								
2- 8⅞% le 1973-11-15 et 8¼% le 1985-11-15				5- 8¾% le 1975-07-15 et 9¾% le 1985-07-15								
3- 9¼% le 1974-11-15, 9⅞% le 1980-01-03 et 10% le 1985-01-03												
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne												
											D.M.	
1982 — 1987-07-01	1972	6½ (A)	78					e13			60 000	18 736
1987-02-01	1977	7½ (A)	82								150 000	63 211
1987-06-01	1977	7¼ (A)	82								150 000	66 804
1985 — 1990-05-01	1978	6 (A)	85					e17			150 000	81 655
1991-09-01	1981	10¾ (A)									150 000	73 886
1992-02-15	1982	10⅞ (A)									150 000	76 218
											810 000	380 510
En monnaie de la France												
											F.F.	
1982 — 1987-06-15	1972	7½ (A)	78					e14			86 000	17 306
En monnaie du Japon												
											Yen	
1982 — 1984-09-28	1972	6,9	78					e15			6 000 000	19 610
1984 — 1990-05-23	1978	6,4	84					e19			30 000 000	146 353
1986 — 1990-01-30	1980	8,3	86					e20			20 000 000	97 070
1987 — 1993-07-27	1981	8,6	87					e21			20 000 000	103 720
											76 000 000	366 753
En unités de compte européennes												
											E.C.U.	
1982 — 1994-12-17	1979	9,25 (A)	85					e16			38 000	76 443
En monnaie de la Suisse												
											F.S.	
1985 — 1992-03-11	1982	7⅞ (A)	88					e18			100 000	65 385
En monnaie du Royaume-Uni												
											L.S.	
1987-04-01	1982 (2)	15½ (A)									35 000	76 755
											10 157 627	111 532
												10 046 095

NOTES

(A) Intérêt annuel

a) Avec fonds d'amortissement

1 — 1% du solde en cours.

82-92 — 1% du solde en cours commençant l'année indiquée, à la date anniversaire de l'émission.

b) Rachetables par le Gouvernement par anticipation l'année indiquée, à des pourcentages variant de 100 @ 104 sur préavis de 30 jours à 3 mois.

c) Échangeables

	Le ou avant	Pour des obligations venant à échéance	Taux %
1 —	1984-03-18	1996-06-18	16½ ou plus
2 —	1984-07-20	1996-10-20	17¼ ou plus
3 —	1984-05-05	1993-11-05	13¾
4 —	1985-10-22	1994-12-22	13¾ ou plus
5 —	1986-01-01	1993-04-01	17¼ ou plus
6 —	1986-03-23	1991-06-23	15¼ ou plus
7 —	1986-09-22	1997-03-22	16½ ou plus
8 —	1986-01-01	1993-07-01	14,75

d) Rétractables à 100 au gré du détenteur

- 1 — Le 1er juin 1978 ou à toutes dates de paiement.
- 2 — Le 30 mars 1984 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 3 — Le 7 novembre 1983 ou le 7 novembre 1987 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 4 — Le 7 novembre 1983 ou le 7 novembre 1989 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 5 — Le 1er novembre 1985 ou le 1er novembre 1990 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 6 — Le 1er novembre 1986 ou le 1er novembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 7 — Le 1er novembre 1987 ou le 1er novembre 1992 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 8 — Le 1er février 1988 ou le 1er février 1993 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 9 — Le 1er novembre 1988 ou le 1er novembre 1993 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 10 — Le 1er février 1989 ou le 1er février 1994 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 11 — Le 1er novembre 1989 ou le 1er novembre 1994 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 12 — Le 1er février 1990 ou le 1er février 1995 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 13 — Le 9 septembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 14 — Le 10 novembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 15 — Le 1er février 1991 ou le 1er février 1996 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 16 — Le 1er mars 1984 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 17 — Le 15 mars 1991 sur préavis entre le 15 juillet 1990 et le 15 octobre 1990.
- 18 — Le 1er février 1992 ou le 1er février 1997 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 19 — Le 15 novembre 1985 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 20 — Le 3 janvier 1985 ou le 3 janvier 1990 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 21 — Le 15 juillet 1985 si coupon boni attaché.
- 22 — Le 24 septembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois.

e) Échéant en série à raison de

- 1 — 2 905 000 par année.
- 2 — 2 500 000 par année.
- 3 — 830 000 par année et 870 000 en 1984.
- 4 — 50 000 000 par année de 1986 à 1988.
- 5 — 2¾% par année.
- 6 — 20% par année de 1991 à 1995.
- 7 — 4% par année de 1981 à 1997 et 27 200 000 le 1998-04-01.
- 8 — 2,3% par année.
- 9 — 6 000 000 par année.
- 10 — 900 000 par année.
- 11 — 1 000 000 par année de 1976 à 1983.
2 000 000 par année de 1984 à 1985.
6 000 000 par année de 1986 à 1988.
- 12 — 2 400 000 par année de 1978 à 1983.
1 800 000 par année de 1984 à 1989.
- 13 — D.M. 10 000 000 par année de 1978 à 1987.
- 14 — F.F. 9 000 000 par année de 1978 à 1980.
F.F. 12 000 000 par année de 1971 à 1983.
F.F. 15 000 000 par année de 1984 à 1986.
F.F. 17 000 000 en 1987.

OBLIGATIONS (suite)
 (MILLIERS \$)

Notes (suite)

15 — Yen	1 000 000 000 par année de 1978 à 1983.
Yen	4 000 000 000 le 28 septembre 1984.
16 — E.C.U.	1 000 000 par année de 1980 à 1988.
	2 000 000 en 1989.
	5 000 000 en 1990.
	6 000 000 par année de 1991 à 1994.
17 — D.M.	25 000 000 par année de 1985 à 1990.
18 — F.S.	4 000 000 par année de 1985 à 1991.
19 — Yen	2 400 000 000 par année de 1984 à 1989.
20 — Yen	2 000 000 000 par année de 1986 à 1989.
21 — Yen	1 600 000 000 par année de 1987 à 1992.

- f) 1) L'intérêt est net des taxes ou droits imposés présentement ou qui pourront l'être par le Canada ou aucune de ses provinces, et auxquels pourrait donner lieu la détention des obligations et des coupons par des personnes ne résidant pas au Canada. Au cas d'imposition de taxes ou droits, le Québec pourra rembourser par anticipation la somme empruntée en totalité ou en partie à des pourcentages variant de 100 à 104½. D'autre part, le prêteur pourra exiger le remboursement immédiat du prêt si le Québec est en défaut de payer le principal ou l'intérêt pour plus de 14 jours.
- 2) Le capital, la prime et les intérêts sont payés sans déduction de taxes ou droits, présents ou futurs, établis par une autorité fiscale au Canada. Si de tels droits ou taxes viennent à être imposés, le Québec devra payer les fonds complémentaires pour couvrir ces droits ou taxes. Devant cette obligation, le Québec aura le privilège de racheter la totalité des obligations en cours à leur valeur nominale.

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant
NON NÉGOCIABLES				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Aide à la croissance de l'emploi				
Diverses dates				
1991 — 1996	1971 — 1976	6,75 — 8,3919	a	222 916
Régime de pensions du Canada				
Diverses dates				
1987 — 2002	1967 — 1982	5,36 — 17,51	b	93 821
				316 737

REMBOURSABLES À DEMANDE

En monnaie du Canada

Obligations d'épargne du Québec

1982-06-01	1972	7, 7½, 7¾	c	24 321
1983-04-01	1973	7	c	31 284
1988-06-01	1978	9	c	76 283
1989-06-01	1979	10,9	c	62 688
1995-06-01	1980	14, 10,5	c	584 454
1996-06-01	1981	16, 10,5	c	196 885
				975 915

- a) Obligations émises en vertu des A.C. 715-71, 3620-73, 3811-73 et 1002-77 pour des prêts du Gouvernement du Canada au Gouvernement du Québec dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de l'émission des obligations. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.
- b) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime de rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le ministre des Finances du Canada, peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avis à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.
- c) Rachetables au pair et sur demande, à toute banque.
Le taux d'intérêt sur les obligations d'épargne a été fixé à 16% pour deux mois à compter du 1er juin 1981, à 18% pour deux mois à compter du 1er août 1981 et à 19,5% à compter du 1er octobre 1981. À compter du 1er octobre 1982, le taux d'intérêt sur ces émissions est de 10,5% jusqu'à leur échéance respective.

FONDS D'AMORTISSEMENT

(MILLIERS \$)

Continuité

Solde au début		87 578
Plus		
Versements du Fonds consolidé du revenu		
et revenu de placements		
Versements	25 630	
Escomptes sur achats	17 426	
Primes et escomptes sur ventes	1 404	
Intérêts gagnés	8 631	
		<u>53 091 (1)</u>
		140 669
Moins		
Obligations annulées au cours de		
l'année financière (voir page 5-30)	28 317	
Fonds utilisés pour remboursements		
d'emprunts spécifiques (voir page 5-42)	820	
		<u>29 137</u>
Solde à la fin		<u>111 532</u>

Détail

Obligations	
Gouvernement du Québec	83 130
Gouvernement du Canada	2 603
Garanties par le gouvernement du Québec	3 179
Autres valeurs	
Cité de St-Lambert	200
Encaisse	1 110
Intérêts courus	2 591
Bons du trésor du Québec	14 650
Certificat de dépôt	4 000
Compte à recevoir	69
	<u>111 532</u>

(1) Voir le détail par fonds aux pages 5-41 et 5-42.

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(MILLIERS \$)

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds)	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5¼	1983-07-15		497
	5¼	1984-04-02		248
	5¼	1985-08-01		615
	5¼	1987-12-15		1 085
	5½	1986-06-15		2 510
	5½	1989-01-15		1 492
	5½	1990-04-01		1 392
	5¾	1986-02-01		1 508
	5¾	1990-10-15		1 004
	5⅞	1997-03-01	965 (1)	1 042
	6	1982-08-01		417
	6	1983-06-01		710
	6	1988-10-15		1 561
	6	1991-06-01		320
	6¼	1992-04-01		981
	6½	1991-10-01		982
	6½	1992-06-01		42
	6¾	1986-12-01		5
	6¾	1991-08-01		781
	6,9	1984-09-28	190 900 (3)	624
	7	1989-04-15	2 123 (1)	2 284
	7	1994-10-01		1 022
	7	1988-05-01		5
	7½	1983-12-15		250
	7½	1988-01-15		664
	7½	1989-12-01		2 848
	7½	1993-09-15		384
	7½	1984-03-15		216
	7½	1982-1987-06-15	6 000 (2)	1 207
	7½	1988-01-15	35 (1)	35
	7⅞	1999-05-01	3 782 (1)	4 065
	7,9	2003-04-01	1 759 (1)	1 759
	8	1996-03-15		26
	8	1995-01-01		2 040
	8	1994-02-08		1 547
	8	1988-05-01		2
	8⅞	1993-08-01		470
	8½	1998-12-15		416
	8½	1983-12-07		66
	8⅞	1999-03-01		889
	8¾	1995-09-05		740
	9	1997-06-01	2 041 (1)	2 078
	9	1985-10-01		2
	9	1983-11-16		25
	9,2	2004-04-15	4 346 (1)	4 223
	9¼	1991-06-01		93
	9¼	1994-12-17	225 (4)	453
	9⅞	2001-03-01		106
	9½	1995-12-02		3 011
	9½	1995-10-01		469
	9½	2001-06-15	4 271 (1)	4 142
	9½	2000-09-09		92
	9¾	1992-08-01		13
	9¾	1992-08-01		4

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds) (suite)			Valeur nominale	
	Taux %	Échéance	En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	9 $\frac{7}{8}$	2000-05-15	7 051 (1)	7 256
	9 $\frac{7}{8}$	2000-11-10		50
	10 $\frac{1}{4}$	1995-11-19		104
	10 $\frac{1}{4}$	1995-11-19		926
	10 $\frac{1}{4}$	2001-05-04		4 002
	10 $\frac{1}{4}$	2001-05-04		1 909
	10 $\frac{1}{4}$	1984-08-21		291
	10 $\frac{1}{4}$	1982-08-21		274
	10 $\frac{3}{8}$	1999-09-04		250
	10 $\frac{1}{2}$	2000-09-09		1 949
	10 $\frac{3}{4}$	1999-09-04		4 125
	10 $\frac{3}{4}$	1999-09-04		790
	10 $\frac{3}{4}$	1999-09-04		512
	13 $\frac{1}{4}$	1985-12-22		572
	13 $\frac{1}{4}$	1984-11-05		595
	13 $\frac{3}{4}$	1995-12-22		759
	16 $\frac{1}{4}$	1987-03-22		1 000
	16 $\frac{1}{2}$	1984-06-18		500
	17 $\frac{1}{4}$	1984-10-20		3 804
				<u>83 130</u>
Gouvernement du Canada	4 $\frac{1}{2}$	1983-09-01		<u>2 603</u>
Obligations garanties par le gouvernement du Québec: Office des autoroutes du Québec	5 $\frac{3}{4}$	1989-07-15		<u>830</u>
				<u>830</u>
Hydro-Québec	5	1984-07-15	50 (1)	50
	9	1985-02-06		25
	9 $\frac{3}{4}$	2000-02-06		125
	10	1997-06-01		233
	10	2003-07-05		300
	10	2009-02-01	100 (1)	116
	10 $\frac{1}{4}$	2003-05-15		1 250
	13 $\frac{1}{4}$	2005-09-30		250
				<u>2 349</u>
AUTRES VALEURS (détenues dans le fonds)				
Cité de St-Lambert	3 $\frac{1}{2}$	1995-03-01		200
Encaisse				1 110
Intérêts courus				2 591
Bons du trésor				14 650
Certificat de dépôt				4 000
Comptes à recevoir				69
				<u>111 532</u>

(1) En dollars des États-Unis

(2) En francs français (F.F.)

(3) En yens japonais (Yen)

(4) En unités de compte européennes (E.C.U.)
(European Community Unit)

5-40

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

PROVENANCE ET UTILISATION

(MILLIERS \$)

Provenance des fonds

Du fonds consolidé du revenu et revenu
de placements

53 091 (1)

Moins:

Augmentation des intérêts courus

256

Augmentation du compte à recevoir

69

325

52 766

Valeurs échues ou vendues

143 494

196 260

Utilisation des fonds

Achats d'obligations et de billets

199 781

Plus:

Fonds utilisés pour

remboursement d'emprunts spécifiques (2)

820

200 601

Diminution du solde de banque

4 341

196 260

(1) Voir le «détail par fonds» aux pages **5-41** et **5-42**

(2) Contributions au Fonds consolidé du revenu pour le
remboursement d'emprunts (voir page **5-42**)

(1) Détail par fonds

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
1981-09-01	1969	8,50	39		39
1981-09-01	1978	8,50	26		26
1982-08-01	1962	6,00		316	316
1983-06-01	1966	6,00		85	85
1983-07-15	1962	5,25		271	271
1984-04-02	1962	5,25		349	349
1985-08-01	1961	5,25	1	319	320
1986-02-01	1961	5,75		283	283
1986-06-15	1964	5,50	116	408	524
1986-12-01	1966	6,75	285	20	305
1987-04-01	1965	6,25	35	21	56
1987-12-15	1962	5,25		313	313
1988-01-15	1968	7,50		388	388
1988-10-15	1963	6,00		468	468
1989-01-15	1965	5,50		402	402
1989-12-01	1967	7,50		45	45
1990-04-01	1965	5,50		406	406
1990-10-15	1965	5,75		404	404
1991-06-01	1966	6,00	11	328	339
1991-06-01	1970	9,25		12	12
1991-08-01	1970	9,25	4	5	9
1991-08-01	1967	6,75		364	364
1991-10-01	1966	6,50		375	375
1992-04-01	1967	6,25		419	419
1992-06-01	1967	6,50	65	255	320
1992-08-01	1970	9,75	991	234	1 225
1992-08-01	1974	9,75	558	250	808
1992-08-01	1976	9,75	1 578	750	2 328
1992-10-01	1971	8,375	2 985	498	3 483
1993-08-01	1972	8,375		460	460
1993-09-15	1968	7,50		294	294
1994-02-08	1971	8,00		391	391
1994-02-08	1973	8,00	30	446	476
1994-10-01	1968	7,00		260	260
1994-10-01	1968	7,50	2 198	292	2 490
1995-09-05	1973	8,75		485	485
1995-10-01	1970	9,50		346	346
1995-12-02	1970	9,50	1 099	902	2 001
1995-12-02	1975	9,50	1	(234)	(233)
1996-03-15	1972	8,00		446	446
1996-12-15	1971	7,75	15 548		15 548
1998-12-15	1973	8,50		465	465
1999-03-01	1974	8,625		445	445
1999-09-04	1974	10,375	9	23	32
1999-09-04	1974	10,75	126	348	474
1999-09-04	1974	10,75	206	350	556
1999-09-04	1975	10,75		713	713
1999-09-04	1976	10,75		832	832
2000-09-09	1975	10,50	3	567	570
2001-05-04	1976	10,25	77	963	1 040
2001-05-04	1976	10,25	23	1 203	1 226
			<u>26 014</u>	<u>17 985</u>	<u>43 999</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(MILLIERS \$)

(1) Détail par fonds (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie des États-Unis					
1989-04-15	1968	7,00	1	524	525
1993-11-15	1973	8, 8,25	526	18	544
1993-11-15	1973	8,125, 8,25	881	178	1 059
1995-07-15	1975	8,75, 9,375	50	193	243
1995-07-15	1975	8,25, 9,375	(12)	12	
1997-03-01	1967	5,875		466	466
1997-06-01	1971	9,00		758	758
1999-05-01	1969	7,875		394	394
2000-05-15	1975	9,875		1 084	1 084
2001-06-15	1976	9,50		1 102	1 102
2003-04-01	1973	7,90	1	1 314	1 315
2004-04-15	1974	9,20		1 602	1 602
			1 447	7 645	9 092
			27 461	25 630	53 091
Moins:					
Contributions au Fonds consolidé du revenu pour le remboursement d'emprunts					820
					52 271

**Répartition des fonds d'amortissement par fiduciaire
au 31 mars 1982**

	Valeur au pair	Équivalent canadien
Trust Général du Canada, Québec		68 447
Bank of Montréal, New York	26 438 \$É.-U.	26 965
Montréal Trust, Québec		291
Fiducie Prêt et Revenu, Québec		540
Crédit Lyonnais, Luxembourg	6 000 F.F.	1 207
Bank of Tokyo, Japon	190 900 Yens	624
Bank of Montréal, Londres	35 \$É.-U.	35
Ministère des Finances		200
Kredietbank Luxembourg	225 E.C.U.	453
Banque Nationale du Canada		9 000
		107 762*

* Excluant 3 770 273 \$ représentant l'encaisse, les intérêts courus et le compte à recevoir.

AUTRES EMPRUNTS

(MILLIERS \$)

Continuité

Solde au début	1 235 063 (1)
Plus:	
Emprunts effectués (voir page 3-4)	<u>254 401</u>
	1 489 464
Moins:	
Emprunts remboursés (voir page 3-8)	<u>2 042</u>
Solde à la fin	<u><u>1 487 422</u></u>

Détail

En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales	127 074	
Institutions universitaires (assumées)	<u>42 667</u>	169 741
En monnaie des États-Unis (Euro-dollars)		
Équivalent canadien aux dates de réalisation		1 240 760
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne (D.M.)		
Équivalent canadien aux dates de réalisation		<u>76 921</u>
		<u><u>1 487 422</u></u>

(1) Y compris en emprunts assumés 43 110 191 \$ au début et 42 667 129 \$ à la fin.

AUTRES EMPRUNTS (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Zones spéciales Projets terminés 1982 — 2009-04-01	1972 — 1979	(divers taux)	(a)		127 074
Institutions universitaires (assumées) Société centrale d'hypothèque et de logement 1982 — 2017-03-01	1960	5 1/8 — 5 3/4		39 867	
Université Concordia 1990 — 1994-03-01	1964	8		2 800	42 667
En monnaie des États-Unis (Euro-dollars)					
			\$É.-U.		
1986 — 1990-11-21	1981	15 1/8	(b) 150 000	177 480	
1986 — 1990-11-21	1979	15 3/8	(b) 400 000	432 067	
1986 — 1990-11-21	1980	15 1/4	(b) 300 000	344 790	
1984 — 1993-11-02	1978	9 3/4 (A)	(c) 100 000	116 526	
1989 — 1994-06-15	1979	9 3/4 (A)	(d) 70 000	82 053	
1989 — 1994-08-09	1979	9,85 (A)	(e) 75 000	87 844	1 240 760
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne (D.M.)					
			D.M.		
1992-02-17	1982	10,65 (A)	150 000		76 921
					<u>1 487 422</u>

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru capitalisé sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979 en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Emprunt contracté de banques européennes en 1977 pour un montant de 300 000 000 \$ échéant de 1979 à 1984 aux taux du L.I.B.O.R. 1 1/8% substitué en 1978 pour un montant de 500 000 000 \$ dont 400 000 000 \$ ont été encaissés, échéant de 1984 à 1988 au taux du L.I.B.O.R. plus 5/8 de 1% pour les 2 premières années et de 3/4 de 1% pour les années subséquentes. Substitué à nouveau en 1980 pour un montant de 1 000 000 000 \$ dont 850 000 000 \$ ont été encaissés échéant à raison de 10% en 1986, 15% en 1987, 20% en 1988, 25% en 1989 et 30% en 1990, au taux du L.I.B.O.R. plus 3/8 de 1% jusqu'au 21 novembre 1984 et 1/2 de 1% pour les années subséquentes.

Cet emprunt peut être remboursé à toute date d'intérêt sur préavis d'au moins quinze jours.

(c) Échéant à raison de 5% de 1984 à 1987, 10% de 1988 à 1992 et 30% en 1993.

(d) Échéant à raison de 6,3 millions \$ tous les 6 mois du 15 juin 1989 au 15 décembre 1993 et 7,0 millions \$ le 15 juin 1994.

(e) Échéant à raison de 6,75 millions \$ tous les 6 mois du 9 août 1989 au 9 février 1994 et 7,5 millions \$ le 9 août 1994.

(A) Taux annuel

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT
au 31 mars 1982**

(MILLIERS \$)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États- Unis (1)	En monnaie de la République fédérale d'Alle- magne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie du Royaume- Uni (1)	En unités de compte euro- péennes (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	Total
1982-1983	315 865	272 238 (2)	3 123	3 268		2 012		2 415	598 921
1983-1984	665 046	20 672	3 123	3 268		2 012		2 415	696 536
1984-1985	809 893	79 807	3 123	24 781		2 012		3 019	922 635
1985-1986	937 900	53 649	16 732	21 415		2 012		3 018	1 034 726
1986-1987	580 874	195 233	79 942	21 415		2 012		3 018	882 494
1982 — 1987	3 309 578	621 599	106 043	74 147		10 060		13 885	4 135 312
1987 — 1992	1 477 022	1 135 690	351 388	230 374	76 755	30 173	65 385	3 421	3 370 208
1992 — 1997	2 331 769	252 687		62 232		36 210			2 682 898
1997 — 2002	1 412 446	284 599							1 697 045
2002 — 2007	721 538	195 336							916 874
2007 — et plus	23 832								23 832
	<u>9 276 185</u>	<u>2 489 911</u>	<u>457 431</u>	<u>366 753</u>	<u>76 755</u>	<u>76 443</u>	<u>65 385</u>	<u>17 306</u>	<u>12 826 169</u>

Note

— Cet échéancier est établi en tenant compte des dates d'options de rachat au gré du détenteur et non au gré du Gouvernement et d'une prévision de remboursement avant échéance des obligations remboursables à demande. Il ne tient pas compte des options d'échange.

De plus, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées comme remboursements d'emprunts dans l'année où elles seront versées, diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

(1) En équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées.

(2) Incluant le remboursement de 150 000 000 \$ É.-U., soit 177 480 000 \$ en équivalent canadien. Cet emprunt apparaît à la page 5-44.

PASSIFS ÉVENTUELS

EMPRUNTS GARANTIS

(MILLIERS \$)

Sommaire

Détail page	Montant
5-47 Hydro-Québec et filiales (1)	16 269 701 (3)
5-51 Office des autoroutes du Québec (1)	28 778 (3)
5-51 Prêts aux éditeurs et libraires	407
5-51 Prêts aux étudiants (2)	360 226
5-52 Prêts aux municipalités	58 681
5-53 Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers	1 809
5-53 Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires	1 623
5-55 Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales	5 606
5-55 Prêts pour l'amélioration des fermes	38 014
5-56 Régie de l'assurance-dépôt du Québec	57 300
5-56 Régie de l'assurance-maladie du Québec	18 068
5-57 Régie des installations olympiques	673 893
5-58 Scieries Chics-Chocs Inc. (filiale de Rexfor)	1 000
5-58 Sidbec	113 550
5-59 Société de développement immobilier du Québec	30 000
5-59 Société de développement industriel du Québec	74 000
5-59 Société d'habitation du Québec	80 448
5-60 Société nationale de l'amiante	23 500
5-60 Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	1 781
	<u>17 838 385</u>

- (1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissant en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars 1982 aux taux de conversion suivants exprimés en dollar(s) canadien(s):

En monnaie des États-Unis, dollar É.-U.	=	1.2303	\$
En monnaie de la Suisse, franc suisse	=	0.6351	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, deutsche mark	=	0.5091	
En monnaie du Japon, yen	=	0.004958	
En monnaie du Royaume-Uni, livre sterling	=	2.1918	
En unités de compte européennes, E.C.U. (European Community Unit),	=	1.4366	

- (2) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

- (3) Y compris les obligations détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement (voir page 5-39)

Hydro-Québec	2 348 699 \$
Office des autoroutes du Québec	<u>830 000</u>
	<u>3 178 699 \$</u>

Hydro-Québec et filiales

L.R.Q., c. H-5 aa. 27 et 28 et modifications

Obligations négociables

(MILLIERS \$)

En monnaie du Canada

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
Hydro-Québec					
1982-11-15	1957-11-15	1012-57	5	S	12 174
1982-06-15	1960-06-15	816-60	5½	Z	20 658
1983-12-15	1960-12-15	2071-60	5½	AA	15 063
1985-03-15	1961-03-15	447-61	5½	AB	23 595
1985-11-01	1961-11-01	1974-61	5½	AC	21 353
1984-10-01	1962-10-01	1439-62	5¾	AF	33 093
1986-06-01	1963-06-01	746-63	5¼	AM	30 092
1984-03-01	1964-03-01	271-64	5½	AN	24 850
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5½	AN	1 238
1988-06-01	1964-12-01	2122-64	5½	AQ	39 059
1987-02-15	1965-02-15	177-65	5½	AR	7 376
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR	37 053
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	34 279
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	28 849
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6½	AZ	26 760
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC	23 364
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC	11 272
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	23 700
1990-03-15	1969-03-15	582-69	7¾	BH	205
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8½	BK	23 165
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9½	BM	5 406
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9½	BO	25 125
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7¾	BT	41 000
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8¾	BU	44 631
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8¼	BY	43 129
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8¼	BZ	53 850
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8¾	CA	49 334
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8¼	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8¼	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8¾	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8½	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9¾	CL	80 000
1982-09-25	1974-09-25	3312-74	10	CO	100 000
1985-02-06	1975-02-06	150-75	9	CR	20 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9¾	CR	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9¾	CR	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10¼	CU	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10¾	CY	29 171
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10¼	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10¼	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10¼	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
1989-03-27	1979-03-27	702-79	10,4	DM	15 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10¾	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10¾	DM	135 000
1989-05-15	1979-05-15	1200-79	10	DO	10 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DR	200 000
1990-04-09	1980-04-09	947-80	Flottant	DU	75 000
1985-04-15	1980-04-15	946-80	14	DV	160 000
1986-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW	200 000
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11¾	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13¼	EA	185 000
1987-09-29	1980-09-29	2963-80	13	EB	100 000
1990-12-14	1980-12-14	3776-80	13¼	ED	85 000
1984-09-24	1981-03-24	705-81	13½	EF	185 000
1984-07-09	1982-07-09	1669-81	15¾	EH	160 000
1984-09-16	1981-09-16	2449-81	17½	EL	130 000
1986-11-24	1981-11-24	3019-81	17½	EN	130 000
1987-12-09	1981-12-09	3290-81	15	EP	75 000
1987-01-21	1982-01-21	40-82	16⅞	ER	100 000
1989-03-15	1982-03-15	585-82	16½	ET	50 000
Filiales (L.Q., 1964, c. 32, A.C. 1304-64)					
Compagnie Québec Power					
1982-09-01	1962-09-01		6¼	G	9 603
Compagnie électrique du Saguenay					
1982-05-01	1962-05-01		5½	A	3 149

4 986 596

Hydro-Québec et filiales (suite)

L.R.Q., c. H-5 aa. 27 et 28 et modifications

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

En monnaie des États-Unis

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale (en milliers)	Montant
\$ É.-U.						
Hydro-Québec						
1983-02-01	1958-02-01	88-58	3¾	T	22 923	28 202
1984-07-15	1959-07-15	671-59	5	X	28 790	35 420
1988-02-15	1963-02-15	{ 205-63 334-63	5	AG	170 792	210 125
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4½	AO	50 000	61 515
1989-11-16	1964-11-16	1926-64	4¾	AP	31 875	39 216
1985-06-15	1965-06-15	1167-65	4⅝	AS	38 355	47 188
1987-01-01	1966-01-01	2226-65	5¼	AT	36 881	45 375
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5⅝	AV	43 911	54 024
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6¼	AX	27 375	33 679
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6¼	AY	42 515	52 306
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6¼	BA	37 706	46 390
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6½	BB	36 678	45 125
1989-01-15	1968-01-15	1-68	6⅞	BD	47 705	58 691
1986-08-01	1968-08-01	2206-68	7¾	BF	20 329	25 011
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7¼	BG	37 853	46 570
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8¾	BI	41 137	50 611
1995-12-15	1969-12-15	3820-69	9¾	BL	42 484	52 268
1995-03-15	1970-03-15	772-70	9¼	BN	51 412	63 252
1997-08-15	1970-08-15	2990-70	9½	BP	64 299	79 107
1985-10-01	1970-10-01	3632-70	9¼	BQ	5 700	7 013
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8¾	BR	63 626	78 279
1986-03-15	1971-03-15	780-71	8¼	BS	9 100	11 196
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8½	BV	64 860	79 797
1986-11-15	1971-11-15	3729-71	8½	BW	16 000	19 685
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7⅞	BX	88 691	109 116
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7½	CC	110 163	135 533
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8½	CF	90 327	111 129
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8¼	CI	113 674	139 853
1989-02-01	1974-02-01	383-74	8½	CJ	24 000	29 527
1999-08-01	1974-08-01	2523-74	10,7	CM	143 718	176 816
1982-11-20	1974-11-20	4030-74	10	CP	100 000	123 030
2005-01-15	1975-01-15	28-75	10¼	CQ	195 661	240 722
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9¾	CT	193 985	238 660
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	245 118	301 569
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10¼	CX	833 500	1 025 455
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	250 000	307 575
1986-11-01	1976-11-01	3695-76	8½	DB	125 000	153 788
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8¾	DC	41 675	51 273
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	102 500	126 106
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9¼	DF	225 000	276 818
1993-07-01	1978-07-01	1963-78	9½	DI	41 241	50 739
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	99 000	121 800
1993-08-22	1978-08-22	2558-78	9¾	DK	50 000	61 515
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	200 000	246 060
1999-05-15	1979-05-15	1067-79	10	DN	69 500	85 506
1994-05-10	1979-05-10	1201-79	9,85	DP	100 000	123 030
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10⅞	DQ	200 000	246 060
2009-10-15	1979-10-15	2820-79	11¼	DS	200 000	246 060
1985-02-01	1980-02-01	199-80	12½	DT	200 000	246 060
1990-01-31	1980	128-80	13¾ — 15 ⅞		750 000 (1)	922 725
1992-06-15	1980-06-15	1627-80	11½	DX	89 798	110 478
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10¾	DY	250 000	307 575
1987-10-15	1980-10-15	3202-80	12½	EC	200 000	246 060
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13¼	EC	147 850	181 900
1991-02-01	1981-02-01	60-81	13	EE	100 000	123 030
1991-07-15	1981-07-15	2020-81	16¼	EI	200 000	246 060
1991-09-01	1981-09-01	2323-81	17⅝	EK	250 000	307 575
1991-10-15	1981-10-15	2830-81	17¼	EM	150 000	184 545
1987-11-01	1981-11-01	3011-81	16⅞	EO	200 000	246 060
1992-01-15	1982-01-15	93-82	16⅞	EQ	200 000	246 060
1988-02-15	1982-02-15	165-82	16¼	ES	100 000	123 030
Filiat (L.Q., 1964, c. 32, A.C. 1304-64)						
Compagnie de pouvoir du Bas-St-Laurent						
1984-12-01	1959-12-01		5⅞	F	745	917
					<u>7 713 452</u>	<u>9 489 860*</u>

Hydro-Québec et filiales (suite)
L.R.Q., c. H-5 aa. 27 et 28 et modifications

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

En monnaie de la Suisse

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale (en milliers)	Montant
F.S.					
Hydro-Québec					
1987-12-22	1972-12-22	3731-72	6¼	80 000	50 808
1991-08-20	1976-08-20	2635-76	6	75 000	47 632
		2554-77			
1982-08-24	1977-08-24	2555-77	5¼	300 000	190 530
		2556-77			
1992-09-21	1977-09-21	2852-77	5	95 000	60 335
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3¾	123 500	78 435
1983-12-22	1980-12-22	3847-80	7	100 000	63 510
1991-08-17	1981-08-17	2115-81	7	100 000	63 510
		3207-81			
1988-12-23	1981-12-23	3208-81	7¾	300 000	190 530
		3209-81			
1992-02-18	1982-02-18	220-82	6¾	100 000	63 510
				<u>1 273 500</u>	<u>808 800*</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
Hydro-Québec					
D.M.					
1984-02-01	1969-02-01	86-69	6¾	30 000	15 273
1984-09-01	1969-09-01	2331-69	7¼	30 000	15 273
1986-09-01	1971-09-01	2874-71	8	50 000	25 455
1987-04-01	1972-04-01	907-72	6½	60 000	30 546
1988-03-01	1973-03-01	685-73	6½	60 000	30 546
1987-08-16	1977-08-16	2553-77	6½	168 500	85 783
1987-12-01	1977-12-01	4129-77	6¼	129 591	65 975
1991-12-01	1981-12-01	3206-81	10¼	150 000	76 365
				<u>678 091</u>	<u>345 216*</u>
En monnaie du Japon					
Hydro-Québec					
Yens					
1992-09-20	1977-07-28	2294-77	8½	<u>20 000 000</u>	<u>99 160*</u>
En monnaie du Royaume-Uni					
Hydro-Québec					
Livres sterling					
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	<u>40 000</u>	<u>87 672*</u>
En unités de compte européennes					
Hydro-Québec					
E.C.U.					
1988-09-16	1981-09-16	2448-81	14¼	<u>40 000</u>	<u>57 464*</u>

* Voir note (1) page 5-46

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

En monnaie du Canada

	Montant
Autres emprunts	
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:	
a) En vertu de l'arrêté en conseil 2884-79 autorisant l'émission de billets à un taux d'intérêt ne dépassant pas le taux préférentiel de la majorité des banques à charte au Canada pour des termes ne dépassant pas trois ans, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 500 000 000 \$.	220 075 (2)
b) En vertu du décret 2281-70, et des arrêtés en conseil 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêt à des taux variant de 7 ³ / ₁₆ % à 7 ¹⁵ / ₁₆ %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, à compter du 25 mars 1975.	17 399
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêt à des taux variant de 7 ¹⁵ / ₁₆ % à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux après le parachèvement du projet impliqué.	151 000
d) En vertu du décret 3461-81 autorisant l'émission de billets à ordre ne dépassant pas 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique. Ces billets viennent à échéance au plus tôt 270 jours et au plus tard 5 ans après leur date d'émission. Ils porteront intérêt à compter de leur date respective d'émission à un taux qui ne sera pas supérieur au taux majoré de 2,25% des bons du trésor émis par le gouvernement des États-Unis et ayant la même échéance. Au 31 mars 1982 ces emprunts totalisent 54 500 000 \$ E.-U.	67 051
e) En vertu des décrets 459-80, 1193-80, 1194-80, 1195-80, 1196-80 et 3462-81 autorisant une marge de crédit bancaire en devise du Canada ou des États-Unis, portant intérêt au taux de base courant au moment de l'emprunt pour un montant de 50 000 000 \$ avec chacune des banques suivantes, soit la Banque de Montréal, la Banque Royale du Canada, la Banque Nationale du Canada et pour un montant de 25 000 000 \$ avec la Banque de Commerce Canadienne Impériale, la Banque Mercantile du Canada et la Banque de Nouvelle-Écosse.	4 550
Total autres emprunts	460 075
	16 334 843
Moins fonds d'amortissement	65 142 (3)
	16 269 701

(1) D'autres garanties d'emprunts ont été autorisées par le Gouvernement dont 500 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique selon le décret 128-80 et 500 000 000 \$ en monnaie du Canada selon l'arrêté en conseil 2289-78, mais dont les emprunts n'ont pas été effectués au 31 mars 1982.

Hydro-Québec annule les obligations d'une émission achetée pour le fonds d'amortissement de la même émission.

(2) Y compris 207 674 640 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 168 800 000 \$ en monnaie des États-Unis.

(3) Y compris 46 774 776 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 38 019 000 \$ en monnaie des États-Unis, 1 489 118 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 2 925 000 D.M. en monnaie de la République fédérale d'Allemagne et 3 086 586 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 4 860 000 F.S. en monnaie de la République fédérale de Suisse.

Office des autoroutes du Québec

L.R.Q., c. A-34 et modifications

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Montant
1984-12-01	1959-12-01	1325-59	5½	G	16 880*
1989-07-15	1964-07-15	1295-64	5¾	H	33 750
					50 630
Moins fonds d'amortissement					21 852
					28 778

* Équivalent canadien d'une valeur nominale de
13 720 000 \$ payable en monnaie des États-Unis.

Prêts aux éditeurs et libraires

L.R.Q., c. G-1 et modifications

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre G-1 et modifications des Lois refondues du Québec, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du Ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du Gouvernement peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.

Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le Ministre des Finances déclare, sous sa signature, sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.

Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente loi ne peut excéder la somme de 5 000 000 \$.

Au 31 mars 1982, ces garanties de prêts formaient un montant total de

407

Prêts aux étudiants

L.R.Q., c. P-21

(MILLIERS \$)

Conformément à la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants, L.R.Q., c. P-21, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.

Au 31 mars 1982, le solde de ces prêts garantis par le gouvernement du Québec s'élevait à

360 226

Prêts aux municipalités

L.R.Q., c. D-7

(MILLIERS \$)

Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires
Obligations émises par la Commission municipale de Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.

Solde au 31 mars 1982

58 681*

Les sommes dues par la Commission municipale de Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif de Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt là d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement sur autorisation du Lieutenant-gouverneur en conseil (A.C. 2206-64).

* Détail

Montréal métropolitain: 30 126

Anjou, 92; Beaconsfield, 41; Blainville, 567;
 Boisbriand, 648; Boucherville, 583; Brossard, 19;
 Chambly, 69; Châteauguay, 201; Côte-St-Luc, 627;
 Dollard-Des-Ormeaux, 46; Dorion, 48; Dorval, 457;
 Greenfield Park, 71; Île-Perrot, 67; Lachenaie, 25;
 Lachine, 104; L'Assomption, 244; Laval, 824;
 L'Épiphanie, 19; Longueuil, 1 563; Mascouche, 151;
 McMasterville, 51; Mercier, 57; Montréal, 18 162;
 Montréal-Est, 213; Montréal-Ouest, 12; Mont-Royal, 56;
 Mont-St-Hilaire, 52; Notre-Dame-de-L'Île-Perrot, 75;
 Otterburn Park, 51; Outremont, 87; Pierrefonds, 320;
 Pincourt, 164; Pointe-Claire, 407; Repentigny, 64;
 Rosemère, 320; St-Basile-Le-Grand, 199;
 St-Bruno-de-Montarville, 189; Ste-Catherine, 61;
 St-Constant, 3; St-Eustache, 94; St-Hubert, 296;
 St-Lambert, 62; St-Laurent, 491; St-Léonard, 44;
 Ste-Thérèse, 642; Terrasse-Vaudreuil, 152;
 Terrebonne, 365; Varennes, 3; Verdun, 710;
 Westmount, 258;

Québec métropolitain: 7 277

Ancienne-Lorette, 150; Beauport, 1157; Charlesbourg,
 1 302; Charny, 796; Lévis, 305; Loretteville, 72;
 Québec, 1 813; Ste-Brigitte-de-Laval, 117;
 St-Félix-du-Cap-Rouge, 236; Ste-Foy, 222;
 St-Jean-de-Boischatel, 67; St-Romuald-d'Échemin, 14;
 Sillery, 358; Val Belair, 668.

Diverses circonscriptions électorales: 21 237

Abitibi-Est, 148; Abitibi-Ouest, 126; Argenteuil, 122;
 Arthabaska, 211; Beauce-Nord, 612; Beauce-Sud, 54;
 Beauharnois, 95; Bellechasse, 1 199; Berthier, 34;
 Bonaventure, 934; Brôme-Missisquoi, 405; Champlain,
 439; Charlevoix, 1 319; Chauveau, 213; Chicoutimi,
 190; Drummond, 182; Dubuc, 414; Duplessis, 304;
 Gaspé, 726; Gatineau, 593; Hull, 378; Huntingdon,
 108; Iberville, 70; Îles-de-la-Madeleine, 310; Johnson,
 278; Joliette-Montcalm, 69; Jonquière, 186;
 Kamouraska-Témiscouata, 178; Laurentides-Labelle,
 511; Lac-St-Jean, 98; Laprairie, 7; Laviolette, 310;
 Lotbinière, 660; Maskinongé, 131; Matane, 134;
 Matapédia, 30; Mégantic-Compton, 58;
 Montmagny-L'Islet, 194; Nicolet-Yamaska, 60; Orford,
 374; Papineau, 254; Pontiac-Témiscamingue, 86;
 Portneuf, 129; Prévost, 318; Richelieu, 582; Richmond,
 217; Rimouski, 416; Rivière-du-Loup, 215; Roberval,
 342; Rousseau, 271; Rouyn-Noranda, 596; Saguenay,
 833; St-Hyacinthe, 126; St-Jean, 505; St-Maurice, 681;
 Shefford, 392; Sherbrooke, 1 965; Trois-Rivières, 283;
 Ungava, 72; Vaudreuil-Soulanges, 166; Verchères,
 365.

Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers

L.R.Q., c. C-77 et modifications, L.R.Q., c. C-79 et modifications, L.R.Q., c. C-78 et modifications.

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre C-77 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt n'excédant pas 100 000 \$ à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1982, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

163

En vertu du chapitre C-79 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1982, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

71

En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ce prêt.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1982, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

1 575

1 809

Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires

L.R.Q., c. M-14 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 4 000 000 \$, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles ou aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires (suite)

(MILLIERS \$)

Nom et adresse de l'entreprise	Échéance	Date du cautionnement	A.C. ou décret	Taux %	Montant
Sociétés coopératives agricoles					
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990	1975-03-11	2485-74	10½	210
	1991	1976-01-05	3951-75	11	90
Chaîne coopérative du Saguenay-Lac-St-Jean, St-Bruno, Lac-St-Jean	1983	1963-04-30	143-63	6	6
	1984	1969-09-05	1264-69	9	33
Coopérative agricole du Lac-St-Pierre, Nicolet	1982	1962-11-05	873-62	5¾	18
	1983	1972-09-27	798-72	8¾	14
Coopérative de Dorchester, St-Anselme, Dorchester	1983	1963-05-17	304-63	6½	20
Couvoir coopératif St-Augustin, Portneuf	1984	1974-03-15	188-74	9½	10
Meunerie coopérative agricole St-Charles, Bellechasse	1984	1969-09-18	187-69	8½	20
Société coopérative agricole Chaudière-Etchemin, St-Anselme, Dorchester	1982	1967-10-31	2565-67	7¼	8
	1986	1971-10-21	3200-71	8½	70
Société coopérative agricole de St-Félix-de-Kingsey, Drummond	1988	1977-02-21	3118-76	11¼	75
Société coopérative agricole des Bois-Francis, Victoriaville, Arthabaska	1985	1965-04-14	392-65	6½	24
Société coopérative agricole Légubec, Rougemont, Rouville	1984	1972-10-03	2651-72	18½	32
	1987	1974-07-05	1881-74	18½	88
					<u>718</u>
Corporations exerçant des activités similaires					
Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, Boucherville, Chambly	1985	1975-06-20	1833-75	17½	885
			2217-75	17½	
Crustacés de Gaspé Ltée	1982	1981-07-09	1840-81	(1)	20
					<u>905</u>
					<u>1 623</u>

(1) Taux n'excédant pas 1% de plus que le taux de base bancaire.

Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales

L.R.Q., c. A-19

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec:

- a) garantir au nom du gouvernement du Québec et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- b) s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder 32 000 000 \$.

Nom et adresse de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Montant
Association coopérative laitière du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1969-12-15	1984-12-15	2609-69	8½	619
	1976-06-01	1991-06-01	3643-69 2896-76	9¾, 10, 10½	2 000
Coopérative agricole de la Côte-Sud, St-Jean-Port-Joli, L'Islet	1977-09-15	1992-09-15	480-77	10	1 090 (1)
Coopérative agricole régionale de Papineau, Plaisance, Papineau	1971-05-01	1986-05-01	1455-71	8½	300
Coopérative laitière du Sud de Québec, Ste-Claire, Dorchester	1969-12-15	1984-12-15	3644-69	9	273
Laiterie Cité Ltée, Québec	1975-05-15	1990-05-15	512-75	10	1 324
					<u>5 606</u>

(1) Excluant 45 400 \$ représentant des contributions à l'amortissement qui seront effectuées par le Gouvernement. (voir engagements budgétaires p. 5-63).

Prêts pour l'amélioration des fermes

L.R.Q., c. A-18 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément au chapitre A-18 et modifications des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs en vertu de la présente loi le remboursement des pertes de principal et d'intérêt qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1982, les prêts consentis s'élevaient à 575 085 111 \$ et les remboursements à 537 070 922 \$ laissant un solde de 38 014 189 \$.

38 014

Régie de l'assurance-dépôts du Québec

L.R.Q., c. A-26

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 54 de la Loi sur l'assurance-dépôts du Québec, le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement de tout engagement de la Régie; les sommes que le Gouvernement peut être appelé à payer sont prises sur le Fonds consolidé du revenu.

En vertu du décret 1102-80, le ministre des Finances est autorisé à garantir le paiement en capital et intérêt, pour un montant total, en capital, n'excédant pas 15 000 000 \$ des emprunts contractés ou devant être contractés par la Régie pour faire face à ses obligations à l'égard de toute personne qui a fait un dépôt d'argent au sens de la Loi auprès de la société «Le prêt hypothécaire».

Le solde dû, en capital seulement au 31 mars 1982 est de 2 300 000 \$.

2 300

De plus, en vertu de l'article 2 du décret 1488-81, le ministre des Finances est autorisé à garantir le paiement en capital et intérêt des prêts consentis ou devant être consentis par la Société d'assurance-dépôts du Canada à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec aux termes de l'article 1 du présent décret et de l'article 5 de l'accord intervenu le 22 janvier 1969 entre la Société et la Régie.

Selon l'article 1 de ce décret, le montant total en capital en cours à un moment donné ne devra pas excéder 100 000 000 \$ en monnaie du Canada. Ces prêts seront d'une durée d'au plus 1 an et porteront intérêt au taux établi conformément à l'article 5 de l'accord intervenu le 22 janvier 1969 entre la Société et la Régie.

Le solde dû, en capital seulement au 31 mars 1982 est de 55 000 000 \$.

55 000

57 300

Régie de l'assurance-maladie du Québec

L.R.Q., c. R-5 et modifications

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre R-5 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie.

En décembre 1979, la Régie s'est portée acquéreur de l'immeuble abritant son siège social au prix de 18 536 894 \$. Pour financer cette acquisition, la Régie a contracté un emprunt hypothécaire de 18 536 894 \$, composé d'une part d'un montant de 15 169 684 \$ au taux de 10% et d'autre part d'un montant de 3 367 210 \$ au taux de 11,4% remboursable par versements mensuels égaux sur une période de 23 ans et 7 mois, se terminant le 11 juillet 2003.

Le solde dû, en capital seulement, au 31 mars 1982 est de 18 068 323 \$.

18 068

Régie des installations olympiques

L.R.Q., c. R-7

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

Au 31 mars 1982, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:

	Décret ou A.C.	Montant
Emprunt sur obligations		
Emprunt de la Société Canadienne de Crédit Coopératif Ltée — 100 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel correspondant au taux préférentiel des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 1er avril 1982 et échéant le 31 mars 2000.	3299-79	100 000
Emprunt de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal — 50 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel de ¼% au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 1er décembre 1983 et échéant le 1er décembre 1991.	2829-81	50 000
Emprunts sur billets		
Emprunts de banques — 360 millions \$, en monnaie des États-Unis, taux annuel égal au plus élevé du taux préférentiel de l'agent majoré de ¾% ou du taux des papiers commerciaux de 90 à 119 jours, majoré de ¾% jusqu'à échéance, remboursables en 10 versements semestriels égaux et consécutifs, le premier versement étant dû le 24 avril 1984 (360 000 000 \$ × 1,2303).	3044-78	442 908
Emprunt de Canada Permanent Trust Company — 50 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel de ¼% au-dessous du taux préférentiel des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 15 avril 1982 et échéant le 15 avril 1990.	944-80	50 000
Emprunts de banques — 90 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel égal au plus élevé de ½% au-dessus de la moyenne du taux préférentiel des banques de référence ou ½% au-dessus de la moyenne du coût des dépôts à 90 jours, des institutions financières de référence, remboursables en 11 versements semestriels d'un onzième chacun du total des emprunts effectués, déduction faite des remboursements par anticipation, le premier versement étant dû le 22 juillet 1978.	2485-76	24 545
Marge d'emprunt de 10 millions \$, en monnaie du Canada, pour la période du 15 novembre 1981 au 15 novembre 1982 au taux préférentiel des banques canadiennes.	3437-81	6 440
Marge d'emprunt de 75 millions \$, en monnaie du Canada pour la période se terminant le 31 octobre 1982 au taux préférentiel des banques canadiennes.	667-81	
		<u>673 893</u>

Scieries Chics-Chocs Inc.

A.C. 2822-77

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 22a de la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, L.R.Q., c. S-12, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Rexfor ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute telle filiale.

En vertu de l'arrêté en conseil 2822-77, le ministre de l'Industrie et du Commerce est autorisé à garantir, au nom du Gouvernement, jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$, toutes les obligations de Scieries Chics-Chocs Inc. pour le financement de ses dépenses d'opérations courantes, auprès d'institutions financières reconnues.

Au 31 mars 1982, le solde dû en capital sur des emprunts de Scieries Chics-Chocs Inc. et garanti par le Gouvernement s'élevait à 1 000 000 \$.

1 000

Sidbec

L.R.Q., c. E-14 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14 et modifications), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Au 31 mars 1976, Sidbec a émis et vendu à la Caisse de dépôt et placement du Québec six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$.

Au 31 mars 1982, le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

<u>Date d'échéance</u>	<u>Date d'émission</u>	<u>A.C.</u>	<u>Taux %</u>	<u>Série</u>	<u>Montant</u>
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9¼	A	9 050
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8¾	B	9 250
1991-09-01	1971-09-01	2996-71	9	C	9 250
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10¾	D	26 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10¼	E	30 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10¾	F	30 000
					<u>113 550</u>

Société de développement immobilier du Québec

L.R.Q., c. S-11

(MILLIERS \$)

Conformément au chapitre S-11 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.

En vertu du décret 3289-81, la Société a contracté un emprunt de 30 000 000 \$, en monnaie du Canada auprès de Victoria and Grey Trust Company par l'émission et la vente à celle-ci d'obligations série «A», datées du 8 décembre 1981 et portant intérêt à un taux annuel égal au taux préférentiel moyen des banques de référence moins ¼%. Les obligations viendront à échéance le 8 décembre 1991 et elles ne seront pas remboursables par anticipation avant le 8 juin 1982.

30 000

Société de développement industriel du Québec

L.R.Q., c. A-13 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 45 de la Loi sur l'aide au développement industriel, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

En vertu du décret 843-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «A» d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 mars 1981, à un taux d'intérêt annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins ¾% rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 24 mars 1991.

De plus, en vertu du décret 3205-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «B» d'une valeur nominale globale de 24 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 novembre 1981 et portant intérêt, à compter du 1er décembre 1981, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins ¼% rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 1er décembre 1986.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1982 et garanti par le Gouvernement est de 74 000 000 \$.

74 000

Société d'habitation du Québec

L.R.Q., c. S-8

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 89a de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société d'habitation du Québec ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

En vertu des décrets 519-80 et 3645-80, la Société est autorisée à contracter auprès d'institutions financières du secteur privé des emprunts temporaires jusqu'à concurrence d'un montant total de 120 000 000 \$ pour une période n'excédant pas un an et à un taux d'intérêt n'excédant pas le taux préférentiel des institutions financières choisies.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1982 et garanti par le Gouvernement est de 80 447 952 \$.

80 448

Société nationale de l'amiante

L.R.Q., c. S-18.2 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.

En vertu du décret 924-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «A» d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 31 mars 1981 à un taux d'intérêt annuel équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins ¾%, rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 31 mars 1996.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1982 et garanti par le Gouvernement est de 23 500 000 \$.

23 500

Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)

1950-51, c. 19; 1966, c. 22

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Montant
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	1 781

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(MILLIERS \$)

	<u>Budgétaires</u>	<u>Non budgétaires</u>
SOMMAIRE		
Autorisés par certaines lois	111 794	232 600
Pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital		
Subventions autorisées par le Gouvernement		
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	1 443*	
Institutions de santé et bien-être	714 044(1)*	
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	1 205 577*	
Société de radio-télévision du Québec	5 600*	
Régie de la Place des Arts (remplacée par la Société de la Place des Arts de Montréal le 1 ^{er} juillet 1982)	39 762	
Commissions de transport	94 239(2)	
Municipalités et communautés urbaines et régionales:		
— traitement des eaux usées	244 920	
— construction du métro	608 649	
Société québécoise d'assainissement des eaux	16 949	
Engagements du Ministre de l'Éducation pour les commissions scolaires et institutions d'enseignement	1 401 890	
Engagements du Ministre des Affaires sociales pour les institutions de santé et de bien-être	184 236	
	<u>4 517 309</u>	
Pour des dépenses en capital		
Pour des marges de crédit bancaire autorisé par le Ministre de l'Éducation en faveur des commissions scolaires pour des dépenses en capital	475 000	
Subventions autorisées par le Gouvernement		
Organismes municipaux	246 659	
Organismes de loisirs	4 064	
	<u>250 723</u>	
Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement	294 096	
	<u>5 648 922</u>	<u>232 600</u>
		<u>5 881 522</u>

(1) Excluant 195 859 000 \$ à l'égard de projets complétés par les établissements du réseau et la Corporation d'hébergement du Québec, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(2) Le montant de 94 239 341 \$ comprend 39 394 834 \$ pour des acquisitions d'immobilisations du 1^{er} janvier 1974 au 31 décembre 1979 et 54 844 507 \$ pour celles effectuées depuis le 1^{er} janvier 1980.

* Voir l'échéancier sommaire à la page 5-91.

ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(MILLIERS \$)

Autorisés par certaines lois

Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1	
Engagements au 31 mars 1982	278 568
Moins:	
Annulation d'engagements par suite de ventes et remboursements par anticipation	79 627
Engagements réels au 31 mars 1982	198 941 (1)
Moins:	
Montant payé	177 268 (2)
	21 673
Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.Q., 1969, c. 83 et modifications: subvention à la Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec, en vertu de l'article 325	3 076
Loi sur la Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10 et modifications	2 000
Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales, L.R.Q., c. A-19	45
Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8 et modifications	85 000
	111 794

(1) Les engagements autorisés par la Loi ne doivent pas excéder 225 000 000 \$.

(2) Le montant payé tient compte des recouvrements des dépenses des années antérieures.

5-64

ENGAGEMENTS (suite)**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**

(MILLIERS \$)

Autorisés par le Conseil des ministres (Décret* ou A.C.) et le Conseil du trésor (C.T.)

Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital

	Décret* ou A.C. ou C.T. *à compter du 1er janvier 1980		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Institution de soutien aux arts d'interprétation				
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	1693 230	1976-05-12 } 1979-01-31 }	1987-04-01	<u>1 443</u>
Institution de santé et de bien-être				
Alma: Hôtel-Dieu	1634	1976-05-05	1996-05-15	1 270
Amos: Hôtel-Dieu	3141	1972-10-25	1982-11-01	1 986
Arthabaska: Hôtel-Dieu	1241 3721	1977-04-20 1980-12-03	1987-05-02 1989-12-09	2 475 1 500 3 975
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	3772	1973-10-22	{1983-11-01 {1993-11-01	974 1 000 1 974
Bagotville: Hôpital de la Baie- des-Ha!-Ha! Inc.	147	1971-01-13	1982-01-15*	1 900
Beauport: Centre d'accueil Orléans	2217	1979-08-08	1984-04-01	708
Centre hospitalier Robert-Giffard	170 345 }	{1967-02-22	1987-02-01	2 449
	170	1977-01-19	1987-02-01	3 700
	2423	1979-08-29	1989-09-06	<u>1 000</u> 7 149
Centre hospitalier St-Augustin	3352 3813	1970-09-02 1978-12-13	1990-09-01 1988-12-20	360 <u>1 670</u> 2 030
Bedford: Centre local de services communautaires de Bedford	608	1982-03-17	{1983-03-30 {1984-03-30 {1985-03-30 {1987-03-30	500 550 1 500 <u>1 500</u> 4 050
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	348	1979-02-07	1989-02-15	2 000
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	1437 3480	1979-05-23 1981-12-16	{1985-06-01 {1989-06-01 1986-12-22	850 1 500 <u>3 650</u> 6 000
Chicoutimi: Hôpital de Chicoutimi Inc.	3202 3446	1977-09-28 1978-11-08	{1982-10-03 {1987-10-03 {1983-11-09 {1988-11-09	100 2 500 250 <u>2 000</u> 4 850
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier	716 605	1973-03-07 1982-03-17	1983-03-15 {1984-03-22 {1985-03-22	1 613 1 500 <u>450</u> 3 563
Cowansville: Hôpital Brôme- Missisquoi-Perkins	3967	1969-12-10	1989-11-15	640

* Le Gouvernement a autorisé le refinancement par le décret 1024-82 pour des emprunts venant à échéance le 1987-05-06 mais l'emprunt n'était pas réalisé au 1982-03-31.

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau	1127	1972-04-26	1982-05-01		1 688
Drummondville: Hôpital Ste-Croix	883	1968-03-29	1981-09-01*	2 800	
	3204	1981-11-25	{ 1984-12-07 1986-12-07	1 700 2 100	6 600
Centre hospitalier Georges-Frédéric	985	1981-03-30	1991-04-30		1 000
Gaspé: Hôtel-Dieu	1399	1973-04-17	1983-05-01	2 392	
	1489	1975-04-11	1985-04-15	2 300	
	283	1980-02-06	1995-02-15	2 350	7 042
Gatineau: Centre hospitalier de Gatineau	3399	1981-12-09	1989-12-23		5 000
Granby: Centre hospitalier de Granby	4289	1974-11-20	1994-11-01	2 500	
	2524	1976-07-21	1986-08-02	3 000	5 500
Greenfield Park: Hôpital Charles-Lemoyne	13	1978-01-05	1988-01-16	2 000	
	2441	1978-08-02	1988-08-15	2 100	4 100
Hauterive: Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive	1633	1980-06-04	{ 1986-06-12 1987-06-12 1990-06-12	700 750 1 550	3 000
Hull: Centre hospitalier régional de l'Outaouais	4921	1975-11-05	1985-11-17	2 300	
	2506	1977-08-03	1987-08-08	3 000	
	114	1978-01-18	{ 1983-01-16 1988-01-16	200 3 000	
	1632	1980-06-04	1990-06-05	2 500	11 000
Hôpital de la Piéta	2649	1980-08-27	{ 1985-09-03 1990-09-03	1 000 1 000	
	2971	1981-10-28	{ 1982-10-30 1983-10-30 1984-10-30	500 1 750 875	5 125
Corporation Hôpital Pierre-Janet	4287	1974-11-20	1994-11-15		2 400
Iberville: Résidence Champagnat d'Iberville Inc.	3400	1981-12-09	1989-12-23		2 150
Joliette: Centre hospitalier régional DeLanaudière	955	1976-03-17	1982-04-01	1 000	
	1582	1977-05-18	1983-06-01	3 000	
	107	1979-01-17	1989-01-15	2 500	
	3333	1980-10-22	{ 1985-10-31 1990-10-31 2000-10-31	3 090 1 650 1 760	
	1055	1981-04-09	{ 1986-04-30 1991-04-30	1 700 3 300	18 000

* Le Gouvernement a autorisé le refinancement par le décret 669-82 pour des emprunts venant à échéance le 1987-04-06 mais l'emprunt n'était pas réalisé au 1982-03-31.

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Jonquière: Centre hospitalier de Jonquière	2740	1972-09-20	1982-10-01 1992-10-01	1 172	1 572
	1892	1973-05-24		400	
	1351	1975-04-02			
Lasalle: Hôpital Général Lasalle	803	1971-03-03	1981-03-15*		1 415
La Tuque: Hôpital St-Joseph de La Tuque	483	1981-02-18	{ 1986-02-16 1991-02-16	600 700	1 300
Laurier Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux	2840	1981-10-14	1984-10-19		1 190
Laval:					
C.A.P.E.Q. Inc.	1392	1972-05-24	1987-01-15		170
Cité de la Santé de Laval	925	1975-03-05	1985-03-15	3 800	15 215
	5207	1975-11-26	1985-12-15	6 000	
	1742	1977-06-01	1983-06-16	2 100	
	12	1978-01-05	1988-01-16	2 065	
	2755	1981-10-07	1984-10-14	1 250	
Hôpital Général Juif	388	1967-02-22	1992-03-01		5 643
Lebel-sur-Quévillon: Centre de santé Lebel	672	1982-03-24	{ 1983-03-30 1984-03-30	500 585	1 085
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis	2023	1966-11-02	1986-11-01	1 042	7 577
	3885	1976-11-03	1986-11-15	2 200	
	174	1978-01-25	{ 1983-02-01 1988-02-01	100 1 635	
	397	1982-02-24	{ 1985-03-03 1987-03-03	1 000 1 600	
Longueuil: Centre hospitalier Pierre-Boucher	236	1981-02-24	{ 1986-02-16 1991-02-16	2 225 1 275	13 500
	3334	1980-10-22	{ 1985-10-30 1990-10-30	1 525 2 475	
	2838	1981-10-14	1984-10-27	6 000	
Loupdes-du-Blanc-Sablon: Centre Santé de la Basse-Côte-Nord	4246	1969-12-31	1990-01-15		450
Magog: Hôpital de la Providence	2053	1973-06-06	1983-08-01		280
Matagami: Centre hospitalier Isle-Dieu Inc.	1698	1979-06-13	1985-06-21 1989-06-21	500 500	1 000
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix	1413	1980-05-22	1990-05-29	2 000	3 750
	903	1981-03-18	1986-03-19	1 750	
Montmagny: Hôtel-Dieu de Montmagny	148	1971-01-13	1983-01-15	1 100	3 175
	2220	1978-07-12	{ 1983-07-20 1988-07-20	200 1 875	
Montréal:					
Centre d'accueil de la Cité-des-Prairies	3024	1977-09-15	1987-10-03		2 000
	667	1978-03-08			

* Le Gouvernement a autorisé le refinancement par le décret 1118-82 pour des emprunts venant à échéance le 1987-05-20 mais l'emprunt n'était pas réalisé au 1982-03-31.

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Centre hospitalier Jacques-Viger	482	1981-02-18	1986-02-18	2 300
Centre hospitalier J.-Henri Charbonneau	1846	1980-06-19	1988-06-26	1 575
Centre hospitalier St. Mary	1478	1976-04-21	1986-05-01	2 600
	2440	1978-08-02	{ 1983-08-22 1988-08-22	500 2 200
				5 300
Centre Marronniers	1301	1978-04-26	1988-04-20	5 500
Centre de Santé St-Henri Inc.	923	1975-03-05	1985-03-15	450
	174	1977-01-19	1987-02-02	2 500
	3812	1978-12-13	1988-12-20	1 400
				4 350
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain	3760	1977-11-10	1982-11-22	200
	2333	1978-07-19	1988-08-01	3 000
	381	1980-02-13	{ 1990-02-27 1995-02-27	750 1 250
	3960	1980-12-22	{ 1987-01-05 1991-01-05	1 775 2 025
				9 000
Domrémy Montréal	162	1968-01-24	1988-02-01	427
Hôpital Général de Montréal	2370	1979-08-22	{ 1985-09-06 1989-09-06	400 1 000
				1 400
Hôpital Jean-Talon	3229	1972-10-31	1982-11-15	2 275
	2306	1974-06-19	1984-07-03	2 500
	1012	1978-03-29	{ 1983-04-17 1988-04-17	100 3 400
	3150	1980-10-08	{ 1985-10-23 1990-10-23	2 750 1 860
				12 885
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	2082	1974-06-04	1984-06-15	1 500
	3708	1974-10-16	1984-11-01	1 900
	14	1978-01-05	{ 1983-01-16 1988-01-16	300 2 535
	1746	1978-05-31	1988-06-08	1 000
				7 235
Hôpital Maire-Clarac	4404	1973-11-28	1983-12-01	1 765
Hôpital de Montréal pour enfants	552	1975-02-05	1985-02-15	345
	3287	1978-10-25	{ 1983-11-01 1988-11-01	250 1 500
				2 095
Hôpital Notre-Dame	3090	1968-09-24	1993-10-15	1 100
	407	1977-02-09	1987-03-01	4 700
	144	1981-01-21	{ 1984-02-02 1987-02-02 1991-02-02 2001-02-02	2 000 1 950 5 250 1 000
				16 000
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	988	1981-03-30	{ 1986-04-14 1991-04-14	500 500
				1 000
Hôpital Rivière-des-Prairies	3019	1969-10-08	1987-08-15	290
Hôpital du Sacré-Cœur	3487	1970-09-17	1990-09-01	261
	34	1971-01-06	1983-01-02	2 250
	185	1973-01-23	1983-02-01	1 936
	2644	1978-08-23	1982-09-06	270
	1019	1979-04-11	1989-04-27	1 435
				6 152
Hôpital Ste-Jeanne-D'Arc de Montréal	182	1979-01-24	{ 1984-02-01 1989-02-01	460 3 000
				3 460

5-68

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)

(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Hôpital Ste-Justine	976	1965-05-11	1985-07-02	2 965	
	2336	1966-11-30	1987-01-02	1 303	
	2362	1969-08-13	1989-09-01	487	
	3191	1973-09-05	1983-09-15	920	
	179	1977-01-19	1987-01-17	5 100	
	3596	1978-11-22	1988-12-01	6 300	
	539	1982-03-10	{1985-03-17	500	
			{1987-03-17	1 300	18 875
Hôpital St-Luc	971	1972-03-29	{1982-04-15	40	
			{1992-04-15	1 000	
	3572	1977-10-26	1983-11-01	1 780	
	607	1982-03-17	{1985-03-25	1 400	
			{1987-03-25	1 450	5 670
Hôpital Santa-Cabrini	3353	1970-09-02	1987-12-31	1 713	
	1302	1978-04-26	1988-03-01	1 350	3 063
Hôtel-Dieu de Montréal	924	1975-03-05	1985-03-15	1 200	
	398	1982-02-24	{1985-03-03	1 525	
			{1987-03-03	2 275	5 000
Institut de Cardiologie de Montréal	4150	1974-11-13	1984-11-15	450	
	313	1982-02-17	{1985-02-23	675	
			{1987-02-23	1 325	2 450
Institut Philippe-Pinel	1898	1978-06-14	{1983-07-04	800	
			{1984-07-04	2 000	
			{1988-07-04	4 050	6 850
Reddy Memorial Hospital	1685	1967-06-22	1992-07-01	2 204	
	2010	1977-06-22	1982-07-04	324	2 528
Villa Notre-Dame-de-Grâce	3715	1970-01-07	1990-12-01		336
Noranda: Centre hospitalier Rouyn-Noranda	4121	1971-12-08	1991-12-15	1 500	
	4024	1973-11-08	1983-12-01	1 840	
	1938	1977-06-15	{1982-06-20	700	
			{1984-06-20	500	
			{1987-06-20	400	
	2355	1977-07-20	1983-08-01	3 425	
	2087	1979-07-31	{1985-08-09	900	
			{1989-08-09	2 000	11 265
Notre-Dame-du-Lac: Hôpital Notre-Dame-du-Lac	3397	1972-11-15	1982-12-01		910
Pierrefonds: Centre Ste-Hélène	3359	1978-11-02	1997-12-01		900
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érabie	108	1979-01-17	1989-01-19	1 500	
	2363	1979-08-22	1989-09-06	1 150	2 650
Pointe-Claire: Hôpital Général de Lakeshore	3149	1980-10-08	{1985-10-16	1 000	
			{1990-10-16	1 000	2 000
Québec: Centre d'accueil St-Antoine	655	1980-03-13	{1985-03-19	775	
			{1990-03-19	500	1 275

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Corporation d'hébergement du Québec	2304	1979-08-15	1984-08-23	3 000
	3181	1979-11-28	1989-12-06	4 000
	95	1980-01-17	{ 1990-01-25	3 500
			{ 1995-01-25	1 500
	873	1980-03-26	1995-04-08	1 850
	874	1980-03-26	1995-04-09	5 000
	1630	1980-06-04	1990-06-06	5 000
	1631	1980-06-04	1990-06-12	10 000
			{ 1985-12-11	3 100
	3722	1980-12-03	{ 1990-12-11	6 900
			{ 1995-12-11	1 000
			{ 1983-12-18	800
	3723	1980-12-03	{ 1986-12-18	1 800
			{ 1995-12-18	1 000
	3961	1980-12-22	1984-01-13	10 000
	484	1981-02-18	1996-02-26	7 000
	792	1981-03-11	{ 1987-03-23	1 175
			{ 1996-03-23	2 150
	(1) 3911	1978-12-20 }	1997-11-04	4 545
	(1) 880	1979-03-28 }		
	(1) 980	1981-03-30 }	1997-11-04	686
	3911	1978-12-20 }	1993-08-23	1 629
	880	1979-03-28 }		
	980	1981-03-30 }	1986-11-04	240
	2111	1981-08-03	1990-08-18	5 000
	2463	1981-09-10	2029-07-01	1 550
	2464	1981-09-10	2029-07-01	1 649
	2465	1981-09-10	2030-07-01	2 777
	2466	1981-09-10	2029-07-01	826
	2467	1981-09-10	2029-07-01	1 195
	2468	1981-09-10	2030-07-01	1 852
	2469	1981-09-10	2030-07-01	1 205
	2470	1981-09-10	2029-07-01	1 322
	2471	1981-09-10	2029-07-01	1 561
	2472	1981-09-10	2030-07-01	1 185
	2473	1981-09-10	2029-07-01	1 501
	2474	1981-09-10	2028-07-01	2 677
	2937	1981-10-28	2031-07-01	2 979
	2938	1981-10-28	2032-07-01	1 906
	2939	1981-10-28	2032-07-01	2 130
	2940	1981-10-28	2032-07-01	1 950
	2941	1981-10-28	2032-07-01	1 906
	2942	1981-10-28	2032-07-01	1 906
	2943	1981-10-28	2031-07-01	1 174
	2944	1981-10-28	2031-07-01	1 689
	2945	1981-10-28	2030-07-01	1 177
	2946	1981-10-28	2030-07-01	1 150
	2947	1981-10-28	2030-07-01	1 123
	2948	1981-10-28	2031-07-01	1 330
	2949	1981-10-28	2030-07-01	1 492
	2950	1981-10-28	2031-07-01	1 379
	2951	1981-10-28	2032-07-01	1 108
	2952	1981-10-28	2031-07-01	1 200
	2953	1981-10-28	2030-07-01	1 935
	2954	1981-10-28	2030-07-01	3 651
	2955	1981-10-28	2031-07-01	1 946
	2956	1981-10-28	2030-07-01	4 100
	2957	1981-10-28	2030-07-01	1 844
	2958	1981-10-28	2030-07-01	1 267
	2959	1981-10-28	2030-07-01	1 389
	2960	1981-10-28	2031-07-01	1 339
	2972	1981-10-28	1986-11-02	17 000
			{ 1982-11-10	1 500
	3016	1981-11-06	{ 1983-11-10	1 100

(1) Payable à la Communauté des soeurs de la charité
de la providence.

5-70

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)

(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Corporation d'hébergement du Québec	3124	1981-11-17	1991-11-17	1 000	
	3398	1981-12-09	{ 1984-12-17	1 975	
	105	1982-01-20	{ 1986-12-17	2 425	
			1987-01-29	10 000	
	459	1982-03-03	{ 1983-03-15	1 000	
			{ 1984-03-15	800	
			{ 1985-03-15	900	
	610	1982-03-17	2006-12-31	16 216	197 161
Hôpital Christ-Roi (Vanier)	2969	1977-0-07	1987-09-15		1 250
Hôpital de l'Enfant-Jésus	1547	1967-06-09	1987-06-01	269	
	488	1974-02-06	1984-02-15	1 600	
	1856	1977-06-08	1987-06-15	2 750	
	3203	1981-11-25	{ 1984-12-07	1 935	
			{ 1986-12-07	2 565	
			{ 1985-03-22	625	
	537	1982-03-10	{ 1987-03-22	775	10 519
Hôpital St-François-d'Assise	2671	1967-09-27	1987-10-01	115	
	4738	1970-12-22	1983-01-02	3 500	
	3964	1972-12-20	1983-01-03	3 590	
	1541	1976-04-28	1986-05-01	4 500	
	3203	1977-09-28	1982-10-04	230	
			{ 1984-05-10	750	
	1224	1979-05-02	{ 1985-05-10	750	
			{ 1989-05-10	2 400	15 835
Hôpital du St-Sacrement	4020	1974-11-06	1984-11-15	390	
	926	1975-03-05	1984-03-15	400	
	1011	1975-03-12	1985-03-15	2 100	
	606	1982-03-17	{ 1985-03-22	900	
			{ 1987-03-22	1 600	5 390
Hôtel-Dieu de Québec	4326	1976-12-22	1987-01-04	6 600	
	1747	1978-05-31	{ 1983-06-05	170	
			{ 1988-06-05	1 000	7 770
Repentigny: Hôpital Le Gardeur Inc.	3202	1981-11-25	{ 1984-12-07	2 075	
			{ 1986-12-07	2 925	5 000
Rimouski: Hôpital St-Joseph de Rimouski	710	1977-03-09	1987-03-15		3 200
Rivière-Ouelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin	3115	1979-11-21	1988-06-30		1 258
Roberval: Hôtel-Dieu de Roberval	1814	1966-10-19	1986-11-01	872	
	178	1977-01-19	1987-02-01	2 600	3 472
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation	347	1979-02-07	1994-02-15		1 800
Ste-Anne-des-Monts: Centre d'accueil Pavillon de la Montagne	3373	1976-09-29	1984-09-01		150
Hôpital des Monts	1963	1971-06-01	1989-06-15	2 000	
	3129	1973-08-29	{ 1982-09-15	18	
			{ 1983-09-15	1 088	
			{ 1993-09-15	500	3 606
St-Damien: Pavillon des Jeunes Inc.	815	1980-03-20	1988-06-30		1 423
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache	4756	1975-10-29	1985-11-05		1 950

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Ste-Foy:					
Centre d'accueil Louis-Hébert	2508	1977-08-03	1997-07-01		240
Centre Cardinal-Villeneuve Inc.	3637	1969-11-26	1989-12-01	450	
	173	1977-01-19	1987-02-01	650	1 100
Centre hospitalier de l'Université Laval	3036	1973-08-02	{ 1983-09-01	3 200	
			{ 1993-09-01	800	
	3941	1973-10-31	{ 1983-11-15	700	
			{ 1993-11-15	500	
	4959	1975-11-12	1985-12-01	5 000	
	4111	1976-11-24	1986-12-01	1 000	11 200
Hôpital Laval	794	1981-03-11	1986-03-18	2 000	
	3201	1981-11-25	1984-12-07	1 875	3 875
St-Georges Ouest: Hôtel-Dieu Notre-Dame-de-Beauce	2311	1972-08-09	1982-08-15		2 532
St-Hyacinthe: Centre hospitalier Honoré-Mercier Inc.	736	1975-02-19	1985-03-01	3 700	
	1673	1978-05-04	{ 1983-06-08	400	
			{ 1988-06-08	2 350	
	2418	1980-08-13	{ 1986-09-02	2 200	
			{ 1990-09-02	2 600	
	604	1982-03-17	{ 1985-03-22	810	
			{ 1987-03-22	590	12 650
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	957	1971-03-16	1981-04-01*	4 500	
	451	1973-02-14	1983-03-01	1 325	
	1635	1976-05-05	1986-05-15	4 875	10 700
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires des Trois-Saumons	116	1978-01-18	1988-01-19	1 600	
	67	1979-01-11	1984-01-19	580	2 180
St-Jérôme: (Terrebonne) Hôtel-Dieu de St-Jérôme	3965	1972-12-20	1983-01-03	2 639	
	1242	1977-04-20	1987-05-02	1 500	
	671	1978-03-08	1988-03-15	1 300	
	538	1982-03-10	{ 1985-03-22	2 725	
			{ 1987-03-22	2 000	10 164
St-Laurent: Centre hospitalier de St-Laurent	2839	1981-10-14	1984-10-20		2 375
St-Michel: Hôpital St-Michel	3466	1980-11-04	1990-11-13		1 500
St-Raymond: Hôpital St-Raymond	396	1982-02-24	{ 1985-03-04	750	
			{ 1987-03-04	1 500	2 250
St-Tite-des-Caps: Centre d'accueil St-Tite-des-Caps	3114	1979-11-21	1988-06-30		483
Shawinigan:					
Centre hospitalier Ste-Thérèse-de-Shawinigan	737	1975-02-19	1985-03-01		630
Hôpital régional de la Mauricie	377	1972-02-09	1982-02-15**	2 250	
	859	1976-03-10	1982-04-01	3 500	
	2005	1979-07-01	{ 1985-08-01	825	
			{ 1989-08-01	1 200	7 775

* Le Gouvernement a autorisé le refinancement par le décret 1923-82 pour des emprunts venant à échéance le 1987-08-31 mais l'emprunt n'était pas réalisé au 1982-03-31.

** Le Gouvernement a autorisé le refinancement par le décret 668-82 pour des emprunts venant à échéance le 1987-04-01 mais l'emprunt n'était pas réalisé au 1982-03-31.

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Sherbrooke:					
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	106	1974-01-09	1984-01-15	1 700	
			{ 1983-07-04	1 000	
	1999	1978-06-21	{ 1984-07-04	1 000	
			{ 1988-07-04	6 025	9 725
Corporation de l'Hôpital d'Youville	3990	1976-11-10	1986-11-17		1 565
Hôpital St-Vincent-de-Paul-de-Sherbrooke	559	1979-02-28	{ 1985-03-08	700	
			{ 1989-03-08	725	1 425
Hôtel-Dieu de Sherbrooke	1701	1966-09-28	1986-10-01	868	
	1815	1966-10-19			
	2820	1972-09-27	{ 1982-10-01	1 268	
			{ 1992-10-01	400	
	3991	1976-11-10	1986-11-15	1 910	4 446
Sorel:					
Hôpital Général de Sorel	1636	1966-09-20	1986-10-15		458
Hôtel-Dieu de Sorel	1542	1976-04-28	1986-05-01	4 375	
	1744	1981-06-23	1986-07-13	2 325	6 700
Témiscamingue:					
Centre local de services communautaires de Témiscamingue	312	1982-02-17	{ 1985-02-23	500	
			{ 1987-02-23	1 350	1 850
Thetford-Mines: Hôpital Général de la Région de l'Amiante Inc.	3428	1969-11-12	1989-11-01	640	
	2531	1970-06-30	1990-07-02	959	
	4208	1971-12-15	1991-12-15	3 400	
	4196	1976-12-08	1986-12-15	1 125	
	2221	1978-07-12	1988-07-10	1 750	7 874
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	1548	1972-06-06	1982-06-01		
	2937	1976-08-25			1 026
Val-d'Or: Centre hospitalier St-Sauveur	3860	1969-12-03	1989-12-15	784	
	2052	1973-06-06	1983-06-15	2 300	
	3293	1974-09-11	1994-09-15	3 150	6 234
	2126	1978-07-05			
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	3251	1979-12-05	1989-12-14	3 000	
	2893	1980-09-17	1990-09-25	4 000	
	1056	1981-04-09	{ 1986-04-30	2 100	
			{ 1991-04-30	3 900	13 000
Verdun:					
Centre hospitalier de Verdun	3525	1974-10-02	1984-10-15	2 000	
	1583	1977-05-18	1983-06-01	2 500	4 500
Hôpital Champlain de Verdun	3026	1970-08-07	1990-08-15	755	
	2437	1974-07-03	1984-07-15	1 500	
	1134	1977-04-13	{ 1985-04-15	300	
			{ 1987-04-15	345	2 900
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francis	405	1977-02-09	1987-02-15	2 225	
	2007	1977-06-22	1987-07-04	2 150	4 375
	2022	1977-06-22			
Total (voir l'échéancier sommaire présenté à la page 5-91)					714 044**

* Excluant la compensation financière accordée aux communautés religieuses pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée; cette compensation est

payable sur une période d'année déterminée et porte intérêts à raison de 5% par année (voir à la page suivante).

Compensation financière accordée aux communautés religieuses
pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée
(voir à la page précédente)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Amos: Hôtel-Dieu	74350	1973-09-19	1983-08-01	20
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	74351	1973-09-19	1983-08-01	80
Drummondville: Hôpital Ste-Croix	74348	1973-09-19	1983-08-01	20
Grand-Mère: Centre hospitalier Laflèche	3510	1973-09-25	1983-02-01	90
La Tuque: Hôpital St-Joseph	74349	1973-09-19	1983-08-01	60
Montréal: Hôpital Louis-H.-Lafontaine	96	1975-01-08	1985-01-01	592
Nicolet: Hôpital du Christ-Roi	74744	1973-10-01	1983-08-01	116
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	83461	1974-08-28	1983-01-01	50
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	1883	1973-05-24	1983-01-01	35
Ville-Marie (Témiscamingue): Centre hospitalier Ste-Famille	81048	1974-06-05	1983-10-01	40
				<u>1 103</u>

5-74

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Commissions scolaires régionales					
Amiante	1419	1969-05-07	1988-11-01	592	
	55955	1971-04-14	1982-07-01	40	632
Baie-des-Chaleurs	2806	1969-09-17	1989-03-01	214	
	883	1970-03-04	1989-09-01	273	
	844	1973-03-13	{ 1982-07-15	81	
			{ 1989-07-15	776	
			{ 1992-07-15	484	
	88898	1975-03-12	1986-10-15	354	
	2645	1975-07-02	{ 1984-03-01	112	
			{ 1985-03-01	65	
			{ 1995-03-01	1 168	3 527
Bas-St-Laurent	2248	1969-07-30	1989-04-01	264	
	882	1970-03-04	1989-10-01	511	
	845	1973-03-13	{ 1982-08-15	44	
			{ 1992-08-15	682	
	1435	1975-04-11	{ 1983-12-01	283	
			{ 1984-12-01	159	
			{ 1994-12-01	822	2 765
Blainville-Deux-Montagnes	886	1970-03-04	1989-11-01	187	
	3697	1970-10-07	1990-03-01	438	
	66	1971-01-06	1990-10-01	84	
	3288	1972-10-31	{ 1982-05-01	76	
			{ 1992-05-01	1 051	
	3085	1973-08-22	{ 1983-04-01	337	
			{ 1993-04-01	2 734	
			{ 1984-02-01	221	
	3316	1974-09-19	{ 1989-02-01	725	
			{ 1992-02-01	590	
			{ 1994-02-01	475	6 918
Bois-Francs	48445	1969-11-26	1988-12-01	345	
	64564	1972-06-29	1991-11-15	48	
	2673	1973-07-18	{ 1983-01-01	216	
			{ 1993-01-01	3 370	
	76068	1973-11-21	{ 1983-09-01	31	
			{ 1993-09-01	255	4 265
Carignan	3521	1970-09-17	1989-12-01	119	
	73083	1973-07-25	{ 1983-04-01	26	
			{ 1993-04-01	211	356
Chambly	52033	1970-08-06	1990-03-01	111	
	55200	1971-03-03	{ 1983-04-01	45	
			{ 1984-07-01	50	
	3287	1972-10-31	{ 1982-06-15	76	
			{ 1992-06-15	395	
	1835	1973-05-16	{ 1982-11-15	273	
			{ 1992-11-15	714	
	3649	1973-10-03	{ 1983-06-15	137	
			{ 1991-06-15	816	
			{ 1993-06-15	295	
	3643	1974-10-16	{ 1984-05-01	563	
			{ 1991-05-01	2 043	
			{ 1994-05-01	1 331	
	1436	1975-04-11	{ 1983-12-15	415	
			{ 1984-12-15	239	
			{ 1994-12-15	4 180	11 683
Charlevoix	821	1971-03-03	1990-11-01	262	
	1869	1974-05-22	{ 1984-03-01	223	
			{ 1991-03-01	1 167	
			{ 1994-03-01	759	
	87518	1975-01-22	1984-09-01	191	2 602

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Châteauguay-Valley	1661	1969-05-28	1988-10-01	559	
	3170	1971-09-15	1991-06-01	80	639
Chaudière	2809	1969-09-17	1989-01-01	546	
	4240	1971-12-15	1991-07-01	52	
	3650	1973-10-03	{1983-06-15	145	
			{1993-06-15	1 183	
	1131	1974-03-27	{1983-10-01	165	
			{1993-10-01	1 388	
	3035	1974-08-21	{1984-04-01	489	
			{1991-04-01	997	
			{1994-04-01	637	5 602
Chauveau	2694	1969-09-10	1989-06-01	112	
	3333	1969-10-29	1989-06-01	255	
	48442	1969-11-26	1988-11-01	39	
	52032	1970-08-06	1990-03-01	139	
	3519	1970-09-17	1989-11-01	299	
	3520	1970-09-17	1989-11-01	271	
	1836	1973-05-16	{1982-12-15	60	
			{1992-12-15	768	
			{1983-09-15	223	
	4709	1973-12-19	{1991-09-15	1 329	
			{1993-09-15	481	
	3317	1974-09-19	{1984-06-01	214	
			{1992-06-01	889	
			{1994-06-01	321	5 400
District of Bedford	1541	1970-04-01	1989-10-01	233	
	3315	1974-09-19	{1984-06-15	69	
			{1994-06-15	419	
	84753	1974-10-19	{1984-06-15	14	
			{1994-06-15	90	
	2646	1975-07-02	{1985-03-15	249	
			{1995-03-15	376	1 450
Eastern Townships	3329	1969-10-29	1988-11-01	290	
	1943	1970-04-23	1989-12-01	416	
	74189	1973-09-12	1983-07-15	125	
	93580	1975-08-20	1985-05-01	242	1 073
Etrie	1415	1970-03-25	1990-04-01	85	
	50628	1970-03-31	1989-11-01	145	
	102	1972-01-12	1991-09-01	85	
	2383	1972-08-09	{1982-04-15	200	
			{1992-04-15	1 232	
	3646	1974-10-16	{1984-05-15	566	
			{1991-05-15	2 059	
	1241	1975-03-26	{1994-05-15	1 341	
			1984-12-15	383	6 096
Golfe	2674	1973-07-18	{1983-01-01	198	
			{1993-01-01	3 096	
	1557	1974-05-01	{1983-11-01	533	
			{1993-11-01	2 813	
	4409	1974-12-04	{1984-08-01	596	
			{1992-08-01	2 603	
			{1994-08-01	983	
	2649	1975-07-02	{1983-04-01	78	
			{1985-04-01	93	
			{1995-04-01	829	11 822

5-76

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Grand-Portage	1664	1969-05-28	1988-11-01	402	
	876	1970-03-04	1989-08-01	207	
	3698	1970-10-07	1994-09-01	758	
	55201	1971-03-03	1985-07-01	137	
			1983-07-01	242	
	3652	1973-10-03	1989-07-01	404	
			1993-07-01	393	2 543
Harricana	878	1970-03-04	1989-09-01	162	
	1620	1971-05-05	1990-12-01	52	
	957	1972-03-28	1991-09-01	542	
	76067	1973-11-21	1983-08-01	142	
			1984-05-15	199	
	3318	1974-09-19	1994-05-15	1 196	
			1984-08-01	675	
	229	1975-01-22	1992-08-01	3 108	
			1994-08-01	1 223	
	1952	1975-05-14	1984-11-15	348	
			1994-11-15	862	8 509
Henri-Bourassa	3103	1969-10-15	1989-05-01	255	
			1982-06-15	121	
	3429	1973-09-19	1983-06-15	131	
			1993-06-15	2 051	
	84752	1974-10-09	1984-07-01	47	
			1994-07-01	281	2 886
Honoré-Mercier	1415	1969-05-07	1988-12-01	162	
	1641	1970-04-08	1989-11-01	244	
	103	1972-01-02	1991-09-01	90	
	64571	1972-06-29	1986-07-02	150	
	69356	1973-02-21	1982-09-01	21	
			1992-09-01	319	
	3086	1973-08-22	1983-02-01	156	
			1993-02-01	2 448	
	1434	1975-04-11	1986-11-01	656	4 246
Jean-Talon	2807	1969-09-17	1989-03-01	615	
	2675	1973-07-18	1983-02-01	106	
			1993-02-01	1 196	
			1983-12-15	57	
	1558	1974-05-01	1991-12-15	357	
			1993-12-15	135	
	506	1975-02-15	1985-09-01	473	2 939
Jérôme-Le-Royer	3805	1969-11-26	1989-08-01	681	
	50626	1970-03-31	1989-11-01	207	
	1213	1972-05-03	1991-09-01	129	
	2384	1972-08-09	1988-07-02	352	
	72547	1973-07-04	1982-12-01	49	1 418
Lac-St-Jean	1448	1973-04-17	1982-12-15	30	
			1992-12-15	464	
	72545	1973-07-04	1982-07-01	34	
	1242	1975-03-26	1985-01-15	404	932
Lakeshore	879	1970-03-04			
	1941	1970-04-23	1989-09-01		1 160
Lanaudière	1663	1969-05-28	1988-08-01	573	
	3332	1969-10-29	1989-06-01	130	
	2914	1974-08-14	1984-04-01	450	
	87519	1975-01-22	1984-09-01	168	1 321

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Lapointe	2328	1970-06-10	1990-02-01	277
	1144	1973-03-28	{ 1982-07-01	164
			{ 1992-07-01	2 355
	1258	1974-04-02	{ 1983-10-01	333
			{ 1990-10-01	922
			{ 1993-10-01	576
	4410	1974-12-04	{ 1984-06-01	163
			{ 1992-06-01	684
			{ 1994-06-01	251
	3941	1975-08-27	{ 1985-05-01	227
			{ 1995-05-01	265
				6 217
La Vérendrye	887	1970-03-04	1989-03-01	198
	1622	1971-05-05	1991-01-01	412
	70749	1973-04-11	1983-01-01	24
	1469	1974-04-24	{ 1983-12-01	129
			{ 1993-12-01	1 078
			{ 1984-08-01	119
	400	1975-01-29	{ 1992-08-01	508
			{ 1994-08-01	187
				2 655
Lignery	268	1970-01-21	1988-08-01	317
	50227	1970-03-11	1989-03-01	101
	1944	1970-04-23	1990-01-01	145
	53925	1970-11-25	1990-08-01	72
	1557	1973-04-27	{ 1982-10-15	190
			{ 1992-10-15	2 905
			{ 1983-10-15	46
	1259	1974-04-03	{ 1993-10-15	373
				4 149
Louis-Fréchette	3806	1969-11-26	1989-08-01	259
			{ 1984-04-15	645
	2915	1974-08-14	{ 1986-04-15	247
			{ 1994-04-15	1 546
			{ 1984-11-15	361
	885	1975-03-05	{ 1992-11-15	1 750
			{ 1994-11-15	716
				5 524
Louis-Hémon	50224	1970-03-11	1989-05-01	87
	2326	1970-06-10	1990-02-01	458
	2674	1971-07-28	1991-04-15	391
	959	1972-03-28	1991-07-01	464
	1837	1973-05-16	{ 1982-11-15	75
			{ 1992-11-15	1 173
	4213	1973-11-21	{ 1983-09-01	139
			{ 1993-09-01	1 165
			{ 1984-04-15	258
	2916	1974-08-14	{ 1988-04-15	466
			{ 1994-04-15	1 080
	393	1975-01-29	{ 1989-09-01	1 468
			{ 1994-09-01	5
				7 229
Mauricie	1417	1969-05-07	1988-12-01	386
	1656	1969-05-28		
	880	1970-03-04	1989-09-01	142
	104	1972-01-12	1991-07-01	79
	1614	1973-05-02	{ 1982-06-01	22
			{ 1992-06-01	347
			{ 1983-06-15	330
	3430	1973-09-19	{ 1990-06-15	1 651
			{ 1993-06-15	1 029
			{ 1984-04-15	142
	2917	1974-08-14	{ 1990-04-15	404
			{ 1994-04-15	400
			{ 1982-04-01	99
	2652	1975-07-02	{ 1985-04-01	357
			{ 1995-04-01	1 663
				7 051

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Meilleur	1427	1975-04-11	{ 1985-01-02 1993-01-02 1995-01-02	87 411 165	663
Monts	2950	1969-10-01	1983-03-01	344	
	2325	1970-06-10	1990-02-01	301	
	1619	1971-05-05	1990-12-01	484	
	4312	1973-11-28	{ 1983-07-15 1993-07-15	43 352	
	2350	1974-06-26	1986-03-01	597	2 121
Orléans	48443	1969-11-26	1984-01-01	79	
	1623	1971-05-05	1990-12-15	143	
	2387	1972-08-09	{ 1982-04-01 1992-04-01	187 2 925	
	1731	1973-05-10	{ 1982-10-15 1992-10-15	33 526	
	74190	1973-09-12	{ 1983-07-01 1993-07-01	9 69	3 971
Outaouais	884	1970-03-04	1989-05-01	2 656	
	958	1972-03-28	1991-08-15	259	
	1732	1973-05-10	1982-10-15	40	
	1912	1978-06-14	1987-10-15	381	
	2378	1979-08-22	1992-10-15	559	
	2851	1973-08-01	{ 1983-04-15 1993-04-15	337 2 734	
	2351	1974-06-26	{ 1984-03-01 1994-03-01	740 4 280	
	504	1975-02-05	{ 1984-09-15 1990-09-15 1994-09-15	610 1 810 1 845	16 251
Papineau	2693	1969-09-10	1989-05-01	369	
	3319	1974-09-19	1994-05-01	817	
	4412	1974-12-04	1987-07-15	845	
	1243	1975-03-26	{ 1985-01-02 1995-01-02	333 2 099	4 463
Pascal-Taché	1642	1970-04-08	1989-12-01	248	
	1145	1973-03-28	{ 1982-08-01 1992-08-01	25 402	
	72546	1973-07-04	1985-07-02	120	
	3433	1973-09-19	{ 1983-06-01 1993-06-01	141 1 140	
	1432	1975-04-11	{ 1985-02-01 1995-02-01	162 246	2 484
Péninsule	270	1970-01-21	1988-11-01	233	
	1624	1971-05-05	1991-01-01	386	
	106	1972-01-12	1991-08-15	161	
	3979	1973-10-31	{ 1983-04-01 1993-04-01	82 335	
	4314	1973-11-28	{ 1983-08-15 1991-08-15 1993-08-15	221 1 354 501	
	4413	1974-12-04	{ 1984-06-15 1992-06-15 1994-06-15	219 965 368	4 825

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Provencher	1659	1969-05-28 }	1988-09-01	722	
	269	1970-01-21 }			
	52712	1970-09-17	1990-08-01	69	
	1611	1972-06-06	1990-11-01	125	
			{ 1983-12-15	248	
	1470	1974-04-24	{ 1990-12-15	1 271	
			{ 1993-12-15	810	
	3881	1974-10-30	{ 1984-05-01	164	
			{ 1994-05-01	950	4 359
St-François	1421	1969-05-07	1988-11-01	494	
	2751	1971-08-04	1989-12-01	514	1 008
South Shore	888	1970-03-04	1994-06-01	69	
	60568	1971-12-08	{ 1991-06-15	37	
			{ 1996-06-15	121	
	70748	1973-04-11	{ 1982-10-01	20	
			{ 1992-10-01	307	
			{ 1984-11-01	148	
	1430	1975-04-11	{ 1992-11-01	644	
			{ 1994-11-01	171	1 517
Tardivel	1658	1969-05-28	1988-10-01	375	
	50226	1970-03-11	1989-08-01	200	
	2853	1973-08-01	{ 1983-02-15	110	
			{ 1993-02-15	1 771	2 456
Tilly	3330	1969-10-29 }	1989-06-01		715
	3331	1969-10-29 }			
Vaudreuil-Soulanges	877	1970-03-04	1989-06-01	314	
	2393	1972-08-09	{ 1982-04-15	26	
			{ 1992-04-15	403	
	73538	1973-08-15	1983-02-15	69	
	87517	1975-01-22	1984-09-01	160	972
Vieilles-Forges	2810	1969-09-17	1989-02-01	382	
	885	1970-03-04	1989-08-01	663	
	51611	1970-06-30	1990-02-01	116	
	3292	1972-10-31	{ 1982-06-15	116	
			{ 1992-06-15	1 810	
	2854	1973-08-01	{ 1983-02-15	66	
			{ 1993-02-15	1 033	
	3659	1974-10-16	{ 1984-07-01	230	
			{ 1994-07-01	1 425	
	1431	1975-04-11	{ 1984-12-15	461	
			{ 1994-12-15	998	7 300
Western Québec	52034	1970-08-06	1990-04-01		137
Yamaska	2808	1969-09-17	1989-02-01	325	
	881	1970-03-04	1989-10-01	262	
			{ 1984-05-01	143	
	3321	1974-09-19	{ 1990-05-01	425	
			{ 1994-05-01	432	1 587
					178 438

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Commissions scolaires locales					
Amos	91087	1975-05-28	1985-02-15		134
Argile Bleue	91088	1975-05-28	1985-02-15		126
Des Cascades l'Achigan	1437	1975-04-11	1985-02-01		239
Des Cèdres	88900	1975-03-12	1984-12-01		66
Charlesbourg	92436	1975-07-16	{ 1985-04-15 1995-04-15	174 30	204
Chaudière-Etchemin	91874	1975-06-25	{ 1984-03-15 1985-03-15	85 49	134
Chutes-Montmorency	88902	1975-03-12	1984-10-01		55
Côte-de-Beaupré	91086	1975-05-28	1985-02-15		83
Les Deux-Rives	91877	1975-06-25	{ 1985-04-01 1990-04-01	165 53	218
Granby	92435	1975-07-16	1985-04-15		272
Grande-Hermine	88899	1975-03-12	1984-12-01		48
Grand'Mère	88713 1247	1975-03-05 1975-03-26	1984-10-15 1985-01-02	40 21	61
Haute-Gatineau	88712	1975-03-05	1984-11-01		58
Industrie	91878	1975-06-25	{ 1985-04-15 1990-04-15	214 44	258
Jacques-Cartier	1248	1975-03-26	{ 1983-11-15 1984-11-15 1990-11-15 1994-11-15	137 80 705 785	1 707
Lac-St-Pierre	93950	1975-09-03	1985-05-01		102
La Jeune-Lorette	2650	1975-07-02	{ 1984-03-15 1985-03-15 1995-03-15	202 99 938	1 239
Langevin	88903 3081	1975-03-12 1975-07-23	{ 1984-11-15 1994-11-15 1985-04-15 1995-04-15	18 123 277 213	631
La Tourelle	93581	1975-08-20	1985-05-01		131
Laure-Conan	91876	1975-06-25	{ 1984-03-01 1985-03-01 1989-03-01	44 25 34	103
Malartic	91872	1975-06-25	1985-03-01		46
Normandie	88716	1975-03-05	1984-11-01		52
Normandin	91868	1975-06-25	1985-01-02		42
Pontiac	88901	1975-03-12	1984-12-01		71
Rocher Percé	88715	1975-03-05	1984-10-15		21
St-Eustache	89227	1975-03-19	1985-01-02		47
Seigneurie	93579	1975-08-20	1985-04-15		122
Sept-Îles	92437	1975-07-16	1985-04-15		250
Taillon	91873	1975-06-25	1984-10-15		137
Tracadèche	91867	1975-06-25	1985-02-15		47

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Varennes	1249	1975-03-26	1984-12-15 1994-12-15	114 <u>772</u>	886
Warwick	91871	1975-06-25	1985-02-01		<u>38</u>
					<u>7 628</u>
Commissions scolaires intégrées					
Abitibi	3522	1970-09-17	1989-11-01	263	
	4212	1973-11-21	1983-07-15	193	
	1870	1974-05-22	{ 1984-02-01 1992-02-01 1994-02-01	81 510 193	
	2213	1975-05-28	{ 1985-02-01 1995-02-01	93 <u>500</u>	1 833
Châteauguay	2249	1969-07-30	1989-05-01	349	
	4245	1971-12-15	1991-06-15	80	
	81675	1974-06-26	{ 1984-03-15 1994-03-15	27 <u>225</u>	681
Chicoutimi	1428	1970-03-25	1989-03-01	196	
	1643	1970-04-08	1989-12-15	416	
	2852	1973-08-01	{ 1983-03-01 1993-03-01	52 816	
	3320	1974-09-19	{ 1984-05-15 1991-05-15 1994-05-15	469 1 704 1 109	
	1433	1975-04-11	{ 1984-12-15 1994-12-15	295 1 776	
	91875	1975-06-25	1985-03-01	<u>191</u>	7 024
Chomedey-de-Laval	3108	1969-10-15	1988-03-01	865	
	895	1970-03-04	1989-08-01	108	
	3121	1970-08-19	1990-04-01	176	
	2040	1971-06-09	1991-01-01	364	
	1244	1975-03-26	{ 1984-10-15 1991-10-15 1994-10-15	395 1 087 502	
	3942	1975-08-27	1985-04-15	<u>717</u>	4 214
Davignon	1651	1969-05-28	1988-10-01		299
Des Îles (Îles-de-la-Madeleine)	50225	1970-03-11	1989-05-01		166
Lac-Témiscamingue	88714	1975-03-05	1984-10-01		148
Les Écores	2695	1969-09-10	1989-04-01	411	
	4348	1971-12-22	1991-06-15	71	
	1787	1972-06-21	1991-11-01	57	
	1447	1973-04-17	{ 1982-11-15 1992-11-15	158 2 549	
	89232	1975-03-19	1984-12-15	124	
	1246	1975-03-26	1985-10-01	<u>493</u>	3 863
Laurentian	1654	1969-05-28	1988-09-01		381
Laurentides	1416	1969-05-07	1988-10-01	459	
	1422				
	2651	1975-07-02	1985-03-15	<u>500</u>	959
Laurenvile	47608	1969-10-22	1989-06-01	259	
	889	1970-03-04			
	50228	1970-03-11	1988-09-01	96	
	2386	1972-08-09	{ 1982-04-01 1992-04-01	79 1 236	
	505	1975-02-05	1987-07-15	<u>606</u>	2 276

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Le Gardeur	873 } 874 }	1970-03-04	1989-03-01	323	
	56216	1971-05-05	1991-01-01	192	515
Manicouagan	2327	1970-06-10	1990-02-01	176	
	3651	1973-10-03	{ 1983-05-15 1993-05-15	638 3 349	
	93767	1975-08-27	1985-05-01	101	4 264
Mille-Îles	52714	1970-09-17	1989-11-01	107	
	105	1972-01-12	1991-07-01	345	
	66498	1972-09-20	1982-05-01	32	
	1245	1975-03-26	{ 1983-11-01 1984-11-01 1994-11-01	106 55 814	1 459
Rouyn-Noranda	2692	1969-09-10	1989-03-01	280	
	4373	1970-11-25	1990-09-01	713	
	52707	1970-09-17	1984-09-01	68	
	1446	1973-04-17	{ 1982-11-01 1992-11-01	43 670	
	84480	1974-10-02	1986-06-01	362	
	89233	1975-03-19	1985-01-02	131	2 267
St-Jérôme	1420 } 1423 }	1969-05-07	1988-11-01	283	
	48444	1969-11-26	1989-07-01	105	
	3311	1973-09-12	{ 1983-06-01 1993-06-01	202 1 641	2 231
Vallée-de-la-Matapédia	2949	1969-10-01	1989-04-01	200	
	50627	1970-03-31	1989-12-01	44	
	1953	1975-05-14	{ 1984-02-15 1989-02-15	393 374	1 011
Valleyfield	2811	1969-09-17	1989-02-01	268	
	4377	1970-11-25	1990-09-01	139	
	2750	1971-08-04	1991-04-15	412	
	38	1974-01-09	1983-07-15	182	1 001
					34 592
					220 658

Collèges d'enseignement général et professionnel

Abitibi-Témiscamingue (a)	2901	1969-09-24	1989-10-01	1 060	
	3360	1971-10-01	1981-10-15*	2 000	
	2808	1972-09-20	1992-10-01	2 000	
	849	1973-03-13	1984-03-15	3 500	8 560
Ahuntsic, Montréal	4416	1970-12-02	1982-12-15	1 600	
	4152	1971-12-08	1991-12-15	3 000	
	2371	1973-06-27	1983-07-01	1 500	
	484	1975-02-05	1985-02-15	2 500	
	5244	1975-12-03	1985-12-15	4 000	
	2599	1976-07-28	1986-08-10	4 000	
	3957	1976-11-10	1986-11-15	4 000	
	1746	1977-06-01	1987-06-15	2 500	
	51	1980-01-10	1990-01-17	1 000	
	1302	1981-05-13	1991-05-14	1 000	25 100

a) Changement du nom C.E.G.E.P. du Nord-Ouest pour C.E.G.E.P. Abitibi-Témiscamingue selon le décret 2765-81.

* Montant à refinancer

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Alma	3845	1973-10-22	1983-11-01	2 000	
	973	1975-03-12	1985-03-15	2 500	
	637	1979-03-07	1989-03-08	287	4 787
André-Laurendeau, Lasalle	156	1971-01-13	1983-02-01	1 000	
	2002	1973-05-30	1983-06-01	1 500	
	169	1974-01-16	1984-02-01	1 500	
	3638	1974-10-16	1984-11-01	3 000	
	4960	1975-11-12	1985-11-17	4 000	
	2600	1976-07-28	1986-08-02	8 000	
	1865	1977-06-08	1987-06-16	2 500	21 500
Bois-de-Boulogne, Montréal	3765	1970-10-14	1982-10-15	1 600	
	500	1976-02-25	1986-03-01	2 500	
	2860	1978-09-13	1984-09-26	750	
	744	1980-03-20	1988-09-26	1 250	
	3164	1980-10-08	1985-03-27	1 000	
			1990-10-16	1 000	8 100
Champlain (Régional), Sherbrooke	562	1973-02-21	1983-03-15	2 000	
	2848	1973-08-01	1983-08-15	2 400	
	879	1975-03-05	1993-08-15	600	
	2653	1976-08-04	1985-03-01	3 000	
	566	1977-02-23	1986-08-23	6 000	
			1987-03-01	2 000	16 000
Chicoutimi	2504	1970-06-24	2000-07-15	1 900	
	3769	1970-10-14	1984-11-01	2 000	
	4213	1974-11-20	1984-12-01	1 000	
	1870	1977-06-08	1987-06-20	500	
	637	1979-03-07	1989-03-08	1 919	7 319
Côte-Nord (Régional), Baie-Comeau	2768	1973-07-25	1993-08-01	1 500	
	152	1975-01-15	1985-01-15	2 000	
	3343	1977-10-12	1983-10-17	1 000	
	3267	1979-12-05	1994-12-14	1 000	5 500
Dawson, Montréal	2120	1969-07-16	1989-07-02	1 500	
	241	1970-01-21	1989-07-02	335	
	3405	1970-09-10	1995-10-01	1 600	
	3565	1971-10-20	1981-11-01*	2 000	
	485	1975-02-05	1981-02-15*	2 500	
	1668	1977-05-26	1983-06-06	1 500	
	2861	1978-09-13	1984-09-26	400	
			1988-09-26	600	10 435
Drummondville	1747	1977-06-01	1987-06-20		1 000
Édouard-Montpetit, Longueuil	791	1969-03-19	1994-04-01	950	
	3827	1971-11-10	1991-12-01	700	
	1963	1972-07-04	1982-07-15	3 000	
	141	1973-01-17	1983-02-01	3 000	
	848	1973-03-13	1985-03-15	4 500	
	841	1974-03-06	1984-03-15	2 000	
	2654	1976-08-04	1986-08-16	1 000	
	76	1981-01-14	1987-01-22	1 500	
	1352	1981-05-11	1991-01-22	1 000	
	1303	1981-05-13	1990-05-22	1 500	
			1986-05-14	2 028	
			1991-05-14	2 972	24 150

* Montant à refinancer.

5-84

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)

(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement		Solde du principal
	No	Date			
François-Xavier-Garneau, Québec	3766	1970-10-14	1995-10-15	1 500	
	15	1974-01-03	1984-01-15	1 000	
	3696	1977-11-02	1983-11-22	500	
	666	1980-03-13	1995-03-19	2 000	
	3473	1980-11-04	{ 1985-10-30	1 000	
			{ 1990-10-30	1 000	
	1101	1981-05-01	{ 1986-04-21	1 300	
			{ 1991-04-21	1 700	10 000
Gaspésie, Gaspé	4016	1969-12-10	1989-12-01	425	
	142	1973-01-17	1983-01-15	1 500	
	880	1975-03-05	1985-03-15	2 000	
	3453	1977-10-19	{ 1983-11-01	500	
			{ 1987-11-01	500	
	746	1980-03-20	1990-03-27	1 000	
	1753	1981-06-23	1987-07-06	1 000	6 925
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	2233	1972-07-26	{ 1982-08-01	400	
			{ 1992-08-01	2 000	
	3844	1973-10-22	1983-10-15	1 500	
	982	1974-03-13	1984-04-01	2 000	
	3958	1976-11-10	1986-11-15	2 000	
	424	1979-02-14	{ 1984-02-21	400	
			{ 1989-02-21	2 000	
	667	1980-03-13	{ 1985-03-20	2 500	
			{ 1990-03-20	1 500	
	1884	1980-06-19	{ 1985-06-26	2 600	
			{ 1990-06-26	2 400	19 300
Joliette	1407	1974-04-17	2009-05-01	3 150	
	3959	1976-11-10	1986-11-16	1 500	
	3446	1979-12-19	1990-01-11	1 000	5 650
Jonquière	2761	1968-08-21	1998-09-01	486	
	2038	1971-06-09	1983-06-15	2 000	
	4213	1974-12-01	1984-12-01	500	
	1870	1977-06-20	1987-06-20	1 000	
			{ 1983-09-29	77	
	2864	1978-09-20	{ 1984-09-29	192	
			{ 1988-09-29	808	
			{ 1998-09-29	1 308	
	637	1979-03-08	1989-03-08	751	7 122
La Pocatière	1163	1975-03-19	1985-03-01		2 000
Lévis-Lauzon, Lauzon	2378	1971-07-07	1981-08-01*	1 000	
	1905	1972-06-28	1982-07-01	2 000	
	1450	1973-04-17	1983-04-15	2 000	
	608	1974-02-20	1984-03-01	3 000	
	3104	1974-08-28	1984-09-01	2 000	
	482	1975-02-05	1985-02-15	2 000	
	3960	1976-11-10	1986-11-16	1 500	13 500
Limoilou, Québec	2157	1968-07-10	1988-08-01	140	
	2298	1971-06-29	1981-07-01*	2 000	
	968	1973-03-21	1983-04-01	1 500	
	170	1974-01-16	1984-02-01	1 500	
	2256	1974-06-19	1984-07-03	3 000	
	3549	1974-10-09	1984-10-15	3 000	
	480	1975-02-05	1985-02-15	3 000	
	386	1976-02-11	1986-02-16	3 000	
	1748	1977-06-01	1987-06-15	2 000	19 140

* Montant à refinancer.

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	2116	1969-07-16	{ 1989-07-02	1 500	
			{ 1994-07-02	916	
	3293	1972-10-31	1982-11-01	1 000	
	972	1975-03-12	1985-03-15	1 500	
	3580	1977-10-26	1983-11-15	1 000	
	3240	1980-10-16	{ 1985-10-30	500	
			{ 1990-10-30	500	
			{ 1986-04-14	500	
	1058	1981-04-09	{ 1991-04-14	500	
				<u>7 916</u>	
Maisonnette, Montréal	269	1969-01-29	1999-02-01	907	
	3751	1971-11-03	1981-11-15*	2 000	
	1612	1972-06-06	1982-06-15	3 000	
	3370	1972-11-08	1984-11-15	3 000	
	4706	1973-12-19	1984-01-15	1 500	
	481	1975-02-05	1985-02-15	2 500	
			{ 1983-03-14	500	
	634	1979-03-07	{ 1984-03-14	500	
			{ 1989-03-14	2 500	
				<u>16 407</u>	
Matane	2862	1978-09-13	1988-09-21		1 000
Montmorency, Laval	2830	1971-08-11	1981-09-01*	2 000	
	3421	1973-09-19	{ 1983-10-01	1 500	
			{ 1993-10-01	500	
	3860	1974-10-30	1984-11-15	3 000	
	153	1975-01-15	1995-01-15	3 000	
	671	1975-02-19	1985-03-01	4 500	
	575	1977-02-23	1987-03-01	4 000	
				<u>18 500</u>	
Outaouais	2926	1968-09-11	1993-09-15	99	
	2769	1973-07-25	1993-08-01	500	
	572	1974-02-13	1984-03-01	2 000	
	2126	1974-06-12	1984-07-03	3 000	
	4212	1974-11-20	1984-12-01	3 000	
	5229	1975-12-03	1985-12-03	3 000	
	1669	1977-05-26	1987-06-01	2 000	
	1912	1978-06-14			
	2378	1979-08-22	1982-10-15	68	
	635	1979-03-07	1989-03-08	1 000	
				<u>14 667</u>	
Région de l'Amiante, Thetford-Mines	3113	1972-10-18	1982-11-01	1 000	
	420	1974-02-06	1984-02-15	1 000	
	3451	1976-10-06	1981-10-15*	3 000	
	1333	1977-04-27	1987-05-02	2 000	
	2159	1977-06-29	1987-06-28	3 500	
	3917	1977-11-16	1983-11-22	2 000	
	2672	1979-09-25	1989-10-04	1 500	
				<u>14 000</u>	
Rimouski	2825	1968-08-27	1991-09-01	2 244	
	1252	1973-04-04	1983-04-15	1 500	
	3699	1977-11-02	1983-11-15	2 000	
	636	1979-03-07	1989-03-08	1 000	
	2656	1978-08-23	{ 1983-09-01	400	
			{ 1988-09-01	4 210	
	3188	1979-11-28	1989-12-06	2 000	
	1421	1980-05-22	1990-05-29	1 500	
	1102	1981-05-01	{ 1986-05-05	1 000	
			{ 1991-05-05	3 000	
				<u>18 854</u>	
Rivière-du-Loup	3413	1969-11-05	1989-11-01	335	
	3713	1972-12-06	1982-12-15	1 000	
	483	1975-02-05	1985-02-15	3 000	
	3345	1977-10-12	{ 1982-10-17	400	
			{ 1987-10-17	600	
	3481	1981-12-16	1984-12-23	2 000	
				<u>7 335</u>	

* Montant à refinancer.

5-86

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Rosemont, Montréal	3229	1969-10-22	{ 1989-11-01	790	
			{ 1999-11-01	1 268	
	2578	1971-07-21	1981-08-01*	2 000	
	3371	1972-11-08	1982-11-15	2 000	
	195	1976-01-28	1996-02-02	4 000	
	3131	1976-09-15	1996-09-30	4 000	
	1331	1977-04-27	1987-05-16	4 000	
	2863	1978-09-13	{ 1984-09-21	500	
			{ 1988-09-21	500	19 058
St-Félicien	4213	1974-11-20	1984-12-01	500	
	3915	1977-11-16	1987-11-22	2 000	
			{ 1983-09-29	123	
	2864	1978-09-13	{ 1984-09-29	308	
			{ 1988-09-29	1 292	
			{ 1998-09-29	2 092	
	637	1979-03-07	1989-03-08	1 043	7 358
Ste-Foy	562	1971-02-10	{ 1983-02-15	3 000	
			{ 2013-09-01	350	
	1558	1973-04-27	1983-05-01	3 500	
	1670	1977-05-26	1987-06-01	1 000	
	3703	1977-11-02	1987-11-15	1 000	
	747	1980-03-20	1990-03-27	1 000	
	3972	1980-12-22	{ 1986-01-08	1 000	
			{ 1991-01-08	1 000	
	1059	1981-04-09	{ 1986-04-09	500	
			{ 1991-04-09	500	12 850
St-Hyacinthe	1907	1972-06-28	1982-07-01	1 500	
	847	1973-03-13	1984-03-15	3 000	
	3859	1974-10-30	1984-11-15	3 000	
	227	1975-01-22	1985-02-01	3 000	
	878	1975-03-05	1985-03-01	2 500	
	5245	1975-12-03	1985-12-15	3 000	16 000
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	1634	1970-04-08 }	1995-05-01	924	
	1057	1977-03-30 }			
	663	1972-03-01	1992-03-15	300	
	3349	1976-09-29	1986-10-15	1 000	
	3916	1977-11-16	1983-11-22	1 000	3 224
St-Jérôme	673	1970-02-18 }	2000-03-15	1 224	
	871	1972-03-22 }			
	850	1973-03-13	1983-03-15	3 000	
	573	1974-02-13	1984-03-01	2 000	
	3745	1974-10-23	1984-11-01	3 000	
	772	1975-02-26	1985-03-01	3 000	
	1058	1977-03-30	1990-03-15	200	
	2766	1981-10-07	1984-10-14	1 000	13 424

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
St-Laurent, Montréal	672	1970-02-18	{ 1987-08-01 1987-08-01 1990-02-01	847 859 647	
	2200	1973-06-13	1983-07-01	2 000	
	3303	1978-10-15	{ 1985-11-01 1988-11-01	400 300	
	1304	1981-05-13	{ 1986-05-12 1991-05-12	1 000 1 000	7 053
Shawinigan	3714	1972-12-06	1982-12-15	2 500	
	2089	1973-06-06	1983-06-15	3 000	
	2908	1974-08-14	1984-08-15	3 000	
	4050	1976-11-17	1986-11-15	1 000	
	1871	1977-06-08	1987-06-06	1 000	
	2865	1978-09-13	{ 1983-09-26 1988-09-26	200 500	11 200
Sherbrooke	3602	1970-09-23	{ 1982-10-15 1995-10-15	1 100 938	
	3889	1971-11-17	1992-12-01	800	
	4225	1973-11-21	1983-12-01	1 000	
	2083	1974-06-04	1984-06-15	2 000	
	154	1975-01-15	1985-01-15	3 000	
	4755	1975-10-29	1985-11-03	4 000	
	196	1976-01-28	1996-02-02	3 000	
	3852	1976-11-03	1986-11-01	2 000	
	2158	1977-06-29	1987-07-04	1 000	
	638	1979-03-07	{ 1983-03-16 1989-03-16	500 500	
	3168	1980-10-08	1995-01-02	248	
	3342	1980-10-22	{ 1985-10-30 1990-10-30	750 750	21 586
Sorel-Tracy	3096	1971-09-08	1991-09-15	200	
	745	1980-03-20	1985-03-27	1 000	1 200
Trois-Rivières	480	1972-02-16	1992-03-01	300	
	1559	1973-04-27	1983-05-01	2 000	
	4052	1976-11-17	1986-12-01	2 000	
	1060	1977-03-30	1990-03-01	225	
	494	1979-02-21	{ 1984-02-21 1989-02-21	200 1 500	
	2866	1978-09-13	{ 1984-09-21 1988-09-21	750 750	
	1060	1981-04-09	1996-04-16	1 000	8 725
Valleyfield	3228	1969-10-22	{ 1989-10-15 1994-10-15 2016-09-01	400 784 864	
	1839	1973-05-16	1983-06-15	2 000	
	387	1976-02-11	1986-02-16	1 500	
	341	1977-02-02	1987-02-02	2 000	
	3704	1977-11-02	1983-11-15	1 000	
	2867	1978-09-13	{ 1984-09-21 1988-09-21	500 500	
	1705	1979-06-13	1989-06-21	1 000	10 548
Vanier, Montréal	1635	1970-04-08	{ 1990-04-01 2000-04-01	256 2 090	
	3294	1972-10-31	1992-11-01	2 000	
	3422	1973-09-19	1993-09-30	1 500	
	983	1974-03-13	1984-04-01	2 000	
	3961	1976-11-10	1986-11-17	1 000	
	3581	1977-10-26	1987-11-15	2 000	
	567	1979-02-28	1989-03-14	1 000	
	2868	1978-09-13	1988-09-21	2 500	14 346

5-88

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Victoriaville	3973	1970-10-28	{ 1984-11-01 1990-11-01 2013-09-01	1 000 531 199	
	32	1975-01-08	1985-01-15	1 500	
	3745	1976-10-25	1986-11-01	2 000	
	1449	1979-05-23	1989-06-01	1 500	
	748	1980-03-20	1990-03-27	1 000	
	1061	1981-04-09	{ 1986-04-09 1991-04-09	500 1 500	
					9 730
Vieux-Montréal	1636	1970-04-08	{ 1990-04-15 2000-04-15	450 2 337	
	3621	1972-11-29	1984-12-01	3 000	
	851	1973-03-13	1985-03-15	3 000	
	2911	1974-08-14	1984-08-15	3 000	
	4510	1974-12-11	1985-01-03	3 000	
	881	1975-03-05	1985-03-01	4 500	
	4876	1975-11-05	1985-11-10	3 000	
	197	1976-01-28	1996-02-02	3 000	
	2655	1976-08-04	1986-08-16	1 560	
	1671	1977-05-26	1987-06-15	4 000	
	3165	1980-10-08	{ 1985-10-16 1990-10-16	1 000 1 000	
					32 847
					503 916
Universités					
Bishops, Lennoxville	1342	1969-04-30	1989-05-15		1 400
Concordia, Montréal	3005	1974-08-14	{ 1982-12-15	1 500	
	4273	1970-11-18			
	1504	1976-04-28	1986-05-03	5 000	
	1500	1978-05-10	{ 1983-05-15 1988-05-15	200 2 500	
	2875	1981-10-14	1984-10-26	5 000	14 200
École des hautes études commerciales, Montréal	4415	1970-12-02	1982-12-15	4 000	
	2497	1973-07-04	1993-07-15	2 000	6 000
École polytechnique, Montréal	2566	1970-06-30	1990-07-02	1 001	
	501	1976-02-25	1986-03-15	5 000	
	1942	1976-06-02	1986-06-15	1 755	
	2581	1977-08-10	1997-08-15	4 000	
	1907	1978-06-14	1988-06-30	3 000	
	1933	1979-07-04	{ 1989-07-11 1999-07-11	2 600 1 400	
	3343	1980-10-22	{ 1985-11-06 1990-11-06	1 600 1 000	
	2874	1981-10-14	1984-10-20	3 500	24 856
Laval, Ste-Foy	3767	1970-10-14	1984-11-01	4 700	
	1627	1971-05-05	2021-01-01	1 057	
	1430	1972-05-24	1992-06-01	5 200	
	2849	1973-08-01	1983-08-15	3 000	
	844	1974-03-06	1984-03-15	5 000	
	4479	1974-12-05	1984-12-15	5 000	
	2582	1977-08-10	1997-08-15	5 000	
	1908	1978-06-14	1990-01-01	6 900	
	3140	1978-10-11	{ 1988-10-16 1998-10-16	5 400 9 600	
	2438	1979-08-29	{ 1985-09-06 1989-09-06 1999-09-06	2 200 1 550 1 250	
	496	1981-02-18	{ 1986-02-23 1991-02-23	4 750 2 250	

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Laval, Ste-Foy (suite)	3401	1981-12-09	{1984-12-16 1986-12-16	4 175 6 125	73 157
McGill, Montréal	2090	1970-05-27	1990-06-01	668	
	3603	1970-09-23	1982-10-15	9 200	
	3295	1972-10-31	1992-11-01	2 700	
	4215	1974-11-20	1984-12-01	5 000	
	4754	1975-10-29	1985-11-01	5 000	
	1943	1976-06-02	{1981-06-15* 1986-06-15	2 790 2 210	
	3130	1976-09-15	1986-10-01	5 000	
	4097	1977-11-30	1997-12-05	5 000	
	3302	1978-10-25	{1988-11-01 1998-11-01	4 900 2 100	
	2434	1980-08-13	1985-08-21	7 000	51 568
Montréal	3764	1970-10-14	1984-11-01	4 100	
	3825	1971-11-10	2021-02-01	4 082	
	1204	1972-05-03	1992-05-01	5 000	
	3457	1972-11-15	1992-11-15	3 000	
	3622	1972-11-29	1982-12-01	3 300	
	2571	1973-07-11	1993-08-01	1 000	
	3846	1973-10-22	1983-11-01	2 000	
	3658	1974-10-16	1984-11-01	5 000	
	4220	1975-09-24	1985-10-01	5 000	
	870	1976-03-17	1996-02-16	10 000	
	2419	1976-07-07	1986-07-15	3 610	
	3449	1977-10-19	1997-11-01	5 000	
	120	1979-01-17	1989-01-25	5 000	
	425	1979-02-14	{1984-02-23 1989-02-23	5 350 4 650	
	2842	1979-10-17	{1989-10-23 1999-10-23	2 500 2 500	
	3603	1980-11-19	{1985-11-27 1990-11-27	2 750 4 250	
	941	1981-03-26	{1989-07-23 1990-07-23	800 3 100	
	3482	1981-12-16	1989-12-23	8 000	89 992
Sherbrooke	643	1969-03-05	2020-03-01	2 867	
	3770	1970-10-14	1984-11-01	3 700	
	397	1971-01-27	2020-09-01	959	
	1628	1971-05-05	2021-02-01	781	
	479	1972-02-16	{1982-03-15** 1992-03-15	5 100 1 000	
	4501	1975-10-08	1995-10-15	4 000	
	1944	1976-06-02	1986-06-15	6 000	
	3376	1978-11-02	{1983-11-09 1988-11-09	400 3 000	
	2671	1979-09-25	{1989-10-04 1999-10-04	2 450 1 550	
	170	1981-01-21	{1987-02-02 1991-02-02 2001-02-02	1 160 4 520 1 320	38 807
Université du Québec Rimouski	2913	1974-08-14	1984-03-01	214	
	916	1969-03-26			
Trois-Rivières	1414	1970-03-25	2000-04-15	1 777	
Siège social, universités constituantes, écoles supérieures et institutions de recherche	4443	1970-12-02	1982-12-15	7 600	
	100	1972-01-12	1992-01-15	5 000	

* Montant à refinancer.

** Le Gouvernement a autorisé le refinancement par le décret 670-82 pour des emprunts venant à échéance le 1987-04-07 mais l'emprunt n'était pas réalisé au 1982-03-31.

5-90

ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES** (suite)

(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Siège social, universités constituantes, écoles supérieures et institutions de recherche (suite)				
	416	1973-02-08	1983-02-15	5 000
	756	1973-03-07	1985-03-01	5 000
	4315	1973-11-28	1983-12-15	5 000
	2357	1974-06-26	1994-07-15	5 000
	478	1975-02-05	1985-02-15	5 000
	971	1975-03-12	1985-04-01	7 000
	3753	1975-08-13	1995-08-15	6 000
	4049	1975-09-10	1985-10-01	7 000
	502	1976-02-25	1986-03-11	5 700
	1272	1976-04-07	1986-04-15	5 000
	261	1977-01-26	1987-02-02	4 000
	3216	1977-09-28	1997-10-03	5 447
	3217	1977-09-28	1997-10-04	10 000
	676	1978-03-08	1988-03-15	5 000
	1311	1978-04-26	1988-05-01	8 000
	2771	1978-08-30	2000-09-06	14 000
	1076	1979-04-25	{ 1989-05-01	3 800
			{ 1994-05-01	3 000
			{ 1999-05-01	3 200
	2841	1979-10-17	{ 1989-10-24	3 000
			{ 1999-10-24	2 000
	3078	1979-11-14	1993-09-15	285
	497	1981-02-18	{ 1986-02-24	3 150
			{ 1991-02-24	1 850
	1768	1980-06-11	{ 1990-06-19	3 600
			{ 2000-06-19	3 400
	3166	1980-10-08	{ 1985-10-16	3 950
			{ 1990-10-16	3 000
			{ 2000-10-16	3 050
	3816	1980-12-09	1983-12-18	5 000
	992	1981-03-30	1996-04-09	4 000
	2979	1981-10-28	1986-11-02	18 000
				181 023
				481 003
Autres organismes				
Régie de la Place des Arts (remplacée par la Société de la Place des Arts de Montréal le 1 ^{er} juillet 1982)	679	1965-03-31	2005-04-15	15 517
	904	1966-05-18	1991-06-01	2 653
			2006-06-01	8 392
	3423	1980-10-29	2000-11-06	13 200
				39 762
Société de radio-télévision du Québec	3487	1981-12-16	1996-12-23	5 600

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DE CERTAINS ENGAGEMENTS BUDGÉTAIRES
POUR LE REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS RELATIFS À DES DÉPENSES EN CAPITAL*
AU 31 MARS 1982**

(MILLIERS \$)

Échéances	Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	Institutions de santé et de bien-être	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et pro- fessionnel	Universités	Société de radio-télé- vision du Québec	Total
1982-1983	216	63 418	52 823	59 192	50 996	850	227 495
1983-1984	244	60 898	50 399	67 440	25 394	300	204 675
1984-1985	277	68 211	53 175	121 744	54 811	250	298 468
1985-1986	313	48 838	7 182	39 213	61 390	250	157 186
1986-1987	354	130 704	5 335	58 080	56 556	275	251 304
1982 — 1987	1 404	372 069	168 914	345 669	249 147	1 925	1 139 128
1987 — 1992	39	226 553	32 778	117 115	112 049	1 625	490 159
1992 — 1997		32 028	18 966	33 237	38 721	2 050	125 002
1997 — 2002		9 404		6 120	73 588		89 112
2002 — 2007		10 018		819	1 217		12 054
2007 — 2012		4 694		675	1 706		7 075
2012 — 2017		6 954		281	2 391		9 626
2017 — 2022		10 293			2 184		12 477
2022 — 2027		15 226					15 226
2027 — 2032		26 805					26 805
			220 658	503 916*	481 003		
	1 443	714 044		1 205 577		5 600	1 926 664

* Autorisés par le Gouvernement.

** Y compris 18 500 000 \$ sous forme d'emprunts temporaires à refinancer à long terme.

5-92

ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)

(MILLIERS \$)

Autorisés par le Gouvernement

Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital

Canton de Stanstead

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1982 — 1991	13½	288

Communauté régionale de l'Outaouais

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de 77% du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1982 — 2030	7½ à 11	15 609

Communauté urbaine de Montréal

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de 60% et 100% du capital des emprunts effectués pour la construction du métro est formé comme suit:

Construction du métro

	Dates ou années d'échéance	Taux %	En monnaie étrangère (en milliers)	En monnaie du Canada
	1989-03-01	5¾		2 138
	1992-01-01	7		4 145
	2004-03-01	5¾		14 501
	2004-11-01	5	20 700\$É.-U.	25 467
	2005-11-01	6		9 000
	2006-03-01	5⅜		10 683
	2006-11-01	6	11 250\$É.-U.	13 841
	2007-01-01	7		6 219
	1982	9½		600
	1982	9		600
	1983	7½		300
	1985	10		5 550
	1987	10½		2 400
	1987	10		7 500
	1987	10		3 600
	1981 — 1988	variable	108 900\$É.-U.	133 980
	1984 — 1993	8		10 500
	1980 — 1994	10 , 11½	8 325\$É.-U.	10 242
	1983 — 1997	10¾		9 600
	1983 — 1997	10½		7 500
	1983 — 1997	10¼		11 400
	2000	10⅞	31 995\$É.-U.	39 364
	2000	10	30 960\$É.-U.	38 090
	2003	8⅜	24 570\$É.-U.	30 229
	1991	variable	53 625\$É.-U.	65 975
	1991	variable		3 492
	1985	variable		29 250
	1990	variable		14 438
	1991	variable		1 680
	1986	16		2 500*
	1986	16½		13 812*
	1996	17		3 688*
	1991	10,55	150 000D.M.	76 365*
				608 649

* Emprunts pour lesquels l'engagement du Gouvernement est à 100%.

Communauté urbaine de Montréal (suite)

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de 67,43%* du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	En monnaie des États-Unis	En monnaie du Canada
	1982 — 1983	9½		2 158
	1982 — 1988	variable	38 997	47 978 (1)
	1988	10		2 562
	1986 — 1996	10¾		15 172 (2)
	1984 — 1998	10½		15 644
	1982 — 2018	10¾		3 588
	1982 — 2018	10½		2 662
	1982 — 2018	10⅜		8 673
	1982 — 2018	10		7 335
	1982 — 2018	9¾		5 451
	1982 — 2018	9½		63
	1983 — 2019	10¾		2 841
	1983 — 2019	10½		4 941
	1983 — 2019	10⅜		931
	1983 — 2019	10		8 251
	1983 — 2019	9¾		5 103
	1982 — 2019	10¾		3 530
	1982 — 2019	10		10 993
	1982 — 2019	9½		2 113
	1982 — 2019	9⅞		141
	1983 — 2020	11		40
	1983 — 2020	10¾		854
	1983 — 2020	10½		714
	1983 — 2020	10		1 201
	1983 — 2020	9½		3 149
	1982 — 1996	16		1 686
	1986	16½		9 314
	1987 — 1996	17		2 486
	1983 — 2021	9½		19 862
	1983 — 2021	10		3 026
	1983 — 2021	10½		703
				<u>193 165</u>

* Ce taux était de 65,70% au 31 mars 1981.

(1) Déduction faite du fonds de remboursement de 2 960 067 \$ E.-U. dont l'équivalent canadien est 3 641 770 \$.

(2) Déduction faite du fonds de remboursement de 1 554 400 \$.

Communauté urbaine de Québec

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1982 — 2000	12	21 616

ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)

(MILLIERS \$)

Société québécoise d'assainissement des eaux

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1982 — 2002	variable	16 949

Village de Val-David

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1983 — 1991	13½	209

Ville de Cowansville

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1983 — 1993	14,682	1 012

Ville de Farnham

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1982 — 1988	variable	44

Ville de Granby

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1982 — 2001	12 à 13½	1 157

Ville de Laval

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1982 — 2018	8 à 10¾	9 991

Ville de St-Eustache

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1982 — 1989	11	51

Ville de St-Hyacinthe

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1982 — 2001	11	1 649

Ville de Waterloo

Au 31 mars 1982, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Années d'échéance	Taux %	Montant
	1982 — 1987	variable	129

ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

(MILLIERS \$)

Autorisés par certaines lois	Montant
Société de développement autochtone de la Baie James, L.R.Q., c. S-9.1	1 500
Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10 et modifications	4 000
Société de développement de la Baie James, L.R.Q., c. D-8	40 000
Société générale de financement du Québec, L.R.Q., c. S-17 et modifications	50 000
Société nationale de l'amiante, L.R.Q., c. S-18.2 et modifications	4 600
Société québécoise d'initiatives pétrolières, L.R.Q., c. S-22 et modifications	132 500
	<u>232 600</u>

Note

Ces engagements n'auront aucune incidence sur les dépenses et sur la dette nette lorsqu'ils seront liquidés, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation, dans le compte «Placements», de 228 600 000 \$ concernant le capital-actions et de 4 000 000 \$ concernant les prêts et avances.

Excluant 59 334 980 \$ pour la Société générale de financement du Québec et 1 500 000 \$ pour la Société québécoise de développement des industries culturelles pour lesquels une décision du Ministre est requise pour effectuer les déboursés. Au 31 mars 1980, la décision requise du Ministre n'est pas considérée dans l'établissement de l'engagement.

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
A			
Actif et passif	20, 4-2	Compte d'accord de perception fiscale, continuité du	5-26
Activités de promotion, d'éducation et de récréation en milieu naturel	1-148	Conseil de la langue française	1-108
Activité physique et sport, promotion	1-150	Conciliation entre locataires et propriétaires	1-96
Administration (Justice)	1-140	Connaissance géographique du territoire	1-112
Administration des élections	1-92	Connaissance du marché du travail	1-166
Administration fiscale	1-156	Connaissance du milieu ambiant	1-118
Administration générale (Éduc.)	1-102	Conseil exécutif, Ministère	1-37, 1-92
Administration des réseaux (Éduc.)	1-102	Conseil du trésor, Ministère	1-38, 1-100
Adultes, Formation des	1-108	Consultation des agents socio-économiques	1-94
Affaires canadiennes	1-58	Contentieux criminel	1-142
Affaires culturelles, Ministère	1-32, 1-54	Continuité:	
Affaires internationales	1-58	de la provision pour créances irrécouvrables	5-24
Affaires intergouvernementales, Ministère	1-32, 1-58	du compte des régimes de retraite	5-28
Affaires législatives (Justice)	1-142	Contributions à titre d'employeur	1-124
Affaires municipales, Ministère	1-33, 1-60	Contrôle des permis d'alcool	1-140
Affaires sociales, Ministère	1-33, 1-64	Contrôle et surveillance du développement:	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation, Ministère	1-34, 1-76	des entreprises	1-134
Aide à la production agricole	1-76	des institutions financières	1-134
Aide aux justiciables	1-140	Conventions comptables	13
Aide financière à l'habitation	1-96	Coordination de développement économique et régional	1-94
Aide financière aux étudiants	1-102	Coordination régionale (Aff. soc.)	1-72
Aide institutionnelle et restructuration du territoire	1-62	Crédits dépenses et variations, Sommaire	1-4
Aide sociale	1-64, 1-170	Crédits dont le droit d'engager a été suspendu	1-9
Allocations familiales du Québec	1-74	Curatelle publique	1-122
Allocations de maternité	1-168		
Amélioration du milieu ambiant	1-118	D	
Analyse économique et services statistiques	1-98	Dépenses afférentes aux projets de développement régional (O.P.D.Q.)	1-7
Annexes de l'actif et du passif	5-1	Dépenses, Sommaire	19, 1-4, 1-8, 1-30
Approvisionnement	1-174	Dépenses par super-catégories et catégories	1-30
Aqueducs et égouts, Réseaux	1-62	Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-7
Arts d'interprétation	1-56	Dettes nettes	19, 4-4
Arts de l'environnement visuel	1-54	Dettes assumées (obligations)	5-33
Assemblée nationale, Ministère	1-35, 1-82	Développement de l'industrie forestière	1-112
Assistance-maladie	1-64, 1-170	Développement de l'industrie manufacturière	1-130
Assurance-agricoles	1-78	Développement des entreprises et institutions financières	
Autres actifs	5-25	Contrôle et surveillance	1-134
Autres emprunts	5-43	Développement des pêches maritimes	1-80
Autres passifs éventuels	5-46	Droits et libertés de la personne, Commission	1-138
B			
Besoins financiers et financement	22		
Biens culturels, Sauvegarde et mise en valeur	1-54	E	
Bons du trésor, continuité	5-28	Échéancier sommaire	
Bureau central de l'informatique	1-88	de certains engagements pour subventions	5-92
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-92	des obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	5-45
C			
Catégories et super-catégories de dépenses		des engagements pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital	5-91
Listes et définitions	1-28	Éducation, Ministère	1-38, 1-102
Sommaire	1-30	Élections, Administration	1-92
Centre de recherche industrielle du Québec	1-132	Emprunts	
Charte de la langue française	1-108	effectués	3-4
Chèques en circulation	21, 4-3	garantis	5-46
Cinéma	1-56	remboursés	3-6
Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-78	temporaires	21, 4-3, 5-26
Commission d'appel de francisation des entreprises	1-108	autres	5-43
Commission de la fonction publique	1-124	Énergie et Ressource, Ministère	1-39, 1-110
Commission de la santé et de la sécurité du travail, aide financière	1-168	Engagements	
Commission de surveillance de la langue française	1-108	Opérations budgétaires	5-62
Commission des Affaires sociales	1-74, 1-172	Opérations non budgétaires	5-63
Commission des transports	1-162	Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	5-96
Communautés culturelles et immigration	1-36, 1-86	Enregistrement officiel	1-138
Communications (Ass. nat.)	1-82	Enseignement:	1-140
Communications, développement des politiques	1-90	primaire et secondaire public	1-104
Communications, Ministère	1-36, 1-88	collégial public	1-104
Compensations diverses aux municipalités	1-60	universitaire	1-104
Comptabilité gouvernementale	1-120	privé	1-106
Compte des régimes de retraite, continuité du	5-28	Entrepreneurs en construction, qualification professionnelle des	1-98, 1-170
Comptes à payer	5-27	Environnement, Ministère	1-41, 1-118
Comptes à recevoir	5-4	Équipement:	
		des services de santé	1-70
		des services sociaux	1-68

II INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
Espace et équipement, Allocation	1-174	Institut national de productivité	1-130
Études et recherches concernant l'énergie	1-116	<i>Institut québécois de recherche sur la culture,</i>	
Études politiques économiques et fiscales	1-120	aide financière	1-94
Évaluation foncière	1-60	Institutions financières et Coopératives, Ministère	1-46, 1-134
Exploitation des immeubles	1-174	Intérêts courus (actif)	5-5
Exploitation et développement de l'industrie minière	1-114	Intérêts courus (passif)	5-27
Exploration géologique et minérale	1-114	Introduction	9
F		J	
Financement agricole	1-76	Jeux de hasard et courses, Contrôle	1-156
Financement, besoins financiers et	22	Justice, Ministère	1-47, 1-138
Financement des partis politiques	1-92		
Financement forestier	1-112		
Financement, Sommaire	22, 3-3		
Finances, Ministère	1-42, 1-120	L	
Fonctions de police, normalisation et surveillance	1-144	Liste et définitions des catégories et super-catégories	
Fonction publique, Ministère	1-45, 1-124	de dépenses	1-28
Fonds d'amortissement:		Livres et autres imprimés	1-54
continuité,	5-37	Logirente, Administration	1-156
détail	5-38	Loisir, Chasse et Pêche, Ministère	1-48, 1-148
Provenance et utilisation des,	5-40		
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt			
de l'université du Québec	33	M	
Fonds de relance industrielle	36	Mandats spéciaux	1-6
Fonds de suppléance	1-122	Municipalités, Aide et surveillance administratives	1-60
Fonds des cautionnements des agents de voyages	38		
Fonds des services de santé	41		
Fonds en fidéicommis	44		
Fonds pour la formation des chercheurs et			
actions concertées	1-106		
Fonds renouvelable du Service des achats			
du Gouvernement	46		
Fonds renouvelable — Télécommunications	49		
Fonds spécial olympique	51		
Fonds spéciaux du crédit agricole	55	N	
Forêts		Normes de travail	1-166
Amélioration	1-110	Notes complémentaires	23, 4-5
Connaissance	1-110	Nouveaux emprunts:	
Protection	1-110	détail	3-4
Utilisation	1-110	sommaire	3-4
Formation des adultes	1-104		
Formation professionnelle (Touristique)	1-132		
Formulation de jugements	1-138		
G		O	
Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	1-142	Obligations	5-29
Gestion budgétaire et politique administrative	1-100	Office de la langue française	1-108
Gestion de la caisse et de la dette publique	1-120	Office des personnes handicapées du Québec	1-74, 1-98
Gestion des ressources fauniques	1-148	Office des services de garde à l'enfance	1-74
Gestion des terres publiques	1-114	Office franco-québécois pour la jeunesse	1-58
Gestion du personnel de la fonction publique	1-124	Office des professions	1-106
Gestion du territoire agricole	1-78	Office de recrutement et de sélection du personnel	1-126
		O.P.D.Q.	1-94
		O.P.D.Q., Dépenses afférentes aux projets	
		de développement régional	1-7
		Opérations budgétaires, Sommaire	1-2
		Opérations non-budgétaires:	
		sommaire	2-3
		placement, sommaire et détail	2-4
		Régimes de retraite, compte des	2-6
		autres comptes	2-6
		Opinion du Vérificateur général:	
		sur les états financiers du gouvernement du Québec	28
		sur les Fonds spéciaux	35, 37, 40, 43, 45, 48, 50, 54, 57
		Organisation et aménagement du territoire municipal	1-60
		Organisation et réglementation des professions	1-106
		Organismes-conseils auprès du Premier ministre	1-92
H		P	
Habitation — Aide financière	1-96	Passifs éventuels	5-46
Habitation et Protection du Consommateur, Ministère	1-128	Pêches maritimes, Développement	1-80
Hébergement des adultes et des personnes âgées	1-68	Permis d'alcool, Contrôle	1-140
I			
Information et publications gouvernementales	1-88		
Implantation d'équipements et aménagement			
de sites de plein air	1-148		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	1-144		
Industrie des courses de chevaux, Aide financière	1-158		
Industrie, Commerce et Tourisme, Ministère	1-45, 1-130		
Industrie minière, exploitation et développement	1-114		

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
Placements	5-6	Services communautaires	1-66
Placements temporaires	5-3	Service de courte durée (Aff. soc.)	1-70
Plan comptable (voir Conventions comptables)	13	Services de main-d'œuvre	1-168
Planification économique et régionale (O.P.D.Q.)	1-94	Services de consultation et de protection (Aff. soc.)	1-66
Planification, recherche et enseignement (Agriculture)	1-76	Services de santé et services sociaux au Nouveau-Québec	1-72
Policiers		Services juridiques du Gouvernement	1-142
Formation et perfectionnement	1-144	Services parlementaires	1-82
Normalisation et surveillance	1-144	Services statutaires et de soutien politique	1-82
Prêts et avances	5-7	Société d'aménagement de l'Outaouais	1-62
Production agricole, Aide	1-76	Société de développement industriel du Québec	1-132
Professions, Organisation et réglementation	1-106	Société de radio-télévision du Québec	1-90
Promotion de l'activité physique et du sport	1-150	Société d'habitation du Québec	1-96
Promotion et développement de l'industrie touristique	1-132	Soins prolongés	1-70
Promotion du droit et du statut de la femme	1-94	Sommaire:	
Protecteur du citoyen	1-84	des revenus par ministère et par catégorie	18, 1-2
Protection civile	1-144	des crédits, dépenses et variations par ministères	1-4
Protection des droits et libertés de la personne	1-138	des dépenses par ministères et par super-catégories	
Protection du milieu (Environnement)	1-118	et catégories	1-30
Protection du consommateur	1-96, 1-134	des engagements	5-62
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	5-40	des opérations budgétaires	1-2
Provision pour créances irrécouvrables, continuité de la	5-24	des opérations non-budgétaires	2-3
Publications gouvernementales, Informations et	1-88	Emprunts garantis	5-46
		Financement	3-3
		Nouveaux emprunts	22, 3-4
		Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-138
		Soutien au loisir socio-culturel	1-148
		Soutien aux municipalités et aux organismes locaux et régionaux de loisir	1-150
		Soutien aux organismes bénévoles	1-66
		Soutien du revenu familial	1-64, 1-170
		Statut de la femme, Promotion du droit	1-94
		Supplément au revenu de travail	1-156
		Sûreté du Québec	1-144
		Suspension du droit d'engager	1-8
R		T	
Réadaptation de l'enfance et des adultes	1-68	Terres publiques, Gestion	1-114
Recherche (Aff. soc.)	1-72	Tourisme	
Recherche économique et services statistiques	1-130	Formation professionnelle	1-132
Recherche minérale	1-114	Promotion et Développement	1-132
Régie de la sécurité dans les sports	1-150	Transport aérien gouvernemental	1-164
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-154	Transports, Commission des	1-162
Régie de l'électricité et du gaz	1-114	Transports, information contrôle et sécurité	1-160
Régie des installations olympiques	1-152	Transports, Ministère	1-51, 1-160
Régie des marchés agricoles du Québec	1-78	Transport scolaire	1-164
Régie des services publics	1-90	Transports terrestre	1-160
Régime d'assurance-maladie	1-154	Travail et Main-d'œuvre, Ministère	1-52, 1-166
Régime de retraite et assurance-vie (Fonc. pub.)	1-126	Travailleurs autonomes, Remboursements de leurs contributions	1-158
Régime de retraite des enseignants	1-126	Travaux publics et Approvisionnement, Ministère	1-53, 1-174
Relations de travail	1-166		
Remboursement à certains travailleurs	1-158		
Remboursement d'emprunts	3-6		
Réseaux d'aqueduc et d'égouts, Aide financière	1-62		
Réseaux et équipements de communication	1-88		
Réseaux routiers			
Conservation	1-162		
Construction	1-160		
Information contrôle et sécurité	1-160		
Ressources fauniques, Gestion	1-148		
Revenus, Détail par ministère, catégorie et sous-catégorie	1-32		
Revenu, Ministère	1-49, 1-156		
Revenus, Sommaire par ministère et par catégorie	18, 1-2		
		V	
S		Variation de l'encaisse	3-4
Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-54	Variation du change sur les remboursements d'emprunts	3-9
Sécurité dans les bâtiments et les lieux publics	1-168	Vérificateur général	1-84
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1-64, 1-170		
Sécurité — Incendie	1-62		
Sécurité publique, coordination des activités	1-144		

